

Slobodan Milosevic
maître du jeu

SLOBODAN MILOSEVIC, seul espoir pour la paix dans l'ex-Yougoslavie ? Les élections qui ont eu lieu dimanche en Serbie, de même qu'à leur manière les élections qui se sont déroulées huit jours plus tôt dans la province de Krajina, en Croatie, renforcent ce paradoxe : l'homme par lequel est arrivé le scandale d'un carnage dont les cibles de prédilection sont des populations civiles apparaît aujourd'hui comme la personne-clé d'un éventuel règlement dans l'ex-Yougoslavie.

En lui promettant, en échange de sa bonne volonté, une suspension progressive de l'embargo économique qui pèse sur la Serbie, les Européens ont fourni à Slobodan Milosevic le plus puissant argument de sa campagne électorale. Parmi des candidats qui ont rivalisé avec lui dans le registre du nationalisme, il est finalement apparu comme le mieux à même de sortir son pays du marasme sans renoncer à l'essentiel.

Ce n'est pas un hasard si M. Milosevic a donné la semaine dernière une certaine publicité à sa rencontre avec des dirigeants croates, supposés avoir porté « sur la définition des frontières entre les trois républiques ethniques de l'ex-Bosnie-Herzégovine ». Cela veut dire, en langage serbe, que M. Milosevic joue le rôle que réclame de lui la communauté internationale en vue d'un règlement du problème bosniaque.

C'est parce qu'il semble jouer ce rôle également à propos de la Krajina que les Serbes sécessionnistes de cette région de Croatie l'ont en revanche désavoué, en refusant le candidat qui avait ses faveurs aux élections du 12 décembre. Ces élections, qui réclament le rattachement immédiat de cette province à la république de Serbie, se sont déroulées à huis clos, et ont voulu dénoncer l'accord qui se dessine entre Zagreb et Belgrade pour geler provisoirement le problème de la Krajina, conformément au vœu des Européens.

CETTE stratégie des Douze a-t-elle quelque chance d'aboutir ? On y verra plus clair après les discussions qui doivent rassembler les belligérants le 21 décembre à Genève, puis le lendemain, en présence des douze ministres européens des affaires étrangères, à Bruxelles. Cependant les obus continuent de pleuvoir sur la capitale bosniaque, au point qu'Alain Juppé, après avoir évoqué une suspension progressive des sanctions contre la Serbie, parle maintenant de leur durcissement et se demande publiquement pourquoi l'ONU ne recourt pas à la force pour détruire des batteries serbes autour de la capitale bosniaque.

En même temps, François Léotard évoque un éventuel retrait des « casques bleus » de Bosnie. Ces déclarations contradictoires ne rétablissent pas le crédit de la France, qu'on a pu voir au plus bas lors du « duplex » que la chaîne Arts avait organisé dimanche avec Sarajevo. Elles confortent les partisans de M. Milosevic dans la conviction que, loin d'être devenu le jouet des Européens, leur leader reste bel et bien le maître du jeu.

Lire nos informations page 3

M0147 - 1221 0 - 7.00 F



Mme Veil et M. Léotard estimant qu'il a « les qualités requises »

La campagne de M. Balladur pour l'Elysée
est lancée par deux ministres d'Etat

Pour la première fois, deux membres du gouvernement ont exprimé le souhait qu'Edouard Balladur se porte candidat à la présidence de la République. Mme Veil et M. Léotard, tous deux ministres d'Etat, ont déclaré, dimanche 19 décembre, que le premier ministre a « les qualités requises » pour faire valoir cette candidature. Le RPR a réagi lundi matin, par la voix de M. Debré, son secrétaire général adjoint, qui a dénoncé ces propos « prématurés ». M. Madelin (UDF), proche de M. Giscard d'Estaing, a souligné le risque de voir le gouvernement se diviser.



Accélération tactique

Le mot a été prononcé. D'après les consignes d'Edouard Balladur lui-même, les membres du gouvernement ne devaient pas parler de l'élection présidentielle de 1995 avant la fin de l'année 1994. Or, deux d'entre eux, deux ministres d'Etat, deux têtes d'affiche - Simone Veil et François Léotard - ont transgressé la règle pour lancer sans

tarder, quatre jours après le vote triomphal de la « confiance » au premier ministre à l'Assemblée nationale, un appel à la candidature de M. Balladur.

Jusqu'alors seulement candidat des sondages, le premier ministre est désormais, depuis le dimanche 19 décembre, celui d'une partie de la majorité. Sauf à imaginer une incroyable

bonfête d'indiscipline au sein du gouvernement et en niveau presque le plus haut - Mme Veil est au deuxième rang protocolaire derrière M. Balladur -, on peut penser que ce dernier n'a pas été surpris par l'initiative de ses deux zélés.

Que M. Balladur ait des partisans au sein de l'UDF n'est pas une révélation.

PATRICK JARREAU
Lire la suite page 10

Enfants de guerre

I. - Un siècle sans pitié

« Le Monde » commence la publication d'une série intitulée « Enfants de guerre » par une présentation générale du sort des enfants dans les conflits d'aujourd'hui. Cette enquête se poursuivra par trois reportages sur des situations dramatiques, en Bosnie, en Afrique de l'Ouest et en Afghanistan.

Quatre bambins réfugiés - avec leurs baluchons - attendent, sagement assis dans le hall d'une gare. C'était en 1918, quelque part en France. Un gendarme en casquette sort du ghetto juif, les mains en l'air. C'était en 1940, à Varsovie. Une fillette nue court sur une route, fuyant l'épouvante du nazisme. C'était en 1972, au Vietnam.

Ces trois images célèbres, et bien d'autres (1), appartiennent à la mémoire d'un siècle sans pitié pour ses enfants, jetés au cœur des guerres ou rejetés par elles, le plus souvent victimes et parfois bourreaux. Regardez trop graves, tristes sourires d'une enfance si peu tendre.

Enfants-soldats, à l'uniforme et au fusil trop grands. Enfants sauvages, d'une féroce sans égale, poussés aux crimes par les adultes, enrôlés de force, endoctrinés, fanatisés, du Cambodge au Mozambique, de la Sierra-Léone au Pérou. Enfants orphelins, hantés par le souvenir des massacres, errant dans les ruines, rescapés solitaires. Enfants réfugiés, affaiblis et meurtris, recueillis après l'exode, nourris, soignés, consolés.

Enfants-otages, recueillis au fond des caves, et qui mourront, la tampa d'une impru-

dence ensoleillée, sur un trottoir de Sarajevo. Enfants suspects, qu'on fouille, torture ou viole. Enfants déshonorés, tremblant de honte d'avoir survécu, tels les prisonniers de guerre iraniens qui, pendant le conflit contre l'Irak, songeaient au suicide pour échapper à leur déchéance. Enfants blessés, brûlés, estropiés, invalides pour toujours. Enfants brisés, vies détruites, générations perdues.

Et les plus images ont celles qu'on n'a jamais vues, qu'on ne verra jamais, celles des drames sans témoin. Ou qui passent inaperçues, comme celle du nouveau cimetière de Luanda. Au bout d'un an, il est déjà plein de patates tombées, dans le capital d'un pays - l'Angola - où la famine et les combats feulaient, cet automne, mille morts par jour.

Depuis toujours, le chœur à canon fut souvent fraîche. A Sparte, l'éducation militaire débutait dès l'âge de sept ans. Turbines et Cané commencent des armées à quinze ans, en un temps où l'on était vieux à quarante. On cite souvent le cri de Frédéric le Grand, exhortant ses jeunes recrues à la bataille de Zorndorf : « Venez, enfants, mourir avec moi pour la patrie ! » Le Premier Empire, à son crêpe-cul, lança dans ses ultimes combats un flot d'adolescents, les fameux Marie-Louise.

Aujourd'hui, la guerre est, autant qu'autrefois, le massacre des innocents.

JEAN-PIERRE LANGELETTIER

Lire la suite page 8

(1) Une centaine de ces photos ont été exposées en 1990 au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève et reprises dans un catalogue du Musée intitulé « L'enfant dans la guerre ».

La chance du lycée privé

A Lagny-sur-Marne, un établissement catholique est « sauvé » in extremis par la révision de la loi Falloux

« J'avoue qu'avant le vote du Sénat j'ai connu quelques nuits blanches. » Face à la maquette du futur lycée privé Saint-Laurent de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), le directeur, Bernard Roubert, ne cache ni son soulagement ni sa satisfaction. Soulagement, parce que son établissement, encore en construction, avait été déclaré « hors loi », en novembre, par un arrêt du Conseil d'Etat et que sans la révision de la loi Falloux par les sénateurs, son avenir semblait bien compromis. Satisfaction, parce que sa capacité va pouvoir être doublée - à terme, il accueillera plus de 2 000 élèves - et que, au regard de la loi modifiée, « Saint-Laurent fait figure de pionnier dans les coopérations qui pourront s'établir entre les collectivités locales et l'enseignement privé ».

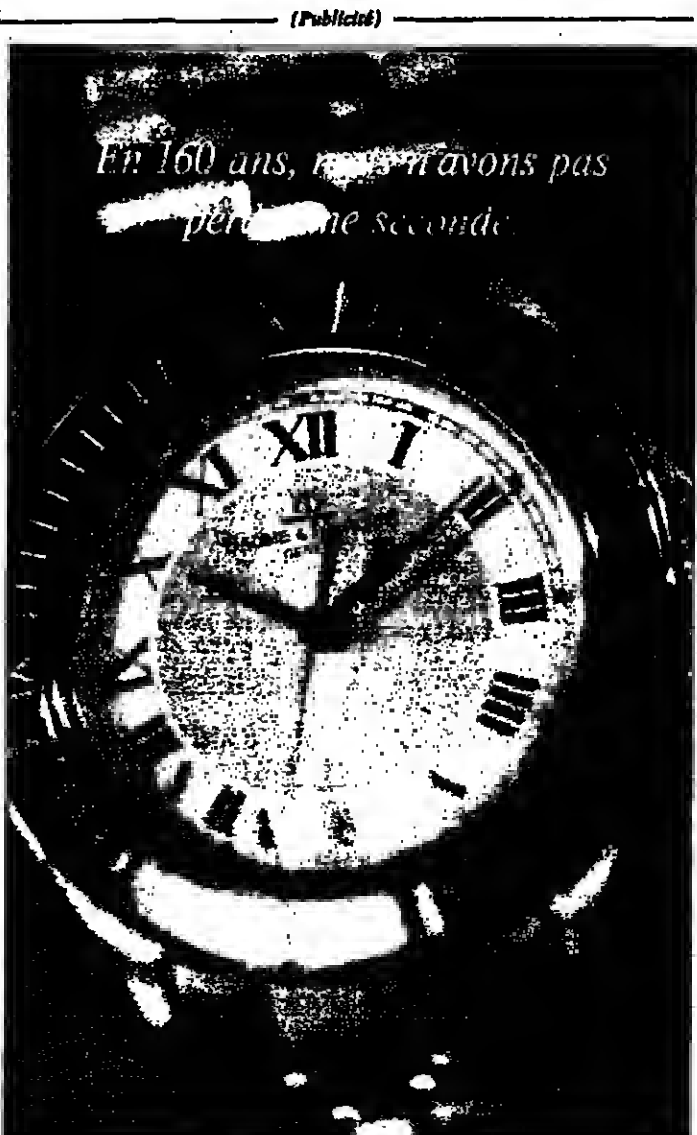
Dans le débat qui agite l'opinion autour de la révision de la loi Falloux, adoptée « à la hussarde » mercredi 15 décembre au Sénat, Saint-Laurent fait figure d'exemple. Cité dans le rapport Vedel remis au ministre de l'éducation nationale afin, notamment, de dire l'état du droit en matière de financement des établissements privés, il illustre à quel point les collectivités locales avaient anticipé la nouvelle loi,

faissant bénéficier les établissements privés d'aides financières au-delà des seuils légaux.

A Lagny, la promulgation de la nouvelle loi devrait constituer pour le diocèse, épaulé par la région, l'heureux épilogue d'un pari incertain. Le projet du lycée polyvalent remonte à 1989. Invoquant l'explosion démographique du Nord-Est parisien, Mgr Louis Cornet, évêque de Meaux, propose alors au conseil régional d'Ile-de-France de participer à la reconstruction des établissements privés de Lagny. Le 9 juillet 1991, le conseil régional décide de financer intégralement à hauteur de 100 millions de francs la construction d'un lycée de mille places et de mettre les locaux à la disposition de l'enseignement privé. Le bâtiment doit faire face à l'actuel collège-lycée Saint-Laurent, sur un terrain appartenant à la congrégation des frères maristes.

Le 4 septembre 1991, le préfet de région défère au tribunal administratif de Paris, aux fins de sursis à exécution et annulation, la délibération du conseil régional, au motif qu'elle constitue une violation de l'article 69 de la loi Falloux.

HERVÉ MORIN
Lire la suite page 15



Préaccord en Afrique du Sud

Le Congrès national africain (ANC) et l'Afrikener Volksfront (AVF) ont annoncé, lundi 20 décembre, avoir signé un accord préliminaire qui pourrait mener à une participation de la formation d'extrême droite blanche aux élections prévues pour le 27 avril 1994. Le contenu de cet accord devait être rendu public mardi.

page 6

L'urbanisme devant les sénateurs

L'ensemble des textes de loi dont l'examen n'aura pas été achevé par le Parlement avant la fin de la session ordinaire, lundi 20 décembre à minuit, devront être inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire des 21, 22, voire 23 décembre (à l'exception de la proposition de loi sur les entreprises en difficultés qui pourrait être examinée en janvier). Cette inscription concerne, notamment, le projet de loi controversé sur l'urbanisme et la construction, qui devait revenir, en deuxième lecture, devant les sénateurs, mardi 21 décembre.

page 12

Un entretien avec Claude Got

« On ne peut privilégier la vie en profitant de l'argent de la mort »

« Quelle est la position du spécialiste de la santé publique que vous êtes dans le débat sur la dépenalisation de certaines drogues ? »

— Dépenaliser l'usage de drogues actuellement illicites et, si l'on est cohérent, leur vente, est un choix de société privilégiant la prévention de la délinquance et la lutte contre les mafias aux dépens des individus les plus vulnérables. La facilitation de l'accès à un produit potentiellement dangereux induit toujours une aggravation des dégâts, qu'il s'agisse d'une arme à feu, d'une voiture rapide ou d'un toxique. Une fraction majoritaire de la population maîtrisera le risque et l'équilibre avec le plaisir comme c'est le cas pour l'alcool, une autre partie en perdra le contrôle et deviendra dépendante, comme cela s'est fait pour la consommation de tabac, qui est passée de quelques cigarettes par jour au début du siècle à une quinzaine actuellement, avec soixante-cinq mille morts prématurées.

» La logique de la dépenalisation conduira à accroître la liste des produits autorisés. Pourquoi se limiter au cannabis ? Quelles raisons ancrées-nous d'interdire la vente de l'opium, du kat, des tranquillisants ou des amphétamines ? Il est beaucoup plus urgent et important de réduire le risque sanitaire des toxicomanes avec des échanges de seringues, des programmes de substitution, voire des fournitures de drogues.

» L'argument de la prévention de l'usage des drogues intraveineuses par la facilitation de l'accès à des drogues non injectables est trop incertain sur le long terme pour prendre ce risque. La nouveauté, l'expérimentation, sont des facteurs attractifs pour les jeunes, surtout quand ils sont dans une période d'incertitude, d'angoisse ou d'indignation, qui leur fait rechercher une échappatoire autodestructrice.

» La dépenalisation de l'usage des drogues est une réponse superficielle aux problèmes d'une société destructrice par la rapidité de son évolution, la perte de la notion de solidarité et la priorité accordée aux biens matériels, à la productivité et à la performance. Qu'importe la dépendance d'un jeune désocialisé pourvu que les vols diminuent...

« L'urgence sociale de la France n'est pas d'augmenter les dépenses de santé. »

— Nous assistons aujourd'hui dans le champ de la santé publique à la multiplication des contraintes et, parallèlement, à une relative incapacité de faire respecter les nouveaux interdits. Un exemple : le permis à points semble avoir perdu son pouvoir de dissuasion après un an de relative efficacité.

— L'équité du permis à points est assurée par l'exigence d'une accumulation de fautes avant l'annulation du permis et non par des décisions judiciaires tardives et variables. Mais le législateur avait condamné ce dispositif à l'inefficacité en refusant une gestion administrative automatisée. La justice ne sait pas en effet traiter la délinquance de masse. Au-delà de la mauvaise application, il conviendrait de modifier notre conception de la sécurité routière en l'imposant par des mesures inéluctables au lieu de susciter l'effroi avec le vain espoir que la peur de la sanction sera dissuasive. Demander à un conducteur de rouler à moins de 50, 90 ou 130 kilomètres à l'heure en lui confiant un instrument qui atteint souvent 180 kilomètres à l'heure est incohérent. Un limiteur de vitesse à trois positions associé à un enregistreur supprimerait l'incitation au délit introduite par une surpuissance inutile. Face aux drames répétés que sont les accidents mortels sur les autoroutes on pouvait fournir deux types de réponses : aggraver des sanctions

Né en 1936, le professeur Claude Got est chef du service d'anatomie pathologique de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne. Spécialiste réputé de la biomécanique des chocs et de l'accidentologie — ses recherches ont contribué à faire adopter des mesures de sécurité routière comme le port de la ceinture de sécurité, la limitation de vitesse et les contrôles préventifs de l'alcoolémie —, il est une des très rares personnalités médicales à avoir œuvré en faveur de l'instauration, en France, d'une véritable politique de santé publique. Conseiller technique aux cabinets de Simone Veil (1978-1979) et de Jacques Barrot (1979-1981), le professeur Got est l'auteur du rapport sur le sida qui, en 1988, fut à l'origine d'une réorganisation de la politique de lutte contre l'épidémie. Faisant partie du groupe dit des « cinq sages » qui milita en faveur de l'adoption par le Parlement de la loi Evin contre le tabagisme et l'alcoolisme, le professeur Got est l'auteur d'un livre essentiel pour qui veut comprendre ce qu'est la santé publique : la Santé (Ed. Flammarion).



Valerico/93

aléatoires ou contrôler toutes les vitesses moyennes des véhicules sur autoroute par les heures de passage au péage. Cette mesure avait été proposée en 1988 dans le Livre blanc de la sécurité routière, et en refusant de l'appliquer notre société exprime ses réticences. Il est acceptable qu'un ticket de parking indique votre heure d'entrée et permette un calcul à la sortie pour rémunérer le concessionnaire, mais ce serait un abus de surveillance si la même procédure était utilisée pour épargner des vies humaines.

— Les excès d'une politique privilégiant « la vie » aux dépens des libertés individuelles sont cependant perceptibles, par exemple quand des médecins refusent, comme récemment à Manchester, d'opérer un fumeur qui ne souhaite pas cesser de s'intoxiquer. Quelle analyse faites-vous de ces excès ?

— Les commentaires de cette affaire ont été souvent confus, l'attitude de ces médecins étant abusivement présentée comme un chantage à la vie. C'est la confusion entre l'argumentation médicale et les motifs économiques qu'il fallait critiquer. Les chances d'un fumeur qui poursuit son intoxication sont réduites par rapport à celui qui l'interrompt, mais elles sont cependant plus grandes que celles du malade non opéré et les médecins de Manchester réduisent donc les chances de survie de leurs patients fumeurs en refusant d'intervenir. Si leur attitude était justifiée par l'insuffisance des moyens qui leur étaient attribués, il fallait le dire, et distinguer l'argumentation scientifique fondée sur le service rendu au malade, des limites économiques fixées par le pouvoir politique, le médecin gérant au mieux des moyens insuffisants pour mettre en œuvre toutes les thérapeutiques efficaces.

— La dernière convention médicale qui, en France, régit les rapports entre les médecins libéraux et les caisses de Sécurité sociale établit-elle ces distinctions ?

— Elle confond partiellement les objectifs de santé et le souci de contrôler les dépenses. Si l'objectif est de faire 10 milliards d'économies, il faut plafonner les dépenses avec une pénalisation financière en cas de dépassement. Chaque médecin est alors libre de ses choix dans la limite des moyens alloués. Si le but est d'améliorer la qualité des soins, il faut imposer des références de bonne pratique et déconventionner ceux qui ne les respectent pas. Un tel système correspond à la fois à l'intérêt du patient et à celui du malade, mais il est impossible de lui fixer à l'avance un résultat financier. A la différence de ceux qui craignent une perte de l'adaptation de la médecine à l'individu, je crois cette mesure bénéfique si les références sont établies par des instances scientifiques, non par les

caisses et les syndicats dont le rôle est de définir les modalités d'appréciation des pratiques médicales. Cela doit se faire sur l'ensemble de l'activité d'un praticien, non sur un acte isolé. Si le meilleur compromis entre le coût et l'efficacité du frottis de dépistage du cancer du col n'est ni d'un praticien, ni de tous les deux ou trois ans, il est justifié de sanctionner les praticiens qui le prescrivent tous les six mois.

— Limiter les dépenses de soins, est-ce, selon vous, un objectif de santé publique ou une régression sociale par rapport à l'évolution des cinquante dernières années ?

— Nous pourrions laisser glisser de 9 % à 12 % en dix ans la part du PIB consacrée à la santé, avec un financement par la CSG qui ne pénalise pas les entreprises. Cette attitude ne serait pas sérieuse. Il est plus important de donner une formation, un environnement structuré et un emploi aux enfants du Val-Fourré ou de Vaucluse-Velin que de développer les dépenses de soins pour des gains réduits. Une société ne peut vivre en marginalisant une fraction croissante de sa population. L'urgence sociale de la France n'est pas d'augmenter les dépenses de santé, c'est de mieux utiliser ce qu'elle consacre à cette fonction et de dépenser ailleurs l'argent public.

— De quelles méthodes dispose le gouvernement en dehors de l'extension du budget global au secteur libéral et des contraintes sur les prescriptions ?

— Il peut modifier la structure de l'offre de soins. Le *numerus clausus* établi par Simone Veil en 1979 a ralenti la croissance du nombre de médecins de 9 % par an à moins de 2 %. Il faut éviter de nouvelles installations en secteur libéral par la création d'emplois qui induisent des économies. Le développement de l'épidémiologie, de la prévention, de l'évaluation médicale, permettrait d'améliorer nos connaissances et la qualité des soins tout en évitant de nouveaux prescripteurs.

« J'essaie de créer une hiérarchie entre les libertés. »

— Où en est l'application de la loi Evin, texte issu pour une bonne part de votre action intensive de lobbying ?

— Cette loi est assez bien appliquée en ce qui concerne l'interdiction de la publicité pour le tabac. L'application est médiocre pour la protection des consommateurs sur les lieux de travail, elle est carrément mauvaise pour la délimitation des zones sans fumée dans la restauration. La

réglementation de la publicité pour l'alcool est toujours en attente de son décret le plus important sur l'affichage. Les attermolements des gouvernements successifs et la persistance d'un affichage que la loi interdit a fait deux perdants : la presse qui a été privée de l'exclusivité de la publicité informative pour l'alcool qui compensait la suppression de la publicité pour le tabac, et la culture qui utilise peu la publicité par affichage et avait intérêt à la suppression de ce type de publicité pour des boissons alcooliques qui lui prennent des parts de marché. La santé publique avait des alliés objectifs qui ont été roulés dans la farine. Attendons le décret pour voir si c'est définitif, sa rédaction marquera la volonté du gouvernement de limiter la pression publicitaire en faveur de l'alcool ou sa soumission aux afficheurs et aux producteurs. Le résultat est très incertain car ce domaine échappe aux oppositions politiques traditionnelles. La réduction de la publicité pour le tabac fut initiée par Simone Veil, la suppression de la publicité pour la bière à la télévision a été votée par un Parlement dit de droite à l'initiative de Jacques Barrot. C'est la gauche qui l'a fait introduire et c'est un gouvernement de gauche, celui de Michel Rocard, qui a soumis au Parlement la loi Evin supprimant totalement la publicité pour le tabac et réduisant celle de l'alcool. Si l'ajoute qu'Edouard Balladur ou Jacques Barrot ont voté la loi Evin, il est clair que les clivages ne passent pas entre la droite et la gauche quand il faut choisir entre la soumission totale aux acteurs économiques et la sauvegarde d'un minimum de solidarité.

— La politique peut-elle prendre le risque de déléguer le pouvoir aux experts ?

— Il ne faut pas confondre l'acquisition des connaissances et la prise de décision. L'Etat ne peut produire toutes les études nécessaires à ses actions, il doit les commander à ceux qui ont le savoir-faire, mais c'est lui qui décide, agit ou surveille quand l'action est déléguée. Le drame du sang contaminé indique le risque lié à la confusion des rôles. L'administration a manqué de moyens pour vérifier l'application de ses décisions sur la sélection des donneurs de sang et elle a délégué l'action à une structure associative peu apte à concilier la gestion, le risque et la connaissance, ce qui a réduit l'efficacité de l'autorité de tutelle aux moments décisifs de printemps 1985. Il faut une administration compétente qui décide, gère et surveille, face à des contre-pouvoirs qui prennent des initiatives, proposent et critiquent.

— Comment un contre-pouvoir d'experts peut-il fonctionner sans tomber dans les excès d'une forme de médiatisation qui, bien souvent, aggrave les passions et les conflits ?

— Le débat social est impossible si les propositions des experts sont inaccessibles et notre groupe avait fait le choix d'une collaboration avec les médias qui le souhaitaient pour influencer sur les pouvoirs publics. Nous savions que nous subirions les excès de la médiatisation-spectacle, mais il fallait choisir entre l'expert dans ses pantoufles attendant que le ministre lui pose une question et l'activiste qui pose un problème et défend ses propositions. Il risque d'être qualifié d'ayatollah, de vichyste sournois, d'hygiéniste rétrograde et liberticide, mais ces excès sont préférables à l'absence de débats d'idées. Les propositions des experts doivent être commentées par des généralistes de la pensée et de l'action sociale.

— Le risque, ici, serait que le débat soit monopolisé par des groupes d'intérêt qui, bien souvent, contribuent à rendre illisible l'évolution sociale en multipliant les informations et les interprétations contradictoires. Une communauté humaine en évolution rapide a besoin de maîtres à penser. Une société sans doctrines dans laquelle chaque individu doit construire toutes ses références s'atomise et s'autodétruit. Elle accentue les processus de sélection développant l'inégalité sociale, en particulier dans le domaine de la santé. L'échec du totalitarisme communiste renvoie le balancier vers un libéralisme extrême et l'avènement de ceux qui veulent s'imposer toutes les responsabilités au niveau de l'individu est aussi dangereux que la tutelle dictatoriale.

— Au fond, sur quelle doctrine repose votre vision du pouvoir médical pour prendre des décisions de « santé publique » ?

— J'essaie de créer une hiérarchie entre les libertés en utilisant des situations concrètes. Un enfant, un adulte vulnérable, n'ont pas à être piégés par le risque, et leur liberté de vivre passe avant la libre cupidité de ceux qui commercialisent des produits potentiellement dangereux. Je crois au rôle actif de l'Etat pour concrétiser une solidarité sans laquelle une société se déséquilibre. Je n'ai pas la prétention d'organiser le monde, mais je tente d'identifier et de neutraliser ceux qui le désorganisent. C'est un mélange d'égoïsme social, conciliant mes intérêts particuliers comme dépendant de la prévention de certains risques, et de respect de la démocratie me faisant écarter les méthodes qui ne sont pas souhaitées par une majorité de la population. Le port obligatoire de la ceinture, les limitations de vitesse, la suppression ou le contrôle de certaines publicités, sont des décisions non-fumeuses, sont des décisions souhaitées et acceptées par une large majorité des Français. Je tente d'identifier ce que je refuse, sans tenter de reconstruire un monde dont les finalités m'échappent.

— Ces interventions au nom de la solidarité doivent-elles

faire redouter la suppression des plaisirs liés à des risques ou profit d'un idéal pour admettre de sociétés totalement sûres mais mortellement tristes ?

— Vous formulez ici le choix classique entre la vie intense mais courte associée au risque et la vie longue et ennuyeuse qui serait le sous-produit de la prudence. C'est la présentation la plus perverse des actions de santé publique que l'on puisse faire. Elle méconnaît un fait essentiel : les risques les plus importants induits par notre société sont masqués et à faible plaisir ajouté. Une planche à voile procure une impression de vitesse, une émotion, plus importantes que celles produites par une voiture insonorisée et bien suspendue qui vous tiera sur un arête à la sortie d'un virage pris trop rapidement, ou dans une collision en chaîne sur autoroute, sans excitation ni jouissance, uniquement par une anesthésie de la perception du risque. Je pouvais trouver un exemple comparable dans la première cigarette fumée sans plaisir, par conformisme social. Un des objectifs de la santé publique est de promouvoir le plaisir de vivre et de se livrer à des activités diverses et excitantes, éventuellement avec un risque réel élevé, mais avec un risque réel faible ou nul. Il faut apprendre à choisir ses plaisirs, à les développer et à les raffiner, c'est un objectif de santé mentale individuelle bien différent de la chute dans un piège que l'on n'a pas vu.

« La liberté de vivre passe avant la libre cupidité de ceux qui commercialisent des produits potentiellement dangereux. »

— Peut-on espérer la prise en compte d'intérêts de santé publique en contradiction avec des intérêts économiques dans une période où les difficultés de l'emploi inhibent toute action défavorable aux entreprises ?

— Ce sera difficile, chaque groupe et chaque individu défendant ses intérêts avec agressivité dans une société où l'économie devient la référence dominante. Ceux qui se sentent les plus aptes à bénéficier de la sélection, des gains de productivité et de la mondialisation des échanges délaissent les objectifs de solidarité et de protection des structures qui conditionnent la cohésion d'une société. Cette perversion de l'évolution sociale concerne aussi bien l'agriculture que les biens culturels ou les conditionnements dangereux. Eviter les cancers du pommier et faire vivre la SEITA dans l'opulence sont des objectifs incompatibles. Si le développement du PIB devient la seule référence, après la cigarette à l'odeur d'abricot nous aurons celle en forme de biberon et au goût de lait pour accrocher plus tôt les consommateurs. Les spécialistes du marketing aiment appeler un parfum *Opium* ou *Champagne*, confondre les vêtements, le sida et les camps de concentration par la pratique d'amalgames provocateurs ou séducteurs qui rendent une société indéchiffrable et dangereuse. Nous devons résister contre ces méthodes, que ce soit en boycottant Benetton, en imposant aux constructeurs de véhicules des caractéristiques en accord avec les objectifs d'une circulation apaisée, en interdisant la publicité pour le tabac ou en maifisant celle de l'alcool. On ne peut privilégier la vie en profitant de l'argent de la mort. Notre société court un risque majeur : développer les sélections au nom de la liberté individuelle ou du développement économique et récolter la marginalisation, la violence et l'inégalité.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

Les Serbes de K... le candidat...

هنا من الامم

Got

INTERNATIONAL

Les élections en Serbie

Le parti de Slobodan Milosevic est en nette progression selon les premières estimations

■ **AVANTAGE A SLOBODAN MILOSEVIC.** Au vu des premiers résultats, le Parti socialiste serbe (PSS) du président Slobodan Milosevic semble bien parti pour remporter les élections législatives du 19 décembre, et ses dirigeants ont dit avoir bon espoir d'obtenir suffisamment de sièges pour former leur gouvernement sans soutien extérieur. Les chiffres officiels doivent être annoncés mercredi.

■ **FRAUDES.** Ces élections ont été entachées de nombreuses irrégularités que dénoncent les partis d'opposition.

■ **DÉSARTEU EN KRAJINA.** Le candidat favori de Slobodan Milosevic a subi un échec en Krajina, province de Croatie où maints de Serbes sécessionnistes.

Quelque sept millions d'électeurs étaient appelés, dimanche 19 décembre, à élire les 250 députés du Parlement de Serbie, à l'issue d'une campagne marquée par une surenchère nationaliste. Les projections issues des premiers résultats montrent une nette progression des socialistes (ex-communistes) de Slobodan Milosevic.

Selon ces premières estimations, les socialistes conforteraient leur avance sur les autres formations (en remportant entre 107 et 114 sièges sur 250, contre 101 aux élections de 1992). Ils espéraient même remporter la majorité absolue. La coalition d'opposition DEPOS menée par Vuk Draskovic



stagne, avec une cinquantaine de sièges, et les ultra-nationalistes de Vojislav Seselj sont en perte de vitesse (une quarantaine de sièges contre 71 dans la précédente Assemblée).

Un seul parti d'opposition paraît enregistrer une très nette avancée, le Parti démocrate, qui avait refusé de rejoindre le DEPOS et qui obtiendrait une trentaine de sièges (contre 6 précédemment). Quelques heures seulement après la clôture du scrutin, M. Seselj reconnaissait « la victoire inattendue des socialistes ». Le scrutin a été émaillé de nombreuses irrégularités, dénoncées par l'opposition.

Y. H.

Les Serbes de Krajina ont désavoué le candidat favori de Belgrade

ZAGREB

de notre correspondant

Les Serbes de Krajina ont osé défier l'homme fort de Belgrade, Slobodan Milosevic. Une semaine après les premières « élections libres » dans cette région de la Croatie que les Serbes sécessionnistes ont proclamée « République serbe de Krajina » (RSK), les résultats complets d'ont toujours pas été proclamés, ce qui a raison d'être. Mais Milan Martić, ministre de l'Intérieur de la RSK et favori du président serbe, auquel on donnait les meilleures chances avant le scrutin « présidentiel » du 12 décembre, a perdu la poussée, bien que la Serbie officielle ne lui ait pas ménagé son soutien.

Malgré l'annulation du vote dans six circonscriptions sur vingt-huit, sous les pressions de M. Martić, Milan Babic, maire de Knin et premier président de la RSK, écarté par M. Milosevic pour s'être opposé au déploiement des « casques bleus » en Krajina, a recueilli, le 12 décembre, plus de 49 % des voix valides, frôlant la majorité absolue dès le premier tour, contre six autres candidats.

Selon le décompte de son parti, M. Babic aurait obtenu 51,5 % des voix sur l'ensemble des suffrages exprimés. La formation de M. Babic aurait aussi obtenu trente sièges sur quatre-vingt-quatre aux élections parlementaires et pourrait donc, comme elle en avait l'intention, former une majorité avec la branche locale du Parti radical de Vojislav Seselj, aussi en désaccord à Belgrade, qui aurait remporté seize sièges.

M. Martić et ses fidèles, soudain devenus très légalistes, n'ont pas ménagé leurs efforts pour limiter l'impact de leur défaite en traquant la moindre irrégularité dans des élections. Le Parti socialiste de Krajina, qui soutient M. Martić, a même demandé sans succès l'annulation du scrutin. Mécontent des résultats de son ministre, un policier a fait irruption à la télévision locale, pistolet à la main, menaçant les journalistes. Un membre de la commission électorale a reçu des menaces de mort. Samedi, le « ministre de l'Intérieur » a menacé à mi-mots d'employer la force, déclarant que « tout ce qui s'est passé a fait monter la tension en Krajina et la menace de conflits entre Serbes et Croates ». Les Serbes de Krajina ont même des « musulmans dans la poche de Bihac » sur la RSK.

Si, dans un premier temps, les manœuvres du candidat défait de Belgrade ont permis, au moment où les Serbes de Serbie se rendaient aux urnes, de noyer le « mauvais exemple » de Knin dans une vague de rumeurs d'irrégularités complaisamment

amplifiées par les médias officiels serbes, la lutte pour le pouvoir en Krajina risque de se prolonger, voire de déraper. Un nouveau vote qui pourrait suffire à assurer la victoire de M. Babic en un tour doit avoir lieu le 26 décembre dans les circonscriptions aux résultats annulés. Le maire de Knin, brutalement écarté par M. Milosevic avec l'aide de M. Martić, puis victime d'une curieuse tentative d'assassinat, a l'intention, selon ses proches, de limoger, dès son arrivée au pouvoir, le puissant ministre de l'Intérieur. Et il n'est pas sûr, mais pas exclu non plus, que Belgrade accepte de perdre les commandes en Krajina.

Pour d'être « lâchés »

En effet, le succès de Milan Babic dans la population s'explique principalement par une raison, la même qui avait alimenté le soulèvement contre Zagreb, en 1991 : la peur. Mais aujourd'hui, les Serbes de la RSK craignent autant un lâchage par Belgrade que la menace de l'armée croate, qui a fait deux incursions cette année sur leur territoire. Les fuites et les déclarations se multiplient, selon lesquelles le président serbe est prêt à marchander la Krajina avec les Croates. On affirme que Slobodan Milosevic a assuré que la question de la Krajina devait se régler dans les frontières de la Croatie (et non de la Grande Serbie).

Les intellectuels croates argumentent la thèse en expliquant que la levée des sanctions contre Belgrade passe par un marchandage avec Zagreb. L'hebdomadaire croate *Nedelja* Dolmactio a même publié des détails de cet « accord secret ». Citant des « sources proches des négociateurs » serbes et croates qui se sont récemment rencontrés à Belgrade, l'hebdomadaire écrit, le 8 décembre, que les Serbes ont proposé de rendre les régions de Knin et de Vukovar (est de la Croatie) aux Croates, et de garder la Baranja (au nord de Vukovar), à la frontière avec la Serbie. Les négociateurs de Belgrade auraient même proposé une campagne médiatique commune pour convaincre les Serbes que Zagreb s'est fortement résistée est inutile. Selon l'hebdomadaire, la récupération des territoires se ferait lors d'une action militaire simulée de l'armée croate.

A cette cascade d'« informations » s'ajoutent des faits : M. Milosevic et ses fidèles ont écarté en Bosnie serbe, notamment à Banja-Luka, à l'occasion de la purge qui a suivi la rébellion de septembre, et en Krajina, les partisans de l'unification immédiate des ter-

ritoires serbes. Ainsi, en Krajina, les organisateurs du référendum en juin dernier sur « l'union des peuples serbes » auquel les pro-Milosevic étaient opposés, ont disparu, parfois brutalement, de la scène politique.

Promesses rassurantes

Cependant, certains observateurs jugent que ces conflits inter-serbes portent sur des divergences tactiques et non stratégiques. M. Milosevic n'aurait pas renoncé à former la Grande Serbie avec les territoires contrôlés par les Serbes en Bosnie et en Croatie mais, voulant obtenir d'abord la levée des sanctions, il jugerait que le moment n'est pas opportun. Beaucoup d'observateurs à Zagreb doutent, non pas que le président serbe ait pu faire des promesses rassurantes aux Croates pour les faire patienter, mais qu'il ait l'intention de les respecter. Ils remarquent aussi que Slobodan Milosevic est devenu conciliant avec Zagreb au moment où il avait besoin de l'accord des Croates pour faire entendre dans un plan commun la division ethnique de la Bosnie.

Paradoxalement, la victoire de M. Babic, partisan dnr de la Grande Serbie, mais en conflit avec Belgrade, et avant tout un défenseur de la « souveraineté de la Krajina », pourrait faciliter, comme le relève la presse de Zagreb, un règlement du conflit à l'intérieur des frontières croates.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'opposition dénonce les nombreuses irrégularités du scrutin

BELGRADE

de nos envoyés spéciaux

De nombreuses irrégularités ont émaillé le scrutin de dimanche. Un exemple parmi d'autres : lorsque Dragana et Mirjana sont arrivées, dimanche 19 décembre, à leur bureau de vote de Grocka, à une trentaine de kilomètres de Belgrade, elles ont en la désagréable surprise de s'apercevoir qu'elles auraient aussi bien pu ne pas se déplacer ; elles avaient déjà été enregistrées comme ayant voté.

Parmi les multiples fraudes relevées, les plus courantes ont consisté en la manipulation des listes électorales. De plus, dans un nombre consistant de districts, les assesseurs représentant l'opposition se sont vu interdire l'accès aux bureaux de vote. Seuls parmi les principales formations en lice, le Parti socialiste (ex-communiste) de Slobodan Milosevic et son allié ultra-nationaliste Arkan n'ont relevé « aucune anomalie » dans le scrutin et ont affirmé n'avoir reçu aucune plainte.

En revanche, de l'extrême droite aux partis démocratiques, on est unanime à dénoncer les irrégularités qui ont émaillé la journée, d'un bout à l'autre de la Serbie. Ainsi, dans la seule commune de Grocka, les représentants de la coalition d'opposition DEPOS (Mouvement démocratique serbe) estiment-ils que « 10 % des électeurs ont disparu des listes électorales ». Et l'on ne compte plus le nombre d'électeurs – surtout parmi les moins de trente ans, qui fournissent une bonne part de l'opposition – s'étant présentés au bureau de vote dépendant de leur domicile

pour s'entendre dire qu'ils ne figuraient plus sur les listes. A l'inverse, certains veufs ou veuves ont eu la surprise de découvrir leur conjoint décédé sur ces mêmes listes.

A Marosina, village de la région de Nis, dans le sud-est de la Serbie, l'Alliance civique (membre de la coalition du DEPOS) assure que 50 % du corps électoral a disparu des listes. A Grocka, comme dans certains quartiers de Belgrade, c'est par rues entières, selon les représentants de l'opposition, que les listes ont été « purgées ». Un porte-parole du Parti radical (extrême droite) a cité le cas d'une femme, membre du Parti socialiste, ayant été convoquée à son bureau de vote, tandis que son mari, militant radical, n'a jamais reçu de convocation. Et les témoignages de personnes ainsi interdites de vote abondent.

Pas d'isolement pas de secret

Autre « anomalie » : l'inscription d'un même électeur sur plusieurs listes électorales ou à plusieurs reprises sur la même liste. « Une personne venue voter nous a montré les deux convocations qu'elle avait reçues, et nous avons constaté qu'elle était inscrite deux fois sur la même liste, sous deux adresses différentes », nous a déclaré un assesseur de l'un des bureaux de Grocka.

Sur un autre registre, l'opposition s'est heurtée, dans de nombreux bureaux de vote, à une forme radicale d'obstruction : l'exclusion d'assesseurs pourtant dûment accrédités. Si, dans certains cas, l'affaire a pu être réglée relativement vite, il n'en

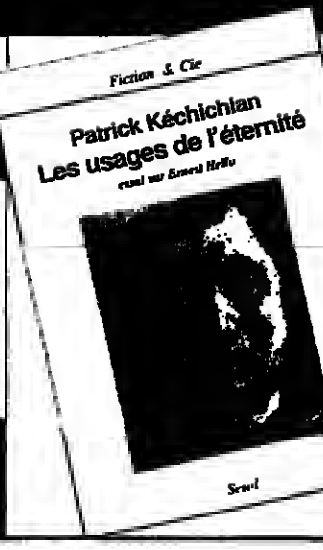
a pas été de même partout, et plusieurs bureaux se sont retrouvés privés d'une partie de leurs assesseurs – ceux représentant l'opposition – pendant de longues heures. En revanche, un bureau de la commune de Grocka s'est vu doter d'un assesseur supplémentaire qui s'est imposé de lui-même, à savoir le postier, qui a profité de l'occasion pour verser les pensions de retraite aux administrés venus voter.

Quant au « secret de l'isoloir », les électeurs serbes ont dû y renoncer, l'isoloir en question étant carrément absent – les électeurs votant sur de simples tables de classe – ou bricolé à l'aide de pans de plastique et de carton, ouverts à tous les regards. La présidente de l'Alliance civique, Vesna Pesic, a, pour sa part, dénoncé en termes vifs cette entorse au principe du vote secret, estimant que la situation était aujourd'hui, « pire qu'en 1990 », lors des premières élections libres dans l'ex-Yugoslavie.

En outre, le régime en place a monopolisé la télévision, redoutable machine de guerre médiatique dans un pays où la presse écrite est devenue financièrement inabordable pour la plupart des Serbes. Pénalisée, l'opposition avait songé, un temps, à boycotter les élections après la dissolution du Parlement, fin octobre. Elle a finalement décidé d'y participer, mais en ordre dispersé, ce qui a encore accru son handicap face au Parti socialiste de Slobodan Milosevic.

FLORENCE HARTMANN et VIVES HELLER

PATRICK KÉCHICHIAN



L'expérience intérieure d'Hello plane parfois dans nos rêves, fantomatique, comme une aventure dangereuse. Mais c'est Patrick Kéchichian qui a raison : il faut ressusciter les fantômes.

Benoit Lobet / Le Monde

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche

Editions du Seuil

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

M. Léotard envisage l'éventualité d'un retrait des casques bleus au printemps

Au Grand-Jury de RTL-le Monde, François Léotard a affirmé, dimanche 19 décembre, que le ministre de la Défense envisageait à l'OTAN des lors que les forces françaises seront concernées et il a laissé entendre que la France décidera, au printemps prochain, avec ses alliés européens, de maintenir ou non la présence de «casques bleus» dans l'ex-Yougoslavie.

A propos de la participation de la France à l'OTAN, M. Léotard a estimé qu'il est «à fait normal» que le ministre de la Défense y siège, comme le chef d'état-major des armées au comité militaire, qui réunit les chefs d'état-major, des que les actions et l'ordre du jour évoquent des initiatives qui peuvent concerner la France par ses forces armées.

Depuis 1966, date à laquelle le général de Gaulle a retiré les forces françaises des commandements alliés, aucun ministre de la Défense, ni chef d'état-major des armées français n'ont participé à des réunions de l'OTAN. Il y a un an, cependant, l'observateur français — un officier général — au comité militaire a reçu l'autorisation d'avoir une voix délibérative (et non plus seulement consultative) aux séances de travail. De nouvelles missions de l'Alliance et le rôle accru des Européens, dans la perspective d'une diminution de la présence militaire américaine en 1995, sont à l'ordre du jour du «sommet» exceptionnel de l'OTAN, le 10 janvier prochain, à Bruxelles. C'est la raison pour laquelle, depuis quelques semaines, on assiste, dans les milieux officiels en France, à une réflexion sur un rapprochement avec l'OTAN dès lors que l'ordre du jour des réunions concernera le maintien de la paix et la participation française (le Monde du 16 décembre).

S'agissant de la situation en Europe, M. Léotard a estimé que «le conflit est latent entre la Russie et l'Ukraine, les tensions verbales et les tensions réelles». «Nous devons rester très attentifs face aux phénomènes de dislocation dans les

pays de l'ex-URSS», a ajouté le ministre de la Défense.

A propos de l'ex-Yougoslavie, M. Léotard a indiqué que la France décidera au printemps de maintenir ou non ses «casques bleus». Cette initiative sera prise «à plusieurs, avec les autres Européens». Si, au printemps, «les conditions d'une solution politique ne sont pas réunies» en ex-Yougoslavie et notamment en Bosnie, il faudra alors prendre des décisions qui pourraient être le retrait, a expliqué le ministre qui a ajouté: «Nous ne pouvons pas nous satisfaire du statu quo. Il ne faut pas accepter cette horreur du quotidien. Il y a un vrai risque terrible pour l'Europe, celui de l'indifférence».

Un Casque bleu belge tué par un tir isolé en Bosnie. Un Casque bleu belge qui accompagnait un convoi de ravitaillement a été tué dimanche 19 décembre par un tir isolé en Bosnie. Le soldat, Marc Orban, 32 ans, escortait un convoi se rendant de Kiseljak à Visoko (centre). C'est la troisième victime parmi les 300 militaires belges qui servent actuellement dans l'ex-Yougoslavie (AFP).

Assassinat du vice-premier ministre du Monténégro

Le vice-premier ministre du Monténégro, Miroslav Ljesar, a été assassiné, lundi matin 20 décembre, dans son bureau de Podgorica, a annoncé l'agence yougoslave Tanjug. Il a été tué par le directeur financier d'une société de transport locale qui s'est ensuite donné la mort, ajoute Tanjug, dont la dépêche n'a pas encore reçu de confirmation officielle. (Reuters).

BIBLIOGRAPHIE

Le conflit raconté par un enfant de Sarajevo

LE JOURNAL DE ZALTA, par Zlata Filipovic, éd. Robert Laffont, 215 pages, 119 francs. EX-YOUGOSLAVIE: POUR UN MONDE MEILLEUR, éd. Agorima, 84 pages, 99 francs.

«Nous n'avons rien fait. Nous sommes innocents. Et nous ne pouvons rien faire!», Zlata a 11 ans et vit à Sarajevo. Depuis septembre 1991, elle tient un journal, auquel elle raconte les «petites choses» qui font la vie quotidienne d'une petite fille. Mais, en avril 1992, sa vie bascule dans l'horreur. «Qual malheur!... Pourquoi il y a la guerre?», «La guerre a l'air de tout, sauf d'un plaisir. Elle détruit, tue, incendie, sépare, apporte le malheur».

Jour après jour, Zlata Filipovic raconte ce malheur, fait de peur, de disparitions, de privations dans une capitale démunie avec application par ce qu'elle appelle «nos amis des collines», ces «amis» qui, dorénavant, «nous rappellent qu'ils sont toujours là et qu'ils peuvent tuer, blesser, détruire...». Son journal, cette chronique

quotidienne de l'horreur — qui va de septembre 91 à octobre 93 — est aujourd'hui publié en France chez Robert Laffont, témoignage d'une tragédie qui a une population désarmée et qui d'autres «grands» sont bien incapables d'arrêter.

«Ouvrage humanitaire pour aider les victimes de la guerre», l'album «Pour un monde meilleur», patronné par la Hsui Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), raconte, lui, la guerre aux enfants à travers une série de bandes dessinées accompagnées de textes explicatifs. Les thèmes abordés couvrent la guerre, les efforts de paix, la fuite, le froid et la faim, les familles, l'enfant réfugié, les orphelins...

Pour «venir en aide aux victimes du conflit», l'éditeur Agorima Editeur Services — a choisi une formule qui «révèle plus du partage des revenus d'un effort commun que du bénévolat pur»: sur un prix de vente en librairie de 99 francs, 25 francs «constituent le don que fait chacun des acheteurs» et sont remis au HCR.

Y. H.

VOYAGE AIR BALAD AIR
Vols aller-retour
MARRAKECH 1190F
TENERIFE 1390F
MIAMI 2590F
LES ANTILLES 2690F
Tél: 42 62 45 45
ou dans votre agence de voyage

LES ARTS DE LA TABLE
Cadeaux à prix exceptionnels
choisissez les grandes marques de la porcelaine de Limoges et de la cristallerie française
BACCARAT - CRISTAL DE SEVRES
DAUM - LAQUE - ROYALES CHAMPAGNE
RUE DE PARADIS 10

ALLEMAGNE

Les anciens communistes n'ont pas réussi à conquérir la mairie de Potsdam

Arrivé nettement en tête le 5 décembre, avec 45,3 % des suffrages à l'issue du premier tour des élections municipales à Potsdam, dans le Land de Brandebourg (ex-RDA), le candidat du PDS (ex-communiste) Ralf Kitzmütz a dû s'avouer vaincu, dimanche soir 19 décembre. Le maire social-démocrate (SPD) sortant, Horst Gramlich, qui accusait pourtant un retard de près de 10 points voici deux semaines, l'a finalement emporté avec 54,5 % des voix.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Le scrutin de dimanche n'avait pas seulement une valeur locale. Il était suivi attentivement dans toute l'Allemagne et dans les états-majors politiques qui s'occupaient du retour en force des héritiers du Parti communiste de l'ex-RDA. Une inquiétude alimentée par le fait que Rolf le Rouge, âgé de quarante-six ans, avait été dans les années 70, durant deux ou trois ans, un «collaborateur officieux» — les «IM» comme on les appelait — de la Stasi. Son nom de code était alors «IM Rudolf».

Ces révélations faites par les sociaux-démocrates, trois jours seulement avant le premier tour de scrutin, n'avaient apparemment pas influencé l'électorat et elles suscitaient aussi une vive polémique. Le ministre bavarois de l'intérieur (CSU) était allé jus-

qu'à réclamer l'interdiction du PDS et la saisie de ses biens. D'autres politiciens suggéraient que les services secrets s'intéressent d'un peu plus près à un parti dont les activités, avant la chute du mur (lorsqu'il avait pour nom SED), étaient synonymes de répression et de dictature. Plusieurs témoins politiques — CDU, SPD et libéraux du FDP confondus — étaient intervenus publiquement dans le débat et avaient appelé à voter, au deuxième tour, pour le maire sortant, «Horst le Pâle». De leur côté, les milieux industriels avaient multiplié les mises en garde: une victoire de Rolf Kitzmütz à Potsdam entraînerait inévitablement une chute des projets d'investissement — le chiffre de 100 millions de denstschmarks (environ 342 millions de francs) avait été cité — dans le Brandebourg.

Pas d'«enclave cubaine» dans le Brandebourg

Dans ce contexte, le PDS estimait être victime d'une cabale visant, à ses yeux, toute l'ex-Allemagne de l'Est et ses habitants mécontents des conséquences économiques et sociales actuelles de la réunification. M. Kitzmütz, qui a décidé au lendemain de son échec d'aller passer quelques jours de vacances à Paris, a été défendu par les plus hauts responsables de son parti: notamment par Lothar Bisky, le président du PDS, et Gregor Gysi, le chef du groupe parlementaire au Bundestag, qui, soulignant que «IM Rudolf» n'avait jamais

dénoncé personne — contrairement à d'autres qui s'étaient officiellement désolidarisés — affirmait qu'il avait «le droit de faire de la politique». Et de rappeler que les entreprises ouest-allemandes n'hésitent pas, jadis, à faire des affaires juteuses avec des firmes contrôlées par le SED. Pour sa part, le principal intéressé indiquait que sa vie «n'avait pas commencé en 1989» et qu'il n'avait eu aucunement l'intention de «transformer Potsdam en une île socialiste, une mini-RDA ou une enclave cubaine».

Horst Gramlich, réélu pour cinq ans, a sans doute bénéficié d'un important report de voix de ses sympathisants qui, au premier tour, avaient voté pour la CDU et les Verts de Bündnis 90. Selon Peter Hintze, le secrétaire général de la CDU, ce résultat montre que «les électeurs de Potsdam ont, à l'évidence, ou du moins ont tenté de le faire, de faire un moment tiré le frein à main». Ceux-ci «ont fait preuve de maturité politique», explique pour sa part le porte-parole du SPD, tandis que le ministre-président du Brandebourg, Manfred Stolpe, lui aussi SPD, se dit «soulagé». Toutefois, le PDS est bel et bien le deuxième groupe parlementaire du conseil municipal de Potsdam et sa montée en puissance ne se limite pas, selon les sondages, à ce Land. Il gagne du terrain dans toute l'ex-Allemagne de l'Est. Et ce, avant la «super-année électorale 1994».

ALAIN DEBOVE

ESPAGNE

La droite devance les socialistes dans un sondage

MADRID

de notre correspondant

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en octobre 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) n'est plus en tête des intentions de vote, en cas d'élections législatives, selon un sondage publié, dimanche 19 décembre, par le quotidien El País. Avec 22,6 %, le Parti Populaire (PP, opposition de droite) religieusement en deuxième position les socialistes, qui n'obtiennent que 20,8 %, soit une baisse de 7,5 points par rapport à la dernière enquête d'octobre, une chute considérable, en dépit de la politique d'ouverture pratiquée par le gouvernement de Felipe Gonzalez, tant en direction des nationalistes basques et catalans qu'envers les syndiqués.

Si le dialogue avec les nationalistes a donné des résultats, les

pourparlers avec les syndicats se sont soldés par un échec. Après la journée d'action du 25 novembre, une grève générale est prévue pour le 27 janvier. Les sondages traduisent l'inquiétude de la population face à une situation économique qui continue de se dégrader. Pratiquement un Espagnol sur quatre en âge de travailler est sans emploi (23 %), selon la dernière estimation de l'Institut national de la statistique. Près d'une famille sur deux est touchée, soit 47 %, et ce pourcentage atteint 61 % en Andalousie. Sept Espagnols sur dix estiment que l'année 1993 a été une mauvaise année et 7 % seulement approuvent l'orientation et la composition actuelle du gouvernement — formé il y a seulement cinq mois — alors que 80 % sont en faveur de changements.

M. B.-R.

AZERBAÏDJAN: visite à Paris du président Aliyev. — Le président azerbaïdjanais Gueidar Aliyev doit signer, lundi 20 décembre à Paris, un traité d'amitié, d'entente et de coopération avec le président Mitterrand, ainsi que la charte de Paris de la CSCS. Sa première visite officielle en France, entamée dimanche, doit se poursuivre, mardi et mercredi, par des rencontres avec des industriels français. L'état-major azerbaïdjanais a par ailleurs annoncé que les forces armées ont rompu le cessez-le-feu instauré vendredi à l'est du Haut-Karabakh et que les combats se poursuivaient encore dimanche. — (AFP, AP).

BULGARIE: feu vert pour la centrale de Kozlodouk. — La plus ancienne tranche de la centrale atomique bulgare de Kozlodouk, arrêtée en septembre 1991 pour des raisons de sécurité, a obtenu l'autorisation de redémarrer à la suite d'une inspection d'un consortium international et du comité bulgare d'exploitation de l'énergie atomique, a annoncé, samedi 18 décembre, le centre de presse de la centrale. La centrale de Kozlodouk, qui fournit entre 30 % et 40 % de l'énergie du pays, dispose également de deux tranches plus modernes. — (AFP).

ITALIE: la Mafia avait projeté d'assassiner le procureur de

Palermo. — La Mafia devait assassiner il y a quelques mois à Turin le procureur de Palermo Giancarlo Caselli, l'un des hommes les plus exposés du pays pour avoir repoussé le combat des juges Falcone et Borsellino, assassinés en 1992, révèle un rapport présenté vendredi 17 décembre à la commission parlementaire anti-Mafia. Le commando devait utiliser des missiles télégués, à l'occasion d'un des voyages du procureur à Turin. Les mesures de sécurité ont été renforcées autour de M. Caselli, précise le rapport. — (AFP).

TADJIKISTAN: Nouveaux affrontements. — Des dizaines de rebelles tadjiks et modjahidins afghans, dans la zone frontalière de Douchanbé, ont été tués vendredi par les forces gouvernementales tadjiks et les garde-frontières russes, a annoncé samedi 18 décembre le commandement militaire russe au Tadjikistan. Le même jour, le président afghan Burhanuddin Rabbani est arrivé en visite officielle à Douchanbé, où le premier ministre Abdulmalik Abduladjanov a démissionné pour être nommé ambassadeur à Moscou. Un garde-frontière russe a en outre été tué dimanche à Kharog, chef-lieu du Pamir, région autonome du Tadjikistan. — (AFP).

IRLANDE DU NORD

Dublin et Londres renforceront la répression si l'IRA refuse le dialogue

LONDRES

de notre correspondant

Londres et Dublin sont prêts à laisser au «mouvement républicain» le temps dont il a besoin pour consulter ses membres sur la déclaration anglo-irlandaise du 15 décembre. Mais si l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et sa branche politique, le Sinn Féin, refusent l'offre de paix, la politique de répression prendra un nouvel essor, en Ulster comme sur le territoire de la République.

C'est ce qu'a affirmé, dimanche 19 décembre, Albert Reynolds, premier ministre irlandais, qui a ajouté: «Après une période au cours de laquelle un tel soutien pour la paix a été exprimé au sein de chaque communauté [catholique et protestante], je pense qu'il y aurait une réaction d'échec devant une reprise de la violence».

Contrairement à Londres cependant, Dublin n'a pas l'intention d'envisager un retour à l'internement sans procès des suspects, estimant, que dans le passé, cette mesure a plutôt favorisé le recrutement au sein de l'IRA. M. Reynolds a estimé que le gouvernement britannique devrait envisager la question de «l'avenir des prisonniers», dont le nombre, selon le Sinn Féin, serait de sept cents.

Cette indication a provoqué une certaine irritation à Londres, où l'on répète qu'il n'est pas question d'amnistie au profit de ceux que l'IRA persiste à appeler des «prisonniers de guerre». Le président du Sinn Féin, Gerry Adams, a confirmé que le «mouvement républicain» va étudier les propositions anglo-irlandaises «pendant la période de Noël et un peu au-delà».

M. Adams a de nouveau rencontré John Hume, chef de file du Parti travailliste et social-démocrate (SDLP, catholique modéré), qui répète n'avoir aucun doute quant à l'engagement «en faveur de la paix de son interlocuteur». Pendant cette période d'attente, l'IRA n'a pas l'intention de mettre fin à ses actions terroristes — à l'exception probable d'une «trêve de Noël» de trois jours — comme en témoigne la bombe de forte puissance qui a explosé dimanche à Loododerry. Cet attentat, qui visait une patrouille britannique, n'a fait aucune victime. Plusieurs alertes à la bombe ont, d'autre part, sensé la confusion dans le trafic ferroviaire autour de Londres. Plusieurs gares ont dû être fermées. — L. Z.

GRÈCE

Vague de démissions d'officiers généraux

Trente et un officiers généraux de l'armée grecque ont présenté leur démission, entre le jeudi 16 et le samedi 18 décembre. Il s'agit d'une fronde sans précédent, dont la majorité de gauche et l'opposition conservatrice se renvoient la responsabilité, et qui vise à protester contre la décision, prise jeudi par le gouvernement socialiste, de remettre en activité et de nommer à la tête des forces armées quatre militaires mis à la retraite par le précédent gouvernement conservateur, dont l'amiral Christos Lénis, commandant de la flotte nationale de 1986 à 1989 et cadre socialiste, nommé chef de l'état-major. Cette vague de démissions prive l'armée de terre et de division dans la marine, et deux généraux de corps et de division, dans l'aviation, ont présenté leur démission. Le ministre de la Défense, Gerassimos Arsenis, a déclaré que le gouvernement n'avait pas encore accepté ces démissions. — (AFP).

AMÉRIQUES

petit pays

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

France Te

AMÉRIQUES

« Culture de la paix » au Salvador

Ce petit pays d'Amérique centrale a réussi, avec l'aide de l'ONU, à sortir d'une longue et atroce guerre civile

SAN-SALVADOR

De notre envoyé spécial
On enseigne dans les écoles salvadoriennes une matière qui n'existe dans aucun autre pays : la « culture de la paix ». Après douze années de guerre civile qui ont fait soixante-quinze mille morts, cette nouvelle discipline a fait son apparition dans le sillage des accords de paix signés en 1992 entre le gouvernement, dirigé par l'extrême droite, et les guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

« Cette idée est née lors d'un forum qui s'est tenu en avril dernier. Nous étions pour moitié des membres du gouvernement, et pour l'autre des gens du FMLN. Nous sommes tombés d'accord qu'il fallait renforcer notre sentiment d'appartenance à une même communauté. C'est ainsi qu'on a décidé de consacrer un programme scolaire à la « culture de la paix », explique le ministre de l'éducation, Cecilia Gallardo de Cano, une frêle jeune femme.

« Ce qui est curieux, c'est qu'on trouve plus facilement de l'argent pour la guerre que pour la paix. On a aussi une émission de radio, avec très peu de moyens. L'UNESCO nous aide. Notre expérience pourrait servir à d'autres pays qui ont subi des expériences comparables à la nôtre », poursuit le ministre de l'éducation.

Dans un pays où il est banal de porter un revolver accroché à la ceinture, où un simple accrochage entre deux véhicules tourne facilement à la fusillade, où la tradition veut qu'un règlement, à la manière forte, se différencie, cette « culture de la paix » constitue une véritable révolution des mentalités. La création, prévue par les accords

de paix, d'une « Procuration des droits de l'homme » en est une autre. Dans la capitale, un petit immeuble de bureaux abrite le siège de cette institution, elle aussi totalement nouvelle. Autour d'un patio central où coule une fontaine, plusieurs salles sont remplies de petites tables sur lesquelles sont posées des machines à écrire. C'est là que les victimes viennent raconter leur histoire. Si leur cas paraît le mériter, le dossier est transmis à la justice. Trois centres semblables existent en province, à San-Miguel, San-Vicente et Santa Ana. Dans tout le pays, 130 personnes sont employées par la « Procuration ». Leur salaire est payé par l'Etat, en partie grâce à l'aide apportée par des pays étrangers, dont la France, et leur sécurité est assurée par les policiers de diverses nationalités qui dépendent de la Mission des Nations unies au Salvador, l'ONUSAL.

La protection de ce personnel n'est pas une sinécure, et beaucoup s'inquiètent du sort des membres de cette étonnante administration lorsque les policiers de l'ONUSAL partent, en principe en juin 1994. Le procureur lui-même, un affable juriste âgé de quarante-sept ans, Carlos Molina Fonseca, ne se déplace jamais sans ses gardes du corps. Il peut craindre un attentat de l'extrême droite, mais il est aussi contesté par la gauche en raison de son appartenance à la Démocratie chrétienne, un parti qui a été au pouvoir pendant une partie de la guerre civile. Ses détracteurs affirment qu'il procède avec un respect excessif des institutions, à la différence des organismes non gouvernementaux de défense des droits de l'homme qui n'ont dû s'exiler pendant la guerre civile et n'ont retrouvé

que récemment la possibilité de travailler en plein jour. Son rôle est également limité par l'amnistie, votée de toute urgence en mars dernier par l'Assemblée nationale quelques jours seulement après la publication du rapport de la Commission de la vérité chargée de répertorier les

de l'épuration de l'armée. Au total, 114 officiers, dont le ministre de la défense, Rene Emilio Ponce, ont quitté le service actif. La seconde a été la publication du rapport de la Commission de la vérité, qui révélait les circonstances et désignait nommément les responsables des exactions commises de part et d'autre. La troisième a été la découverte des caches d'armes du FMLN. Ce dernier, dont la crédibilité était entamée, a remis apparemment la totalité de l'armement dont il disposait encore. La quatrième, qui se poursuit actuellement, est due à l'assassinat, ces dernières semaines - le dernier en date ayant eu lieu le 9 décembre, - de plusieurs anciens dirigeants de la guérilla.

Ces meurtres, en particulier celui, le 25 octobre, de Francisco Veliz, qui s'occupait de la distribution des terres aux guérilleros démobilisés, risquaient de faire capoter tout le processus de réconciliation nationale. Il n'en a rien été grâce à la vaine du FMLN de ne pas s'écarter de la voie choisie, celle de la participation à la vie politique légale du pays, en vue des élections municipales, législatives et présidentielle de mars prochain. Mais l'ONUSAL a également contribué à calmer le jeu. Des policiers de Scotland Yard, du FBI et de la police espagnole participent à l'enquête sur l'assassinat de Francisco Veliz.

Les effectifs de l'ONUSAL sont passés de 2 000 à 600 hommes avec le départ de la section militaire. Mais la division des droits de l'homme est toujours là et celle qui est chargée de la préparation des prochaines élections commence à se mettre en place. Les premiers résultats sont encourageants. Quelques

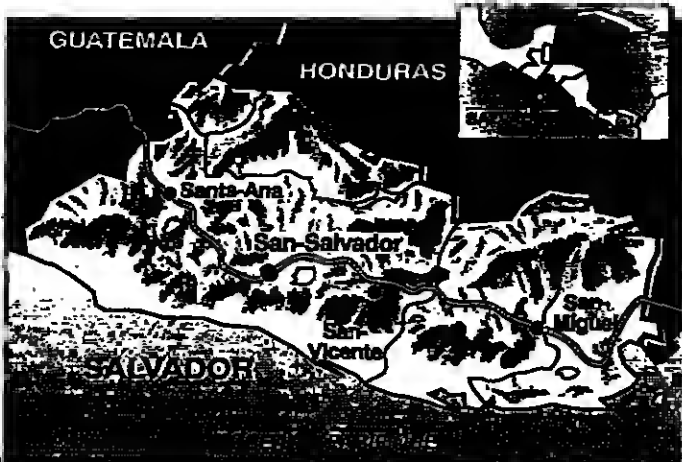
785 000 noms ont été ajoutés sur les listes aux 500 000 électeurs déjà inscrits. On votera en mars, si tout va bien, sur le territoire salvadorien tout entier, ce qui ne s'était plus produit depuis le début de la guerre civile.

La paix n'est pas encore entièrement gagnée, même si la lassitude des deux camps a profondément modifié les attitudes des uns et des autres. Certains processus sont décevants, en particulier celui de la distribution des terres aux ex-guérilleros. Dans un si petit pays, les superficies sont limitées, les lots alloués l'ont souvent été dans des zones non viables, et enfin nombreux sont ceux, parmi les anciens combattants, qui ne se sont découverts aucun goût pour la vie rurale.

Une nouvelle vague d'assassinats de dirigeants du FMLN pourrait en outre tout remettre en question. Un rapport de l'ONUSAL sur les « scandales de la mort » responsables de ces attentats, commandé le 30 novembre et qui n'a pas encore été publié, constituerait à ce sujet une véritable bombe à retardement. Il mettrait directement en cause Calderon Sol, candidat officiel de l'ARENA, le parti d'extrême droite au pouvoir, à l'élection présidentielle du 23 mars 1994.

Celui qui porte les espoirs de la gauche pour ce même scrutin, Ruben Zamora, empaqueté récemment le Salvador à un mandat auquel on a prescrit des antichambres puissantes. A mesure qu'il les prend, il se sent mieux, abandonne son traitement, et la maladie réapparaît. Le Salvador n'est encore que convalescent et le risque d'une rechute, d'ici à mars, n'est pas à exclure.

DOMINIQUE DHOMBRES



atrocités commises pendant la guerre civile. Il ne s'agit pas pour lui d'enquêter sur les horreurs du passé, mais d'éviter qu'elles ne se reproduisent. Et, sur ce point, le procureur des droits de l'homme peut se targuer d'un progrès évident. « Il y a toujours des violations, mais elles sont beaucoup moins nombreuses. Par exemple, les disparitions ont complètement cessé. Environ 3 000 plaintes ont été déposées depuis juillet 1992. Nous faisons aussi un travail d'information. Il s'agit de faire comprendre à nos concitoyens qu'ils ont des droits, et la possibilité de les faire respecter », explique M. Molina Fonseca.

Le Salvador constitue jusqu'ici pour l'ONU l'exemple même de la mission réussie. Augusto Ramirez Ocampo, l'ancien ministre colombien des affaires étrangères qui dirige sur place l'ONUSAL, dresse un bilan positif des quatre crises auxquelles il a dû faire face. La première a été celle



France Télécom baisse encore le prix du téléphone vers 140 pays.



Algérie - 4%, Arabie Saoudite - 4%, Argentine - 4%, Australie - 4%, Belgique - 4%, Brésil - 4%, Canada - 4%, Chili - 4%, Chine - 4%, Colombie - 4%, Corée du Sud - 4%, Danemark - 4%, Espagne - 4%, États-Unis - 4%, Finlande - 4%, France - 4%, Allemagne - 4%, Grèce - 4%, Hongrie - 4%, Inde - 4%, Italie - 4%, Japon - 4%, Mexique - 4%, Pays-Bas - 4%, Royaume-Uni - 4%, Suède - 4%, Suisse - 4%, Taïwan - 4%, Thaïlande - 4%, Turquie - 4%, Venezuela - 4%, Zambie - 4%, Zimbabwe - 4%.

Et le monde est plus proche.

France Telecom

Concours le samedi 18/12/93 à 14h en France métropolitaine (hors Corse) à partir de 14/12/1993.

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

A l'issue de réunions de travail à Oslo

Shimon Pérès fait état de « progrès » dans les négociations israélo-palestiniennes

Deux jours d'entretiens discrets à Oslo entre Israéliens et Palestiniens, pour tenter d'aplanir leurs divergences sur l'application de la Déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington, ont permis de réaliser certains « progrès », a affirmé, lundi 20 décembre, le ministre israélien des Affaires étrangères. A son retour de la capitale norvégienne où il dirigeait la délégation israélienne à ces négociations, Shimon Pérès a précisé que « des propositions intéressantes » avaient été présentées de part et d'autre, mais il a refusé d'en révéler la teneur.

De son côté, le ministre de l'Environnement, Yossi Sarid, qui a également participé aux discussions d'Oslo, a indiqué qu'il était « encore trop tôt pour savoir si ces progrès sont suffisants pour permettre une nouvelle rencontre

entre le premier ministre et le chef de l'OLP ». Les deux parties ont décidé de se revoir dans les prochains jours, après en avoir référé à Itzhak Rabin et Yasser Arafat. « Nous ferons tout pour respecter le calendrier établi par la Déclaration de principes », a indiqué M. Pérès, tout en soulignant qu'Israël n'accepterait « aucune concession sur les questions de sécurité ». Il faisait notamment allusion au contrôle des puits et passages entre les territoires occupés, d'une part, la Jordanie et l'Egypte, d'autre part.

Samedi, à Tunis, un membre du comité exécutif de l'OLP avait affirmé que la centrale proposait que ce contrôle soit multinational ou palestinien-israélien. Dans ce dernier cas, les Israéliens, avait expliqué Ali Ishak, exerceraient une surveillance à distance « par des moyens électro-

niques, des radars », l'OLP assurant une présence physique sur ces points de passage et participant à des patrouilles mixtes sur les frontières des futurs territoires autonomes.

L'OLP, toujours selon M. Ishak, est désormais disposée à accepter que la zone de Jéricho, qui devrait être évacuée par l'armée israélienne, s'étende sur 200 km² au lieu des 340 qu'elle réclamait auparavant. Israël avait jusqu'à présent proposé d'évacuer 25 km² dans cette zone. En revanche, l'OLP refuse toujours tout déploiement de l'armée israélienne hors des implantations juives dans les zones sous autonomie, et demande que les militaires israéliens soient cantonnés à l'intérieur des limites de ces colonies de peuplement.

Par ailleurs, une quinzaine de pays devaient participer lundi, dans la capitale norvégienne, à une réunion officielle sur la constitution de forces de police palestiniennes et l'aide financière internationale aux territoires occupés. — (AFP)

LIBAN : raid aérien israélien contre des bases du Hezbollah. — L'aviation israélienne a effectué, dimanche 19 décembre, un raid contre des positions du Hezbollah pro-iranien, au nord de la zone occupée par l'Etat juif au Sud du Liban. A la suite du raid, l'artillerie lourde israélienne a pilonné les hauteurs de l'Iqlim a-Toufah, au Sud-Est de Saïda, chef-lieu du Sud du Liban. Le dernier raid aérien israélien remonte au 28 novembre. — (AFP)

REPÈRES

CHILI

Jean-Marie Le Pen complimente le général Pinochet

« Le général Pinochet a sauvé son pays. » Arrivé, samedi 18 décembre, pour une visite privée de trois jours au Chili en compagnie de son épouse, Jean-Marie Le Pen a fait connaître au journal chilien la Nación son admiration pour l'ancien dictateur, au pouvoir de septembre 1973 à mars 1990. Accusant la presse européenne d'être « sous l'influence des communistes », Jean-Marie Le Pen a estimé que le général Pinochet, dont le régime s'est soldé par plus de trois mille morts et 350 000 départs en exil, était victime d'une « diabolisation ». « C'est le diable d'aujourd'hui, le nouvel Hitler. Pinochet a été Hitler, moi-même, je l'ai été », a-t-il commenté. — (Corresp.)

COMORES

Confusion sur la date du second tour des élections législatives

La confusion était totale, dimanche 19 décembre dans le soirée, à Moroni, sur la date du second tour des élections législatives, les journaux des lundi 20 et mardi 21 décembre étant tour à tour avancés, après l'annulation, au dernier moment, du scrutin qui devait avoir lieu le jour même. Les législatives, quatre fois reportées, devaient en principe être organisées quarante jours après la dissolution, le 18 juin dernier, de l'Assemblée fédérale par le président Djohar. Dimanche, le gouvernement a décidé de reporter la scrutin à Moroni, comme l'exigeaient deux candidats du camp gouvernemental, Mohamed Said Abdallah et Chingemba, gendre du président, et Moussouir Abdallah. Le scrutin a ensuite été annulé sur l'ensemble de l'archipel. Les résultats complets du premier tour, qui s'était déroulé dans le calme le 12 décembre, n'ont pas été rendus publics. Au vu de résultats partiels, le camp gouvernemental semblait toutefois voué à sortir minoritaire du scrutin. — (AFP)

ÉGYPTE

Neuf morts, dans un attentat attribué aux islamistes

Neuf personnes, dont un général de police, ont été tuées, dimanche soir 19 décembre, à Assiout, en Haute-Egypte, lors d'un attentat attribué aux islamistes et d'une fusillade qui s'en est suivie, a indiqué la police. Parmi les morts figurent les quatre auteurs de l'attentat qui avaient lancé la charge explosive contre la voiture du général. Ayant réussi à prendre la fuite, mais rattrapés aux limites de la ville, les quatre hommes, qui, selon une source autorisée, seraient membres de la Djama

Islamya, ont été tués lors d'une fusillade avec la police. Dix-huit personnes, dont sept civils, ont été blessées dans l'échange de coups de feu. Cet attentat porte à quatre-vingt-cinq le nombre de policiers tués depuis le déclenchement des affrontements entre les islamistes et l'Etat au printemps 1992. Quatre-vingt-quatre islamistes ont été tués au cours de la même période. — (AFP, Reuters)

IRAK

Une base des séparatistes kurdes de Turquie a été transférée dans le nord du pays

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), Massoud Barzani, a affirmé que le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK, séparatiste) avait transféré sa base de la plaine libanaise de la Bekaa vers Zéli, dans le nord de l'Irak, « où ses combattants s'entraînent ». Dans un entretien publié, dimanche 19 décembre, par le quotidien arabe El Hayat, M. Barzani a estimé le nombre de ces combattants à un millier. Ce transfert constitue une « violation d'un accord (conclu entre le PKK et le « gouvernement » kurde) interdisant au PKK toute activité militaire ou d'entraînement au Kurdistan d'Irak », a-t-il souligné. Le chef du PDK, dont les propos contredisent un récent démenti du « gouvernement » kurde irakien concernant la présence de

bases du PKK sur ce territoire, a menacé d'utiliser la force au besoin pour les déloger. — (AFP)

UKRAINE

Négociations avec les Russes et les Américains sur les armes nucléaires

L'Ukraine a fait état, samedi 18 décembre, d'un « accord préliminaire » avec la Russie et les Etats-Unis sur les compensations qu'elle devrait recevoir en échange de l'abandon des armes nucléaires stationnées sur son territoire. « L'idée de compensations pour les armes tactiques (transférées en Russie l'an dernier) a été acceptée (...) Dans le cadre des compensations pour les armes stratégiques, un accord a été conclu sur la fourniture d'uranium aux centrales nucléaires ukrainiennes », a affirmé le vice-premier ministre ukrainien Valéri Chmarov.

Moscou et Washington se sont cependant refusés à tout commentaire sur ces négociations, auxquelles ont participé le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guergoul Mamedov, le conseiller de Bill Clinton pour l'ex-URSS, Strobe Talbott, et le sous-secrétaire américain à la défense, Warren Perry. Le président Léonide Kravtchouk, rencontrant samedi le vice-président américain Al Gore lors des obsèques du premier ministre hongrois Jozsef Antall, a évoqué la nécessité de « parvenir à un

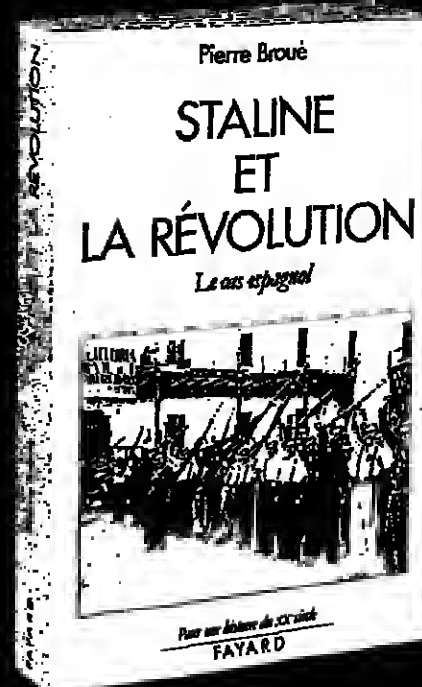
accord trilatéral sur la coopération politique, économique et scientifique qui pourrait contribuer à l'élimination des armes nucléaires ». — (Reuters, AFP)

SOMALIE

L'Italie demande une « initiative exceptionnelle » de l'ONU

Le ministre italien de la défense, Fabio Fabbri, en visite en Somalie, a demandé, dimanche 19 décembre, que les Nations unies prennent une « initiative exceptionnelle » pour tenter de réconcilier les factions somaliennes rivales. « J'ai fait part au général Shalikhavi (chef d'état-major interarmes de l'armée américaine) de notre crainte d'assister à de nouveaux affrontements après l'échec de la conférence intersomaliennne d'Addis-Abeba », a déclaré M. Fabbri. Selon une source italienne, M. Fabbri a néanmoins réaffirmé que le gouvernement italien s'était engagé à retirer son contingent de 2 371 soldats d'ici le printemps. Environ 1 250 militaires américains ont quitté la Somalie depuis vendredi. Il restait dimanche sur place un peu plus de 10 000 soldats américains. Pour leur part, les derniers « casques bleus » français sont partis la semaine dernière. Une centaine de militaires français viennent cependant d'arriver à Baldo, où ils doivent rester jusqu'en mai de manière à former des policiers somaliens. — (AFP)

Où et comment Staline se cache-t-il dans l'histoire de la guerre d'Espagne ?

374 p.
150 F

« J'ai centré ici recherche et réflexion sur les années 1936-1937 où mûrit, éclote, reflue la révolution espagnole, dernière de l'entre-deux-guerres, la plus éblouissante d'une série ouverte par l'Octobre russe pendant l'"année terrible" de 1917.

« J'essaie, à travers ce chapitre particulier de l'histoire du XX^e siècle, de déterminer la politique espagnole de Staline dans ses motivations et ses conséquences, sa langue et sa courte durée, l'image qu'elle a voulu donner d'elle-même et les profondes traces qu'elle a laissées. »

P.B.

L'Histoire
chez
FAYARD

Le Monde
EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

BANGKOK 3 580 F

LISBONNE 990 F

NEW YORK 1 990 F

DAKAR 2 370 F

LES ANTILLES 2 430 F

LOS ANGELES 2 690 F

LA REUNION 3 790 F

PAPEETE 5 190 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Nouvelles
FRONTIERES

Et après les marchés flottants ou les rivières à dos d'éléphant, poser vos bagages dans une chambre calme ne vous coûtera pas plus cher qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 6 390 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

Enfants de guerre

Suite de la première page

Avec ses quarante mille morts en un seul jour (24 juin 1959), Soffarino - qui inspira à Henri Dunant l'idée de la Croix-Rouge - annonçait les hécatombes du vingtième siècle. Mais il s'agissait encore d'un carnage entre professionnels.

En changeant d'ampleur et de nature, la guerre moderne happe les populations civiles, devenues sa proie principale. Pendant la première guerre mondiale, un mort sur vingt fut un civil; un sur deux, pendant la seconde. Depuis 1945, les guerres ont fait vingt millions de morts et soixante millions de blessés: quatre victimes sur cinq étaient des non-combattants. La plupart des guerres contemporaines - conflits internes, rébellions, guerres civiles - broient surtout des civils.

Des textes restés lettre morte

La guerre, qu'on dit désormais massive, totale ou aveugle, n'épargne plus rien ni personne. De nouvelles armes (bombes à fragmentation, mines antipersonnel, déflecteurs) servent de nouveaux objectifs: détruire les bases arrière, matérielles et humaines, de l'ennemi; atteindre les civils dans leur corps. Ces jeux de massacre ont fait éclater l'ancien tabou qui, de siècle en siècle, avait protégé l'enfant.

L'enfance est une notion relative. Elle s'abaisse ou s'élève selon les pays et traditions, les sociétés et cultures. L'Afrique rurale, par exemple, ignore l'adolescence. On attend de l'enfant noir qu'il se comporte en adulte, qu'il travaille et rapporte, qu'il plante et fasse commerce. En temps de guerre, il lui arrive aussi, comme ailleurs, de tuer ou d'être tué. La majorité civile

varie, dans le monde, d'un État à l'autre. On l'attend, le plus souvent, à dix-huit ans; entre douze et quinze, pour les garçons, dans les pays islamiques; à quatorze ans en Angola.

Comment protéger l'enfant des orages étatiques? Les textes abondent - et restent lettre morte - depuis la quatrième convention de Genève (1949), dont dix-sept articles concernent les enfants. La Déclaration des droits de l'enfant (1959) affirme que «l'enfant doit, en toutes circonstances, être garanti les premiers à recevoir protection et secours». Les protocoles additionnels (1977) à la convention de Genève stipulent que «les enfants de moins de quinze ans ne doivent pas être recrutés dans les forces ou groupes armés».

Le texte le plus récent et le plus solennel est la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 et ratifiée à ce jour par cent quarante-quatre pays (2). Pour la première fois, les droits de l'enfant sont codifiés, sous la forme d'un traité ayant - du moins sur le papier - force contraignante et pouvant être invoqué en justice.

Dans son article 38, la convention proclame que les États signataires «prennent toutes les mesures possibles (...) pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités»; qu'ils «s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans»; et que, s'ils incorporent des personnes ayant entre quinze et dix-huit ans, ils «s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées».

Le texte, qui fut à l'époque débattu, marque un léger recul par rapport aux protocoles de 1977, notamment parce que ces

derniers allaient jusqu'à bannir toute participation indirecte à un conflit. Aucune règle n'interdit l'implication des enfants dans les guerres civiles - qui échappent, par nature, à un contrôle international strict - ni ne prohibe leur enrôlement, s'il est volontaire. Epilogue provisoire d'un droit international de l'enfant pauvre de vœux pieux, ce document ne reflète qu'un consensus interétatique minimal. Sur le terrain, les enfants n'ont jamais été aussi mal protégés, tant est inégal le combat entre les conventions de Genève et les kalachnikov.

200 000 enfants-soldats

Depuis dix ans, les guerres ont tué plus d'un million et demi d'enfants, et en ont blessé cinq millions d'autres. Elles ont transformé cinq millions d'enfants en réfugiés et douze autres millions en «personnes déplacées». Une victime civile sur deux des guerres modernes est un enfant.

On recense aujourd'hui 200 000 enfants-soldats. Une partie d'entre eux prennent part aux combats ou aux tueries, comme hier les jeunes Khmers rouges ou les trois mille gaminis ougandais du triangle de Luwero recrutés par les maquisards fidèles à l'overlord Museveni et partant à l'assaut de Kampala, comme les enfants-loupes du Mozambique dressés pour tuer par la RENAMO ou les insurgés du Sentier lumineux, disciples galvanisés de la pensée Gonzalo.

Imitant leurs aînés, les jeunes Tigres tamouls du Sri-Lanka, plutôt que de se rendre à l'ennemi, avalent la capsule de cyanure accrochée à leur cou. Les enfants iraniens envoyés à la boucherie sur les premières lignes irakiennes portaient au cou, eux aussi, la dose du martyre et les clés du paradis d'Allah auquel leur bréviaire islamique, retrouvé près des petits cadavres, recommandait de «penser très fort» ainsi qu'«aux rivières de lait et de miel... aux anges vêtus de bleu (3)».

Les autres sont moins exposés. Ils servent comme messagers ou ordonnanceurs, agents de renseignement et de communication; ils



Cette année le Père Noël ne passera pas à Sarajevo.

Arrêtons la guerre!

Une campagne de l'UNESCO: «Seul le respect mutuel des cultures et des religions saura garantir la paix.»

recherchent et transmettent les renseignements militaires, transportent armes et munitions. Mais, dans ces furets et ces brousses où la vie se vaut pas cher, tous les enfants-soldats souffrent et s'endurcissent, se nourrissant parfois de feuilles et de racines. D'autres, enfin, vivent la guerre urbaine, comme les sicarios cubains, teneurs à gages au service des cartels de la drogue.

La majorité des enfants-soldats ont été recrutés de force. L'enrôlement sous la contrainte - l'une des formes contemporaines de l'esclavage - fut une pratique courante en Afghanistan, aux Philippines, au Nicaragua dans les années 80, au Salvador jusqu'en 1991, où elle fut reconnue par la Cour internationale de justice. Les enfants kidnappés par la RENAMO, qui utilisait leur inexpérience, furent appelés «instrumentalisés».

Une proie facile

La jeunesse la plus pauvre est un vivier où puisent les sergents recruteurs de toute espèce. A la fin des années 80, quelque dix mille garçons soudanais ont été enrôlés dans l'immense désert, aux confins de l'Éthiopie et du Kenya. Sans doute étaient-ils des enfants, très jeunes, à leurs familles par l'APLS, le mouve-

ment de guérilla du Sud. Ils finirent par s'installer dans le village de Gurki, nourris par la Croix-Rouge internationale et vivant dans une autarcie paisible. Étonnante République des enfants, isolée du monde et privée de mémoire.

Vulnérable et dépendant, l'enfant est par nature une proie facile. Malléable, il a besoin de s'identifier à l'adulte, pour le meilleur et pour le pire. Percevant mal le danger, il fait preuve de courage et d'inconscience. Il se plaint peu, est ubéresque et loyal, échappe plus facilement aux soupçons de l'ennemi. Il n'est pas superstitieux comme l'adulte, qui craint le châtiment des esprits et le pousse à fuir. À sa place, parfois sous l'emprise de la drogue, comme aujourd'hui en Sierra Leone, il saute plus souvent que l'adulte sur les mines et souffre plus que lui de cette «guerre des lâches» lorsqu'il rencontre les «serpents du diable» dans les champs du Mozambique ou les «sentinelles éternelles» dans les rizières interdites du Cambodge.

L'enfant-soldat est parfois un «volontaire». Mû par un désir de vengeance après avoir assisté au massacre de parents ou de proches. Révolté par l'injustice et la pauvreté, poussé par la colère et le désespoir, avide de donner un sens à sa vie. En quête d'un groupe, d'une structure, d'une

famille de remplacement, où il croit pouvoir trouver protection et respect. Désireux d'échapper à une existence d'orphelin ou de mendiant, à l'ennemi de l'école ou d'un camp de réfugiés. Ou, plus prosaïquement, attiré par la perspective des pillages, ou rêvant, comme certains jeunes Tamouls, d'enfourcher une moto.

L'après-guerre est souvent anéantissant pour l'enfant-soldat. S'il a, de gré ou de force, commis des crimes, sa famille le reniera. En Afrique, où l'appartenance au groupe familial joue un rôle social essentiel, il deviendra un banni. C'est justement pour empêcher tout retour de ses jeunes recrues vers leur famille et aggraver leur état de dépendance que la RENAMO les forçait à tuer dans leur village natal.

Il arrive que les familles des ex-enfants-soldats soient peu pressées de les réintégrer, comme ce fut le cas avec des prisonniers de guerre éthiopiens après la chute, en mai 1991, du régime de Mengistu. Quant aux jeunes iraniens détenus en Irak, leur sentiment de culpabilité d'avoir survécu et d'humiliation d'avoir été capturés contribuait à renforcer leur crainte d'être châtifiés par une République islamique qui préfère les martyrs aux héros.

Après la guerre, les enfants doivent vivre encore longtemps avec elle: cauchemars, névroses, troubles de la personnalité. Selon des informations recueillies par l'UNICEF, trois enfants mozambicains sur quatre, précipités dans la guerre, ont connu une situation où ils pensaient mourir. On retrouve une proportion identique à Sarajevo. La réinsertion des enfants de guerre est une tâche de longue haleine. Elle suppose qu'ils se réconcilient avec les autres, et d'abord avec eux-mêmes.

Fatoumata - sept ans - expliquait, en juillet dernier, à l'envoyé spécial de l'AFP en Sierra Leone qu'elle avait rejoint l'armée après avoir vu «des papiers de rebelles» voler sa mère et lui trancher la gorge. «Je ne peux pas dire combien j'ai été de dix ans de rebelles avec moi-même», dit-elle, «avant d'avoir vu qu'elle s'en allait à l'école». Et, en 1990, devant la caméra de Gilles de Maistre, de l'agence Capa, un ancien «môme en arme» lâchait cette confidence nostalgique: «Je voudrais devenir un petit enfant...»

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(2) Parmi les vingt-six pays qui ne sont pas parties prenantes à la convention, figurent notamment les États-Unis.
(3) Une recommandation citée par Alain Luyet dans *Guerra de guerra*, Laffont, 1993.

Prochain article: Bosnie: survivre après l'exode

Mines: l'arme du lâche... et du pauvre

GENÈVE

de notre correspondant

Les enfants sont les principales victimes de cette arme des lâches, les mines antipersonnel. Conçues pour massacrer des soldats, on imagine aisément l'effet qu'elles produisent sur de frêles petits corps. Ceux qui répandent cette arme aveugle préfèrent - semble-t-il - nuire plutôt que tuer, car il est plus onéreux pour l'adversaire de soigner un blessé et prendre en charge un invalide à vie que d'ensevelir un cadavre.

L'ONU et le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) évaluent à plus de 100 millions le nombre de mines parsemées dans le monde, où l'on déplore actuellement près de quarante conflits armés. Cette arme est aussi celle des pauvres: la mine de fabrication chinoise coûte moins de 5 francs, mais un déminage correctement exécuté revient à 1000 dollars pour chaque engin. La mine est pratiquement sans danger pour celui qui la pose, mais pas pour celui qui la neutralise.

La vie des mines est longue. En Pologne, celles de la seconde guerre mondiale continuent à tuer, et 80 % des victimes des mines qui timent explosées dans ce pays, précise l'UNICEF, sont des enfants. En Afghanistan, 10 millions de mines ont été posées; elles ont déjà fait 100 000 victimes parmi la population infantile. Quatre millions de mines ont été posées au Cambodge et près de 3 millions en ex-Yugoslavie. Les organismes humanitaires affirment qu'en Somalie 76 % des blessés par mines sont des enfants. Il ne saurait y avoir de recensement à l'échelle mondiale en ce domaine.

Dans le tiers-monde, durant les guerres qui y sévissent, les enfants constituent une sorte de société productive. Ils sont la plus souvent bergers ou effectifs à des travaux agricoles, ils vont chercher le bois, l'eau, la nourriture, cueillent fruits et légumes; autant d'activités qui les tiennent éloignés de leurs parents et les condui-

sent vers des terrains minés. S'ils marchent sur une mine, ils ont généralement une jambe arrachée et l'autre tréflée d'éclats.

Les très petits sont souvent attirés par des mines minuscules, brillantes et jolies d'aspect, dénommées *butterflies*, qu'ils prennent pour des jouets. Les plus grands ont tendance à les enlever comme des pièces métalliques qu'ils pourraient revendre. Tous ceux qui les ramassent ont fatalement la main arrachée et le visage défiguré. Dans tous les cas, les mines infectées sont à craindre et les hémorragies fréquentes. Les victimes sont rarement retrouvées suffisamment vite par leurs parents, et quand elles le sont, elles éprouvent les pires difficultés à les transporter, par des routes le plus souvent minées, jusqu'à l'hôpital le plus proche, qui peut se trouver à plusieurs jours de marche.

On estime à 80 % le nombre des enfants blessés qui meurent faute d'avoir reçu des soins à temps. D'ailleurs, ces soins sont presque toujours trop coûteux pour les familles, ou, s'ils sont gratuits, il n'est pas rare qu'on leur réclame des *bakhichs*. Dans d'autres cas, les parents, pour des motifs religieux, refusent qu'on ampute d'un membre leur enfant, même si cette opération est indispensable à sa survie. Il arrive aussi que des parents épuisés et démunis, abandonnant leur enfant blessé, qui représente une charge trop lourde à leurs yeux.

Traite prothèses dans une vie

Selon un haut responsable du CICR, le plus révoltant s'est produit durant la guerre iranienne, où des enfants iraniens en rangs serrés, expédiés en éclaireurs sur des terrains présumés minés. Auparavant, on y envoyait des moutons, puis on a essayé à Téhéran qu'un petit d'homme coûtait moins cher qu'un ovine et que les enfants qui seraient perdus la vie au

cours de leur mission «sacrée» iraient tout droit au paradis. Ailleurs, les enfants qui ont sauté sur une mine, et ont eu la chance de n'être pas arrivés trop tard dans un hôpital équipé de matériel soviétique, doivent en général subir au moins deux opérations chirurgicales. Lorsque leurs moignons ne sont ni infectés ni en miettes, ils peuvent bénéficier d'une prothèse.

Lorsqu'ils parviennent à atteindre le centre médical du CICR, de Handicap International ou de quelques autres ONG outillées en ce domaine, ou encore certains hôpitaux nationaux, ces prothèses sont gratuites. Dans d'autres cas, elles coûtent jusqu'à 8000 F. Or, un petit enfant emputé aura besoin de changer de prothèse tout au long de sa croissance; plus tard, il devra la renouveler dès qu'elle se détériore.

S'il survit jusqu'à quarante ans, il en aura eu besoin de plus d'une trentaine. Quel qu'il en soit, il aura le certitude d'être handicapé toute sa vie, tant sur le plan affectif que dans la vie civile (surtout s'il s'agit d'une fille). Quant aux petits que les mines auront rendus aveugles ou fous, ils auront encore plus de mal à s'insérer dans la société.

Les enfants peuvent aussi mourir de faim à cause des mines, lorsque leurs parents sont tués par ces engins par lesquels les terres arables deviennent inaccessibles, ou encore que les secours humanitaires ne parviennent pas à temps à cause des routes minées, donc impraticables. Pour les mines ralaçons, dans certaines régions, le coût de l'aide humanitaire est multiplié par 25. Les mines empêchent, dans de nombreux cas, le rapatriement des réfugiés, dont plus des trois quarts sont des enfants.

Le commerce mondial des 150 différents types de mines se monte à 200 millions de dollars. A la tête des pays producteurs et exportateurs, se classent la Chine, l'Italie et l'ex-URSS.

ISABELLE VICHNIAC

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

COMMENT DEVENIR LE MEILLEUR!

Le prochain stage de pilote professionnel à la NIAA (école aéronautique agréée aux États-Unis) débutera en juin 1994, à Conway, Caroline du Sud.

Les qualifications de base: avoir dix-huit ans, un niveau scolaire de première scientifique ou équivalent, une bonne santé, et être admissible à l'issue des tests de sélection qui auront lieu à Paris en février 1994. Tous les tests sont administrés en anglais.

L'AVENIR SE PRÉPARE DÈS AUJOURD'HUI
Au North American Institute of Aviation, il n'y a pas de hasard ni de brevets au rabais. De ce fait, la réussite aux tests de sélection (en février) est un premier passage obligatoire.

MAINTENANT DISPONIBLE: FORMATION ET CERTIFICATION
COMME PREMIER OFFICIER SUR B-727, B-737, DC-9 & MD-80
Choisissez le leader avec plus de vingt-deux ans d'expérience dans la formation aéronautique.

Si vous êtes sérieusement intéressé par l'aviation, vous trouverez que nous le sommes aussi!
Les pilotes formés par NIAA volent pour les compagnies aériennes du monde entier.

Air Lines: Air France, Air Holland, Air Inter, Airco, British Airways, Crossair, Finnair, Garuda, KLM, Martinair, (et beaucoup d'autres!)
Ryanair: SAS, Sverdrup, USAir, Transavia.
Ecole aéronautique agréée par la FAA N° C185061Q
Désigné pour recevoir des étudiants internationaux au titre du Foreign Exchange - Visitor Program N° F-4-4759 (Visa J-1).
Renseignez-vous avant de vous décider.
Pour toute information complémentaire, veuillez contacter:
NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION
Conway-Horry County Airport
P.O. Box 680, Conway
South Carolina 29526, USA
Téléphone: 803-397-9111
Fax: 803-397-3776

Quelques ouvrages

Gosses de guerre, d'Alain Luyet. - Souvenirs de reportage. Le meilleur livre en français sur le sujet (Robert Laffont, 1989).

Between the Guns. Children as a Zone of Peace, de Václav Havel. - Le récit des trévas imposées par l'UNICEF en faveur des enfants, notamment au Salvador et au Soudan (Hodder and Stoughton, 1993).

L'enfant dans la guerre. - Le catalogue de l'exposition photographique présentée en 1990 au Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève et une sélection des principaux textes fondant le droit international de l'enfant.

Enfants-soldats. - Un document établi par l'Institut Henry-Dunant, en collaboration avec le CICR et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Genève, 1993).

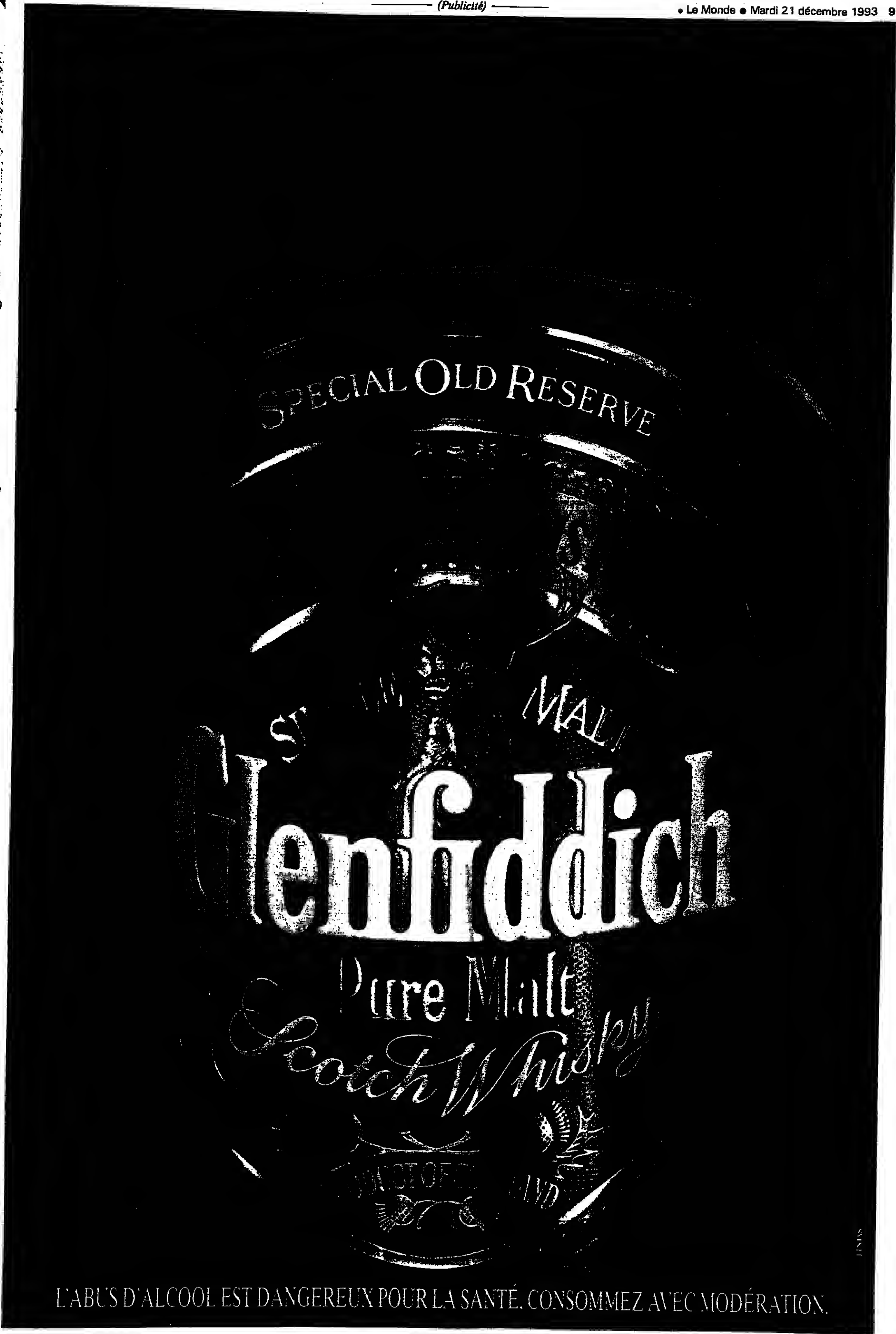
Bexley

Embarqueurs en tête massif de 38 et 48
1 paire 190 F
2 paires 250 F
3 paires 300 F
Produit: 38, 48, 58, 68, 78, 88, 98, 108, 118, 128, 138, 148, 158, 168, 178, 188, 198, 208, 218, 228, 238, 248, 258, 268, 278, 288, 298, 308, 318, 328, 338, 348, 358, 368, 378, 388, 398, 408, 418, 428, 438, 448, 458, 468, 478, 488, 498, 508, 518, 528, 538, 548, 558, 568, 578, 588, 598, 608, 618, 628, 638, 648, 658, 668, 678, 688, 698, 708, 718, 728, 738, 748, 758, 768, 778, 788, 798, 808, 818, 828, 838, 848, 858, 868, 878, 888, 898, 908, 918, 928, 938, 948, 958, 968, 978, 988, 998.
Produit: 38, 48, 58, 68, 78, 88, 98, 108, 118, 128, 138, 148, 158, 168, 178, 188, 198, 208, 218, 228, 238, 248, 258, 268, 278, 288, 298, 308, 318, 328, 338, 348, 358, 368, 378, 388, 398, 408, 418, 428, 438, 448, 458, 468, 478, 488, 498, 508, 518, 528, 538, 548, 558, 568, 578, 588, 598, 608, 618, 628, 638, 648, 658, 668, 678, 688, 698, 708, 718, 728, 738, 748, 758, 768, 778, 788, 798, 808, 818, 828, 838, 848, 858, 868, 878, 888, 898, 908, 918, 928, 938, 948, 958, 968, 978, 988, 998.

ère Nixy
Saragyno.

ette!

Boxer
AER



SPECIAL OLD RESERVE

Glenfiddich

Pure Malt
Scotch Whisky

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

La concurrence au sein de la majorité pour l'élection présidentielle

M. Léotard et M^{me} Veil sont favorables à la candidature de M. Balladur

■ GARDE RAPPROCHÉE. Deux ministres d'Etat ont lancé, dimanche 19 décembre, un appel à la candidature d'Edouard Balladur à la magistrature suprême. Estimant que le premier ministre a « les qualités requises pour se présenter tout seul devant le peuple », François Léotard, ministre de la défense, a dit attendre « cette annonce ». Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, a indiqué, pour sa part, que M. Balladur « ferait un formidable président de la République ».

■ PRÉMATURÉ. Réagissant à cet appel, lundi matin, sur Europe 1, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, l'a jugé « prématuré », ajoutant que les deux ministres avaient « perdu une belle occasion de se taire ».

■ CINQ ANS, JAMAIS ! Dans un entretien publié, ce même lundi, par le Figaro, M. Balladur rejette catégoriquement l'idée de rester cinq ans à l'Hôtel Matignon. « Deux ans, oui... Après, on verra bien », déclare le chef du gouvernement.

François Léotard, ministre de la défense et président d'honneur du Parti républicain, a déclaré, dimanche 20 décembre, à propos d'une éventuelle candidature d'Edouard Balladur à la prochaine élection présidentielle, que le premier ministre « a parfaitement les qualités requises pour se présenter tout seul devant le peuple et pour dire : j'ai l'intention de continuer ce que j'ai commencé à faire ». « Je souhaite cette annonce », a ajouté M. Léotard.

Le ministre de la défense a indiqué, également, qu'« en deux années, nous aurons cinq élections majeures : cantonales, européennes, municipales, sénatoriales et présidentielle ». « Je souhaite que pour chacune de ces élections, l'actuelle majorité, compte tenu de la crise économique et sociale, ait un candidat commun ou une liste commune », a-t-il dit. « Les deux grandes formations de la majorité disent maintenant la même chose sur la plupart des sujets », a ajouté M. Léotard. On peut à l'infini mettre en scène nos différences, avec beaucoup de talent (...). On peut aussi, modestement et avec beaucoup de patience, tenter d'unifier les positions. » « C'est cette deuxième attitude qui est la mienne », a précisé M. Léotard, ajoutant qu'il n'est « absolument pas » dans l'état d'esprit de partici-

per lui-même à des « primaires » présidentielles au sein de la majorité.

Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, a affirmé, au cours de l'émission de TF1 « 7 sur 7 » : « Nous sommes beaucoup à penser que les qualités [de M. Balladur] en feraient un formidable président de la République. » « Il a pris une telle dimension internationale (...) que c'est une qualité formidable pour un pre-

mier ministre, a-t-elle ajouté ; un premier ministre qui, naturellement, a une stature de chef d'Etat, devient nécessairement un présidentiable. » « Je crois qu'il faut en être tout à fait conscient, même s'il est trop tôt pour en parler », a dit encore M^{me} Veil.

« Cinq ans à Matignon, ça, jamais ! »

Aoparavaot, M^{me} Veil avait assuré qu'il est « inexact » de dire

que Charles Pasqua a un poids plus important qu'elle-même au sein du gouvernement. « Il se trouve que les centristes ont des sujets de société qui sont des sujets très forts (...). Nous avons beaucoup d'influence. Simplement, nous avons pour méthode d'apporter notre soutien total au premier ministre, dont nous pensons qu'il nous représente bien », avait souligné M^{me} Veil.

Alain Madelin, ministre de l'entreprise et du développement économique a déclaré, lundi matin, sur France-Inter, que M. Balladur « a sûrement toutes les qualités d'homme d'Etat qui font de lui un présidentiable ». « Mais, a-t-il ajouté, M. Balladur a souhaité que le gouvernement ne participe pas de près ou de loin, à la préparation de l'élection présidentielle. C'est là de la sagesse. Pour ma part, je

m'en tiendrai à cette sagesse. » Le vice-président de l'UDF a assuré que le gouvernement devra parler de l'élection présidentielle « le plus tard possible ». « Il ne doit pas y avoir au gouvernement des ministres chiraquiens, balladuriens, giscardiens, a-t-il insisté. Il doit y avoir le gouvernement de la France. »

Dans un entretien publié lundi par le Figaro, M. Balladur se fixe pour objectif « que le pays aille déjà mieux dans moins de deux ans avant l'élection présidentielle et que les effets réels soient évidents dans cinq ans ». Interrogé sur l'éventualité selon laquelle il conserverait ses fonctions à Matignon pendant cinq ans, M. Balladur répond : « Ah ! ça, il n'en est pas question ! Cinq ans à Matignon, ça, jamais ! Deux ans, oui. Après, on verra bien ! »

La réaction du porte-parole du RPR

Jean-Louis Debré :
« une belle occasion de se taire »

Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a jugé « prématurées » les déclarations de Simone Veil et de François Léotard, favorables à la candidature du premier ministre à la prochaine élection présidentielle. « Ils ont perdu une belle occasion de se taire », a dit M. Debré, lundi 20 décembre, sur Europe 1.

Le député de l'Eure a ajouté : « Je me réjouis, parce que M. Léotard et M^{me} Veil ne croient plus

aux chances de l'UDF et pensent qu'il n'y a plus que le RPR qui soit capable d'avoir un candidat à la présidence de la République... » Selon M. Debré, « ils auraient mieux fait de respecter les consignes de M. Balladur [et] de ne pas parler maintenant de l'élection présidentielle ». « M. Balladur et M. Chirac n'ont pas besoin d'eux pour avoir des relations suivies, cordiales et fructueuses », a conclu le secrétaire général adjoint.

Accélération tactique

Suite de la première page

Que l'un des anciens - et futurs - présidentiables de la confédération, M. Léotard, dise publiquement son souhait de faire campagne pour le premier ministre, jusqu'à nouvel ordre membre du bureau politique du RPR, est plus nouveau. Alain Madelin, autrefois allié du ministre de la défense nationale dans ce qui fut la « bande à Léon », s'est empressé, lundi matin, de réserver les intérêts de Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, en rappelant les ministres, dont il fait partie, à la règle du silence. Il a souligné le danger qu'entraînerait les propos de M^{me} Veil et de M. Léotard : voir aussitôt le gouvernement fractionné en clubs de supporters rivaux et chacun d'eux défendre son champion, qui Jacques Chirac, qui Valéry Giscard d'Estaing, qui Edouard Balladur...

Voilà donc le premier ministre installé d'emblée, après la réussite de la négociation du GATT, en position de prétendant à l'Elysée. Cette accélération tactique confirme le goût du chef du gouvernement pour les effets de surprise. Il en avait déjà donné un exemple, la semaine dernière, avec l'opération confiée à François Bayrou - centriste lui aussi - et, en tant que tel, membre de la « garde rapprochée » - sur la loi Falloux, promptement révisée. Le rythme s'accroît, et le déroulement des événements laisse rêver. Conclusion au GATT, défaite infligée à la gauche au Sénat, engagement de responsabilité à l'Assemblée nationale, appel à la candidature présidentielle : en une semaine, Edouard Balladur a parcouru un chemin considérable.

L'étape la moins importante, sur ce trajet, n'est certes pas celle qui a conduit François Mitterrand à réagir aux mesures imposées en faveur de l'enseignement privé. L'instruction donnée à Matignon

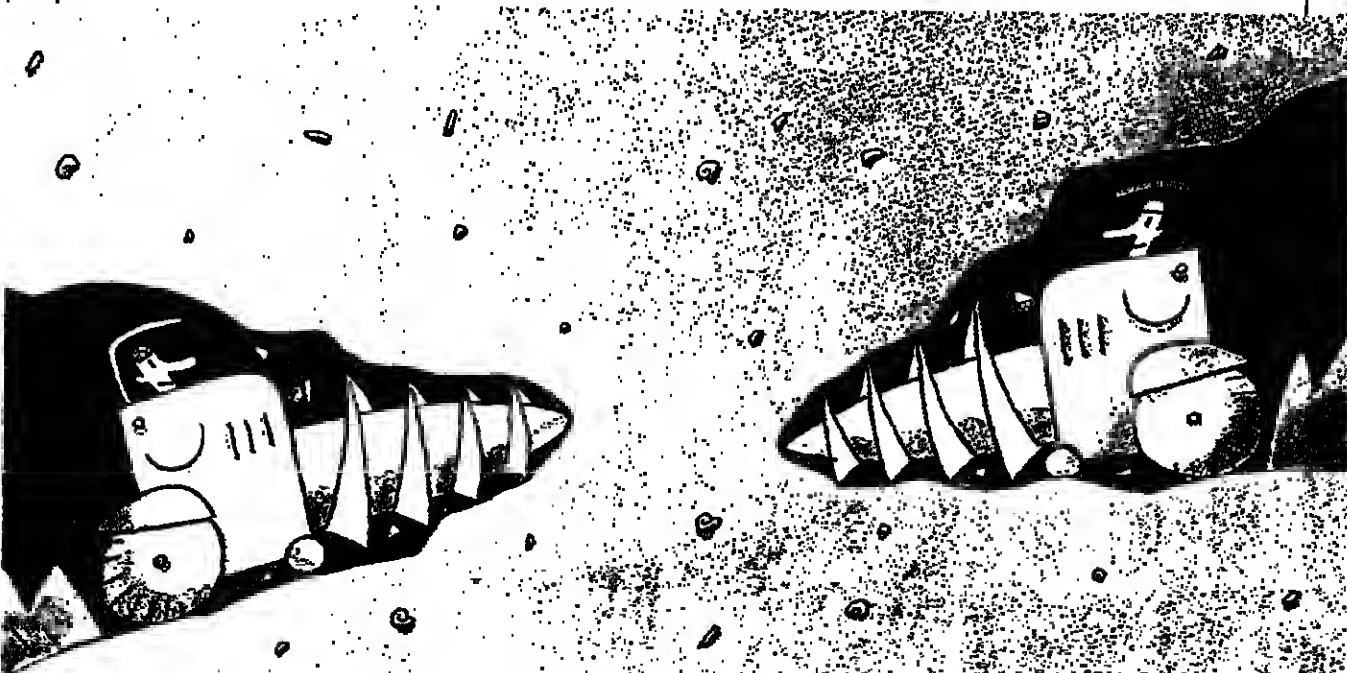
est de minimiser la portée des observations du chef de l'Etat. « Il n'y a pas d'accro à la cohabitation », a assuré, contre toute évidence, M^{me} Veil. D'un côté, la provocation vis-à-vis de la gauche et, donc, du président est flagrante ; de l'autre, le premier ministre refuse d'aller lui-même ou de laisser ses ministres aller plus loin. Considérant que le gouvernement n'a rien fait d'autre que d'appliquer son programme, en usant des moyens que lui donne la majorité dont il dispose à l'Assemblée et au Sénat, M. Balladur laisse à M. Mitterrand et à la gauche l'initiative d'une polémique publique sur le terrain social. Il préserve son « image » de cohabitant respectueux, tout en précisant celle de chef de la droite.

La situation de M. Mitterrand se complique. En s'en remettant au Conseil constitutionnel, le président de la République, qui avait contribué à diminuer l'autorité des « neuf sages » dans l'affaire du droit d'asile, ne peut ignorer qu'ils auraient bien du mal, aujourd'hui, à censurer la loi sur l'enseignement privé. L'invalidation de Jack Lang ne suffit pas à restaurer la réputation d'impartialité du Conseil constitutionnel, mise en doute par une partie de l'opinion. La capacité du président de la République à faire respecter les droits de la minorité et à préserver l'équilibre des consciences risque de se révéler des plus réduites. Quelle justification, autre que purement formelle, restera-t-il à sa présence à l'Elysée ?

Heureusement, le RPR veille. Jacques Chirac et ses partisans - Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du mouvement, a donné de la voix dès lundi matin - deviennent les meilleurs garants de l'achèvement du mandat présidentiel à son terme normal. Cela suffira-t-il ?

PATRICK JARREAU

Pour réduire les temps de trajet,
nous organisons de grandes rencontres
sous l'Île de France.



Extension
du réseau RER SNCF.

La SNCF se creuse pour étendre toujours davantage son réseau RER. Avec le percement d'un tunnel entre Châtelet-Les Halles et gare de Lyon, la ligne D traversera l'Île-de-France du Nord au Sud, via le cœur de la capitale. Dès septembre

La ligne D raccourcie
du nord au sud.

1995, cette ligne reliera la plaine de France et le Nord de Paris à la banlieue Sud-Est et desservira les villes nouvelles d'Evry et de Melun-Sénart. Et ce n'est pas tout. Dès 1998, EOLE, la ligne E du RER reliera la banlieue Est au quartier

La ligne E (Eole) raccourcie
l'est à l'ouest.

Saint-Lazare/Opéra. Ensuite, la ligne sera prolongée vers l'Ouest via La Défense. Quatre nouvelles gares seront créées dans Paris 1. L'extension du réseau RER, ce sont des milliers d'heures gagnées pour des millions de Franciliens.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Le Monde
EDITIONS

LISEZ, OFFREZ
PLANTU

Cohabitation à l'eau de rose
Le président Hip Hop !
Un vague souvenir !
Le douanier se fait la malle
Reproche-Orient
etc...

POUR TOUT ACHAT DE TROIS LIVRES
12 CARTES POSTALES DE PLANTU
« FICHEZ-NOUS LA PAIX »

DEMANDEZ-LES A VOTRE LIBRAIRE

هكذا من الأهل

POLITIQUE

Examinée en deuxième lecture

La « perpétuité réelle » est adoptée par le Sénat

Les sénateurs ont adopté en deuxième lecture, samedi 18 décembre, le projet de loi instituant une peine de « perpétuité réelle », présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. Ils ont maintenu l'essentiel du dispositif adopté par l'Assemblée nationale sur cette sanction pénale (le Monde du 11 décembre). Plusieurs modifications ont, en revanche, été apportées aux autres articles du projet.

La « perpétuité réelle », telle qu'elle a été réaménagée par le Parlement, convient parfaitement à la majorité sénatoriale. Du dispositif adopté par l'Assemblée nationale, il n'est resté qu'un seul point : la chambre d'application des peines. Cette innovation avait été introduite, contre l'avis du ministre de la justice, par un amendement de Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), qui estimait que la responsabilité de l'aménagement des peines, en matière criminelle, ne devait plus reposer sur un juge unique. Il avait reçu le soutien du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Charles Jolibois (Rég. et Ind., Maine-et-Loire), rapporteur du texte au nom de la commission des lois du Sénat, s'est opposé à cette modification importante du droit, introduite selon lui, « dans la précipitation ».

Les contours du secret professionnel

Les sénateurs ont supprimé une autre innovation de l'Assemblée nationale, due à Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire), sur la répression du tourisme sexuel. L'amendement adopté par les députés élargissait la durée des peines en matière de délits sexuels et il facilitait les poursuites à l'encontre des ressortissants français auteurs de tels délits à l'étranger. A l'occasion de cette deuxième lecture, ce sont surtout

les autres dispositions du projet de loi, relatives à la procédure pénale, qui ont retenu l'attention des sénateurs.

Contre l'avis de M. Méhaignerie, ils ont adopté à l'unanimité un amendement qui précise les contours du secret professionnel, en s'opposant à la jurisprudence restrictive de la Cour de cassation dans sa décision du 15 juillet 1993. Cet amendement indique que toutes les correspondances échangées entre un avocat et son client, ou toutes les consultations données, sont couvertes par le secret professionnel, « qu'une procédure judiciaire ou administrative soit ou non engagée ».

M. Méhaignerie n'a pas eu plus de chance à propos de la redéfinition des actes de terrorisme. A l'Assemblée nationale, le garde des sceaux avait apporté son soutien à M. Marsaud qui avait obtenu l'extension, par amendement, de la notion d'actes de terrorisme aux infractions « en matière de groupes de combat et de mouvements dissidents », de « recet de criminels » et d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger sur le territoire national. Avec l'appui explicite du groupe socialiste du Sénat, qui avait lui aussi déposé un amendement de suppression de ce nouvel article, M. Jolibois a estimé que la lutte contre l'immigration clandestine ne pouvait justifier une nouvelle modification du code pénal.

M. Méhaignerie a, en revanche, fait adopter par les sénateurs, en fin de séance, un amendement du gouvernement, déposé à la dernière minute, qui ajoute un nouvel article au projet de loi. Il précise qu'en matière de commission rogatoire, « les personnes à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elle ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition ».

Le vote des budgets régionaux

Bourgogne : M. Bazin (RPR) trouve un renfort écologiste

DIJON

de notre correspondant
Jean-François Bazin (RPR), élu président du conseil régional de Bourgogne, le 13 avril dernier, après la démission de Jean-Pierre Soisson, député (République et Liberté) de l'Yonne, est parvenu, vendredi 17 décembre, à dégager une majorité de vingt-neuf voix sur cinquante-et-un votants pour faire adopter le budget de la région pour 1994.

Marqué par une hausse des taux de la fiscalité directe limitée à 2,4 %, ce budget s'élève à 1,581 milliard de francs soit un excédent de 2,5 % par rapport au précédent.

Deux élus de Bourgogne-Nature-Traditions, deux écologistes (un

Génération Ecologie et un Vert) et deux élus de France unie (le mouvement de M. Soisson) se sont ralliés aux vingt-trois élus de la majorité relative RPR-UDF. Les huit élus du Front national qui, en approuvant, au début de l'année, le budget présenté par M. Soisson, avaient amené ce dernier à se retirer de la présidence du conseil régional, se sont opposés aux propositions du nouveau président. Les onze conseillers régionaux socialistes ont voté contre, eux aussi, de même que les trois communistes, trois Verts et Jean-Pierre Gillot, exclu de Génération Ecologie, aujourd'hui membre du Mouvement des réformateurs.

CHRIS MAISIAT

Franche-Comté : pas de majorité

BESANCON

de notre correspondant

Il appartiendra probablement à la juridiction administrative d'examiner la validité des délibérations du conseil régional de Franche-Comté, réuni les 16, 17 et 18 décembre en session budgétaire. Dès l'ouverture de la session, les Verts avaient indiqué leur intention de déposer un recours, justifié selon eux par la production tardive de documents. Le vote final, par 21 voix contre 21, n'a pu être acquis qu'avec la voix prépondérante du président et après annulation d'un pouvoir laissé par un élu du Front national à l'un de ses colistiers. Les conditions dans lesquelles le budget a été adopté ont été qualifiées de « procédé de vovous » par Christian Proust (Mouvement des citoyens), président du conseil général du Territoire de Belfort.

Après, lors de la discussion, le projet de budget présenté par le président, Pierre Chantelat

(UDF), avait fait l'objet de nombreuses réserves, y compris dans les rangs de la majorité. Ainsi, Yves-Marie Lehmann (RPR), premier vice-président, s'est-il déploré les coupes imposées dans les crédits de la culture. Le budget du conseil régional de Franche-Comté pour 1994 s'élève à 1,67 milliard de francs, soit une hausse de 5,8 % par rapport à 1993.

CLAUDE FABERT

IMPRIMERIE NATIONALE : la réforme est définitivement adoptée. — Le Sénat a adopté définitivement, vendredi 17 décembre, le projet de loi réformant le statut de l'imprimerie nationale, direction, centrale du ministère du budget qui va devenir une société nationale détenue par l'Etat. Les sénateurs n'ont apporté aucune modification au texte adopté par l'Assemblée nationale (le Monde daté 21-22 novembre).

Trois élections partielles

Le PC perd un canton dans les Côtes-d'Armor

CÔTES-D'ARMOR : canton de Collinée (7^e tour).

I. 3 436; V. 2 636; A. 23,28 %; E. 2 511.

Pierre Schneider, div. d., sout. RPR-UDF, 1 380 (54,95 %), E.L.U. Monique Hamon, PC, 1 131 (45,04 %).

M. Schneider succède à Yves Ranaiv (PC), décédé en octobre dernier, et fait ainsi, une entrée remarquée dans ce canton électoral. Le PC domine la scène depuis 1976 et remporte en mars 1994. Cette élection a mis en lumière un certain malaise au sein de la majorité départementale de gauche. Après le premier tour de scrutin, le 12 décembre, M. Monneret, candidat soutenu par le PS, avait tenu des propos de défiance à l'égard du PC. Il avait même qualifié Charles Jolibois (PS), président du conseil général, de « socialiste à la carte » pour avoir soutenu l'investiture et pour réaffirmer les principes d'union départementale. Les reports se sont effectués conformément à la loi, sauf dans la commune de M. Monneret est la maire.

12 décembre 1993 : I. 3 437; V. 2 511; A. 26,94 %; E. 2 491; Pierre Schneider, 1 069 (42,55 %); Monique Hamon, 728 (28,14 %); Jean-Luc Monneret, div. p., sout. PS, 624 (25,05 %); Armand La Monneret, div. p., 72 (2,89 %).

2 octobre 1989 : I. 3 497; V. 2 459; A. 29,93 %; E. 2 321; Yves Ranaiv, RPR, 906 (39,03 %); Gérard Baudet, RPR, 906 (39,03 %).

PAS-DE-CALAIS : canton de Laverrière (7^e tour).

I. 11 055; V. 5 804; A. 47,49 %; E. 5 473.

Roger Douez, div. d., m. de Laverrière, 3 431 (62,68 %), E.L.U.

Annie Van Cortenboeck, div. g., m. de Sully-sur-la Lys, 2 042 (37,31 %).

M. Douez, qui avait remporté de près la majorité absolue au premier tour, remplace Henri Fuchs (UDF), conseiller général depuis 1982 et maire de Laverrière, décédé en octobre dernier. M. Douez avait déjà succédé à M. Fuchs à la tête de la commune de Laverrière. Cette élection ne bouleverse pas l'équilibre du conseil général présidé par le sénateur socialiste Roland Hugnot à la tête d'une coalition PS-PC. Le nouveau conseiller général retournera devant ses électeurs en mars prochain.

12 décembre 1993 : I. 11 055; V. 6 833; A. 45,42 %; E. 5 945; Roger Douez, 2 987 (43,56 %); Annie Van Cortenboeck, 2 987 (43,56 %); Annie Van Cortenboeck, 2 987 (43,56 %).

tenbosch, 1 275 (21,73 %); Louis Comte, div. d., sout. RPR, m. de Fierbois, 1 153 (19,65 %); Jean-Louis Walter, sout. G.S. et Verts, 92 (1,57 %); Georges Milla, PC, c. m. de Laverrière, 238 (4,05 %).

25 septembre 1988 : I. 10 192; V. 5 922; A. 41,89 %; E. 5 783; Henri Fuchs, UDF, c. m. 3 259 (56,53 %); Monique Desbordes, PS, 1 546 (26,72 %); Simon Gory, sout. 377 (6,51 %); Roland Douez, PC, 369 (6,37 %); Julien Benichou, FN, 234 (4,04 %).

SEINE-MARITIME : canton de Cibles (7^e tour).

I. 13 891; V. 6 009; A. 56,74 %; E. 5 726.

Pascal Martin, UDF-PSD, 3 730 (65,14 %), E.L.U.

Patrick Jolly, div. g., sout. PS, m. de Fontaine-le-Bourry, 1 996 (34,85 %).

M. Martin succède à son père, André Martin (UDF-PSD), qui était sénateur et président du conseil général de Seine-Maritime, décédé le 7 novembre dernier. Avec une participation identique à celle du premier tour, M. Martin progresse de 15 points de pourcentage et maintient un écart de 20 points avec M. Jolly. Ce dernier semble avoir bénéficié d'un bon report des voix communistes et d'une partie des suffrages qui s'étaient portés sur un candidat « divers droite » au premier tour. L'élection de M. Martin se modifie peu l'équilibre au sein du conseil général, qui se doit de réunir mardi 21 décembre pour désigner un nouveau président. La majorité départementale UDF-RPR a choisi pour candidat Charles Hervé, député (UDF-RPR), conseiller général de Criquebeac-L'Esneval et maire de Turretil.

12 décembre 1993 : I. 13 962; V. 6 045; A. 56,70 %; E. 5 896; Pascal Martin, 3 962 (66,23 %); Patrick Jolly, 1 215 (20,00 %); Michel Leduc, div. d., m. de Bosc-Gérard-Saint-Adrien, 374 (6,22 %); Michel Tienrain, PC, m. d'Estettes 426 (7,22 %); France Gossé, FN, 412 (6,98 %); Gérard Daras, div. d., 6 (0,10 %); Eric Deguise, div. d., 1 (0,01 %).

25 septembre 1988 : I. 13 013; V. 6 522; A. 49,88 %; E. 6 395; André Martin, UDF-PSD, c. m., 3 649 (57,06 %); François Martin, PS, 1 785 (27,91 %); Michel Tienrain, 608 (9,50 %); France Gossé, FN, 353 (5,51 %).

Christian Dior

Noël en Dior

Le Monde

PLANTU

FRANCIS A VOIR L'ORDRE



par la CDU de Stefan Heilmann

Le projet de loi sur l'urbanisme

Le gouvernement veut garantir la « sécurité juridique » des élus et des professionnels de l'immobilier

Voté en première lecture par les sénateurs et les députés, le projet de loi sur l'urbanisme et la construction présenté par Bernard Bosson, ministre de l'équipement, devait revenir mardi 21 décembre devant le Sénat. Ce texte « l'embellit » de certaines procédures et en esauvent la « sécurité juridique » des aménageurs. Au départ assez succinct, il a été abondamment amendé par les parlementaires après de longs et vifs débats.

Que l'urbanisme soit un art difficile, tout le monde en convient. Ses impacts sur le droit de propriété, sur le cadre et la qualité de vie des citoyens, mais aussi sur les activités économiques ont conduit à l'enseigner dans un cursus réglementaire strict, précis, mais touffu. Le code de l'urbanisme ne compte pas moins de mille deux cents pages.

Le pouvoir d'organiser le territoire dans une commune, d'aménager des quartiers de ville, de délivrer des permis de construire a été confié par la décentralisation aux maires mais, dans le même temps, les citoyens, souvent par le truchement d'associations, ont demandé voix au chapitre. Utilisant les subtilités mêmes du code, leur contre-pouvoir s'exerce, entre autres, par la voie de recours devant les tribunaux administratifs. D'où une inflation du contentieux qui agace,

gène et, parfois, paralyse ceux dont le métier est d'aménager et de construire.

Cette situation de conflit, qui prend souvent le ton d'un débat de société, n'a pas manqué de préoccuper les juristes. Dans un rapport publié en 1992, le Conseil d'Etat disait : « Plutôt qu'une crise de l'urbanisme, c'est une crise de la pratique du droit de l'urbanisme qu'il faut résoudre. » Les conseillers jugeaient le code de l'urbanisme comme « une construction satisfaisante et cohérente », mais ils pointaient quelques lacunes dans son application : l'obsolescence des schémas directeurs, l'instabilité « inquiétante » des plans d'occupation des sols (POS), la multiplication des dérogations, les abus commis par certains maires, l'effacement de l'Etat, qui ne contrôle plus la légalité des actes, ils proposaient une série de mesures propres à guérir cette pathologie et demandaient des moyens accrus pour faciliter et accélérer la tâche des juges administratifs.

Aménagements douteux

Une réforme et une clarification du code sont donc nécessaires. Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, déposera un projet de loi en ce sens lors de la session parlementaire du printemps 1994. En attendant, pour donner un gage aux constructeurs et débloquent certaines situations, il a cru bon de proposer quelques modifications particulières. Il y avait urgence, paraît-il. Les parlementaires de

la majorité en ont profité pour ajouter au texte gouvernemental une foule d'amendements.

Sans revenir sur le détail des vingt articles (le Monde du 1^{er} décembre), on relève qu'à côté de modifications opportunes et de bon sens, beaucoup de changements vont dans le sens d'une libéralisation des règles du jeu. Ils reviennent sur tel ou tel article d'une législation qui, au fil du temps, avait renforcé garanties et protections. Ils ouvrent des brèches dans la loi « montagne », la loi « littoral », la loi sur la ville et la loi anticorruption. Ils avalisent a posteriori, par un article qui équivaut à une amnistie (le Monde daté 5-6 décembre), certaines opérations illégales, condamnées par le Conseil d'Etat, comme le village touristique de Fabrèges (Pyrénées-Atlantiques) et la station d'épuration de Toulon (Var).

L'opposition et certaines associations parlent d'une « loi d'exception » et d'articles sur mesure, qui ramènent le droit vingt ans en arrière. S'il est voté en l'état, le projet va contribuer à susciter d'ardentes polémiques et n'éclaircira pas le contentieux, bien au contraire. Il offrira une satisfaction morale à nombre d'édiles et de promoteurs, mais la relance du RTP ne dépend pas de cela. Elle est liée à la situation économique générale et à l'état du marché. En « blanchissant » quelques aménagements douteux, le travail des parlementaires brague les protecteurs de bonne foi et l'ensemble du mouvement associatif, dont la suspicion envers les élus « bétonneurs » va s'accroître. Il

est mal des discussions autour de la véritable et nécessaire réforme du code de l'urbanisme.

La législation a parfaitement le droit et, même, le devoir, de revenir sur des textes devenus caducs, mais dans un domaine aussi sensible que celui de l'urbanisme, où les citoyens s'attendent plus d'être tenus à l'écart des décisions qui conditionnent leur environnement, la prudence



était de mise. Assurée d'une écrasante majorité, la droite a oublié qu'en touchant au code, elle joue avec le feu.

MARC AMBROISE-RENDU

La législation contre la corruption

Une réponse de Christian Bonnet

A la suite de la publication d'un article consacré au dépôt, par trois sénateurs de la majorité, d'un amendement destiné à abroger une disposition contenue dans la loi Sapin contre la corruption en matière de concessions de marchés publics, à l'occasion du débat sur le projet de loi relatif à la passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (le Monde des 23 octobre et 16 décembre), nous avons reçu de

Christian Bonnet, sénateur (Rég. et ind.) du Morbihan, la lettre au point suivante :

« Les auteurs de l'amendement ne faisaient que reproduire, mot pour mot, un amendement voté par l'Assemblée nationale à l'occasion de la loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992, présenté par Christian Pignatelli (ancien député (PS) des Vosges, rapporteur du projet de loi), avec l'accord de Gérard Gouzes (ancien député (PS) de Lot-et-Garonne et président de la commission spéciale instituée pour l'examen de ce texte) et l'avis favorable du ministre de l'Intérieur, Paul Quilès.

En effet, à la suite d'une intervention très insistante d'Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, une décision du conseil des ministres de la Commission européenne a exclu les concessions du champ d'application de la directive « marché intérieur » et créé un observatoire des concessions, chargé de rendre ses conclusions le 1^{er} janvier 1996 au plus tard. (...) A l'époque, personne ne s'était aventuré à prétendre que le gouvernement avait « essayé (...) de satisfaire les grandes compagnies concessionnaires ». Il s'agit simplement, pour les auteurs de l'amendement, de permettre à nos entreprises de jouer à règles égales avec leurs concurrents européens dans des secteurs tels que l'eau ou les grands ouvrages publics. »

(Il ne suffit pas, pour justifier un amendement contestable, de faire valoir que sa paternité est partagée par la gauche et la droite. Le but n'est pas de satisfaire les compagnies concessionnaires de travaux publics, qui n'admettent pas l'obligation de transparence imposée par la loi Sapin du 29 janvier 1993. Quant à l'argument selon lequel cet amendement ne ferait qu'élever les entreprises françaises à jouer « à règles égales » avec leurs concurrents européens, on ne comprendrait pas, s'il était fondé, que le gouvernement s'y oppose, comme il l'a fait, pourtant, au Sénat. — P. R.-D.)

POINT DE VUE

L'« amendement promoteurs »

par Marie-Noëlle Lienemann

PAR la petite porte d'un amendement sénatorial, confirmé à l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre, le gouvernement vient d'arrêter des décisions importantes de la loi contre la corruption. Plus : le texte prévoit une amnistie pour ceux qui n'auraient pas appliqué cette loi, qui oblige à une sorte de mise en concurrence des droits à construire dans les opérations d'urbanisme, particulièrement les ZAC, que l'aménageur soit public ou privé.

Parmi les arguments que l'on entend toujours développer pour restreindre la participation des citoyens, le fonctionnement de la démocratie, la transparence et l'information, il y a l'efficacité, la rapidité. En poussant ce raisonnement à l'extrême, on peut conclure que les meilleures décisions seraient celles que prendrait un despote éclairé, mais, surtout, cette analyse est inexacte. Comme partout, il y a des arbitrages à faire entre les « freins » ou blocages observés.

Je donnerai un exemple vécu dans la ville dont je suis maire. On attend an lle-de-France, depuis deux ans environ, les subventions pour réaliser du logement intermédiaire. Les opérations sont arrêtées. La mise en concurrence des droits à construire — puisque j'ai appliqué scrupuleusement la loi — n'a rien bloqué. Lorsqu'on connaît les règles à l'avance et qu'elles ne changent pas sans cesse, il est possible de programmer chaque étape sans accumuler les retards. Une réforme actualisant et simplifiant le code de l'urbanisme est sans doute nécessaire, mais elle doit être globale et durable. Pour cela il faut du temps : c'est pour quoi j'ai suggéré un moratoire législatif de trois ou quatre ans pour que les experts, les élus, les associations évaluent les plus gros blocages et trouvent des solutions cohérentes, respectueuses de la démocratie et de la transparence.

Les plus grandes lenteurs viennent, aujourd'hui, des difficultés pour réunir le financement des opérations. Or aucune amélioration n'est proposée sur ce point crucial, alors même qu'on trouve un prétexte pour ouvrir la voie à des pratiques passées totalement scandaleuses. M. Bosson n'est pas à une reculade près ! Le 30 novembre, à l'Assemblée nationale, il indiqua que le gouvernement souhaitait garder le principe de la mise en concurrence des charges foncières. La fondation, il accepte, non seulement l'abandon du principe, mais encore l'amnistie ! J'ignore ce qui e pu justifier ce revirement. En tout cas, en la matière, le gouvernement utilise le vieil adage : vivons heureux, vivons cachés.

Je ne peux m'empêcher de voir une étrange coïncidence entre cette décision et celle, récente, de réduire le financement public des partis politiques. Que le citoyen ne s'y trompe pas : financement occulte ou public, dans les deux cas il paie, mais il paie plus et mal lorsqu'il s'agit de corruption, car, au-delà des partis, ce sont parfois les hommes qui en tirent un profit personnel. Plus fondamentalement, le financement public moralise l'action, assure plus d'équité. La loi de lutte contre la corruption et celle sur le financement des partis tournaient une page et nous faisaient entrer dans une ère nouvelle. Certains préfèrent les bonnes vieilles méthodes. Avec le contrôle des nouveaux élus des privatisées et le retour à la liberté de bétonner, la droite — et, singulièrement, le RPR — retrouve ses moyens d'action habituels. Chassez le naturel, il revient au galop !

Marie-Noëlle Lienemann, maire d'Atthis-Mors (Essonne), ancien ministre délégué au logement, est membre du bureau exécutif du Parti socialiste.

Les Pierre Desproges réquisitoires
du sport, de la politique et du spectacle sur la sellette
31 personnalités
Invités : Yannick Noah, Jean-Marie Le Pen, Léon Zitrone, Patrick Poivre d'Ange, Jacques Sigé, Daniel Cohen-Solal, José de la Fressange et beaucoup d'autres...
vol. zéro coffret : vol.1 vol.2 vol.3
Retrouvez Pierre Desproges sur Europe 1 du lundi au vendredi à 12h15
epic

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
Programmes de télévision sur l'emploi et la formation diffusés sur le 5^e réseau hertzien

Appel à idées

Le Gouvernement, dans le cadre de la mobilisation pour l'emploi, a décidé d'utiliser le cinquième réseau hertzien de télévision pour diffuser, pendant la journée, des programmes consacrés à l'emploi et à la formation, dont il a confié la maîtrise d'œuvre à France Télévision.

Cette diffusion s'inscrit dans le cadre des « Forums de l'emploi » organisés à l'initiative des collectivités locales qui visent, également, à informer sur les mesures prises en faveur de l'emploi, à valoriser les réalisations locales les plus significatives et à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés.

Ces programmes s'adresseront au grand public et plus particulièrement aux salariés et dirigeants d'entreprises, aux membres des professions libérales, aux commerçants et artisans, aux jeunes de 14 à 26 ans scolarisés, en formation ou en cycle universitaire et aux demandeurs d'emploi de tous niveaux de qualification et de tous âges.

Pour les réaliser, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et le ministère de la Communication lancent un « appel à idées » d'émissions consacrées à l'emploi et à la formation, ouvert tant aux professionnels de l'audiovisuel qu'aux particuliers.

Les projets devront être exposés selon les modalités indiquées dans le dossier de consultation. Ce dossier pourra être demandé au Service Juridique et Technique de l'Information (SJTI) au numéro de téléphone suivant : 16 (1) 42 75 38 99, qui l'enverra ; ou retiré au SJTI, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Ces dossiers seront disponibles entre le 17 décembre 1993 et le 30 décembre 1993 de 9 à 17 heures. Les projets devront être envoyés ou déposés au SJTI le 7 janvier 1994 à 17 heures au plus tard, le cachet de la poste ou du dépôt faisant foi.

Les projets seront examinés par un comité de sélection composé de personnalités qualifiées représentatives en particulier des secteurs de l'emploi, de la formation et de la communication. Leur faisabilité technique et financière sera étudiée par France Télévision.

Tout projet retenu proposé par une société de production sera réalisé par celle-ci. Les autres projets seront réalisés par une structure de production extérieure à France Télévision selon les modalités couramment appliquées en la matière.

SKI MODE D'EMPLOI

Une information complète et disponible
24 heures sur 24 sur plus de 300 stations de ski
en France et en Europe

Météo et enneigement
Domaine skiable
Tarif des remontées mécaniques
Locations
Actualités de votre station

Jouez et gagnez
séjours, matériels de ski et forfaits

3615 LEMONDE
Tapez SKI

SOCIÉTÉ

Nouveau chef d'accusation, allongement du délai de prescription

M. Méhaignerie souhaite renforcer la législation antiraciste

Le ministère de la justice a mis à l'étude un projet visant à renforcer l'efficacité de la législation antiraciste. Un projet de loi permettant la répression de la propagande raciste devrait être présenté au cours de l'année 1994.

L'arsenal des lois antiracistes pourrait être renforcé en 1994. Pierre Méhaignerie souhaite « adapter la répression à une délinquance qui s'organise de mieux en mieux », en remédiant aux faiblesses du dispositif législatif qui, depuis 1972, réprime la diffamation, l'injure et la « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » raciales.

Incorporés à la législation sur la presse dont les règles sont contraignantes, ces textes antiracistes sont difficiles à mettre en œuvre, en raison des lourdeurs de la procédure et de la difficulté à réunir des preuves. M. Méhaignerie ne souhaite pas, comme le réclament les associations antiracistes, dissocier ces dispositions des lois sur la presse. Il entend cependant lever les obstacles que les rigidités de cette législation opposent à une répression efficace.

Ainsi, le délai de prescription de l'action publique pourrait être porté de trois mois (la règle en matière de presse) à six mois ou un an. Cette modification laisserait plus de temps pour réunir des preuves et permettrait de poursuivre cer-

taines publications qui contournent la loi en anticiplant leur parution, ainsi que les éditeurs de cassette racistes dont la date de mise en vente est imprécise.

De même, par dérogation aux dispositions sur la presse, la comparution immédiate et le placement en détention provisoire des auteurs présumés seraient rendus possibles. Afin de prévenir les difficultés de qualification qui aboutissent à des relaxes injustifiées, M. Méhaignerie envisage de fonder en une seule infraction les deux délits d'injure et de diffamation racistes.

« Atteinte à la dignité humaine »

Un nouveau chef d'accusation serait en outre créé visant à réprimer tout groupement se donnant pour but la propagande raciste. Calquée sur le délit d'association de malfaiteurs, il permettrait de réprimer la préméditation et la réunion à objet raciste, avant même que les faits ne soient commis. Certaines librairies, qui diffusent une littérature raciste ou négationniste contre lesquelles les poursuites sont très difficiles, pourraient être visées. Enfin, le garde des sceaux évoque la rédaction d'un nouvel article du code civil permettant la saisine du juge des référés en cas d'atteinte à la dignité humaine, comme cela existe pour l'atteinte à la présomption d'innocence.

Un projet de loi devrait être pré-



senté dans le courant de l'année 1994, permettant ainsi de contrebalancer l'image répressive que s'est donnée le garde des sceaux avec ses textes sur la nationalité et la « perpétuité réelle ». Pourtant, il n'aborderait pas l'épineuse question de la répression de la discrimination raciale, inscrite dans une loi de 1985 appliquée de façon restrictive.

Une concertation devrait s'engager, assure-t-on à la chancellerie, avec les associations qui, tels le

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) (1) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), avaient obtenu le vote unanime de la loi du 1^{er} juillet 1972 renforcée en 1990.

Le nouveau tour de vis prévu répondrait à la multiplication des actions racistes que le système policier et judiciaire est souvent impuissant à repérer et à punir. Le nombre de condamnations pronon-

cées à titre principal en matière de racisme a toutefois doublé entre 1989 et 1991, passant de 52 à 101, tandis que se multipliaient les condamnations à des peines d'emprisonnement (44 en 1991 contre 19 en 1984), presque toujours assorties du sursis.

PHILIPPE BERNARD

(1) Le MRAP diffuse une nouvelle exposition sur « Les préjugés et stéréotypes racistes » destinée aux établissements scolaires et aux bibliothèques. Tél. : (1) 48-06-83-00.

ATTENTAT : Incendie dans une librairie avignonnaise. — Un incendie d'origine criminelle a provoqué d'importants dégâts matériels dans une librairie, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 décembre, à Avignon (Vaucluse). Un témoin a aperçu deux hommes en train de s'enfuir à proximité de la librairie Holstein où le feu venait de se déclarer. Les pompiers ont découvert une étoile de David peinte en jaune sur un des piliers de la vitrine. Les enquêteurs semblent retenir la thèse d'un attentat « à caractère raciste », mais soulignent qu'il s'agit de « l'œuvre de déséquilibrés » et d'un « cas isolé ». Cette librairie, fondée par la famille Holstein, vendue dans les années 60, est actuellement spécialisée dans la vente d'ouvrages religieux de toutes confessions.

Dans le sud de la Bretagne

« Marée » d'engins explosifs

BREST

de notre correspondant

Une marée de détonateurs, de fabrication suédoise mais de provenance encore inconnue, envahit, depuis samedi 18 décembre, les côtes du Finistère, du Morbihan et des plages de la Loire-Atlantique. Un millier de ces engins explosifs, dont la manipulation est très dangereuse, ont déjà été récupérés par cinq cents hommes, militaires, pompiers, gendarmes, démineurs de la sécurité civile et de la marine nationale, dont l'effectif devait être doublé lundi 20 décembre.

Ces détonateurs ont été notamment retrouvés dans les baies d'Audierne et de Douarnenez, entre Le Guilvinec et Quimper, et entre Guidel et Quiberon. Le littoral du Finistère nord a été épargné jusqu'à présent, à l'exception de la plage des Sables-Sablons, au Canquet, et de l'embarcadere de l'Aber Benoit à Saint-Pabu. L'« Ouessant » a également été atteinte.

Ces engins, utilisés pour amorcer des explosifs de chantier, présentent un danger réel, car ils peuvent exploser sous l'effet d'un choc. « On peut avoir un pied ou une main arraché », indique un démineur. Les équipes de ramassage doivent se livrer à un véritable travail de fourmi, ces détonateurs, d'une dizaine de centimètres de longueur, se trouvent mélangés aux algues, au sable, au se nichent dans des creux de rochers.

Le préfet du Finistère, Christian Frémont, a pris un arrêté interdisant l'accès du littoral départemental. La division Action de l'état en mer, dépendant de la préfecture maritime de Brest, a ouvert une enquête pour déterminer la provenance des engins, tandis que les Verts ont annoncé leur intention de porter plainte contre X.

La responsabilité du Sherbro semble écartée par le merne : quatre-vingt-huit conteneurs étaient tombés de ce navire, au large du Cotentin dans la nuit du 8 au 9 décembre, en pleine tempête. En revanche, cinquante fûts de garmide, retrouvés en rade de Brest où le bateau avait été entrainé de se dérouter pour mettre de l'ordre dans sa cargaison, viennent bien du Sherbro. D'autre part, un fût de deux cents litres de produit chimique s'est échoué dimanche sur une plage de Plouarzel (Finistère).

GABRIEL SIMON

Priviliant l'accès aux soins et la réduction des risques Quarante villes européennes militent pour le traitement social de la toxicomanie

Les élus et les praticiens de quarante villes d'Europe ont confronté leurs politiques de prévention des toxicomanies lors d'un séminaire réuni, du 16 au 18 décembre à Marseille, par le Forum européen pour la sécurité urbaine. Ils ont témoigné d'actions locales privilégiant l'accès aux soins et la réduction des risques sanitaires.

« La ville est le théâtre de la drogue, de sa consommation, de son trafic », explique Michel Marcus, délégué général du Forum européen. Elle est aussi l'échelon indispensable de toute politique de prévention des toxicomanies. » Face à l'impuissance relative de la répression et à la diffusion du virus du sida par voie intraveineuse, les élus se sont réunis à Marseille pour nettement contesté les choix des Etats qui donnent la priorité à la sécurité publique sur la santé publique.

Les expériences étonnantes se sont multipliées. A Gennevilliers (Haut-de-Seine), quarante élus menagères municipales ont reçu une formation à l'assistance des sidéens à domicile. A Lübeck (Allemagne), un centre de traitement des dépendances en tout genre — drogues, tabac, alcoolisme et aussi... jeux vidéo — a vu le jour. Dans plusieurs dizaines de communes de la région parisienne et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, des kits d'injection sont vendus en pharmacie. A Mar-

seille, c'est un centre d'accueil « à bas seuil d'exigence » qui a été ouvert pour faciliter le contact avec les toxicomanes résistants d'ordinaire à l'écart des circuits de soins et de cures : ils peuvent prendre une douche, un café ou laver leurs vêtements ; ils peuvent aussi demander des seringues neuves ou des préservatifs aux éducateurs, à l'infirmière et au médecin présents.

Contre la dépenalisation

Le rôle des collectivités territoriales en matière de toxicomanie est certes diversément reconnu par les différents pays d'Europe. En Belgique, cinq métropoles — Aovers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège — se sont dernièrement partagé un pactole de 1 milliard de francs belges (16 milliards de francs français) débouqués par l'Etat en faveur d'une politique de prévention et d'aide aux toxicomanes. Mais le succès est plus étroit dans l'Hexagone, où le traitement de la toxicomanie constitue habituellement une affaire d'Etat : « Quand je vais à l'hypermarket, je vois que le kilo de café colombien coûte aujourd'hui 15 francs alors qu'il valait 40 francs il y a quinze ans. Je sais que c'est lié au problème de la cocaïne, mais je n'y peux rien », regrette Joseph Menga, conseiller municipal (PS) du Havre. Mon rôle d'élu, c'est de favoriser les expériences locales en

coordonnant l'action de la police, de la justice, des travailleurs médico-sociaux et des associations. » Sa municipalité soutient de la sorte une association d'aide aux toxicomanes distribuant des seringues stériles sur les lieux de consommation.

« Les élus des collectivités territoriales sont les mieux placés pour donner corps au traitement social de la toxicomanie », a conclu Gilbert Bonnemaison, président du Forum et maire d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Priviliant une progression par étapes, le Forum a donc repoussé le choix plus radical de la « dépenalisation » de l'usage de drogues qui est réclamé depuis 1990 par une quinzaine de villes européennes, dont Amsterdam, Bâle, Charleroi, Hambourg, Francfort, Rotterdam et Zurich. « La priorité doit aller à une politique de prévention axée sur la réduction des risques et allant dans le sens d'une prise en compte des impératifs de santé publique », a conclu M. Bonnemaison.

ERICH INCYAN

Pour assister les victimes de catastrophes Des magistrats grenoblois plaident pour la mise en place d'un « SAMU judiciaire »

GRENOBLE

de notre correspondant

« C'est lorsque la rivière se retire ou que l'orage s'éloigne qu'apparaissent la détresse et le malheur. Les personnes qui subissent un événement dramatique ne doivent pas être les victimes d'une seconde catastrophe. Il doit exister des moyens urgents de protection susceptibles de les prémunir contre ceux qui peuvent les abuser », explique le procureur général auprès de la cour d'appel de Grenoble, Michel Albarède, au cours d'un colloque, vendredi 17 décembre à Grenoble, organisé par l'association Aide et information aux victimes (AIV).

Ce magistrat, aux côtés de Michel Legrand, avocat général, président d'AIV, plaide pour la création d'un « Samu judiciaire » qui pourrait s'inscrire dans le cadre des plans ORSEC coordonnés, dans chaque département, par le préfet. Il permettrait d'aider et de soutenir, dans leurs démarches auprès de l'administration, mais aussi des assurances, les personnes en état de détresse psychologique.

L'AIV juge nécessaire d'accompagner ces personnes pendant les semaines ou les mois

qui suivent la catastrophe dont elles ont été les victimes. Ainsi, explique M. Legrand, certaines familles, déstabilisées par un drame, pourraient être placées sous suivi judiciaire. « Cette sauvegarde de justice assurerait le respect de leurs intérêts dans une période où elles ne sont pas psychologiquement en état de les traiter », précise le magistrat. Pour lui, c'est à l'autorité judiciaire de surveiller l'« après-catastrophe ». Ce « SAMU judiciaire » devrait garantir l'intégralité des droits des victimes et les prémunir contre d'éventuelles erreurs.

L'association AIV propose donc d'inscrire dans les plans ORSEC et les « plans rouges » des entreprises présentant des risques technologiques majeurs les mesures d'aide psychologique et juridique aux victimes. « Trop souvent, lors de catastrophes, la réponse technique prime sur la dimension humaine de l'événement, déclarent ses responsables. Il faut à tout prix éviter d'abandonner les victimes à leur détresse et à leur solitude. »

C. F.

Mercredi 22 décembre, Super Cagnotte de 40 Millions*



C'est pas le moment de faire l'intéressant.

* Montants minimums à partager entre les gagnants de 1^{er} rang du 2^e tirage.

LA FRANÇAISE DES JEUX

EN BREF

AVALANCHES : un mort et un blessé grave en Savoie. — Un Francilien et un Savoyard, qui pratiquaient le ski hors piste dans le massif de la Tarentaise, en Savoie, ont été victimes, samedi 18 et dimanche 19 décembre, de coulées de neige. Le premier, âgé de vingt-huit ans, est décédé à l'hôpital de Bourg-Saint-Maurice, le second, âgé de dix-neuf ans, a été gravement blessé et transporté au CHU de Grenoble. A l'ouverture de la saison de sports d'hiver, de très forts risques d'avalanches — « risque 4 » sur une échelle de 5 — existent dans les Alpes, indique Météo-France, tandis que les autorités rappellent les dangers du ski hors piste.

INFIRMIERS : le Conseil d'Etat annule la convention nationale. — Le Conseil d'Etat a annulé,

vendredi 17 décembre, l'arrêté du 29 juillet 1992 approuvant la convention nationale des infirmiers — ce qui entraîne l'annulation de ce texte, signé le 23 juillet 1992 par la Fédération nationale des infirmiers (FNI) et les trois caisses d'assurance-maladie — ainsi qu'un autre arrêté du 23 mars 1992 approuvant deux avenants à la première convention nationale conclue en 1988. Ce dispositif prévoyait qu'un infirmier ou une infirmière ne pouvait se placer sous le régime conventionnel que s'il justifiait d'une durée minimale d'exercice professionnel d'un an. Le Conseil d'Etat a jugé qu'il n'appartenait pas aux ministres, mais au législateur, légitime d'approuver cette définition du champ d'application de la convention.

Soupçonné d'avoir pris part à une série d'assassinats

Francis Heaulme est mis en examen pour le meurtre du petit Joris

Francis Heaulme a été mis en examen par la juge Laurence Godron, de Draguignan (Var), samedi 18 décembre, pour le meurtre d'un enfant belge, Joris Viville, âgé de dix ans. Celui-ci avait été retrouvé mort le 22 avril 1989, au bord d'une route reliant Grimaud à Collobrières, deux semaines après sa disparition d'un camping de Port-Grimaud, où il séjournait avec ses parents. Impliqué dans plusieurs affaires, Francis Heaulme, un marginal âgé de trente-quatre ans, s'était accusé de ce meurtre avant de se rétracter. Une reconstitution du crime doit avoir lieu le 10 janvier 1994.

Francis Heaulme est-il un « tueur en série » tout droit sorti d'un roman noir, ou un mythomane masochiste qui a un destin contraire place toujours au mauvais endroit ? La précision entomologique de ses aveux, puis ses dénégations farouches, laissent les enquêteurs perplexes. Elles sont en tout cas la marque d'une personnalité fragile et perturbée, de type « état limite », comme l'ont décrit les psychiatres.

Né il y a trente-quatre ans à Metz, d'un père autoritaire et parfois violent et d'une mère idolâtre morte prématurément, Francis Heaulme s'est choisi une existence de chien errant pour échapper à une enfance gâchée. Au lendemain de l'enterrement, en pleine dépression, il laisse tomber un emploi de maçon. Expulsé de son logement, il vitote un an chez sa grand-mère. A la demande de son père, il est interné à plusieurs reprises à l'hôpital psychiatrique de Metz, pour traiter une dépression tenace.

La seule façon de couper le cordon avec son passé trop lourd, c'est la fuite. Après un dernier échec comme chauffeur, il est renvoyé pour ivresse - il entame un tour de France, de foyers de l'Armée du salut en centres Emmaüs. Il écrit constamment à sa sœur, qui lui envoie des colis dans les centres où il séjourne quelques semaines. « Dans ses lettres, il était triste, se sentait très seul, raconte Christine. Il avait très peur de son père, ne savait comment entrer en contact avec lui. » Méthodiquement, il tient un agenda, où il note ses lieux de séjour, les noms des marginaux avec lesquels il se lie pour quelques jours.

De temps à autres, il fait étape chez sa sœur. Il lui conte ses aventures amoureuses. Elle fait semblant d'y croire. Elle sait bien « qu'il a peur de tout ce qui est sexuel », qu'il est exagérément pudique, « que c'est encore un gamin ». Pourtant, elle finit par prendre au sérieux son idylle avec Georgette : Francis cimente avec elle à Bischwiller (Bas-Rhin), à la fin de l'année 1991. Christine pense qu'enfin « il est prêt à fonder un foyer ».

C'est alors qu'il est arrêté, en janvier 1992, grâce à la ténacité d'un gendarme rennais, qui enquêtait sur un meurtre commis à Brest, le 14 mai 1989. Aline Pères, une aide-soignante de quarante-neuf ans, avait alors été déterrée poignardée sur la plage du Moulin-Blanc. Le témoignage tardif d'un « routard » avait permis de retrouver la trace

de Heaulme. Interrogé par l'enquêteur qui s'intéresse à lui, il entreprend une hallucinante confession, avançant de multiples meurtres à travers la France.

La succession des contrôles et des hospitalisations pour ivresse, des contraventions dans les trains, et enfin l'examen de son agenda permettent de retracer sa course. Les gendarmes établissent qu'il a parcouru trente-sept départements entre 1987 et 1990. Il ne se trouve jamais bien loin du lieu de meurtres odieux et sans mobile, non élucidés, recensés par la gendarmerie. Il apparaît vite comme le coupable idéal. A peine suspendu, son existence vagabonde va reprendre, cette fois sous la conduite de la justice.

D'abord incarcéré à Brest, il est ensuite transféré à Avignon, où il s'accuse du meurtre de Jean-Joseph Clément, retrouvé le crâne fracassé sur les bords de l'Ouvèze, à Bédarrides (Vaucluse), en août 1989. Puis à Reims, où il avoue avoir tué à coup de pieds et poings Sylvie Rossi, une serveuse de trente et un ans. Elle l'avait pris en stop et lui avait fait des « propositions ». Devant son refus, elle l'aurait traité d'« impuissant ». Heaulme l'aurait alors giflée, puis poursuivie alors qu'elle s'enfuyait en hurlant. Heaulme ne supporte pas les cris, il a voulu la faire taire, à tout prix. La volée de coups qui l'a laissée pantelante, poulée brisée au bord d'un champ, il ne s'en souvient pas. Tout a sombré dans un « trou noir », dans ces crises de « délirium » qui l'effraient. Comme à chaque fois, cependant, il décrit les lieux avec force détails. C'est le seul meurtre avoué par Heaulme qu'il n'ait pas ensuite nié.

Aveux complaisants

A Périgueux, il se voit accusé du meurtre, en mai 1986, de Laurent Bureau, un appelé du contingent tué à coup d'extincteur. Dans cette affaire, le hasard semble l'avoir réuni à Didier Gentil - déjà condamné à perpétuité pour le meurtre de la petite Céline Jaurdan, à la Matte-du-Caire en 1988 (le Monde du 19 décembre 1992) - qui se trouve lui aussi mis en cause. Un bras de fer judiciaire s'est engagé entre ces deux « ennemis numéro un » potentiels, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité du meurtre. Gentil nie farouchement avoir été à Périgueux ce jour-là. Un troisième meurtrier présumé, Fatah Benboukil, est décédé depuis, et des commissions rogatoires sont encore en cours pour retrouver des témoins. Encore une fois, Heaulme est capable de donner une description presque chirurgicale des événements.

Sa mise en examen le 28 juillet par le juge d'instruction messin Michel Albagly, pour « assassinat et tentative de viol », de la jeune Laurence Guillaume, l'a ramené dans la ville de son enfance. L'adolescente de quatorze ans était morte poignardée dans la nuit du 7 au 8 mai 1991 près de Metz. Francis Heaulme, qui s'était accusé du meurtre le jour de sa mise en examen, était revenu ensuite sur ses aveux, et avait soutenu que Michel Guillaume était l'unique assassin de l'adolescente (le Monde du

12 août). Également mis en examen le 28 juillet pour « assassinat et viol », le cousin de la victime, Michel Guillaume, a reconnu que la seconde accusation et, après quatre auditions, continue à nier sa participation au meurtre.

L'affaire du jeune Joris Viville est donc la dernière en date des instructions pour les meurtres que Heaulme aurait commis au fil de ses pérégrinations à travers la France. Le corps de l'enfant, originaire d'Hérent (Belgique) où son père est gendarme, avait été retrouvé le 22 avril par un couple de vacanciers britanniques en bordure d'une départementale près de Grimaud (Var). Le cadavre dénué, dans un état de décomposition avancée, portait des traces de violences sexuelles et son corps avait reçu quatre-vingt-trois coups de cutter. Là encore, après avoir complaisamment avoué, Heaulme s'est rétracté, pour accuser un complice présumé.

Le juge Laurence Godron a néanmoins décidé de le mettre en examen, samedi 18 décembre, après quatre heures d'audition. Mais la traque judiciaire de Francis Heaulme n'est pas terminée : il pourra aussi être poursuivi pour un double meurtre, dant

avaient été victimes des retraités de la banlieue de Charleville-Mézières, en juin 1988. Le juge d'instruction de Charleville n'a pas encore prononcé de mise en examen, mais serait prêt à se saisir au profit de celui de Reims.

Mutilation morale

Ces affaires seraient limpides s'il n'était arrivé à Heaulme de s'accuser à tort de meurtres que même les enquêteurs les plus vultueux n'ont pu lui attribuer. Ainsi les gendarmes d'Avignon ont-ils abandonné sa piste. Ils ont établi que Heaulme, qui clamait être le meurtrier de Jean-Jacques Clément - il l'aurait pas apprécié sa façon « de regarder les prostituées » opérant sur les bords de l'Ouvèze -, se trouvait en fait à Marseille le jour où le retraité a eu le crâne éclaté. Il n'était arrivé à Bédarrides que le lendemain, ce qui expliquerait la surprenante précision des détails qu'il avait livrés aux enquêteurs.

« Francis Heaulme est un faible, plaide son avocat, M^e Pierre Gnzalez de Gaspard, qui entend, avec ces aveux trop spontanés, enfoncer un coin dans les diverses accusations. Il ne peut

pas supporter d'être soumis pendant des heures à un flot de questions. Les gendarmes n'ont qu'à le tutayer pour qu'il se mette à table, quitte à raconter des surréalistes. » Pour son défenseur, qui veut faire « le procès de la garde à vue » (1), Heaulme s'accuse lui-même par pur masochisme, pour expier sa vie ratée. Ce serait une forme de mutilation morale, tout comme il lui arrive de se mutiler physiquement. Son corps est lacéré d'entailles, qu'il s'infirige avec ses verres de lunettes, nu avec des tisons de bouteilles de bière lorsqu'il a un « coup dans l'aile ». Sa sœur Christine ne s'explique pas ces scarifications, qui ont redoublé depuis 1989 : « Francis ne supporte pas la vue du sang. Peut-être que c'est pour faire le malin ? »

Enfant, Heaulme s'accusait d'avoir volé de l'argent pour que ses parents s'intéressent à lui, au risque de recevoir une raclée. « On a eu plus d'autorité que d'amour », regrette Christine. Aujourd'hui, les médias ont pris le relais. A coups de gros titres, ils flattent sa soif de reconnaissance. Les psychiatres qui l'ont examiné ont noté cette nouvelle dépendance. Heaulme lit avidement les journaux, engrange les

images télévisées qui relatent ses frasques macabres. Il s'en gorge, assimile les moindres détails, qu'il ressort ensuite aux enquêteurs. Au point que Christine a demandé qu'on ne lui donne plus de journaux.

En tout cas, ces affabulations ne facilitent pas le travail des enquêteurs. « Une chose est sûre, estime un gendarme de la section de recherches de Reims, c'est que s'il avait suffi de le tutayer pour qu'il avoue, nous aurions eu moins de difficultés dans notre enquête. Et surtout, nous aurions risqué d'être disqualifiés par des aveux prématurés, qui à l'examen ne tiendraient pas. Nous ne retenons que les aveux circonstanciés. » En attendant sa comparution devant les assises de Quimper, en suspens, enquêteurs et magistrats vont donc continuer à démêler l'écheveau embrouillé du périple de celui que les médias ont déjà surnommé le « serial killer français ».

HERVÉ MORIN

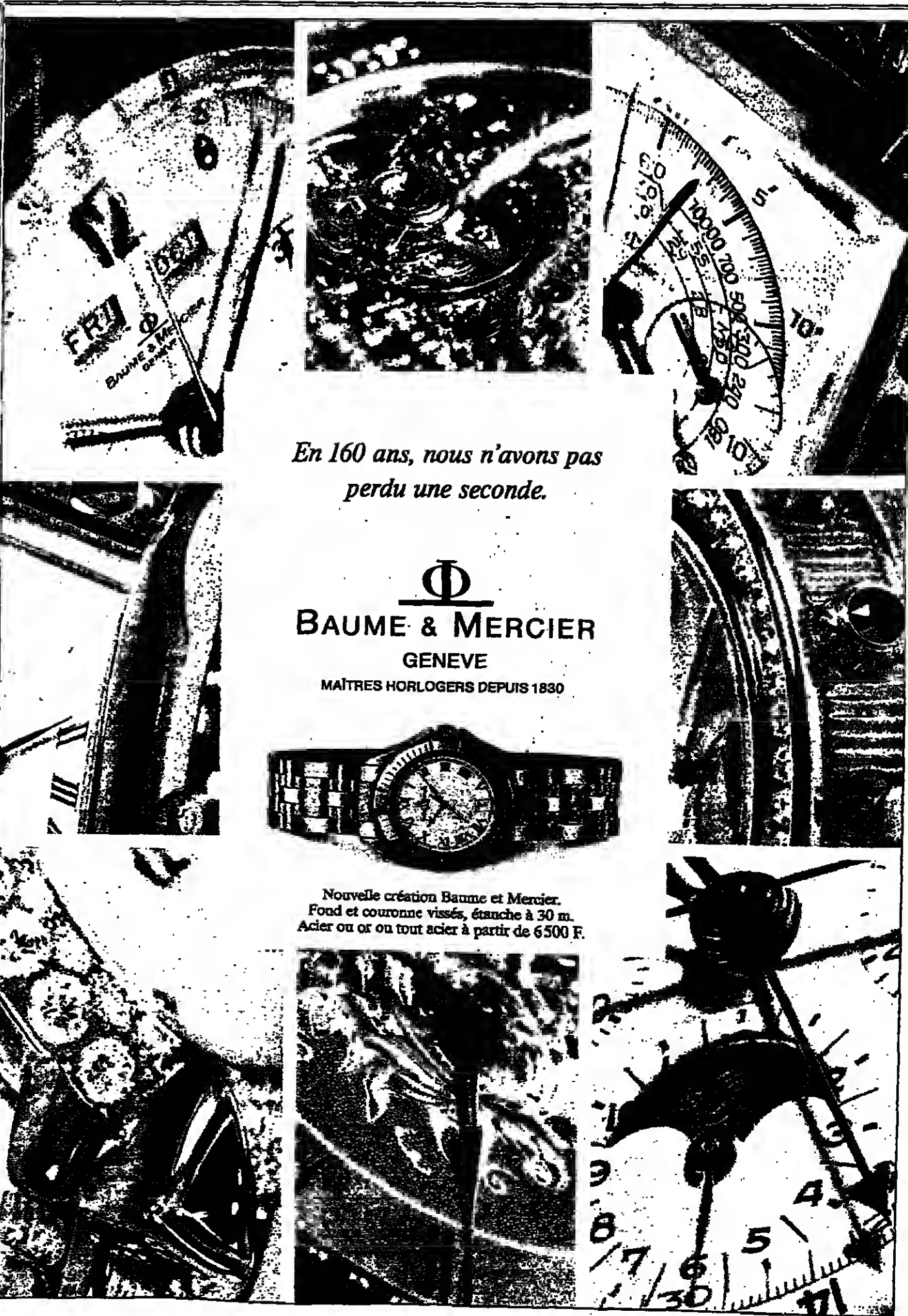
(1) M^e Gonzalez de Gaspard est président-fondateur de l'Association pour le maintien et l'amélioration de la réforme du code de procédure pénale (AMARCP), qui a notamment pour but la suppression de la garde à vue.

Poursuivi pour concussion

André Durr (RPR) est condamné à six mois de prison avec sursis

La cour d'appel de Colmar a condamné, vendredi 17 décembre, le député RPR du Bas-Rhin et maire d'Ilkirk-Graffenstaden, André Durr, poursuivi pour concussion, à une peine de six mois de prison avec sursis ainsi qu'à une amende de 20 000 francs et à la privation de ses droits civiques pendant deux ans. La cour d'appel a réduit les sanctions infligées en première instance, le 16 septembre, par le tribunal correctionnel de Strasbourg, qui avait condamné M. Durr à un an de prison avec

sursis, une amende de 20 000 francs et une privation des droits civiques pendant cinq années. Le député alsacien, qui a indiqué son intention de se pourvoir en cassation, était poursuivi pour avoir reçu mensuellement 5 000 francs de son premier adjoint à la mairie, Antoine Wach. Ce dernier s'est suicidé fin 1992 après avoir annoncé qu'il avait été forcé de reverser à M. Durr cette somme, que le député lui versait légalement chaque mois depuis sa réélection à l'Assemblée nationale en 1983.



En 160 ans, nous n'avons pas perdu une seconde.

BAUME & MERCIER
GENEVE
MAÎTRES HORLOGERS DEPUIS 1830

Nouvelle création Baume et Mercier.
Fond et couronne vissés, étreinte à 30 m.
Acier ou or ou tout acier à partir de 6.500 F.

SOCIÉTÉ

Pour la première fois

Une voiture de la SNCF a été louée pour reconduire des étrangers à la frontière

Une voiture de la SNCF a été louée pour la première fois, dans la nuit de dimanche 19 à lundi 20 décembre, pour reconduire à la frontière, via Marseille, un groupe d'Algériens en situation irrégulière. Une voiture « Corail », placée en tête du train n° 5059 partant de la gare de Lyon à Paris à 21 h 17 et arrivant à la gare Saint-Charles de Marseille à 5 h 11, a été louée par le ministère de l'Intérieur à la SNCF, dans le cadre d'une convention passée entre l'administration et la société nationale, confirme cette dernière. Les étrangers pourraient avoir été ensuite transférés directement par le bateau *El Djazair* de la SNCM qui quitte Marseille pour Alger, lundi 20 décembre à 11 h 30.

Au ministère de l'Intérieur, on

refusait, lundi matin, de confirmer ou d'infirmer explicitement cette information, en répétant que « des reconduites à la frontière ont lieu tous les jours ». Le directeur du ministère de l'Intérieur d'Utilisation du train pour exécuter des reconduites à la frontière habituellement organisées par avion avait été révoqué en juin (le Monde daté 20-21 juin). Combattu par les associations de défense des droits de l'homme et par les syndicats de cheminots, il traduit la volonté de Charles Pasqua de doubler le nombre des reconduites à la frontière exécutées chaque année. En 1992, sur quelque 43 000 décisions, moins de 9 000 ont été suivies d'effet.

Ph. B.

AFFAIRE VASARELY : nouveau conseil d'administration de la Fondation. Le peintre Victor Vasarely vient d'être élu président du conseil d'administration de la Fondation qui porte son nom. Ce poste était vacant depuis l'annulation, en avril dernier, par la justice, du mandat d'administrateur de Charles Debassch, ancien président de l'université d'Aix-Marseille-III et président du conseil de surveillance du Dauphiné Libéré. Victor Vasa-

rely a été élu à l'unanimité, avec le soutien des ministères de tutelle (Intérieur et Culture). Le professeur Gérard Cas, de l'université de droit d'Aix-Marseille, a été élu vice-président. Le nouveau bureau espère pouvoir sauver la Fondation dont la situation financière est préoccupante. Il précise que les poursuites pénales engagées par la famille Vasarely contre M. Debassch et l'université d'Aix-Marseille-III suivent leur cours.

M^{me} Veil assure qu'il n'y a pas d'accroc à la cohabitation

« Il n'y a pas d'accroc à la cohabitation », a estimé, dimanche 19 décembre, Simone Veil, en évoquant la révision de la loi Falloux par le Parlement et les ennuis qu'elle a suscités de la part de François Mitterrand, qui s'était dit « surpris et effusqué ». « Que le président de la République fasse connaître son sentiment, cela va de soi : c'est une clause de style de sa part », a déclaré le ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, qui était invité de l'émission 7 sur 7 sur TF 1.

« Le texte a trop traîné »

Considérant que l'abrogation n'a pas eu lieu « à la va-vite », M^{me} Veil a précisé que le premier ministre, Edouard Balladur, n'avait pas voulu « marquer des points par rapport à la cohabitation ». « Simplement, le texte avait trop traîné ».

La discussion n'a été fixée très rapidement mais le projet était bien connu du Sénat », a-t-elle ajouté, soulignant toutefois que, sur la question de la forme et de la procédure, le gouvernement avait été « pour le moins

Les polémiques après la révision de la loi Falloux

cavalier vis-à-vis du Sénat ». Refusant de « juger » ni de « commenter » les propos de l'ancien ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, a déclaré, au Forum RMC/Express, que cette révision était « un engagement pris auprès des électeurs par la majorité que nous assumons aujourd'hui ».

Il a affirmé que « le gouvernement n'a agi dans une totale transparence à la suite d'un débat parlementaire qui n'a bien eu lieu ». Interrogé sur la possibilité d'attendre une seconde lecture, M. Sarkozy a répondu : « On verra bien ce que demandera M. Mitterrand. Le Parlement a voté. Nous attendons les résultats du recours devant le Conseil constitutionnel. Il n'y a aucune volonté de dissimulation de la part du gouvernement ».

Dans une lettre ouverte adressée, vendredi, au premier ministre, Jean Gravier, député (UDF) de l'Allier, prole de Raymond Barre, s'exprime « fort en colère » par cette réforme et il se montre « critique à l'égard du gouvernement » et de la majorité qu'il soutient.

Un maire de la Drôme ferme un établissement pour raisons de sécurité

LYON

Le maire socialiste de Romans-sur-Isère (Drôme), Henri Bertholet, a décidé la fermeture du lycée technique de la ville (1 500 élèves) à compter du mardi 21 décembre au matin, les vacances commençant le soir. Il a pris cette décision à la suite de l'avis défavorable émis le 9 décembre, par la commission départementale de sécurité, présidée par le préfet.

Le maire menace de ne pas rouvrir le lycée le 3 janvier, « si un échéancier des travaux de mise en conformité n'a pas été arrêté par la région Rhône-Alpes ». Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional, a

déclaré, dimanche 19 décembre, sur France 3, que les « travaux étaient programmés dans le cours de l'année 1994 » et a souhaité « que l'on s'occupe des élèves avant de faire des effets médiatiques », liés, selon lui, à des « événements politiques extérieurs ».

M. Bertholet réfute ces arguments : « La commission a constaté que ses prescriptions des années précédentes n'avaient pas été suivies d'effet par le conseil régional, et cela indépendamment de la modification de la loi Falloux ». « Mais cette affaire démontre aussi, souligne M. Bertholet, qu'il n'y a pas que les lycées privés qui ont des problèmes de sécurité ».

B. C.

La chance du lycée privé

Suite de la première page

Le recours du préfet de région est d'abord rejeté par le tribunal administratif le 17 avril 1992, mais le Conseil d'Etat tranche en sa faveur le 10 novembre 1993. L'arrêt confirme que le conseil régional avait le droit de mettre à disposition des locaux déjà existants, mais pas d'en construire.

Durant la procédure, la région, maître d'ouvrage, opte délibérément pour la politique du fait accompli. Une fois le permis de construire obtenu du préfet de département, elle lance les travaux. « L'arrêt des travaux n'a jamais été envisagé », explique Bernard Roubert. Au cas où la décision du conseil régional aurait été invalidée, nous aurions seulement prévu de modifier notre projet pédagogique. La parade - classique au demeurant - aurait consisté à créer des classes d'enseignement technologique, pour lesquelles le financement par les collectivités locales est plus souple (1). Cette solution cadrait cependant assez mal avec le projet d'ensemble du diocèse, qui dispose déjà d'un lycée technique à Bussy-Saint-Georges, à quelques kilomètres de Lagny. La révision de la loi Falloux arrive donc à point nommé pour conforter sa « politique de réseau d'enseignement catholique, pour offrir aux familles la plus grande diversité de formations ». Le lycée recrute déjà dans plus de cent communes alentour, et, comme tous les établissements privés, en dehors de toute carte scolaire.

Les péripéties administratives et législatives qui ont entouré le financement du lycée privé n'ont été connues que tardivement des habitants de Lagny. « Nous n'avons appris l'origine des fonds que la semaine dernière », reconnaît Elizabeth Hervouet, secrétaire de la section SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) du lycée public Van Dongen. Les enseignants de cet établissement de 1 360 élèves en ont aussitôt fait un motif de revendication, lors de la grève du 17 décembre. En 1989, la région avait versé 27 millions de francs pour la construction de bâtiments neufs, mais le lycée Van Dongen comporte encore des préfabriqués datant de 1973. « Il pleut dans quelques salles de classe, mais dans d'autres la situation d'autres lycées d'Ile-de-France », explique Elizabeth Hervouet, nous pouvions comprendre que ces réparations n'étaient pas prioritaires. A condition qu'on ne construise pas dans le même temps un lycée privé. Ce n'est pas que le proviseur de Van Dongen, Bertrand Bui, craigne la concurrence de Saint-Laurent : « Cette année, nous avons accueilli

en seconde quarante-cinq élèves venant du privé. Mais une fois que les places auront été essayées, nous ne savons pas du tout ce qui va passer ».

Pour agrandir son collège, Saint-Laurent a pu bénéficier d'une aide indirecte - « selon le principe des usages communautaires », dit M. Roubert - la construction du lycée libéral des bâtiments. La concurrence pourrait, cette fois, jouer avec les deux collèges publics de la ville. Des fonds ont déjà été débloqués par le département, afin de permettre la reconstruction de l'un d'eux, le collège Marcel-Rivière, un établissement particulièrement vétuste. D'une capacité de 1 200 élèves, il souffre d'une mauvaise réputation et n'accueille plus que 650 enfants - l'ouverture d'un autre collège ayant permis de le désengorger.

La reconstruction de Marcel-Rivière, d'un coût de 45 millions de francs, réclamée par les parents d'élèves depuis plusieurs années, devrait être achevée pour la rentrée 1995. Mais les enseignants ignorent encore la date du début des travaux. D'abord prévus en mars, ils pourraient avoir lieu en mai. Date à laquelle le lycée Saint-Laurent ouvrirait grandes les portes de ses locaux flamants neufs.

H. M.

(1) Selon l'ancienne législation, la loi Astier de 1919 n'autorisait pas que soient financés sur fonds publics des constructions ou des réparations en faveur d'établissements techniques privés. Le rapport Veil relevait que l'existence d'établissements privés regroupant enseignement général et technique rendait difficile l'application de la loi de l'intervention financière des régions.

Deux mille décès chaque année

Trois associations en campagne contre le suicide

Les associations Recherche et rencontres, SOS Suicide Phénix et SOS Amitié ont lancé, avec le soutien du ministère des Affaires sociales et de la Santé, une campagne financée par la caisse nationale d'assurance-maladie, visant à prévenir le suicide, notamment chez les jeunes.

En France, environ 12 000 personnes meurent chaque année par suicide (le Monde du 13 juillet). On enregistre une tentative toutes les trois minutes et un décès par suicide chaque demi-heure. En 1993, 16 % des Français déclarent avoir déjà songé à se suicider et un quart de ceux-ci avoir fait une tentative.

« Il y a toujours une bonne raison de préférer la vie », le slogan retenu par Recherche et rencontres s'affiche, dans tous les locaux des services sociaux (ANPE, ASSEDIC, Sécurité sociale, mutuelles), tandis que SOS Suicide Phénix appose sur les murs des grandes villes de France trois photos avec un même slogan : « On a tous des problèmes, le sien, c'est qu'il [elle] voudrait mourir ».

► Fédération SOS Suicide Phénix. ligne d'écoute nationale : (1) 40-44-48-48. Siège social : 36, rue de Gergovie, 75014 Paris, tél. : (1) 46-42-45-50. Union des centres Recherche et rencontres, 81, rue de la Verrerie, 75004 Paris, tél. : (1) 42-78-19-87. SOS Amitié, BP 100, 92105 Boulogne-Billancourt, renseignements sur les lignes d'écoute région par région au (1) 42-80-25-20.

RAYNAL
14, rue Fabert
13100 AIX EN PROVENCE
TEL. 42 26 19 65

LANDREAU MEND
7, rue St Michel - 16000 ANGOULÊME
TEL. 43 95 05 16

LOMBEZ
12, rue Pasteur - 74000 ANNICY
TEL. 50 43 08 79

TASSANAKY BOMETINO
4, place de Gaulle - 06000 ANTIBES
TEL. 93 34 09 88

ORET DIAMANTIS
20, rue Augustin Monod - 92160 ANTONY
TEL. 46 66 77 07

DUBOIS
2, rue Colchard - 91290 ARPAJON
TEL. 61 83 12 81

VAN MILL
83, Grande rue - 25000 BESANCON
TEL. 81 83 33 86

FREDERIC CREATION
2, rue de la République - 34500 BEZIERS
TEL. 67 28 43 02

BRUSAUT
18, avenue G. Clemenceau - 33000 BORDEAUX
TEL. 56 52 66 24

FONTAN
24, allée de Tourny - 33000 BORDEAUX
TEL. 56 48 24 23

PREVOT
5, rue Franklin - 33000 BORDEAUX
TEL. 56 48 29 87

COMPTON DE BOULOGNE
191, bd Jean Jaurès - 92000 BOULOGNE
TEL. 46 05 02 34

GERNE D'OR
13, rue St Pierre - 14000 CAEN
TEL. 31 85 46 27

FERRET
Cité d'Alain Grégoire - 06400 CANNES
TEL. 93 48 49 75

PROFO
19, La Croisette - 06400 CANNES
TEL. 93 39 45 80

SEGL 1888
54, rue d'Antibes - 06400 CANNES
TEL. 93 39 31 38

PLATON
2, rue de Paris - 69500 CHARENTLY
TEL. 46 48 29 08

COUSSEMERIE
11, rue des Eaux-Vives
63000 CLERMONT FERRAND
TEL. 73 37 44 90

CHAUVIN
12, rue de la République - 17000 LA ROCHELLE
TEL. 46 41 00 28

OLIA
15, rue de la Paix - 33000 LAVAL
TEL. 43 53 39 29

LEPAGE
28, avenue René Coty - 76600 LE HAVRE
TEL. 35 41 72 97

KARDU
24, rue de l'Espérance - 59000 LILLE
TEL. 20 53 82 85

LEPAGE
71/73, rue Nationale - 59000 LILLE
TEL. 20 57 76 24

ARTHEUR S.A.
68, rue de la République - 69002 LYON
TEL. 78 37 73 54

ADGE
12, rue de la République - 69002 LYON
TEL. 78 42 61 19

AU LINGOT D'OR
55, place de la République - 69002 LYON
TEL. 78 37 34 45

REALMONT
17, rue de la République - 69002 LYON
TEL. 78 28 17 77

PROFO
63, rue Saint Perrot - 13001 MARSEILLE
TEL. 91 54 88 78

PELLERIN
Centre Bourne - 13001 MARSEILLE
TEL. 91 90 66 78

PELLERIN ET FILS
10, rue Pasteur Duro - 13001 MARSEILLE
TEL. 91 54 42 11

CANTALOUPE
Avenue de la Croix et de G^e Lecture
77000 MEAUX
TEL. 64 34 06 62

NOEL
L'avenue du Petit Paris - 57000 METZ
TEL. 87 36 16 40

S.A.M. DE RECHERCHE
Place du Casino - 78000 MONTRE CARLO
TEL. 93 50 62 90

NORA
34, rue Saint Georges - 54000 NANCY
TEL. 87 37 02 11

DONNIER
11, rue de la Pelletierie - 58000 NEVERS
TEL. 85 61 07 77

GALENS LARAYETTE
40, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
TEL. 42 82 31 64

CODECROT ET PAULET
86, rue Raymond Francès - 75016 PARIS
TEL. 45 00 95 03

HISTOIRE D'OR
86, rue de Valenciennes - 75004 PARIS
TEL. 46 04 32 40

LEON
222, rue de Rivoli - 75001 PARIS
TEL. 42 60 73 29

LOUISFION
63, rue de Valenciennes - 75001 PARIS
TEL. 42 33 39 95

LOUISFION
52, rue des Champs Elysees - 75008 PARIS
TEL. 42 25 31 10

MARKLEY
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
TEL. 42 65 08 71

MARKLEY
74, rue des Champs Elysees - 75008 PARIS
TEL. 45 63 27 98

MICHAEL
40, rue du Colisée - 75008 PARIS
TEL. 43 59 60 57

WEAVER
16, rue Royale - 75008 PARIS
TEL. 42 60 23 73

CHAUVAUD
100, rue Général de Gaulle - 78300 POISSY
TEL. 39 65 04 36

GRAY
8, rue Myrtille - 51100 REIMS
TEL. 26 47 61 06

DE GRANDMAISON
10, place de Gaulle - 12000 RODRIZ
TEL. 65 58 02 40

LEPAGE
30, rue des Croixes - 76000 ROUEN
TEL. 35 08 53 33

FERRET
C. Cit. Exp. 2000
67000 ST LAURENT DU VAR
TEL. 93 07 39 80

PERCHON
42, rue d'Orléans - 49400 SAUMUR
TEL. 41 51 02 42

VANDER
14, rue de la Chapelle - 02200 SOISSONS
TEL. 33 33 08 54

MERKLEFF
7, rue des Croixes - 67000 STRASBOURG
TEL. 88 75 01 01

GONTHIER
3, rue de Maréchal Foch - 65003 TARBES
TEL. 62 93 02 83

DAUDET VERNAY
21, rue St. Pierre - 83000 TOULON
TEL. 94 52 23 42

CHAMBERT
5, place Wilson - 31000 TOULOUSE
TEL. 61 23 02 29

BAIR
37, rue Albert Lecomte - 31000 TOULOUSE
TEL. 61 21 76 48

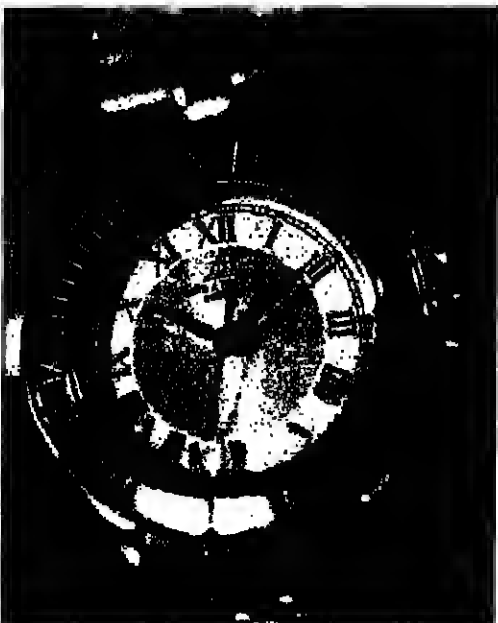
RIVALS
59, rue de la Paix - 31000 TOULOUSE
TEL. 61 23 21 47

CHERRE COUDARD
35, rue Nationale - 37000 TOURS
TEL. 47 61 33 90

SCHEUNO
5, rue St. Michel - 56000 VANNES
TEL. 97 65 60 10

FERRET
64, rue de la Paix - 78000 VERSAILLES
TEL. 39 50 11 89

FERRET MARAIS
24, rue de la Paix - 75000 PARIS
TEL. 40 97 67 73



LEPAGE
7, rue Jean Médecin - 06000 NICE
TEL. 93 87 84 56

FERRET
86, rue Royale - 45000 ORLÉANS
TEL. 38 62 21 01

ALDERBERT
Place des Croixes - 75017 PARIS
TEL. 40 68 23 28

ARCAN INTERNATIONAL
35, bd des Capucines - 75002 PARIS
TEL. 42 61 68 74

BARRER ROGEE
122, rue de Valenciennes - 75015 PARIS
TEL. 47 34 54 85

CARAI
24, rue de Valenciennes - 75004 PARIS
TEL. 42 77 33 33

COMPTON D'ORLÉANS
122, rue de Valenciennes - 75014 PARIS
TEL. 45 42 12 62

DUBAIL
12, bd des Capucines - 75009 PARIS
TEL. 47 42 18 01

FRANCOIS JAVITT
66, bd Montparnasse - 75015 PARIS
TEL. 45 36 86 52

Dans

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

décembre 1993

Les économistes en procès

Que peut nous apporter la science économique face à une crise dont on ne semble mesurer ni l'ampleur ni l'issue ? Le débat ouvert dans ce numéro de décembre réunit trois philosophes qui portent l'« accusation » : Jean-Pierre Dupuy, Gilles Gauthier, Grangier, et Michel Henry – et quatre économistes qui prennent la « défense » de leur discipline : Maurice Allais, Edmond Malinvaud, Antoine d'Auriant et André Orléan.

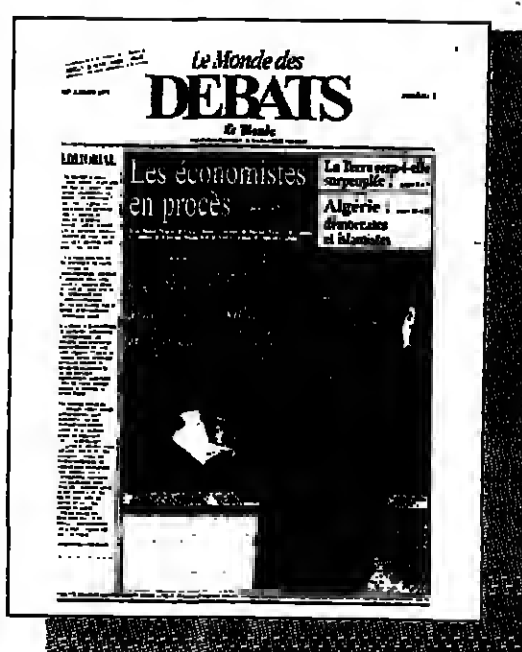
L'Algérie entre le désordre et le désespoir

Depuis cinq ans l'Algérie vit au cœur de la guerre civile. Comment les Algériens vivent-ils la situation présente et voient-ils l'avenir de leur pays ?

Un grand stade à Paris

Trois milliards de francs pour la construction d'un grand stade à Saint-Denis. Faut-il consacrer tant d'argent à cet enlèvement et à ces sports ? La controverse est ouverte entre un urbaniste et le maire de Saint-Denis.

A lire dans



Le Monde des
DEBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

هكذا من الأصل

Les sénateurs débattent

Les Français (RPR) : la «cha

Erhard Schreiner (PS) : le

Frank

Vous l'avez
Duhame, le
de l'année
1993 de
Radio France
Mardi 21
France Inter
du 3 janvier
vous de un
week-end. Le
vous d'écouter
grand remaniement
de la 10 à 11
de 11 à 12
c'est-à-dire, deux
séances de 10
minutes de
musique pour l'été
et l'été
dimanche de
10 à 11
11 heures d'été
de musique de
l'été
11 heures de
musique de l'été
11 heures de
musique de l'été

LA RÉPONSE SUR
LE 10 DE CHAQUE MOIS

COMMUNICATION

Au palais du Luxembourg

Les sénateurs débattent de la réforme de l'audiovisuel

Le Sénat a entrepris, lundi matin 20 décembre, la discussion, en première lecture, du projet de réforme du système audiovisuel adopté, le 4 décembre, par l'Assemblée nationale. Selon le rapporteur de la commission des affaires culturelles, Adrien Gouteyron, sénateur RPR de Haute-Loire, le texte du gouvernement, défendu par Alain Carignon, « comporte des dispositions particulière-

ment opportunes, visant à consolider les entreprises françaises de l'audiovisuel et à renforcer la régulation du secteur » mais constitue « une réponse incomplète aux défis d'aujourd'hui ». Nous avons recueilli, pour cette circonstance, le point de vue d'un sénateur RPR et d'un ancien député du PS particulièrement impliqués dans ce débat par le rôle qu'ils ont joué auparavant.

René Trégouët (RPR) : la « chaîne du savoir » a besoin d'une Fondation

Sénateur RPR du Rhône, rapporteur de la mission d'information du Sénat sur la télévision éducative (Mission Lafitte), René Trégouët est l'auteur du rapport l'Accès au savoir par la télévision (Editions Economica). Il nous a notamment déclaré, à propos de la chaîne « du savoir, de la formation et de l'emploi » dont le gouvernement envisage la création : « Il faut à tout prix éviter de faire de la nouvelle chaîne d'accès au savoir un objectif en soi, une nouvelle institution. Il faut en faire une structure d'avant garde d'accès au savoir, s'appuyant sur la télévision mais ne se limitant pas à celle-ci. Le débat qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, montre qu'un effort de pédagogie est encore nécessaire pour faire comprendre qu'une telle chaîne doit être totalement étrangère à toute réminiscence de la télévision scolaire, même améliorée. Il ne s'agit pas de rattraper un retard mais de préparer l'avenir. »

« Le choix d'une télévision hertzienne est souhaitable, car elle présente l'avantage d'assurer l'égalité d'accès de tous les citoyens. En revanche la diffusion hertzienne étant une diffusion de masse, il est indispensable d'intégrer dès l'origine cette nouvelle chaîne dans un ensemble qui permettra l'accès à d'autres enseignements plus spécifiques, plus interactifs. Loin d'être un produit fini et linéaire, cette chaîne d'accès au savoir devra réunir le monde fermé des chaînes généralistes et le monde ouvert et interactif des produits d'accès au savoir portés par la CD Rom, la vidéo, les outils multimédias, le téléphone, le satellite et le câble. »

« La future chaîne doit aussi mobiliser les mondes de la formation et de la communication. Une Fondation créée à cet effet pourrait être un lieu de décision très souple, susceptible de créer une dynamique entre ces deux mondes étrangers. La mobilisation des téléspécialistes ne doit pas non plus être négligée. Un rendez-vous quotidien de deux minutes s'appuyant sur de courtes séquences de promotions

télévisées d'un très haut niveau de qualité, diffusées sur l'ensemble des chaînes généralistes, hertziennes, publiques ou privées, à une heure de grande écoute, permettrait de présenter les programmes de cette chaîne d'accès au savoir à un public qui, a priori, pourrait estimer qu'une telle chaîne ne le concerne pas. Ce rendez-vous quotidien servirait également à rappeler au public son existence et l'intérêt qu'il pourrait trouver à la regarder. »

« Reste une question fondamentale à régler, celle des programmes qui seront diffusés. Il n'est pas possible que cette chaîne soit alimentée par des programmes conçus sur des techniques ou des schémas anciens, ou pire encore, soit obligée de puiser dans le stock américain ou japonais pour remplir sa grille. Il faut mettre en place de toute urgence une politique volontariste et des moyens financiers à la hauteur des ambitions de la France pour développer une puissante industrie des programmes d'accès au savoir. »

Bernard Schreiner (PS) : le sparadrap du capitaine Haddock

Ancien député socialiste des Yvelines, désormais gérant d'une société de conseil en communication, Bernard Schreiner, a été, il y a sept ans, l'auteur de l'amendement qui est à l'origine du débat d'aujourd'hui sur l'opportunité d'autoriser une seconde coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles. Il nous a donné son avis sur l'évolution de la discussion : « Chacun connaît l'histoire du sparadrap que le Capitaine Haddock tribote au bout de son doigt durant tout un épisode d'un album de Tintin, cherchant désespérément et par tous les moyens à s'en séparer. Le problème de la seconde coupure me fait penser à ce malheureux sparadrap. Lors de la discussion de la loi créant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, au mois de décembre 1988, le Sénat, tous groupes politiques confondus, sensible à un fort mouvement d'opinion voulant « moraliser » les interventions publicitaires à la télévision, décide d'adopter une position maximaliste allant jusqu'à interdire toute coupure sur l'ensemble des œuvres audiovisuelles et cinématographiques. »

« Lorsque le débat arrive à l'Assemblée nationale, nous sommes un certain nombre à penser que le mieux peut être l'ennemi du bien. En tant que responsable du groupe socialiste sur cette loi, ma position est claire : 1/ Les chaînes privées doivent avoir les moyens de leur existence, donc l'accès à la publicité, l'exercice éventuel de l'utilisation des coupures publicitaires devant profiter normalement aux chaînes du secteur public ainsi qu'aux exploitants de salles. 2/ L'autorisation ou non des coupures publicitaires dans les œuvres audiovisuelles relève plus de mesures réglementaires que de la loi elle-même. C'est à la structure de régulation de prendre en charge l'ensemble des problèmes liés à l'économie de l'audiovisuel, et d'examiner les questions de publicité et de parrainage, et de décider par exemple, en fonction des cahiers des charges et des objectifs des chaînes privées, du nombre de coupures. »

« Cette position équilibrée que j'ai toujours défendue s'est trouvée en butte à deux types d'objections : Primo le refus par le Conseil constitutionnel, en 1989, de donner au

CSA la possibilité de réguler et d'adapter, société par société, l'utilisation de la publicité. Le Conseil constitutionnel estimant à l'époque que ce type de décision devait dépendre uniquement du pouvoir législatif. Secundo, l'hostilité acharnée de TF1 à la deuxième coupure, qui aurait essentiellement profité à la chaîne Cinq et à M6. Le lobby de la première chaîne a pesé très fort sur les hésitations des pouvoirs publics, depuis 1989, pour revenir sur un amendement qui porte mon nom et qui ne devait qu'être transitoire, en attendant une politique d'ensemble maîtrisée par le CSA, et comprenant le secteur de la publicité et du parrainage. Le Conseil constitutionnel, en renvoyant aux pouvoirs publics le soin de régler à la place du CSA cette question, a permis à TF1 de prolonger une décision qui l'arrange et qui

conforte son monopole au sein du paysage audiovisuel français. »

« Le sparadrap est donc ainsi passé de ministre en ministre, sans qu'une solution n'aboutisse, et sur ce plan la fureur des responsables de M6 est tout à fait compréhensible vis-à-vis d'un gouvernement dont ils espèrent un peu plus de compréhension. La position hégémonique de TF1 se trouve renforcée par la loi votée dernièrement à l'Assemblée nationale qui lui a octroyé plusieurs cadeaux : dont le report de la seconde coupure, qui affaiblit son concurrent privé (perte estimée entre 100 et 150 millions de francs). Le sort de M6 est certainement de ne pas avoir un grand journal de 20 heures, lieu de passage obligé d'une certaine classe politique et économique. »

RADIO

France-Inter «ajuste» sa grille

Sous l'impulsion de Patrice Duhamel, le nouveau directeur de l'antenne nommé depuis l'été 1993 par le PDG de Radio-France, Jean Mahieu (le Monde daté 29-30 août), France-Inter modifie, à partir du 3 janvier, quelques rendez-vous de sa grille, notamment le week-end. Le dimanche, « Le boïx d'Ioter », magazine de grand reportage de la rédaction, sera désormais diffusé le matin de 9 h 10 à 9 h 30. Le samedi de 8 h 16 à 8 h 28, dans « Feux croisés », Bertrand Vaoier arbitre un débat entre deux éditorialistes de la presse écrite. Réalisé par l'ensemble du service culturel, « Le hein dimanche de... » est programmé tous les dimanches à 13 h 30. Enfin, les journaux de 13 heures d'Henri Charpentier accueilleront deux nouvelles pages sportives.

D'autres «ajustements», selon le terme employé par

M. Duhamel, viennent modifier la grille de la semaine. Quatre nouvelles émissions rythment désormais « Inter-matin » : « Hexagone » commente la vie des régions tous les jours à 6 h 25 ; Marie-Odile Monchi-court, docteur en « Sciences-Inter » de 15 h 45 est supprimée, animée « Et pourtant elle tourne », une émission éditoriale de sciences et techniques, à 6 h 40. La chronique politique de Pierre Le Marc sera désormais diffusée à 7 h 55, et non plus à 7 h 30. Enfin, pour célébrer le cinquantième anniversaire du Débarquement, Henri Amoureaux présente, du lundi au vendredi à 7 h 40 une chronique intitulée « Les jours les plus longs ». »

Selon Patrice Duhamel, ces remaniements procèdent d'une double volonté « offensive » : d'une part, renforcer l'information matinale – et lutter contre le principal concurrent d'Inter, Europe 1 ; d'autre part, proposer des rendez-vous « à la fois haut de gamme, grand public et différents », d'autre part. C'est dans cette optique que le rendez-vous de musique classique de Frédéric Lodéon s'est allongé de trente minutes supplémentaires (15 heures-16 heures, tous les après-midis). « Je suis persuadé qu'avec la nouvelle législation sur les radios et la vente de RMC, nous allons assister à une grande bagarre radiophonique : France-Inter souhaite y participer comme acteur plutôt que comme spectateur », commente son directeur de l'antenne.

La crise de la télévision publique en Italie

La RAI termine l'année avec un déficit record

ROME

de notre correspondante

Le 18 janvier, jour crucial de l'assemblée des actionnaires de la RAI – service audiovisuel public italien – on n'assistera pas à la « mise en liquidation de l'entreprise ». Cette éventualité extrême avait été évoquée, avec toutes ses implications de « menaces à la pluralité de l'information », au cours de la semaine dernière, lorsque le gouvernement avait rejeté le plan de redressement présenté par les « professeurs » du nouveau conseil d'administration qui, depuis le mois de juillet, sous la présidence de Claude Dematté, professeur d'économie à l'université Bocconi de Milan, ont été appelés au chevet du grand malade.

La RAI va mal, la RAI a besoin de mettre de l'ordre dans ses comptes (le Monde du 26 octobre). L'année 1993 s'achève, en effet, avec un déficit de l'ordre de 550 milliards de lire, soit près de 200 millions de francs. Une situation sans précédent. A tel point que le fameux « tredicesimo », le treizième mois qui arrive à point nommé en fin de chaque année pour aider à boucler le budget familial des treize mille employés des chaînes publiques, ne sera payé qu'en janvier.

Cette question et la décision du gouvernement de recaler les professeurs ont mis le feu aux poudres et provoqué une levée de bouilliers immédiate. Les professionnels de l'information et du spectacle ont passé des plateaux de télévision aux assemblées effrénées et aux manifestations devant la chambre des députés. Le secrétaire du syndicat des journalistes du service public devait être reçu lundi 20 décembre par le président de la République.

Au terme de plusieurs jours de tractations, un accord semble toutefois avoir été trouvé. Du moins du côté financier, la

discussion est encore ouverte pour ceux qui regardent les modifications à apporter aux structures dirigeantes de la société. Le gouvernement a promis que le décret « Salva RAI » (« sauve-qui-peut-la-RAI »), comme on l'appelle ici) sera adopté avant la fin de l'année, à un détail près, et non des moindres. Le conseil d'administration (après la récente réforme qui visait à garantir son indépendance, il est formé de cinq hautes personnalités nommées par les présidents du Sénat et de la Chambre) pourrait être élargi à deux autres membres : un représentant du principal actionnaire en place c'est-à-dire l'IRI, conglomérat industriel d'Etat, et le directeur général de la Cassa di Risparmio di Firenze (l'équivalent italien de la Caisse des dépôts et consignations) qui devrait, elle aussi, devenir actionnaire.

1 600 départs en préretraite

Ce décret prévoit, en effet, la transformation des crédits votés par l'Etat, d'un montant de 300 milliards de lire environ, en actions RAI détenues par la Caisse. C'est cette mesure, ainsi que la réévaluation des actifs de la société qui doivent permettre de faire passer le cap et d'éviter la liquidation lors de l'assemblée du 18 janvier.

Le renouvellement de la convention avec l'Etat amènera, d'autre part, l'augmentation de la redevance payée par les téléspectateurs ainsi que la réduction des droits de concession versés à l'Etat. La RAI a aussi arrêté un plan de restructuration qui prévoit, en deux ans, 1 600 départs en préretraite, tous les secteurs étant mis à contribution : les voitures avec chauffeurs pour les hauts dirigeants seront drastiquement réduites, les cachets des « VIP » du spectacle subiront une baisse de 20 %.

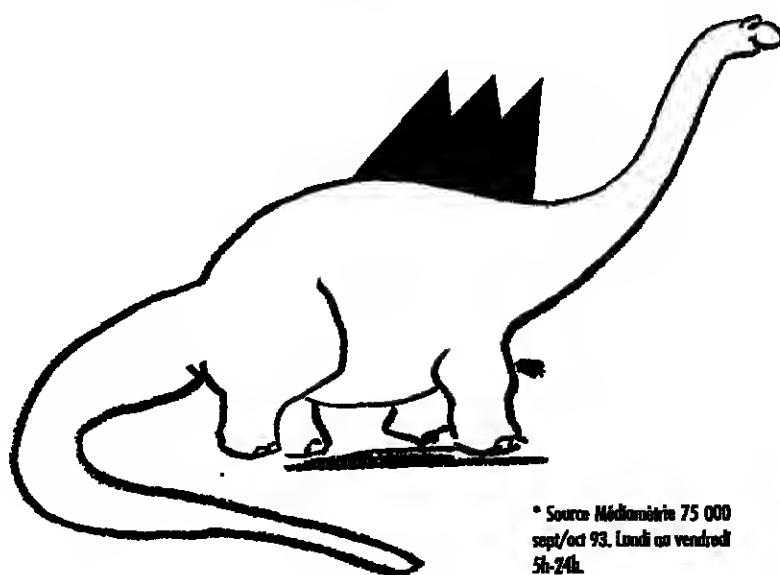
Le déficit devrait être ainsi

ramené à un niveau acceptable. Mais des questions de fond demeurent : à la RAI, on veut montrer que dans cette phase de crise économique et sociale que traverse le pays, le service public a un rôle essentiel à jouer. Cela, à un moment où, du côté de la concurrence – dans le secteur privé – les ambitions politiques – manifestées par Silvio Berlusconi, président de la Fininvest, qui détient trois chaînes nationales – peuvent apparaître comme une menace à la pluralité de l'information.

Pas question, plaide-t-on parmi le personnel de la RAI, d'affaiblir le service public, ni de le mettre en quelque sorte sous la tutelle de l'exécutif, comme semble l'indiquer le projet de faire entrer de nouveaux représentants de l'actionnaire Etat dans le conseil d'administration. C'est une question trop délicate pour qu'elle soit réglée par décret : mieux vaut laisser la responsabilité d'une telle décision au nouveau Parlement qui sera élu au printemps prochain, d'autant que celui-ci sera amené, soitôt ou un peu plus tard, à procéder à une révision globale des lois qui réglementent l'audiovisuel. (Interim.)

NMPP : la participation financière de l'Etat confirmée. – Le ministre de la communication, Alain Carignon, a confirmé, par un communiqué du 17 décembre, à la suite d'un « arbitrage interministériel », l'accord et la participation financière de l'Etat ou « volet social » du plan de modernisation des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) « qui comportera pour la totalité de l'effort concerné, soit environ 380 ouvriers, des départs anticipés en retraite à partir de cinquante-cinq ans ». Les modalités d'application de ce plan quadriennal (1994-1997) devront être signées avant le 31 décembre.

Chez Sud Radio, la mode est aux grosses audiences*.



* Source Médiamétrie 75 000 sept/oct 93. Lundi ou vendredi 5h-24h.

+ 28 % d'évolution en 1 an. Voilà de quoi faire un grand pas en avant pour effrayer vos concurrents dans le Grand Sud. Sud Radio, c'est l'audience dont tout le monde parle, avec près de 700 000 auditeurs. Leader toutes radios confondues sur les moins de 60 ans, les 15/49 ans, les 25/49 ans et les actifs 26/34 ans, Sud Radio vous offre l'énorme dimension médiatique qui garantira à vos messages un succès mémorable.



350 000 ENTREPRISES SUR SIMPLE CONNEXION 36 28 12 34

115 000 établissements en France et 350 000 dans 12 pays d'Europe.

36 28 12 34 ou 3617 code KOMPASS : notez dès aujourd'hui ce numéro Minitel dans votre agenda, il vous servira régulièrement.



Kompass sur votre Minitel : composez dès aujourd'hui le 36 28 12 34

DE CHAQUE MOIS

PATINAGE ARTISTIQUE

Le retour de la double championne olympique allemande

Dans son propre rôle, Katarina Witt

Après cinq années passées chez les professionnels, Katarina Witt a réussi à franchir le premier obstacle sur le chemin du retour vers les Jeux olympiques en se classant deuxième des championnats d'Allemagne derrière Tanja Szewczenko, samedi 18 décembre à Herne, près de Dortmund. Pour gagner sa place à Lillehammer, la double championne olympique doit encore se classer parmi les deux premières Allemandes aux prochains championnats d'Europe.

HERNE

de notre envoyé spécial

Cette fois-ci, plus de Carmen ni de Maria de *West Side Story*. La patineuse qui s'avance samedi sur la glace d'avant plus besoin de personnages à interpréter. Le message pour la paix dans le monde qu'elle entendait délivrer n'était que prétexte. Katarina Witt s'apprêtait à jouer Katarina Witt dans un récit qui se suffisait à lui-même : son retour. Plus besoin de raconter des histoires d'amour et de mort. Le danger épousait les contours de cette tunique rouge suffisamment habile pour souligner les rondeurs de la silhouette tout en en masquant les exos. Le risque se profilait dans l'épreuve des sauts à laquelle il faudrait bien se soumettre. La menace se cachait dans l'œil noir des caméras et du public, prêt à convoquer le passé pour comparer les deux images. Le corps avait changé, et cette métamorphose était devenue l'objet même du spectacle.

« Katarina Witt de *Chernobyl* », comme l'a présentée le speaker, devait se glisser dans la peau de la jeune patineuse de Karl-Marx-Stadt, l'ancien nom de sa cité natale. Le « plus beau visage du socialisme » voulait s'incarner dans la tentative si individualiste d'une vedette solitaire. Celle qui n'avait jamais patiné que sous les couleurs de la RDA s'était mise en tête de se tailler une place dans les championnats d'une Allemagne unifiée.

Les temps avaient changé. Pourquoi s'écrouler d'une his-

toire lorsque tant de symboles s'entrechoquent ? La patineuse en rouge n'a pas perdu l'équilibre dans ce grand écart. Elle a glissé sur les quolibets qui avaient accompagné son rêve de retour. Elle a propulsé ses triples boucles piquées et triples sautés au-dessus du gouffre creusé par ses cinq années passées dans le monde des professionnels. Le charme a jailli, intact, de cette faille entre les deux Witt.

Sourires et pirouettes

L'Allemande a ajouté l'épaisseur de ses vingt-huit ans à son patinage, son expérience de femme à sa manière de patiner. Au bord de la piste, le visage de Jutta Müller, l'entraîneur de toujours, trait d'union entre passé et présent, s'est effondré de tics à chaque saut. Frayeurs toutes pour celle qui connaît par cœur les défauts de la patineuse. Katarina Witt n'est pas tombée. Elle a su masquer ses imperfections, ses réceptions hésitantes par des sourires et des pirouettes. Elle a pu brandir un poing vainqueur à la fin de son programme.

Les deux femmes se sont embrassées puis serrées pendant que s'égosillaient les notes, comme dans le temps, moyennes en technique, excellentes en artistique. Dans son voyage dans le passé, pendant son pèlerinage au temps de sa splendeur, Witt était redevenue Witt, avec les mêmes qualités et les mêmes défauts. Soucieuse d'esthétique, la belle patineuse a rayé de son vocabulaire la plupart des triples sauts, lutz, axels ou flips. Comme à Calgary, en 1988, l'artiste a rechigné à s'effacer devant l'athlète. Les envies de l'époque se sont simplement transformées en angoisse sur la capacité du corps de répondre aux exigences du patinage moderne.

Car la fascination qu'exerce l'Allemande ne peut plus guère prétendre aveugler les juges. Le sport a changé et ne se satisfait plus seulement de sourires distribués comme des friandises aux juges et au public. Dans la patinoire de Herne, la concurrente suivante s'est chargée de le rap-

peler à Katarina Witt. Comme si son programme ne s'était pas arrêté avec la fin de la musique, comme s'il lui fallait une conclusion pour souligner combien l'entreprise était risquée, la double championne olympique est restée au bord de la piste pour applaudir Katia Szewczenko. Une de ces patineuses de poche, une petite toupie au fin visage slave et aux jambes fuselées, qui sent avec la légèreté de ses seize ans. Les juges l'ont logiquement placée devant Katarina Witt.

Ainsi la première partie réussie du retour de Katarina Witt s'est-elle achevée sur un malentendu. Sur la deuxième marche du podium de la petite patinoire du bassin de la Ruhr, la patineuse aux douze titres majeurs (1) se réjouissait de sa plus mauvaise place dans un championnat national depuis des années comme d'un triomphe. La médaille d'argent lui a certes ouvert les portes des championnats d'Europe où il lui faudra également se classer deuxième.

Dans un milieu très sensible aux hiérarchies en place, elle l'a même pratiquement assurée de participer aux Jeux olympiques. Mais la performance de Katia Szewczenko lui a été presque toute chance d'y caresser l'espoir d'une médaille. A Lillehammer, les jeunes filles battues sur le modèle de Szewczenko n'auront pas assez de place pour grimper toutes sur le podium. La route de la jeune femme sera barrée par toutes ces ambitieuses.

Un supplément de popularité

Ainsi, pourquoi est-elle revenue ? Pourquoi avoir décidé, ce janvier dernier, de profiter de la réforme des règles de la Fédération internationale pour reprendre une licence amateur et courir les « séries » pour Senna qui, victime d'un problème de carburateur, a dû laisser la victoire à son adversaire.

Quelques tours ont pourtant suffi aux deux hommes pour retrouver les sensations et les plaisirs de leur adolescence et approcher de moins d'un demi-seconde les temps réussis en lever de rideau par les meilleurs jeunes pilotes de karting du monde.

Revigoré par ce bain de jeunesse, Alain Prost a, une nouvelle fois, évoqué sa retraite sportive. La semaine précé-

dente, Ron Dennis, directeur de McLaren International, n'avait pas caché qu'il espérait faire revenir son ancien pilote et ami sur cette décision. « Il peut toujours essayer et tenter sa chance. Pour l'instant, il n'en est pas question. En principe, je pars », a répété le Français. Mais il serait surprenant qu'il ne suive pas de très près les tests du nouveau V10 Peugeot qui tourneront pour la première fois au banc d'essai, lundi 20 décembre à Villé.

GÉRARD ALBOUY

(1) Sous les couleurs est-allemandes, Katarina Witt a remporté six championnats d'Europe de 1983 à 1988, quatre championnats du monde (1984, 1985, 1987, 1988) et deux médailles d'or aux Jeux olympiques (1984 à Sarajevo, 1988 à Calgary).

FOOTBALL

Le tirage au sort de la Coupe du monde 1994

Le pari américain

Le tirage au sort de la quinzième Coupe du monde de football, organisée du 17 juin au 17 juillet 1994 aux États-Unis, a été effectué dimanche 19 décembre à Las Vegas. Pour le premier tour, les vingt-quatre équipes ont été réparties en six groupes implantés dans neuf villes. Les organisateurs américains ont espéré attirer autour de la Coupe du monde permettra de relancer le football professionnel aux États-Unis.

WASHINGTON

de notre correspondant

Que d'aura-t-on fait pour tenter d'attirer les Américains au ballon rond ! Jusqu'à tenir compte, dans le tirage au sort de la Coupe du monde 1994, des affinités ethniques des pays en compétition avec les grandes villes américaines qui accueilleraient les matches ! A six mois du coup d'envoi, certains se demandent si ce n'était pas un peu d'overkill des pertes aux cochoos que d'organiser un tel événement dans un pays dont à peine 35 % des habitants déclarent en avoir connaissance.

Signe du relatif faible intérêt que le public américain manifeste à l'égard du football, la cérémonie du tirage au sort, dimanche 19 décembre à Las Vegas, n'a été retransmise par aucune des trois grandes chaînes nationales, et seulement par deux chaînes sur le câble : ESPN, une filiale d'ABC spécialisée dans les retransmissions sportives, et Univision, chaîne en langue espagnole destinée à la communauté hispanique des États-Unis. ABC qui, avec ESPN, a acquis les droits de retransmission pour 11 millions de dollars, a préféré diffuser dimanche à la même heure un tournoi de golf disputé en Jamaïque. Elle a limité à ses téléspectateurs au spectacle du « soccer » progressivement, dans le cadre de ses émissions sportives hebdomadaires.

Vers un nouveau championnat national

Les organisateurs avaient pourtant fait ce qu'il fallait pour que le public américain ne se sente pas dépaycé par la cérémonie : Las Vegas, ses océans, ses crocodiles, Faye Dunaway en smoking de lamé blanc, Dick Clark, animateur des soirées dansantes télévisées connues de géographes d'Américains, étaient là pour rassurer ceux qui considéraient encore le football comme un sport « d'étrangers » consistant « à voir des joueurs aux genoux cagneux monter et descendre une pelouse en courant pendant 90 minutes ». Faye Dunaway a quand même dû expliquer que si elle savait ce que c'était que le football, c'est parce qu'elle avait vécu dix ans à Londres, mais, signe encourageant, le *New York Times* consacrait dimanche pratiquement une page à divers aspects du tirage au sort, ainsi qu'au match amical Allemagne-États-Unis joué la veille à Stamford.

La presse américaine s'est particulièrement intéressée au conflit qui a opposé Pelé (dont la renommée aux États-Unis est, elle, immense) au président de la Fédération internationale (FIFA) Joao Havelange, et qui s'est soldé par la mise à l'écart de Pelé du cérémonial du tirage au sort.

« C'était comme si le pape avait refusé d'inviter Jésus à une messe », a commenté un journal brésilien, cité par ESPN.

La question, en réalité, n'est pas de savoir si la Coupe du Monde 94 sera un succès ou non. Peu en doutent. Les chaînes de télévision américaines ont, certes, manifesté peu d'enthousiasme, mais trouver des sponsors n'a pas posé de problème. Ce qui importe à des multinationales telles que Coca-Cola ou Gillette c'est pas le nombre de téléspectateurs américains mais l'audience mondiale. Les organisateurs ont se font pas ou plus de souci pour la vente des billets : 1 million des 3,6 millions de billets sont déjà vendus, et le reste sera placé sans problème, d'autant plus que les supporters des pays en compétition viendront nombreux.

La vraie question reste : y aura-t-il du football aux États-Unis après la Coupe du monde ? L'organisation d'un événement sportif de cette envergure parviendra-t-elle à donner une impulsion décisive au football en Amérique du Nord ? C'est évidemment ce qu'espèrent la FIFA et les joueurs de ballon rond aux États-Unis qui seraient, selon le quotidien *USA Today*, seize millions. Certains commentateurs sportifs suggèrent à nouveau d'accommoder les règles du football aux goûts du public américain pour le rendre plus attrayant. Le président de la fédération américaine de football, Alan Rothenberg, a fait part la semaine dernière de son projet de relancer, à partir de 1995, un championnat national de football (Major League Soccer) regroupant douze équipes. La précédente expérience, née en 1968, avait dû être abandonnée en 1985. Le football, semble-t-il, connaît aujourd'hui un succès croissant auprès des adolescents et dans les collèges aux États-Unis. Et, habitués aux armures des joueurs de football américain, des adolescents confient à CNN que le spectacle des jambes nues des joueurs de « soccer » militait incontestablement en faveur du football européen. Au moins sur le plan esthétique.

SYLVIE KAUFFMANN

La répartition des groupes

Groupe A (Los Angeles, Detroit, Chicago) : États-Unis (tête de série), Suisse, Colombie, Roumanie.

Groupe B (San Francisco, Detroit, Los Angeles) : Brésil (tête de série), Russie, Cameroun, Suède.

Groupe C (Chicago, Dallas, Boston) : Allemagne (tête de série), Bolivie, Espagne, Corée du Sud.

Groupe D (Boston, Dallas, Chicago) : Argentine (tête de série), Grèce, Nigeria, Bulgarie.

Groupe E (New-York, Washington, Orlando) : Italie (tête de série), Irlande, Norvège, Mexique.

Groupe F (Orlando, Washington, New-York) : Belgique (tête de série), Maroc, Pays-Bas, Arabie Saoudite.

La match d'ouverture opposera l'Allemagne, tenant du titre, à la Bolivie, le 17 juin à Chicago.

KARTING

Les masters de Paris

Le bain de jeunesse d'Alain Prost et d'Ayrton Senna

Dix années de duels en formule 1 avaient fini par éroser leur spontanéité. Il a pourtant suffi qu'ils renouent, l'espace d'un week-end, avec le karting, la discipline de leurs débuts en sports mécaniques (1), pour qu'Alain Prost et Ayrton Senna retrouvent l'insouciance de leur adolescence. Organisateur de ces premiers masters en salle de Paris, disputés les 18 et 19 décembre, Philippe Streiff avait certes choisi de ménager l'égo des deux champions en évitant de les opposer dans une course en ligne qui aurait pu dégénérer en nouveau duel.

Associés chacun à l'un des espoirs de la filière Elf et à un

autre pilote de formule 1, Alain Prost et Ayrton Senna devaient assurer le dernier relais de leur équipe sur une vingtaine de tours de la piste de 600 mètres aménagée dans la salle et les cuisines du Palais omnisports de Paris-Bercy.

Un aérochoc entre Olivier Grouillard et Eric Beroerd, équipier du Français, et un problème de carburateur pour Jean-Marc Gounon, équipier du Brésilien, n'ont pas permis aux deux têtes d'affiche de lutter pour la victoire le premier soir.

Dimanche, les deux champions ont pu effectuer une dizaine de tours routes dans routes et offrir au public l'occasion de comparer leur style :

trajectoires d'une grande pureté, freinages au point de corde et accélérations sans dérapage pour Prost ; pilotage plus agressif et freinages « co crabes » pour Senna qui, victime d'un problème de carburateur, a dû laisser la victoire à son adversaire.

Quelques tours ont pourtant suffi aux deux hommes pour retrouver les sensations et les plaisirs de leur adolescence et approcher de moins d'un demi-seconde les temps réussis en lever de rideau par les meilleurs jeunes pilotes de karting du monde.

Revigoré par ce bain de jeunesse, Alain Prost a, une nouvelle fois, évoqué sa retraite sportive. La semaine précé-

dente, Ron Dennis, directeur de McLaren International, n'avait pas caché qu'il espérait faire revenir son ancien pilote et ami sur cette décision. « Il peut toujours essayer et tenter sa chance. Pour l'instant, il n'en est pas question. En principe, je pars », a répété le Français. Mais il serait surprenant qu'il ne suive pas de très près les tests du nouveau V10 Peugeot qui tourneront pour la première fois au banc d'essai, lundi 20 décembre à Villé.

GÉRARD ALBOUY

(1) Alain Prost a été champion d'Europe juniors de karting en 1974. Ayrton Senna a été vice-champion du monde de cette discipline en 1979 et 1980.

LES RÉSULTATS

ATHLÉTISME	
Cross du « Figaro »	
Les Kényans ont dominé la trente-troisième course du Figaro dimanche 20 décembre, à Paris, en réalisant un doublé grâce à Wilson Manyo et Simon Chemoyi. Le premier a parcouru les dix kilomètres de course en 30 min 29 s, devant d'un souffle son compatriote Chemoyi, vainqueur de l'édition 1992. Le Français Thierry Pantel s'est adjugé la troisième place à 28 secondes. Chez les dames, victoire de la Française Blandine Bittner, qui a parcouru les quatre kilomètres en 13 min 27 s.	
FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division	
(Vingt-deuxième journée)	
Marseille b. Nantes	3-1
Strasbourg b. Toulouse	1-0
Saint-Étienne b. Le Havre	0-0
Lille b. Cannes	1-0

Paris SG b. Sochaux	2-1
Montpellier b. Lens	0-0
Caen b. Metz	4-1
Angers b. Auxerre	2-2
Lyon b. Metz	1-0
Bordeaux b. Monaco	1-0
Classé : 1. Paris-SG, 35 pts ; 2. Marseille, 31 ; 3. Bordeaux, 29 ; 4. Auxerre, 25 ; 5. Monaco, Nantes, Strasbourg et Montpellier, 24 ; 6. Caen, 23 ; 10. Sochaux, 22 ; 11. Lyon, 21 ; 12. Saint-Étienne et Metz, 20 ; 14. Lens et Caen, 19 ; 16. Lille, 18 ; 17. Metz, 17 ; 18. Le Havre, 16 ; 19. Toulouse, 15 ; 20. Angers, 14.	
Coupe de France	
Vauclan-Vallée a réalisé un exploit, samedi 19 décembre, lors du huitième tour de la Coupe de France de football. Le club de régional 2 s'est battu à Nice, formation de deuxième division (1-0) et a accédé ainsi aux trente-deuxièmes de finale pour la première fois de son histoire. Cinq clubs de deuxième division ont été éliminés par des formations de nationale 1. Dimanche, Valence s'est incliné, face à St-Etienne (2-2, 2-2 au but à 1) ;	

Samedi, les deux équipes ont été battues par Lyon-Duchère (0-4, 5-1 à 4), Metzhouse a perdu face au Paris FC (0-4, 3-1 à 1), Metz a été dominé par le Mans (1-0) et Guingamp a été éliminé par Pau (2-1). Dans les rencontres entre des clubs de deuxième division, vainqueur de Bordeaux sur Dunkerque (4-2), de Rennes à Saint-Etienne (1-0) et de Châteauneuf à Nancy (2-0).	
PATINAGE ARTISTIQUE	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Surya Bonaly a remporté, dimanche 19 décembre, à Herne, son sixième titre de championne de France de patinage artistique. Elle a été éliminée des épreuves techniques, la vice-championne du monde s'est avérée incapable, à l'issue du libre, devant Marie-Pierre Lamy et Laetitia Hubert. Samedi, Philippe Candelloro avait décroché son premier titre national, devant Eric Milot, en obtenant deux notes de 6,0 dans le libre. En couples, le titre est revenu à Sarah Abitbol et Stéphane Bernade.	

RUGBY	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
(Dixième journée)	
Groupe A	
POULE 1	
Roubaix b. Béziers-Bordeaux	15-3
Bayonne b. Périgueux	17-12
Montpellier b. Béziers	16-6
Castres b. Nîmes	15-3
Classé : 1. Castres, 26 pts ; 2. Béziers-Bordeaux et Montpellier, 25 ; 4. Bayonne, 23.	
POULE 2	
Stade toulousain b. Oyonnax	36-8
Auch b. Toulon	20-14
Valence d'Agès b. Mont-de-Marsan	30-14
Dax b. Grenoble	28-12
Classé : 1. Stade toulousain, Dax et Auch, 26 pts ; 4. Grenoble, 25.	
POULE 3	
Pau b. Nîmes	20-6
Bordeaux b. Agen	28-8
Biarritz b. Grenoble	12-10

Marbous b. Lourdes	39-10
Classé : 1. Marbous, 25 pts ; 2. Agen et Biarritz, 24 ; 4. Bordeaux, Nîmes et Pau, 23.	
POULE 4	
Colomiers b. St-Jean	23-10
Racing CF b. Toulon	13-12
Perpignan b. Béziers	17-6
Montpellier b. Lyon OU	17-3
Classé : 1. Perpignan, 26 ; 2. Toulon et Colomiers, 25 ; 4. Montpellier, 24.	
SKI ALPIN	
Coupe du monde messieurs	
Steve Locher a remporté dimanche, à Alta Badia (Italie), le premier grand de Coupe du monde de sa carrière en remportant la descente. Deuxième temps de la première manche, le Suisse a été le plus rapide dans la deuxième et s'est imposé avec plus d'une seconde d'avance sur l'Autrichien Christian Mayer, a pris la troisième place. Le Français Franck Piccard termine cinquième.	

Samedi, à Val Gardena (Italie), l'Autrichien Patrick Ortlieb a signé son premier succès en Coupe du monde en descente. Le champion olympique 1982 s'est imposé devant le Suisse Daniel Mahrer et le Français Jean-Luc Crétier.	
Coupe du monde dames	
Vreni Schneider a enlevé, dimanche 19 décembre, la slalom de Saint-Anton (Autriche). La Suisse a devancé deux Suédoises, Pernilla Wiberg et Kristina Andersson. Samedi, l'Autrichienne Anja Haas avait remporté la descente devant sa compatriote Renate Goetschl et la Japonaise Emi Kiyobara. La Française Nathalie Bouvier, gravement blessée il y a deux ans, au Japon, a réalisé le huitième temps de l'épreuve.	
DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO	
Le Monde	
SCIENCES ET MÉDECINE	

ILE-DE-FRANCE

Après l'arrêt favorable du Conseil d'Etat

L'opération Seine-Rive gauche reste grevée de plusieurs handicaps

Le récent arrêt du Conseil d'Etat sur les divers contentieux opposant la Ville de Paris à des associations dans l'opération d'urbanisme de Seine-Rive gauche (la *Monde* daté 5-6 décembre) n'a pas mis un point final aux débats. L'ampleur de cet aménagement du troisième arrondissement, son impact sur l'équilibre futur de la capitale, son coût et la longueur du chantier, permettant de penser que la polémique n'est pas terminée.

Dans le texte de huit feuillets rédigés par les conseillers de la section du contentieux et qu'il est tenu à faire publier au recueil Lebo, chaque partie peut trouver des motifs de contentieux et d'insatisfaction. Que la zone d'aménagement concerté (ZAC) Seine-Rive gauche créée par la Ville il y a deux ans et demi soit reconnue comme valable, y compris les futures modifications du square Marie-Curie se trouvant devant la Salpêtrière, voilà qui rassure les urbanistes officiels.

De même sont-ils satisfaits que leur premier plan d'aménagement de zone (PAZ) soit validé. Contrairement aux juges du tribunal administratif, les conseillers ont estimé que les espaces verts indiqués pouvaient être tenus pour tels (y compris ceux du périphérique et le jardin intérieur de la Bibliothèque de France) et que leurs surfaces additionnelles (8,7 hectares pour une opération s'étendant sur 130 hectares) étaient suffisantes.

Il est accepté l'argument des aménageurs selon lequel les futurs habitants de Seine-Rive gauche pourront toujours fréquenter les jardins proches du secteur, comme le Jardin des

Plantes et le Parc de Bercy. Il n'empêche que, depuis le premier PAZ, les élus parisiens ont adopté un second, le 20 septembre, qui augmente le nombre des espaces verts et les localise précisément sur un plan. Ce vote est un engagement politique que les associations, pourtant battues juridiquement, ne manqueraient pas de rappeler.

Les urbanistes ont encore obtenu un satisfecit sur le contenu de leur PAZ qui, prévoyant 900 000 mètres carrés de bureaux, 520 000 mètres carrés de logements et de nouveaux transports en commun, est en cohérence avec le schéma d'aménagement de l'Île-de-France et son objectif de rééquilibrage vers l'Est. La société d'aménagement, la SEMAPA, va donc pouvoir lancer ses premiers chantiers dès le mois de juin 1994. Tout est prêt depuis plusieurs mois : les terrains ont été achetés, les projets d'architectes sélectionnés après concours et les maîtres d'ouvrage désignés, qu'ils soient publics ou privés. Restent à obtenir le permis de construire et les financements publics.

Un grand équipement tertiaire

Il s'agit d'édifier, de part et d'autre de la Bibliothèque de France, un front de Seine comportant 500 logements sociaux, de tracer des rues et quelques jardins intérieurs, enfin de relier le quai de Seine à cet endroit. Ce nouveau quartier devrait être livré en 1996 et mettre un peu de « chair » autour de la Bibliothèque qui, elle-même, à cette époque recevra ses premiers lecteurs. Ceux-ci devraient être amenés du reste de la capitale par le métro Météor actuellement en cours de construction. Tel sera le germe,

l'îlot tertiaire, la préfiguration de Seine-Rive gauche : un grand équipement tertiaire, un nouveau transport en commun, un quartier d'habitation.

C'est de la réussite de cette combinaison que dépendra en grande partie le sort du reste de l'opération. Les aménageurs doivent démontrer aux investisseurs privés et publics la viabilité de leur concept. En effet, seule la vente de droits à construire pour 900 000 mètres carrés de bureaux doit assurer le financement de la dalle de 30 hectares couvrant les voies SNCF, et donc l'équilibre financier du projet.

Urbanisme sur dalle

Or, de ce côté, rien n'est joué. Non seulement la mévente des bureaux s'aggrave, mais l'arrêt du Conseil d'Etat ne facilite pas les choses. Il confirme l'annulation de la déclaration d'utilité publique et permet aux opposants de ne pas se tenir pour battus. Bien que leur texte soit rédigé d'une manière peu claire les conseillers semblent estimer que les 19 hectares de terrain que la SNCF apporte en dot dans son mariage avec les aménageurs devraient être préalablement déclassés par le ministre des transports et faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

Celle-ci sera également nécessaire pour l'expropriation éventuelle des huit parcelles appartenant à des propriétaires privés (dont le groupe Bouygues) et couvrant 6,8 hectares. Une nouvelle enquête publique avec les délais (environ un an), les débats et les contestations qu'elle suppose, devra donc être lancée.

Les dirigeants de la SEMAPA sont convaincus qu'ils franchiront cet obstacle. D'ores et déjà,

ils font étudier de plus près, par des architectes et des paysagistes, les points les plus délicats et les plus critiqués de leur projet : la transition entre le quartier sur dalle et le reste du treizième arrondissement, l'aboutissement en impasse sur l'île de la grande Avenue de France, les alentours de la Salpêtrière, le traitement des abords de la gare d'Austerlitz, le débouché vers gauche du futur pont Charles-de-Gaulle (le *Monde* du 7 décembre). Sur tous ces points, les associations risquent de se montrer vigilantes.

Restera en outre un casse-tête technique et juridique que l'arrêt du Conseil d'Etat n'a pas éclairci même s'il y fait allusion. Celui de la fameuse et immense dalle de 30 hectares qui doit englober les voies ferrées. Cet espace public, aérien, devra lui aussi être déclassé pour être cédé aux aménageurs. Eux-mêmes le diviseront en parcelles qui, avec leurs appuis, seront transformées soit en espace public municipal pour la voirie, soit en espace privé vendu à des promoteurs qui en assureront l'entretien futur. L'urbanisme sur dalle a créé jusqu'ici des situations inextricables (le *Monde* daté 31 octobre-1^{er} novembre). Avant de s'y lancer les responsables de la SEMAPA devront d'abord en désamorcer les pièges.

Dans le grand chantier chirurgical de Seine-Rive gauche, les aménageurs municipaux ont assuré franchi une première étape et remporté une victoire psychologique. Il leur reste un très long chemin à parcourir, semé d'embûches économiques, juridiques et urbanistiques, mais Paris ne s'est pas fait coo jour...

MARC AMBROISE-RENDU

Une communauté monastique dans le Val-de-Marne

Les yeux au ciel et les pieds dans la ville

En aube blanche, cinq moines bénédictins, dans un ancien garage transformé en chapelle, célèbrent l'office de vêpres. D'un côté, les bruits de la rue. De l'autre, à travers des lucarnes et des vitraux, se découpent des immeubles gris, abîmés, sans âme. Est-ce un moine pour se réfugier derrière une clôture, pour échapper au monde ? Rien n'est plus étranger à cette caricature de la vie contemplative que l'expérience menée par le prieur Saint-Benoît, L'Hély-le-Rose, Choisy et Thies, dans le Val-de-Marne.

Cette communauté monastique est née à la fin de la guerre, à un moment où le France se découvrait déchristianisée et où l'Eglise déployait ses efforts de « reconquête » missionnaire (1). Fin 1943, Jean de Félgrande quitte son monastère de La Pierre-qui-Vire, dans l'Yonne. Accompagné de quatre jeunes gens, il gagne la région parisienne avec un projet précis : concilier sa vie de bénédictin avec un travail paroissial en milieu urbain. En cinquante ans, la communauté qu'il crée va connaître tous les enthousiasmes et toutes les crises, y compris le départ de son fondateur en 1972.

Elle grossit pourtant, résiste aux vents et marées et démontre qu'on peut être moine, comme dit Grégoire, prieur, « tout en respirant les pavés ». Les offices réguliers de la journée, les repas en silence, l'accueil, la méditation des psaumes, rythment la vie de ces douze frères, âgés de trente-cinq à soixante-dix ans, qui se définissent comme des « chercheurs de Dieu » en ville : « Nous voulons manifester que dans ce monde de bruit, un silence peut se vivre », dit l'un d'eux.

« On vit dans le même béton »

Comme dans tous les monastères du monde, ils fabriquent des icônes, composent de la musique liturgique, mais leur vie monastique est remplie des « cris » venus de l'extérieur : ancien maître des novices, Daniel est aujourd'hui à l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Christian travaille au centre de tri postal de Choisy. Hugues est aujourd'hui en prison de

Fresnes. Les autres sont prêtres de paroisse. Cette relation avec les plus marginaux colore leur manière de vivre, de penser, de prier.

Dieu « absent » de la ville ? « Allons donc », répond Luc. On croise dans la ville comme dans la Bible, les mêmes hommes qui souffrent, ceux qui refusent Dieu ou sont idolâtres, qui sont mal aimés ou isolés. Cette amorce constante entre la vie du monastère et les événements extérieurs leur fait dire que pour être moine, il n'est pas nécessaire de fuir au désert. Ce qui ne les empêche pas parfois de s'échapper : l'un choisit le jogging en ville, l'autre le rocher à Fontainebleau.

Ils ont prononcé les vœux traditionnels (pauvreté, chasteté, obéissance), mais grâce à eux, l'image du religieux et de la vie monastique a changé dans la ville. « On vit dans le même béton qu'eux », explique Luc. L'histoire, les liens tissés, la stabilité qui est l'un des piliers de la règle de Saint-Benoît (à la différence de prêtres séculiers, appelés à changer de paroisse), font du monastère une « halte » appréciée à L'Hély-le-Rose.

On y vient, parfois de loin, pour des retraites spirituelles (des chambres d'hôte sont aménagées). Des débats sont organisés, des formations proposées, jusqu'à des lectures psychanalytiques de la Bible, jusqu'à des scènes de zén zen animées par un frère, Benoît, devenu maître zen après plusieurs stages au Japon et dans des monastères bouddhistes français.

Cinquante ans, c'est toute une étape. Devenu trop exigu, le monastère de L'Hély va s'élargir, jusqu'à Etolles, dans l'Essonne. Il s'agit de donner une nouvelle « visibilité » sociale à cette vie monastique en région parisienne, de donner sa vocation à l'hospitalité et à la formation. Avec un projet précis : offrir une année de « vie monastique » à des jeunes en fin d'études, qui veulent « souffler » avant d'attaquer leur vie professionnelle. Les demandes risquent d'affluer.

HENRI TINCO

(1) C'est l'époque de France, pays de mission, des abbés Godin et Daniel (le *Monde* du 6 octobre), et des premiers prêtres-ouvriers.

YVELINES

Référendum local à Mantes-la-Jolie

Faible mobilisation des électeurs pour soutenir le projet de ville du maire

La consultation sur le « projet de ville » organisée, dimanche 19 décembre, par le maire socialiste de Mantes-la-Jolie (Yvelines), o'a guère mobilisé les électeurs. Seuls 16,41 % d'entre eux se sont déplacés pour répondre à la sollicitation de Paul Picard (PS), qui souhaitait obtenir l'appui de la population dans son bras de fer avec l'Etat, pour recevoir des subventions plus larges et favoriser la politique de rénovation de sa ville (le *Monde* du 18 décembre). Il est vrai que plus de 70 % des 2917 suffrages exprimés ont répondu positivement à la question posée par le maire, tandis que près de 30 % se prononçaient contre.

Dans la ZUP du Val-Fourré, la participation n'a atteint que 12,10 %, mais 78 % des voix ont approuvé le projet du maire. M. Picard souhaitait faire pression sur l'Etat pour obtenir un engagement financier supérieur au seuil courant de 50 %, pour les programmes prévus par la politique de la ville.

Le maire de Mantes-la-Jolie avait pris un grand risque en organisant une consultation populaire. La faible mobilisation, même si elle est habituelle dans un scrutin de ce type, confirme la difficile implication de la population dans le débat sur la ville, surtout lorsqu'il s'agit de débats urbanistiques et sociaux se mêlant des considérations de politique locale. Parallèlement à cette consultation locale, l'association « Actions Mantes-la-Jolie » affirme avoir recueilli 2 000 signatures au bas de sa pétition ouverte à tous, Français ou étrangers de 16 ans ou plus, qui réclame la suppression de l'appellation « Val Fourré ». Ce texte, qui reste ouvert à la signature jusqu'au 15 janvier, entend marquer la volonté de casser toute forme de ségrégation entre la ZUP de Mantes et le centre historique de la ville.

Ph. Ba.

REPÈRES

EMPLOI

Convention pour l'insertion professionnelle de jeunes

Une convention pour le développement de l'emploi et de l'apprentissage dans la région a été signée, mercredi 15 décembre, par Michel Giraud (RPR), ministre du travail et président du conseil régional, Jean-Claude Auroressou, préfet de la région, et Paul Dubrulle, coprésident du groupe Accor. Par cette convention, le groupe Accor s'engage à créer dans la région 200 emplois d'hôtellerie, de cuisine, de restauration ou de tourisme. Ils seront proposés à des jeunes dans les douze mois à venir. Au moins 450 personnes devraient également être recrutées, soit dans la cadre de contrats d'apprentissage, soit par contrats de qualification.

Cette convention régionale est la troisième réalisée par le groupe Accor après l'accord national pour le développement de l'apprentissage signé le 1^{er} juillet avec l'Etat. Elle répond également à la volonté de 23 entreprises franciliennes de proposer 1 000 postes d'apprentis dans les mois à venir.

► Rens. : Alain Carrio, groupe Accor. Tél. : 80-87-43-20.

SALONS

Vers une extension du parc des expositions de Villepinte

Déterminée à accentuer son action en faveur des activités de foires et de salons en région parisienne, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a décidé de développer le Parc international des expositions de Paris-Nord-Villepinte (Seine-Saint-Denis). Elle a demandé, à l'issue d'une consultation d'architectes, à deux cabinets français, Valodé et Pestre, et Architecture studio, d'approfondir leurs études sur ce projet dans le

cadre du schéma d'aménagement d'ensemble du secteur sud de Roissy.

Le résultat des réflexions des aménageurs devrait être connu d'ici à la fin du mois de mars. Parallèlement, la chambre consulera e entrepris des démarches pour obtenir le renforcement des infrastructures de desserte routière et ferrée du site, condition indispensable, selon le directeur général de la société d'exploitation du parc, Jean-José Arroyo, « de l'engagement effectif du projet dans sa phase opérationnelle ».

JOURNAL

« L'Ami du vingtième »

C'est le plus ancien des périodiques parisiens de quartier. L'« Ami du vingtième », journal chrétien d'informations locales, fête son cinquantième numéro et son quarante-neuvième anniversaire. Bulletin paroissial, fondé à Ménilmontant en 1945, ce mensuel occurrentiel couvre aujourd'hui sept paroisses catholiques et deux paroisses protestantes des « villages » de Belleville, Charonne et Ménilmontant. Rédigé, géré et distribué par une équipe de laïcs bénévoles, forte d'une soixantaine de personnes, il est le mémoire vivant du vingtième arrondissement.

Vie locale, festivités, urbanisme, rien n'échappe à son réseau de correspondants paroissiaux. Exemple : sa cinquantième livraison publie une enquête sur les difficultés du petit commerce menacé par les hypermarchés installés récemment aux portes de Montreuil et de Bagnolet. Après la disparition des entreprises, des ateliers industriels, des cinémas, des bala populaires et des patronages, une autre composante du tissu beaillavois s'effiloche. Mais, fort de ses lecteurs fidèles et de ses mille abonnés, dont certains résident à Vanise ou à Washington, L'« Ami du vingtième » poursuit ce périodique original,

dont le rédacteur en chef est un ancien métallo, ne bénéficie d'aucune subvention et n'a même pas de bureau.

► L'« Ami du vingtième », 81 rue de la Plaine, 75020, Paris, Tél. : 46-36-80-72.

VIOLENCES

Une reconstitution judiciaire provoque des incidents dans les Yvelines

Huit jeunes gens ont été écroués à la suite des violents incidents qui avaient éclaté, jeudi 16 décembre, dans la cité du Valbourn à Plaisir (Yvelines), lors de la reconstitution judiciaire de l'assassinat de Mourad Benjadi, 19 ans. Celui-ci avait été tué au cours d'un différend, sentimentalement semblé-t-il, le 15 août 1992 (le *Monde* du 18 août 1992).

Environ 80 jeunes avaient lancé des pierres sur les forces de l'ordre, blessant des policiers, endommageant des véhicules et brisant les vitres de l'annexe du commissariat d'Elancourt, au moment de la reconstitution. L'inculpé, Patrick Rostano, quarante-trois ans, pris à partie, avait pu être évacué sous escorte. Sa compagne, Nicole Lagache, 38 ans, poursuivie pour complicité d'assassinat, était parvenue à quitter les lieux dans le véhicule de son avocat après s'être réfugiée dans le commissariat. Une information judiciaire pour outrage, voies de faits et coups et blessures volontaires sur agents de la force publique a été ouverte, samedi 18 décembre, par la parquet de Versailles.

RECTIFICATIF. — Nous avons attribué par erreur l'étiquette UDF, au lieu de RPR, à Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt, dans l'article sur l'aménagement des terrains Renault dans les Hauts-de-Seine (le *Monde* du 18 décembre).

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

BEETHOVEN 2. Film américain de Rod Daniel, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-85-70-83 ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; 36-85-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-85-75-55) ; UGC Normandie, 9^e (45-83-15-18) ; 36-85-70-82 ; v.f. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-85-70-83 ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-85-70-23 ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; 36-85-70-14 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-85-75-55) ; UGC Normandie, 9^e (45-83-15-18) ; 36-85-70-82 ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-85-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-53) ; 36-85-70-84 ; UGC Gobelins, 13^e (45-81-94-95) ; 36-85-70-45 ; Mistral, 14^e (36-85-70-41) ; Montparnasse, 14^e (36-85-75-55) ; Grand Pavois, 15^e (45-84-48-58) ; UGC Convention, 15^e (45-74-93-40) ; 36-85-70-47 ; Pathé Wapler II, 18^e (36-85-20-22) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-06) ; 36-85-71-44.

BRATAN, LE FRÈRE. Film soviétique de Bakhtiyar Khudoyazarov, v.o. : Utopie, 5^e (43-28-84-85).

CEMENT GARDEN. Film britannique d'Andrew Birkin, v.o. : Saint-André-des-Arts II, 6^e (43-28-80-25) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-28-36-14) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20).

NO SMOKING. Film français d'Alain Resnais : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-85-75-55) ; Gaumont Hautes-Seines, 9^e (36-85-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-55-18-08) ; 36-85-75-76 ; Gaumont Opéra Française, 9^e (36-85-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13^e (36-85-75-55) ; Gaumont Aléala, 14^e (36-85-75-55) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (36-85-70-38).

NOËL CHEZ LES MUPPETS. Film américain de Brian Henson, v.o. : Ciné Bastille, 9^e (42-71-53-53) ; George V, 9^e (45-82-41-48) ; 36-85-70-74 ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (36-85-75-55) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-85-70-23 ; George V, 9^e (45-82-41-48) ; 36-85-70-74 ; Gaumont Gobelins, 13^e (36-85-75-55) ; Gaumont Aléala, 14^e (36-85-75-55) ; Les Montparnasse, 14^e (36-85-70-42) ; Gaumont Convention, 15^e (36-85-75-55) ; Pathé City, 18^e (36-85-20-22).

SACRÉ ROBIN DES BOIS. Film américain de Mel Brooks, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-85-70-83 ; Gaumont Opéra, 2^e (36-85-75-55) ; Bretagne, 6^e (36-85-70-37) ; UGC Danthon, 6^e (42-25-10-30) ; 36-85-70-69 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-85-75-55) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-78-23) ; 36-85-75-55 ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-85-70-23 ; UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94) ; 36-85-70-44 ; Gaumont Gobelins, 13^e (36-85-75-55) ; Mistral, 14^e (36-85-70-41) ; Gaumont Convention, 15^e (36-85-75-55) ; Pathé City, 18^e (36-85-20-22).

UN MONDE PARFAIT. Film américain de Clint Eastwood, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-85-70-83 ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; 36-85-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-85-75-55) ; UGC Normandie, 9^e (45-83-15-18) ; 36-85-70-82 ; UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94) ; 36-85-70-44 ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-80-81) ; UGC Gobelins, 13^e (36-85-75-55) ; 36-85-70-45 ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; 36-85-70-23 ; UGC Montparnasse, 9^e (45-74-94-94) ; 36-85-70-14 ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-85-70-18 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; 36-85-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-53) ; 36-85-70-84 ; Gaumont Gobelins, 13^e (36-85-75-55) ; Mistral, 14^e (36-85-70-41) ; Montparnasse, 14^e (36-85-75-55) ; UGC Convention, 15^e (45-74-93-40) ; 36-85-70-47 ; Pathé Wapler, 18^e (36-85-20-22) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-06) ; 36-85-71-44.

MUSIQUES

LES TROYENS à New-York

Françoise Pollet entre au Metropolitan

NEW-YORK

correspondance

Les Troyens d'Hector Berlioz sont de retour, depuis jeudi 16 décembre, au Metropolitan Opera de la ville de New-York. Rafael Kubelík les avait dirigés pour la première fois à l'Opéra new-yorkais en 1973. Le soir de la générale, Shirley Verrett avait remplacé au pied levé Christa Ludwig indisposée, cumulant par conséquent le rôle de Didon et celui de Cassandra. Dix ans plus tard, Jesse Norman y faisait ses débuts dans le rôle de Cassandre, aux côtés de Plácido Domingo, sous la direction de James Levine, à nouveau au pupitre pour cette série de représentations. Les Troyens constituent à la fois une œuvre intimiste et un opéra martial, où Berlioz allie le lyrique et le cérémonial, et dont les personnages centraux sont successivement deux femmes. Dans la première partie, la Prise de Troie, le rôle écrasant de Cassandre revient à la Française Françoise Pollet, qui l'avait déjà chanté à Bruxelles, mais qui faisait ses débuts au Metropolitan. Sans faire oublier Jesse Norman, elle fut noble, intelligente,



Françoise Pollet

simple. Prise sans doute par le trac, elle se laissa, sur la fin, couvrir par l'orchestre, mais ne se départit jamais de sa présence ni de son autorité dramatique.

Dans le rôle de Didon, Maria Ewing faisait son retour au Met,

qu'elle avait quitté en 1987 pour incompatibilité d'options artistiques avec le directeur musical de la maison, James Levine. Tout au long de la seconde partie, les Troyens à Corinthe, elle pallia une certaine incertitude vocale en

tirant l'interprétation vers un maniérisme inattendu. L'annonce, à l'entracte, qu'elle était affectée d'un rhume sembla, en fait, la libérer : dans la longue scène qui précède son immolation, elle fut à la fois simple et intense.

Les deux chanteuses dominaient, comme l'ouvrage l'exige, une distribution masculine comprenant Gary Lakes (Eole), Donald Kaash (Iopas, le poète de cour) et Thomas Hampson (Corymbus). Le mérite de Maria Ewing et de Françoise Pollet est d'autant plus grand qu'elles eurent constamment à lutter avec le décor, les costumes et les « effets visuels » de Peter Wester. Les mêmes depuis des lustres. On se perdait presque à regretter Cecil B. De Mille. Avec un décor composé de gros blocs qui mettaient une éternité à se déplacer, des bouillottes sortis de Star Trek et des danseurs vêtus de strings en cuir ou de ceintures de chasteté, on se croirait dans un numéro à l'antique des Folies-Bergère, moins les cancons. A quand un nouveau Samson capable de faire s'écrouler cet amas de conventions ?

HENRI BÉHAR

LE CENTENAIRE DE LA «SYMPHONIE DU NOUVEAU MONDE» à Prague

Pétard mouillé

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Il y a tant de salles de concerts, d'opéras dans Prague, de galeries d'art à visiter, il y a tant à apprendre et à récolter dans cette ville que l'on rêve de ce que les Tchèques pourraient faire s'ils se trouvaient dans une meilleure situation économique. Un homme vend des appeaux en bois sur le pont Saint-Charles ? Pour attirer le chaland, il siffle le finale de la Neuvième de Beethoven. La musique vous appelle dans une rue ? C'est le haut-parleur installé sur le trottoir par un disquaire qui déverse les notes d'une messe de Mozart. Un kiosque à journaux est pris d'assaut ? C'est un libraire qui vend de la vraie littérature sous une tente installée à même le pavé. Prague n'a jamais cessé d'être une capitale culturelle, même lorsque cer-

tales de ses artistes étaient emprisonnés ou contraints à l'exil. Et puis Mozart est davantage chez lui à Prague qu'à Salzbourg. Ici, il n'a jamais pris de coup pied au cul de la part d'archevêque.

C'est dans la ville de Bobème que la branche film et vidéo de Sony Music avait choisi de fêter le centième anniversaire de la Symphonie du Nouveau Monde, d'Anton Dvorak. L'ouvrage du musicien tchèque avait été créé le 15 décembre 1893 à Carnegie Hall, par la Philharmonie de New-York. C'était le plus beau cadeau qu'un compositeur européen ait jamais fait à la jeune Amérique.

Jeudi 16 décembre, la salle Smetana était comble, le public s'était mis sur son trente et un. Quand le président Vaclav Havel entre dans sa loge, le public se lève et l'applaudit tout le temps

que dure l'hymne officiel que jouent les cuivres de l'Orchestre de Boston. Six caméras de la télévision allemande sont installées devant et dans l'orchestre, pendant qu'une septième, montée sur le bras d'une grue, se déplace au-dessus du public. Orava donne le départ de l'ouverture. Comme de la salle Smetana est étonnante, les vents de l'orchestre américain sont en petite forme. Et l'on découvre que ce salut au Nouveau Monde se compose, en fait, de treize morceaux et extraits d'œuvres de Dvorak (dont le seul mouvement lent de la Neuvième symphonie prétendument bonifiée) par un Yo Yo Ma et un Perlman l'œil rivé à leur partition, jouant à peine juste et avec une sentimentalité de roses. Le mezzo Frederica von Stade et le pianiste Rudolf Firkušny paraissent plus sérieux

dans les mélodies qu'ils interprètent ensemble, sur la gauche de la scène, devant l'orchestre silencieux. Pas de bis - normal pour un concert entièrement composé de bis - le public sort, les artistes restent pour réenregistrer les raccords.

Une telle mascarade offenserait le public le mieux disposé du monde. On s'interroge. Peter Gelb, l'initiateur de ce projet pour Sony Video, a-t-il pêché par orgueil ? Ou s'est-il entouré d'artistes américains pour tirer le maximum de leur présence, de la population tchèque et de la présence du président Havel concoctant l'ivoire de ces produits qui pleuvent sur le marché depuis que l'économie des genres veut que l'ivoire des genres classiques soit la musique la plus commerciale. Sony Video va mixer les images de ce concert avec des vues de la capitale tchèque comme s'il s'agissait d'un décor de dessin animé.

C'est à ce même producteur que l'on doit deux films outragés sur le retour d'Hocowitz. Il réussit à faire passer le grand pianiste pour un pitre (ARTE vient malheureusement de diffuser le second). Qui sait, Peter Gelb pense peut-être sincèrement que les États-Unis ont fait un faux pas en accueillant la petite-république-tchèque-qui-sort-tout-juste-des-griffes-des-communistes en lui apportant ses grands artistes sur un plateau.

Ce type de production prouve surtout ceci : la défense de l'exception culturelle est une cause perdue dans la musique classique. Depuis quelques années, le pouvoir artistique des majors du disque est dans les mains d'une poignée d'hommes qui imposent leurs choix au reste du monde. Il y a quarante ans, Walter Legge faisait déjà cela pour EMI. Mais ce directeur artistique connaissait, pour le moins, la musique et avait la chance d'arriver au moment où le microsilicon prenait son essor. A de rares exceptions près, les responsables actuels des disques qui veulent imposer sur le reste du monde des artistes, que Legge n'aurait même pas acceptés d'auditionner.

Quinte à fêter le centenaire de la Symphonie du Nouveau Monde, le bon sens aurait voulu qu'on filme la Philharmonie tchèque dirigée par le Tchéque Rafael Kubelík, l'un des derniers géants de la direction d'orchestre encore en vie, dans un programme digne de son nom. Dans vingt ans, dans trente ans, Sony aurait été fier d'avoir organisé, filmé et enregistré cette soirée historique, et le résultat se vendrait encore.

ALAIN LOMPECH

» Opéra Garnier, place de l'Opéra à Paris 19^e. Jusqu'au 28 janvier. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

CROWDED HOUSE au Bataclan à Paris

La fête au bout de la route

Côté cour, sur la scène du Bataclan, il y a Neil Finn, guitariste, chanteur, auteur. Côté jardin, le bassiste Nick Seymour. Derrière, sur une estrade, la batterie de Paul Hester, les claviers de Mark Hart. Et au centre, un miroir, tout bête, sans perspective, au bout de trois chantons. Neil Finn dit : « Cet endroit me donne une impression de déjà vu. La dernière fois que j'ai joué ici, mon frère Tim était là. » Et il montre le miroir solitaire.

Les frères Finn, fiers enfants de la Nouvelle-Zélande, ont fait de la musique ensemble pendant quinze ans, d'abord au sein de Split Enz, puis avec Crowded House. En 1991, leurs chemins se sont séparés et Together Alone, le dernier album de Crowded House, enregistré au bord de la mer, sur une plage déserte de Nouvelle-Zélande, baigne dans une mélancolie amère ode peinture de cette séparation.

Mais sur scène, Crowded House ne se résume pas à cet envoiement d'autant plus délectable qu'il s'habille de mélodies gracieuses, d'harmonies angéliques. Au Bataclan, comme à chaque fois qu'ils ont joué à Paris, Neil Finn et ses camarades ont dévoilé un secret assez bien préservé par leurs disques : ce sont des rockers, des musiciens qui aiment le bruit et le déséquilibre. Paul Hester et Nick Seymour font une rythmique assez rare de nos jours, qui utilise chaque coin de l'espace limité que ménagent les conventions du rock, sans jamais oublier de cogner comme des brutes quand il le faut. Les guitares (Mark Hart en fait partie également) brûlent

facilement. Au début de chaque morceau on entend comme une période de mise en place, un moment où les musiciens décident ce que sera cette chanson là, ce soir-là. Et même temps, Crowded House aime trop les règles du jeu de la pop music pour s'abandonner aux solos interminables, pour oublier le public.

Et puis, ce 19 décembre, le groupe donnait au Bataclan le dernier concert de sa tournée mondiale. La soirée, commencée avec un sérieux écoeure, inquiet, qui donna une version éblouissante d'At Your Command, extrait du dernier album, s'est progressivement détendue. Peodant de longs intermèdes, le groupe s'est amusé, reprenant au débotté Sunny Afternoon des Kinks, In My Life des Beatles ou - plus sérieusement - le Pale Blue Eyes du Velvet Underground, dans une version country irréprochable.

Au fur et à mesure que les farces de collègues se multipliaient - instruments désaccordés par les techniciens, bombardements d'avions en papier - les moments de vraie musique s'épaulaient et se faisaient plus intenses. Car, malgré tout, la fatigue de la tournée, l'envie de repartir au pays (Neil Finn a porté un toast au « cruisé Crowded House, perdu aux antipodes de son port d'attache »), le groupe ne peut pas s'empêcher d'être l'un des meilleurs à jouer du rock aujourd'hui, à y mettre autant d'intelligence, d'humour et de tristesse.

THOMAS SOTINEL

CINÉMA

Les Rencontres cinématographiques de Cannes

Le couronnement de « Silent Tongue » de Sam Shepard

CANNES

de notre correspondant régional

Le grand prix des 6^e Rencontres cinématographiques de Cannes a été décerné au film américain Silent Tongue, de Sam Shepard, qui a également obtenu le prix de la presse. Adapté de l'une de ses pièces par Sam Shepard - plus connu aux États-Unis comme homme de théâtre et révélé, comme acteur, dans l'Étoffe des héros - ce film, le second de l'auteur à pour thème l'oppression de la femme indienne.

A mi-chemin du réalisme et du fantastique, il a pour personnages principaux Richard Harris, Sheila Tousey, Alao Bates et River Phoenix. Le prix du public est allé à Marie, de Mariano Handwerker (Belgique), et le prix CICAIE a récompensé le long métrage bulgare Quelque chose dans l'air, de Peter Popzlatev.

Mort de l'acteur et réalisateur Sam Wanamaker

Acteur et réalisateur de théâtre et de cinéma, Sam Wanamaker est mort samedi, à Londres. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

[Né en 1919 à Chicago, Sam Wanamaker a mené sa carrière des deux côtés de l'Atlantique, après avoir été, dans les années 50, l'un des géants de la chasse aux sorcières lancée par le sénateur Joseph McCarthy. Comédien, on l'a notamment vu, au cinéma, dans Ces jours volants dans leurs drôles de machines (1964) ou dans L'espion qui venait du froid (1965), et au théâtre dans de nombreuses pièces de Shakespeare qu'il a mises en scène, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il avait d'ailleurs créé une fondation consacrée au dramaturge anglais, le Shakespeare Globe Trust, qui est à l'origine du projet de reconstruction du théâtre londonien où Shakespeare travaillait - le Théâtre du Globe. Il est également l'auteur de mises en scène d'opéra au Covent Garden de Londres, à San Francisco, à Sydney et à Chicago, et avait réalisé, aux États-Unis, plusieurs feuilletons télévisés comme la série « Colombo ». - (AFP, AP)]

BEETHOVEN 2 de Rod Daniels

Pour ceux qui seraient restés sourds à l'appel du premier épisode, on rappellera que le Beethoven en question est un saïot-bernard, adopté bon gré (les enfants), mal gré (les parents), par une famille californienne. Le succès commercial du premier Beethoven a poussé les producteurs à recréer, cette fois, le gros chien tombe amoureux d'une sainte-bernarde, facilement reconnaissable à son collier rose. Faute d'avoir su manier la seu d'eau et de temps et en heure, la famille californienne se retrouve à la tête d'un cheptel considérable.

Entre le moment où la progéniture canine passe de six à dix et le film, Beethoven 2 est marqué d'événements aussi fascinants qu'un concours du plus gros mangeur de hamburgers ou le rendez-vous entre un petit entrepreneur américain et son banquier. On quitte alors le domaine de la comédie naïve pour celui de l'ethnologie la plus aride.

T. S.

DANSE

CASSE-NOISETTE, de John Neumeier, au palais Garnier à Paris

Éloge du métier

La danse classique possède au moins une vertu : elle est bonne fille. Aux chorégraphes en panne d'inspiration, passagers ou chronique, elle dit : « N'ayez pas peur, je suis là, servez-vous : pirouettes, entrechats, doubles tours en l'air pour les garçons, piqués arabes pour les filles... » Cela ne suffit pas ? Mettez carrément une barre en scène, poursuivez-elle, et montrez une leçon : ça marche toujours. Reste à fixer tout cela par quelques pas d'enchaînements plus ou moins ingénieux, et à confier le bébé, si possible, à des danseurs de haut niveau. Ça marche.

Le Casse-Noisette de John Neumeier, qui vient d'entrer au répertoire de l'Opéra de Paris, tient donc debout. De Neumeier, il n'y avait pas à attendre une « rélecture vraiment moderne d'un ballet classique, comparable à celle de Mats Ek pour Giselle », par exemple. Ce n'est pas un novateur et telle n'est pas ici, au demeurant, son ambition : il s'agit d'un hommage à Marius Petipa (1818-1910). Sa chorégraphie se situe très en deça des inventions d'un Balanchine, qui se situait lui-même, pourtant, dans le droit-fil de Petipa - mais un demi-siècle en aval. Elle atteste un « métier » en béton, elle est honnête, et montre même, dans l'ensemble, une absence de prétention, une fluidité, une simplicité qu'on portera à son crédit.

Neumeier semble avoir plutôt

concentré ses efforts sur un dépoussiérage de la dramaturgie de ce ballet plus que centenaire. Sur ce plan, il a réussi. On a dit ici (le Monde du 16 décembre) comment il avait transposé dans le monde de la danse le livret original de Petipa tiré d'Alexandre Dumas, lui-même prédaté d'E. T. A. Hoffmann. On ne lui saura jamais assez gré de nous avoir délivrés du sapin de Noël, de la bataille des soldats de plomb contre les rats et de Konfituremou, qui rodonait Casse-Noisette indigeste au-delà des classes maternelles.

Théâtre dans le théâtre, ballet dans le ballet : la petite Clara, qui a reçu pour son douzième anniversaire un casse-noisette, mais aussi une paire de chaussons de danse offerts par son parrain Drosselmayer, entre en scène dans le monde enchanté du ballet. Plus précisément, celui du Théâtre Marinski de Saint-Petersbourg où règne Petipa, mais aussi le Palais Garnier sur lequel fantasma Neumeier enfant. Après un salon bourgeois cosmique, les décors de Jürgen Rose proposent une lumineuse et poétique vision d'une classe de danse fin de siècle, avec ballerines à ruban de velours noir autour du cou, puis une synthèse des grands théâtres anciens, avec lustres et marbres à gogo. Rien de déplaisant à l'œil.

La première distribution est quasiment idéale : Elisabeth Maun, qui aura toujours l'air d'avoir

douze ans, est une Clara vif-argent et charmante, qui en fait un peu trop dans la naïveté et l'éblouissement, mais c'est sans doute sur les indications de son chorégraphe-mettre en scène. Comme Patrick Dupond, dont on peut regretter qu'il tire son Drosselmayer-Petipa vers Feydeau davantage que vers Hoffmann. Elisabeth Platel est une prima ballerina impériale, à ruiner tous les grands-ducs. Et qui, aujourd'hui dans le monde, danse mieux que Manuel Legris aux pieds enlignés (Cibouche, le beau cadet auquel Clara identifie son casse-noisette) ? Dans les rôles dits « seconds », grande compétition d'éclat et de beauté entre Clotilde Vayer, Lionel Delanoë, Delphine Moussin, Agnès Letestu, Fanny Galda, Mitelki Kudo, Emmanuel Thibault et beaucoup d'autres.

Soirée recommandable, en somme, pour les grands comme pour les petits. Au plaisir qu'elle procure ce contribue pas peu la ravissante musique de Tchaïkovski, pas trop malmenée par l'Orchestre symphonique français sous la baguette de Jonathan Durling. Closons le bec aux fines bouches en rappelant que Stravinsky, entre autres, était toqué de cette partition.

» Opéra Garnier, place de l'Opéra à Paris 19^e. Jusqu'au 28 janvier. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

هنا من الامم

ÉCONOMIE

Les perspectives de l'OCDE pour 1994

Pays développés : croissance modérée et montée du chômage

■ **RÉCESSION JAPONAISE.** - L'OCDE prévoit une croissance en 1994 de 0,5 % au Japon. Le pessimisme des milieux industriels accentue le ralentissement de l'activité. Et les derniers indicateurs publiés révèlent que les trois plans de relance, adoptés en 1992, n'ont pas suffi à dynamiser l'économie. D'où la décision du gouvernement japonais, vendredi 17 décembre, d'accorder une aide de 17 milliards de francs aux entreprises dans le cadre d'un plan pour l'emploi (lire page 22).

■ **REDÉMARRAGE AUX ÉTATS-UNIS.** - Alors que l'Amérique du Nord connaît une reprise nette de l'activité, un léger redémarrage se poursuit en Grande-Bretagne. En Europe continentale, le redressement économique prévu au printemps 1993 ne s'est pas encore manifesté. Certains signes laissent à penser que, excepté peut-être en Allemagne, le point bas du cycle a été atteint. Dans les autres pays de l'OCDE, l'activité demeure d'une faiblesse décevante.

■ **LENTE REPRISE EN FRANCE.** - La baisse des taux d'intérêt et une amélioration de l'environnement international pourraient amener une lente reprise économique l'année prochaine en France. Beaucoup dépendra de l'ampleur de la reprise des exportations, la demande des ménages devant progresser lentement.

Le taux de croissance des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) devrait être de 1 % en 1993. Dans leur rapport sur les perspectives économiques des pays membres, publié lundi 20 décembre, les experts de l'OCDE remarquent que 1993 aura marqué « le point bas de la phase actuelle du recul conjoncturel ». Ils prévoient un taux de progression des économies de 2,1 % en 1994 et de 2,7 % en 1995.

« Risques à long terme »

Cette faible reprise pour les deux années à venir ne suffira pas à enrayer la montée du chômage, lequel pourrait toucher, l'an prochain, 35 millions de personnes sur l'ensemble de la zone, soit 8,5 % de la population active contre 8,2 % en 1993. Ce taux retomberait à 8,4 % en 1995. En Europe, le nombre de sans-emploi continuerait d'augmenter régulièrement pour s'établir à 22 millions en 1995 contre 17 millions actuellement.

Le rapport indique que « cette persistance d'un chômage élevé (...) fait naître de nombreux risques à long terme en Europe » : marginalisation permanente des sans-emploi, mise en cause de l'assainissement budgétaire, difficulté de plus en plus grande à appliquer des

réformes structurelles, renforcement possible des tendances protectionnistes. La conclusion de l'accord du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le 15 décembre, n'a pu être prise en compte par les experts. Mais ceux-ci estiment que la croissance du commerce mondial pourrait s'élever à environ 6,5 % en 1995.

L'Amérique du Nord devrait connaître, selon l'OCDE, une croissance légèrement supérieure à 3 % en 1994. Les experts jugent ainsi qu'il n'est pas utile de stimuler davantage l'activité et prévoient un léger resserrement de la politique monétaire « pour verrouiller l'inflation à son faible niveau ».

Le meilleur résultat pour le Canada

Le Canada obtiendrait le meilleur résultat des sept pays les plus industrialisés avec une croissance de 3,7 % en 1994. Il sera confronté, néanmoins, à une augmentation de sa dette publique et du chômage. Le Japon, dont le taux de progression de l'économie serait de 0,5 % en 1994, s'enfoncerait dans la récession (lire page 22 l'article de Philippe Pon). Les effets attendus des trois plans de relance adoptés depuis 1992 n'ont pas suffi à compenser les conséquences négatives de la forte hausse du yen.

Une incertitude pèse, selon les experts, sur l'évolution des économies européennes. « L'un des risques majeurs qui entourent les prévisions est que l'inflation se montre tenace en Allemagne et que les effets bénéfiques de l'assouplissement monétaire en Europe continentale se fassent sentir moins rapidement qu'attendu », soulignent-ils. Après une baisse de 1,7 % de son produit intérieur brut (PIB) en 1993, l'Italie devrait retrouver une croissance modérée avec une hausse du PIB de 1,7 % en 1994 et de 2,3 % en 1995.

1995, parallèlement à une aggravation de son chômage.

En Allemagne, « l'actuelle modération des pressions exercées par les salaires et les prix ainsi que la poursuite de la détente des conditions monétaires devraient permettre une reprise progressive de la croissance à partir du second semestre de 1994 », note l'OCDE, qui insiste sur la nécessité de poursuivre le mouvement de baisse des taux. Ceux-ci court terme tomberaient ainsi en Allemagne à 5 % en 1994 et à 3,8 % en 1995, le France suivant la même évolution.

L'économie britannique, quant à elle, stimulée par la dévaluation de la livre en 1993, connaîtrait une croissance plus soutenue que prévu (2,9 % en 1994 et 1995) si la confiance se raffermait et si l'inflation restait faible. L'Europe de l'Est et la Russie, enfin, commenceraient à voir le bout du tunnel en 1995.

France : les exportations favoriseraient la reprise

« L'emploi risque de baisser encore jusqu'au milieu de 1994 et pourrait ne pas augmenter plus vite que la population active jusqu'en 1995. Le taux de chômage pourrait culminer à 12,5 % à la fin de 1994 et amorcer une lente décroissance en 1995 », écrit l'OCDE dans le chapitre de ses prévisions consacré à la France.

« Sous l'effet conjugué d'un chômage élevé et de faibles taux d'utilisation des capacités, le rythme de hausse des salaires et des prix devrait suivre une tendance lentement mais régulièrement décroissante », ajoute l'OCDE, qui prévoit un taux d'inflation de 1,9 % en 1994 après 2,3 % cette année, le revenu disponible des ménages progressant quant à lui de 0,4 % cette année puis encore en 1994.

Pour l'organisation du château de la Muette, « la baisse des taux d'intérêt et une amélioration de l'environnement international pourraient amener une lente reprise pendant l'année 1994 ». Le PIB (produit intérieur brut) de la France, après avoir baissé de 0,9 % en 1993, pourrait augmenter de 1,1 % l'année prochaine et de 2,7 % en 1995. La production

industrielle quant à elle, après avoir baissé trois années de suite (-0,1 % en 1991, -1 % en 1992, -3,6 % en 1993), recommencerait à progresser en 1994 (+2,2 %) et 1995 (+3,5 %).

« L'une des principales incertitudes concerne le moment et l'ampleur de la reprise des exportations (...). Une croissance [de celles-ci] plus faible que prévu obligerait le raffermissement de la demande intérieure », l'OCDE ajoute que, « si l'amélioration des conditions du marché du travail n'était pas suffisante pour influencer la confiance des consommateurs, la demande de ces derniers pourrait être plus faible que prévu » : +0,9 % pour la consommation privée en 1994 par rapport à 1993, avec un taux d'épargne qui baisserait à 12,3 % l'année prochaine.

Autre point d'interrogation : l'investissement des entreprises, « dont le point de retournement est difficile à prévoir étant donnée l'ampleur des capacités inutilisées ». Le mouvement de reprise des investissements pourrait donc intervenir plus tard que prévu, conclut l'OCDE.

Des espoirs encore ténus

Variations en pourcentages et en volume par rapport à l'année précédente

	1993	1994	1995
PIB EN VOLUME			
Etats-Unis.....	2,8 %	3,1 %	2,7 %
Japon.....	-0,5 %	0,5 %	2,3 %
Allemagne.....	-1,5 %	0,8 %	2,2 %
OCDE Europe.....	-0,2 %	1,5 %	2,6 %
Total de l'OCDE.....	1,1 %	2,1 %	2,7 %
INFLATION			
Etats-Unis.....	2,6 %	2,4 %	2,6 %
Japon.....	1 %	0,7 %	0,7 %
Allemagne.....	4 %	2,9 %	2 %
OCDE Europe (à l'exclusion de la Turquie).....	3,2 %	3 %	2,5 %
Total de l'OCDE (à l'exclusion de la Turquie).....	2,5 %	2,3 %	2,2 %
Total de l'OCDE.....	3,3 %	3,2 %	3,1 %
CHÔMAGE			
Etats-Unis.....	6,9 %	6,5 %	6,2 %
Japon.....	2,5 %	2,9 %	2,6 %
Allemagne.....	8,9 %	10,1 %	10,3 %
OCDE Europe.....	10,7 %	11,4 %	11,5 %
Total de l'OCDE.....	8,2 %	8,5 %	8,4 %

Source : OCDE

CLÉS / Structures

■ 24 membres : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est entrée en activité le 1^{er} octobre 1961. Elle a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique, créée en avril 1948, pour établir un programme économique commun servant à répartir l'aide accordée par les Etats-Unis dans le cadre du plan Marshall. L'OCDE compte aujourd'hui comme membres 24 pays développés. La Commission de l'Union européenne est associée à ses travaux.

■ Objectifs : l'OCDE s'est fixé trois objectifs. D'abord, assurer la plus forte croissance possible

de l'économie mondiale et une progression du niveau de vie, tout en maintenant une stabilité financière. Ensuite, contribuer au développement économique des pays du tiers-monde. Enfin, contribuer au développement du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire.

■ Activité : deux fois par an, l'OCDE publie un rapport sur les perspectives de l'économie mondiale. Elle se considère comme « une conférence économique internationale en session permanente » qui permet de confronter l'appréhension des problèmes et les solutions qu'il convient de leur apporter.

(Publicité)
MINISTÈRE DES FINANCES RÉPUBLIQUE DU MALI
BUREAU DES ENTREPRISES PUBLIQUES Un Peuple - un But - une Foi

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le ministre des finances de la République du Mali lance un appel d'offres international pour la cession du GRAND HOTEL DE BAMAKO.

Ne peuvent soumissionner à cet appel d'offres que les professionnels de l'hôtellerie et les personnes désireuses de poursuivre l'activité hôtelière à travers des compétences techniques confirmées.

Le dossier d'appel d'offres, comprenant le présent avis ainsi que le cahier des charges, peut être retiré auprès du secrétariat du

Bureau des entreprises publiques
rue 30, angle 37 - Quinzangbougou
Tél. (223) 22-48-68 sp. 925
BAMAKO (République du Mali)

contre paiement par chèque de banque exclusivement de la somme de cent mille francs CFA (FCFA 100 000) au profit du bureau des entreprises publiques.

Les offres rédigées en langue française devront parvenir en cinq (5) exemplaires au bureau des entreprises publiques au plus tard le 11 janvier 1994, à 16 heures locales.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique dans la salle de conférence du ministère des finances le 12 janvier 1994, à 9 heures locales.

le Ministre
SOUMAÏLA CISSE



**Cette
année
pour
changer,
n'offrez pas le
même cadeau
à tout le monde.**

Le chèque cadeau

Fnac est un bon d'achat d'une valeur de 50, 100, 200 ou 500 F. Il est valable en France sur plus de 100 000* produits, dans toutes les Fnac, Fnac Musique, Fnac Micro, Fnac Service et Fnac Autoradio. Renseignements à l'accueil de votre magasin ou sur le 3615 Fnac. *A l'exception du paiement des prestations de Service Après-Vente, des billetteries de spectacles et de voyages.



AGITATEUR DEPUIS 1954.

Les perspectives de l'OCDE pour 1994

Le pessimisme des milieux industriels accentue le ralentissement de l'activité au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Selon les perspectives économiques de l'OCDE, publiées lundi 20 décembre, le Japon devrait connaître une très faible croissance, de l'ordre de 0,5 %, en 1994. Pour l'heure, le pessimisme des milieux industriels accentue l'effet de ralentissement de l'activité. Le plan pour l'emploi d'un montant de 326 milliards de yens (environ 17 milliards de francs) annoncé vendredi avait été plutôt bien accueilli par les milieux financiers. En revanche, le retard dans l'adoption du nouveau plan de relance - d'un montant de 7000 milliards de yens - a provoqué une sévère correction au Kabuto-Cho qui, avec un recul de 3,6 %, a accusé sa plus forte baisse quotidienne depuis le début de l'année. (Lire page 24.)

Le mois dernier à Amino, petite ville au nord-ouest de Kyoto, au cœur de la péninsule de Tango, région connue pour le travail de la soie, deux ouvriers en fin de carrière se sont pendus au-dessus de leurs métiers à tisser. La chute des commandes, l'endettement, l'ennui, le chômage qui conduit à l'issue fatale. On compte une dizaine de cas de suicides dans la péninsule de Tango en un an. Crise affectant particulièrement un secteur textile artisanal en déclin, inquiétude suscitée par le vieillissement, insuffisance des retraites : ces motifs par manque de travail sont révélateurs de drames sans

fanfare, tragique écho des jours de la récession dans la deuxième puissance économique du monde.

Les suicides dus à des faillites ou au déclin d'une activité, pour dramatiques qu'ils soient, ne sont pas un phénomène nouveau au Japon et leur signification aujourd'hui ne doit pas être exagérée. Au-delà des statistiques, ces miettes de la vie sociale sont néanmoins symptomatiques d'un pessimisme ambiant qui accentue les effets du ralentissement de l'activité économique.

Rappel à l'ordre

L'enquête trimestrielle de conjoncture de la Banque du Japon qui reflète l'état d'esprit des milieux industriels, publiée vendredi 10 décembre, a révélé une nouvelle dégradation de la confiance sur l'évolution à court terme de l'économie. Les instituts de recherche privés (Namura ou Daiwa) préviennent une croissance annuelle de 0,2 % à 0,3 % et une poursuite de la récession en 1994 si la hausse du yen reprend. Quant à la dégradation, réelle et anticipée, du marché de l'emploi, elle entame la confiance des consommateurs, qui vient, en outre, leur salaire diminuer en dépit d'une inflation faible (1,5 %).

Les derniers indicateurs de l'Agence de planification confirment une recrudescence de l'activité au cours de l'automne. Alors que l'on notait une légère reprise

entre juillet et septembre (+0,5 % de croissance), la valorisation du yen a étouffé ce réchauffement. La baisse des bénéfices des entreprises (-23 % au cours des six premiers mois), conjuguée à l'attente d'un gouvernement emprunté dans ses priorités politiques ont contribué, fin novembre, à une chute retentissante de la Bourse, révélatrice de cette crise de confiance.

Ce rappel à l'ordre a incité le gouvernement à annoncer un prochain plan de relance qui pourrait être mis en œuvre avant la fin de l'année. Ayant épuisé les recettes en termes d'abaissement des taux d'intérêt (le taux d'escompte a été ramené à 1,75 % en septembre) et de travaux publics (deux plans en 1993 d'un montant total de 20 000 milliards de yens), il devrait proposer une réduction (de 5 000 à 7 000 milliards de yens) des impôts sur le revenu, compensée ultérieurement par une augmentation de la TVA, qui se heurte toutefois à une forte opposition politique. Les commentateurs manifestent, en outre, un certain scepticisme sur les effets de ces mesures.

Chute de la production industrielle (-5,1 % en octobre), tassement de la consommation et augmentation des faillites, comme du chômage (2,7 % officiellement), qui ira en s'aggravant, étant donnée la dégradation continue du taux de couverture des demandes d'emploi par les offres. Non seulement dans les

PME mais aussi désormais dans les grandes entreprises sont opérées des compressions d'effectifs longtemps reportées.

Pour l'instant, cependant, la situation de l'emploi est caractérisée par trois phénomènes :

1) un sous-emploi dans de nombreuses entreprises, un peu faiblement apparenté à un « chômage déguisé », à cette particularité près que ces employés en surnombre sont encore des salariés ;

2) des dégraissages affectant les employés les plus vulnérables (à contrat temporaire, en particulier les femmes) ;

3) un contraste entre le secteur manufacturier qui comprime les emplois et d'autres (bâtiment, services) qui entretiennent à en créer, ce qui permet, jusqu'à un certain point, des péréquations.

La longueur persistante de l'économie est attribuée à plusieurs facteurs : l'ajustement des capacités de production, après le raz de marée d'investissements de la période de bulle monétaire alimentée par les spéculations de la fin de la précédente décennie (l'excédent de capacité de production est évalué à 20 % par l'institut Nomura), le ralentissement de la demande et la valorisation du yen, qui a fortement entamé la compétitivité des produits japonais à l'étranger, contribuant à un nouveau gonflement des stocks qui, avant l'été, étaient en voie de résorption. S'ajoutent des problèmes plus structurels.

D'abord, la crise des banques qui, avec le dégonflement de la bulle monétaire, détiennent un mince filet de créances douteuses pesant sur leur bilan. Officiellement, celles-ci s'élèvent à 14 000 milliards de yens (en réalité trois ou quatre fois plus). Leur volume a augmenté en septembre de 9 %, ne laissant guère espérer un apurement rapide. On ne peut donc pas s'attendre à ce que les banques reprennent rapidement une activité normale de prêt.

Remise en question du « contrat social » ?

Second problème structurel : la concurrence des pays d'Asie du Sud-Est et de la Chine. Conjointement à la valorisation du yen, elle contraint les industriels à se restructurer : transferts de la production vers l'Asie (grande destination désormais des investissements nippons) mais aussi rationalisation sur place qui pourrait entraîner une progressive remise en question du « contrat social » entre employeurs et employés.

L'une des raisons (mais pas la seule) de la baisse des profits des entreprises nipponnes est qu'elles enserment des salariés sous-employés plutôt que de les licencier. Cette politique atteint cependant un seuil de tolérance. Si la récession se poursuit, les entreprises ne pourront éviter des licenciements. Ce souci de maintien de l'emploi pourrait, en

outre, être compromis, notent des observateurs, par la déréglementation à l'ordre du jour si elle est trop poussée : le maintien de l'emploi implique en effet l'existence de secteurs protégés de la concurrence internationale où est tolérée une faible productivité, dont le coût est assumé par les consommateurs. Ceux-ci sont d'autant plus touchés que ce « non-chômage » se paie d'une peine dans la progression du pouvoir d'achat.

Le ralentissement de l'activité économique nécessite des ajustements douloureux qui remettront en cause certains piliers du « modèle » nippon (comme le salaire à l'ancienneté : une évolution rendue impérative en raison de la modification de la structure démographique). Il appelle aussi une redéfinition globale de la stratégie industrielle nipponne qui pourrait conduire à une désindustrialisation progressive, et contraindre, de l'archipel (les bases de production étant disséminées dans la région), qui deviendrait un importateur de produits manufacturés tout en restant la « tour de contrôle » de la région par ses flux financiers et sa suprématie technologique. Le Japon pourrait ressortir moins affaibli que renforcé de l'épreuve.

A court terme, des observateurs notent que la conjoncture, en dépit d'indicateurs en berne, présente des aspects moins négatifs qu'on ne le pense, qui pourraient permettre une sortie de crise à condition toutefois que le yen ne connaisse pas une nouvelle flambée.

Tout d'abord, la demande globale stagne plus qu'elle ne régresse. Les investissements publics (dont la mise en œuvre a été parfois retardée par le fâcheux repli des administrations, provoqué par une vague d'arrestations dans les milieux des promoteurs) et le construction de logements compensent la chute des investissements des entreprises. Celles-ci avaient augmenté leur capital fixe de 15 à 20 % par an entre 1989 et 1991. Elles continuent à investir en biens d'équipement, à un rythme assurément infiniment plus faible, afin de ménager l'avenir. En d'autres termes, le potentiel de la machine productive, actuellement grippée, ne diminue pas. Or il est considérable : rien qu'en 1991, le Japon a investi 25,4 % de son PNB (725 milliards de dollars) et engagé 100 milliards en recherche et développement. La « dette libre » enregistrée aujourd'hui dans ces deux domaines doit donc être pondérée.

PHILIPPE PONS

La
CIMADE
agit chaque jour pour défendre
le droit d'asile, aider à l'accueil
et à l'insertion des réfugiés,
combattre le racisme et l'exclusion,
soutenir partout dans le monde celles
et ceux qui œuvrent à la justice
et au développement

A
Noël
la
CIMADE
depuis 50 ans
au service des pauvres, des opprimés
et des
exclus
à besoin de vous

La Cimade est agréée, au titre de l'article 2.38-bis 1-2 et 11-2 du code général des impôts. Les dons sont, pour 40 %, déductibles de l'impôt à concurrence de 5 % du revenu imposable. Les legs sont exempts des droits de mutation à titre gratuit.

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Cimade - service ecuménique d'entraide
176, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 44-18-60-50 - CCP 4088-87 Y Paris

REPÈRES

ALLEMAGNE
IG Metall menace
d'un début d'année
chaud

Le président d'IG Metall, Klaus Zwickner, le plus puissant des syndicats allemands, a donné un avertissement sévère, dimanche 19 décembre, à l'hebdomadaire allemand *Bild* : un début d'année chaud, ou en cas où il maintiendrait ses propositions salariales qui conduiraient à une diminution du pouvoir d'achat réel. Les grèves paritaires pourraient conduire à un lock-out et donc à un conflit important ou à « des violences aux conséquences imprévisibles », a ajouté M. Zwickner. Les salariés ne peuvent pas renoncer à des hausses salariales qui compenseraient le taux d'inflation, a-t-il souligné. Dans le cadre des négociations salariales, entamées le 7 décembre, le patronat allemand s'est, pour le moment, prononcé pour une hausse zéro des salaires et pour une réduction du temps des vacances.

DÉLOCALISATION
Demi-transfert
de l'ENA à Strasbourg

Après l'annulation par la Conseil d'Etat du transfert de l'ENA à Strasbourg et son maintien politique par Edouard Balladur (le *Monde* du 27 mai a daté 6-7 juin 1993), André Rossignol, ministre de la fonction publique, a coupé le poir au deux, en trouvant un compromis face à la résistance de la haute fonction publique. Dans le cadre de leur scolarité, les énarques passeront, à compter du 1^{er} janvier 1994, huit mois à Strasbourg contre sept mois à Paris. Le siège de l'École nationale d'administration est bien transféré à la commanderie Saint-Jean à Strasbourg, dont le coût de rénovation s'élève à 153 millions de francs, mais l'école conserve la jouissance des locaux de la rue de l'Université, où seront dispensés les cours relatifs à la gestion de l'Etat.

PRÉVISION
EDF dégagerait
un bénéfice
de 1,7 milliard en 1993

Le bénéfice d'Electricité de France (EDF) sera de 1,7 milliard de francs en 1993 et de 2,7 milliards de francs en 1994, selon un communiqué de la CGC publié, vendredi 17 décembre, à

l'issue du conseil d'administration de l'établissement public. La direction d'EDF confirme l'ordre de grandeur du bénéfice avancé par le syndicat pour 1993. Il s'entend « après prélèvement de l'Etat », qui était de 700 millions de francs en 1992 (pour un bénéfice après prélèvement de 1,8 milliard de francs). Les résultats définitifs d'EDF seront publiés au mois de février.

TÉLÉPHONE
France Télécom
baisse ses tarifs
internationaux

La baisse des prix du téléphone à l'international, qui avait été annoncée pour le 18 décembre, sera de 7,7 % en moyenne et concernera plus de 150 pays, les plus fortes baisses s'appliquant aux communications à destination des pays limitrophes

de la France. Depuis le 18 décembre, les communications à destination de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suisse et du Liechtenstein, ont baissé de 14,2 %, soit 3,85 francs TTC la minute au tarif plein, au lieu de 4,26 francs. Les communications vers les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) ont baissé, pour la première fois depuis 1988, à 7,29 francs la minute au tarif plein, au lieu de 8,27 francs, soit une baisse de 11,8 %. Vers l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Chili, Israël, la Malaisie, le Mexique et la Thaïlande, la minute coûtera désormais 15,88 francs au lieu de 18,24 francs (-14 %). Vers les Etats-Unis et le Canada, la baisse est limitée à 3,4 % au tarif plein, soit 8,89 francs la minute au tarif normal.

CHALLENGES
économiques

Fatigue, surmenage, insomnies

Vaincre le stress

La France en 1994

Renault-Volvo

Le putsch suédois

Les voyantes dans les affaires

FRANCE

Pechiney : la cassette de la CNR

Rossignol a retrouvé les sommets

Hédiard, Fauchon : même combat

MONDE

Alena : la "forteresse Amérique"

CONSEILS

Défiscalisation : les sirènes de la loi Pons

Au bord de la crise de nerfs ?

Testez votre niveau de stress

Ce mois-ci dans

CHALLENGES
économiques

ECONOMIE

ÉTRANGER

Un entretien avec le futur président chilien

Eduardo Frei veut négocier sans hâte la participation du Chili à l'Accord de libre-échange nord-américain

Négociateur, mais sans hâte, une entrée dans l'ALENA (l'Accord de libre-échange nord-américain) ratifié par les États-Unis, le Mexique et le Canada) et réduire les inégalités sociales : telles sont les deux priorités du président élu démocrate-chrétien Eduardo Frei, confortablement élu le 11 décembre avec 58 % des voix. Son principal conseiller économique, Juan Villarza, qui pourrait devenir son ministre des finances lors de la prise de fonctions du nouveau gouvernement en mars, vient cependant de mettre un bâton aux propos tenus pendant la campagne : la priorité devra être accordée aux questions sociales, mais à condition que l'équilibre budgétaire ne soit pas menacé.

SANTIAGO

de nos envoyés spéciaux

Pour une économie comme la nôtre, où les exportations représentent 35 % du PIB, le plus important est de nous protéger du protectionnisme. Dans ce sens, l'adhésion du Chili à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) et l'accès à un marché de 370 millions de personnes à haut niveau de revenu, avec des règles claires, serait un pas très important, nous a déclaré, jeudi 9 décembre, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, à la veille de l'élection présidentielle chilienne qu'il remporte. « Mais l'ALENA n'est pas aussi important pour nous que pour le Mexique, qui a des échanges beaucoup plus volumineux avec les États-Unis », a ajouté M. Frei, qui ne prendra ses fonctions qu'en mars.

Alejandro Foxley, actuel ministre des finances du gouvernement de Patricio Aylwin, du même Parti démocrate-chrétien, est encore plus précis : « Nous n'avons aucune impatience particulière à entamer des négociations dans le cadre de l'ALENA, que ce soit seuls ou avec l'Argentine et le Venezuela comme vient de le suggérer le secrétaire américain au commerce, Ron Brown. D'abord parce que nos exportations sont beaucoup plus diversifiées géographiquement que celles du Mexique : un tiers vers les Amériques, un tiers vers l'Europe, un tiers vers l'Asie-Pacifique. Nous tenons à ces liens économiques équilibrés entre les différents continents. Ensuite, parce que nous continuons d'avancer dans notre politique d'intégration régionale. Nous venons de signer un accord de libre-échange avec la Colombie, qui entrera en vigueur en janvier. Nous en avons un autre avec le Venezuela et un autre avec le Mexique, avec lequel nous avons doublé nos échanges en deux ans. Nous avons, enfin, des accords de complémentarité économique avec l'Argentine et la Bolivie. Nous ne définissons pas notre politique économique en fonction de notre entrée dans l'ALENA, pour la négociation de laquelle aucun calendrier n'a été arrêté jusqu'à présent. »

Une législation sociale plus avancée

« L'accès au marché nord-américain, poursuit M. Foxley, constitue une dimension, l'autre étant l'accès aux marchés asiatiques, à travers l'APEC, dont nous deviendrons membres à part entière l'an prochain. Et si la France nous offrait la possibilité d'un accord de libre-échange bilatéral, nous serions prêts à entamer les négociations la semaine prochaine. Un pays moyennement développé comme le Chili, qui a vécu neuf années consécutives de croissance - 10,4 % l'an passé et 6 % cette année selon les prévisions - a besoin d'un meilleur accès à tous les marchés. »

Le ministre des finances, dont on ne sait s'il fera ou non partie du prochain gouvernement en mars, se refuse à commenter la position de départ du Chili dans les futures négociations dans le cadre de l'ALENA. Qu'advient-il du cultive, qui représente 38 % des exportations chiliennes ? Dans ce secteur, la société Codelco - une des rares entreprises publiques

qui n'ait pas été privatisée - est toujours obligée, par la loi, de reverser 10 % de ses recettes d'exportation à l'armée de terre du général Pinochet. « Nous observons en silence le débat actuel entre la France et les États-Unis et voyons que certains secteurs déjà protégés vont le rester », ajoute cependant M. Foxley.

Le Chili devra-t-il modifier ses normes dans les deux domaines qui ont fait l'objet, dans le cadre de l'ALENA, de négociations supplémentaires après l'arrivée à la Maison Blanche du président Bill Clinton ? « Notre législation est plus avancée que celle des États-Unis en ce qui concerne la protection des droits des travailleurs », soutient M. Foxley. « Sur le plan de l'environnement, il nous faudra encore augmenter de beaucoup nos investissements. Le gouvernement militaire (NIDLR : celui du général Pinochet de 1973 à 1990) n'avait rien fait dans ce domaine. Nous nous sommes retrouvés devant une accumulation de problèmes terribles, dont la pollution de l'eau et l'air » (NIDLR : pour diminuer le smog de Santiago, grave durant les mois de juillet et août de l'hiver austral surtout, les véhicules sont tour à tour interdits de circulation certains jours, comme à Mexico).

ALENA ou pas, la stratégie de croissance tirée par les exportations ne sera pas remise en question. « Le protectionnisme européen, la récession des pays industrialisés, la baisse des cours des matières premières nous ont causé des difficultés », dit M. Frei. « Mais nous avons écoulé une partie de nos excédents - en produits manufacturés notamment - vers l'Amérique latine surtout. Nous allons consolider la deuxième phase de notre stratégie, à savoir exporter plus de biens manufacturés et moins de produits de base que nous achetons les pays industrialisés, comme la pâte à papier, le bois, la farine de poisson. »

Revaloriser le rôle de l'État

Le taux d'investissement du Chili est actuellement un des plus hauts du monde, avec 28 % du PIB et entre 4 et 5 % du PIB pour les investissements étrangers. Mais le « dragage » ou « jaguar » du continent enregistrera cette année un déficit de sa balance commerciale de 800 millions de dollars. « Le déficit des paiements courants représente 2,5 % de notre PIB, ce qui est financable aujourd'hui, demain et après-demain », estime M. Foxley. La première tâche de son équipe fut de veiller au maintien de la croissance, tout en réduisant l'inflation, dont le taux est passé de 25 % en 1990 à 13 % en 1992 (environ 12 % pour cette année). Dressant un bilan de l'action de son gouvernement, M. Foxley se félicite du recul du chômage (4,5 % cette année) et de la pauvreté, qui touche encore un tiers des 13,5 millions de Chiliens (contre 40 % en 1990, selon la CEPAL). A ses yeux cependant, il reste énormément à faire. « Il faut, dit-il, moderniser l'État, revaloriser son rôle de pourvoyeur de services sociaux et, aussi, de régulateur du secteur privé, où des entreprises détiennent des positions monopolistiques ou quasi-mono. »

Lorsqu'on aura ajouté à ce tableau la nécessité de réaliser des investissements « massifs » dans l'éducation, on aura en gros le programme de gouvernement de M. Frei, qui se fixe comme objectif d'« éradiquer la pauvreté extrême » (10 % de la population, selon lui), avant la fin de son mandat, en 2000.

BRUNO ADRIAN et MARTINE JACOT

Les députés italiens ont adopté le projet de budget - Le projet de loi de finances italien pour 1994, qui prévoit un déficit de 8,7 % du PIB après 9,7 % en 1993, a été adopté, samedi 18 décembre, par la chambre des députés. Il devra encore être approuvé par le Sénat, en principe mardi 21 décembre. Le vote de ce budget est l'un des derniers obstacles préalables à la dissolution du Parlement. La probabilité d'élections législatives anticipées se renforce. Elles pourraient avoir lieu dès le mois de mars.

SOCIAL

100 milliards de francs de déficit en 1993 et 1994

Le gouvernement envisage des mesures d'économie sur la Sécurité sociale

Selon Nicolas Sarkozy, « la voie du réajustement des comptes de la Sécurité sociale est celle des économies et non pas l'augmentation des recettes ». Le ministre du budget, qui s'exprimait dimanche 19 décembre devant le Forum RMC/Express, a reconnu qu'aucune mesure n'est encore arrêtée mais il a évoqué « un certain nombre de pistes ». Celles-ci concernent « la restructuration hospitalière, l'équilibre des cotisations, et un certain nombre de remboursements ». « Il me semble que les Français sont des gens suffisamment matures pour qu'on pose clairement le débat », a ajouté M. Sarkozy.

Ces déclarations du ministre du budget font écho à celles de Simone Veil devant la commission des comptes de la Sécurité sociale qui, réunie mardi 14 décembre, avait annoncé un déficit de 57 milliards de francs en 1993 et de 43 milliards de francs en 1994. A cette occasion, le ministre des affaires sociales avait fait allusion à un recours éventuel à la TVA - mais il ne s'agissait pas de réduire le déficit mais plutôt de compenser des allègements de charges sociales - et à une augmentation de la cotisation d'assurance-maladie sur les revenus de remplacement. En effet, les retraités non imposés ne sont pas soumis à cette cotisation, alors que les retraités imposés acquittent une contribution beaucoup plus faible (son taux est de 1,4 %

sur la pension de base et de 2,4 % sur les pensions complémentaires) que celle des actifs (6,8 % sur la part salariale). Si, contrairement à ce qu'indique M. Sarkozy, il n'est pas exclu de recourir à une augmentation des recettes, on voit mal le gouvernement renoncer à de nouvelles mesures d'économies. Celles-ci devraient porter sur l'assurance-maladie qui affichera, pour 1993 et 1994, un déficit cumulé de 54 milliards. Les économies atten-

dues d'une accélération de la politique de restructuration hospitalière étant modestes (M^{me} Veil n'en attend que 3,8 milliards l'an prochain), les pouvoirs publics pourraient introduire, dans le cadre du projet de loi quinquennale sur la protection sociale, des « stabilisateurs automatiques », imposant une correction immédiate de certains déséquilibres. Un ajustement du remboursement de certains médicaments pourrait intervenir. Malgré

la reprise par l'État de 110 milliards de dettes du régime général au 1^{er} janvier, ces projets ne permettraient que d'égaler la marge sur les déficits. Dans les prochains mois, l'évolution des rentrées de cotisations et du rythme de progression des dépenses détermineront l'attitude du gouvernement, qui espère que la trésorerie de la « Sécurité » pourra « tenir » jusqu'à la mi-1995.

J.-M. N.

Alors que les gestionnaires menacent de réduire les pensions

L'État augmenterait sa contribution aux retraites complémentaires

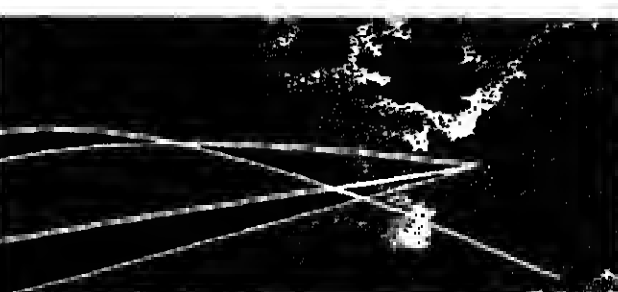
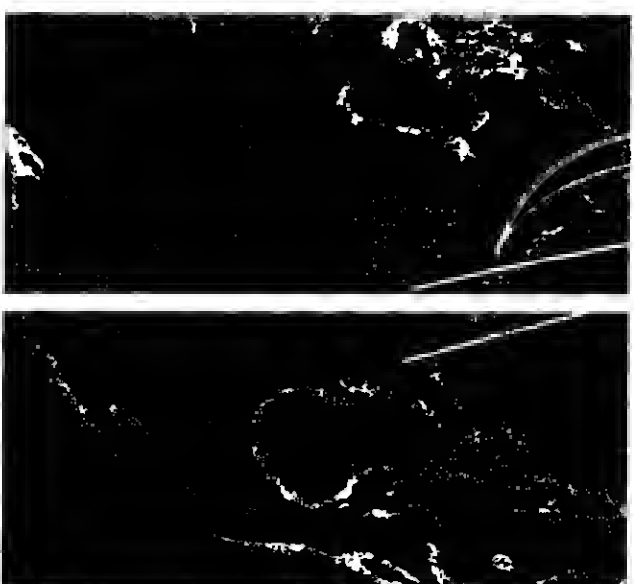
L'État devrait accepter d'augmenter sa participation au fonctionnement de l'ASF (Association pour la gestion de la structure financière), l'organisme qui, depuis dix ans, compense auprès des caisses complémentaires les dépenses liées à la retraite à soixante ans. Simone Veil, ministre des affaires sociales, a déclaré, dimanche 19 décembre lors de l'émission « Sept sur sept », sur TF1, que « l'État est disposé à apporter un certain soutien pour aider à trouver une solution au problème des retraites complémen-

taires ». La contribution des pouvoirs publics pourrait passer de 1 milliard de francs par an aujourd'hui à 1 milliard et demi mais ces moyens supplémentaires ne suffiront pas à équilibrer les comptes de l'ASF qui aura besoin à partir de 1994 de 5 milliards de francs par an. Aussi, M^{me} Veil a-t-elle précisé que le patronat et les syndicats devront nécessairement « accepter notamment d'augmenter les cotisations pour que l'on puisse trouver l'équilibre nécessaire à la fin de l'année ».

Les gestionnaires des caisses de

retraite complémentaires, qui ont brandi la menace d'une réduction autoritaire des pensions de ceux qui cesseraient leur activité avant l'âge de soixante-cinq ans (le Monde du 10 décembre), se retrouveront en fin de semaine. Alors que le CNPF refuse toute augmentation de sa participation, les partenaires sociaux seront confrontés au dosage à respecter entre cadres et non-cadres dans le cas, probable, où serait décidée une augmentation de la cotisation salariale. Un terrain d'entente doit être trouvé avant le 31 décembre.

4 Vols Directs Par Jour*. Plus De 250 Destinations Aux USA. C'est Forcément Delta Air Lines.



Villes desservies	Jours	Départs	Arrivées
Paris (Orly) - New York (JFK)	Quotidien	12 h 15	14 h 45
Paris (Orly) - Atlanta	Quotidien	11 h 35	15 h 10
Paris (Orly) - Cincinnati*	Ma. Je. Sa. Di.	13 h 35	17 h 00
Nice - New York (JFK)	Lu. Me. Je. Sa.	12 h 00	15 h 10
	Ma. Ve. Di.**	9 h 45	15 h 10

Paris-New York, Nice-New York, Paris-Atlanta, Paris-Cincinnati, Delta Air Lines vous propose chaque jour 4 vols directs vers les États-Unis*. De là, notre réseau vous permet de rejoindre plus de 250 villes à travers tout le pays.

Pour plus d'informations et pour toute réservation, contactez votre Agent de voyages ou appelez au 47.68.92.92 pour Paris et au N° vert 05.35.40.80 pour la province, ou tapez sur Minitel 36 15 GO US rubrique Delta.



* Sauf lundi, mercredi, vendredi : 3 vols par jour.
** Via Libanon.
© 1993 Delta Air Lines, Inc.

VIE DES ENTREPRISES

A la suite des conclusions d'une commission d'enquête

Gérard Longuet saisit la justice sur la situation de la société de développement régional de Lorraine

METZ

de notre correspondant

La situation de la société de développement régional (SDR) Lorraine, placée sous le régime de l'administration provisoire depuis le 22 décembre 1992 par la commission bancaire de la Banque de France, est-elle la conséquence d'actes délictueux ? A la demande de René Leuclart (PS), le conseil régional de Lorraine a mis en place une commission régionale d'enquête qui a rendu, vendredi 17 décembre, ses conclusions. Celles-ci ont conduit le président de la région Lorraine, Gérard Longuet, à

décider de saisir le procureur de la République « pour lui demander de mener toute enquête de nature à déterminer les éventuelles responsabilités liées à des actes délictueux ».

Les élus lorrains, appelés à se prononcer sur une participation financière de 13,6 millions de francs au comblement du passif, ont refusé de « payer en fermant les yeux », selon l'expression de l'un d'eux. Le déficit d'exploitation de la SDR lorraine s'élève à 359,4 millions de francs et le passif est estimé, à la fin du premier semestre, à 206 millions de francs. Ce chiffre

est pas définitif. Il pourrait dépasser, selon une évaluation du ministère de l'économie, les 500 millions de francs.

« En vérité il y a plus que des erreurs, des fautes. Des fautes graves qui dépassent le débat politique sur la majorité d'hier ou d'aujourd'hui », affirme Roland Favaro (PC). Dans son rapport, la mission d'enquête régionale relève « la fuite en avant » des dirigeants de Lorraine. « Ce combat offensif a été l'irresponsabilité », affirme René Leuclart, le rapporteur, en interrogeant sur les mouvements boursiers ayant affecté le titre

Lordex avant que sa cotation ne soit suspendue en décembre 1992. « Au moment où quatre établissements bancaires se retiennent du capital sur la pointe des pieds, une société privée ramasse en Bourse toutes les actions vendues, soit 100 000, plus de 9 % du capital », a-t-il lancé à la tribune du conseil régional en précisant : « Quand on voit que la moyenne des transactions est de 3 000 titres par mois, on imagine très vite que 100 000 sur un mois est un acte plus que douteux ».

JEAN-LOUIS THIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACCORDS

DE DIETRICH signe un contrat avec le Roumain. Le constructeur français De Dietrich et la société roumaine d'Etat, Astra SA, ont signé récemment, à Bucarest, un contrat d'une valeur de 215 millions de francs. Cet accord porte sur la livraison d'équipement nécessaire à la construction, en Roumanie, d'une cinquantaine de voitures de chemin de fer de type « Corail ». Il s'agit du troisième volet d'un accord d'une valeur totale de 250 millions de francs payables sur deux ans. Selon les termes de celui-ci, la division ferroviaire et mécanique de De Dietrich s'est engagée auprès d'Astra à lui transférer une partie de sa technologie ainsi qu'à lui fournir des outillages adaptés à la fabrication de wagons Corail. Dans un premier temps, ceux-ci seront destinés uniquement au marché roumain. Le financement de cette opération repose sur un crédit acheteur, cofacé, piloté par la Société générale et garanti par le ministère roumain des finances. Ce contrat, négocié pendant plus de deux ans, est l'un des plus importants décrochés par la société française en Roumanie au cours de ces dernières années. (Corresp.)

LES CÂBLO-OPÉRATEURS britanniques a-t-il été pour concurrencer BT et Mercury. Les câblo-opérateurs sont en train d'interconnecter leurs réseaux en Grande-Bretagne et auront établi, d'ici au milieu de 1995, la structure d'un réseau de télécommunications national visant à concurrencer ceux des compagnies de téléphone British Telecom et Mercury. Un porte-parole de Cable Television Association a indiqué que six câblo-opérateurs avaient déjà relié leurs réseaux à Londres pour la télévision. Ils auront connecté leurs systèmes télépo-

niques d'ici au début de 1994, évitant ainsi d'utiliser les réseaux de BT ou de Mercury pour transmettre leurs appels, a-t-il dit. Ces opérateurs appartiennent pour la plupart à des sociétés nord-américaines, dont NYNEX CableComms, Ecom (filiale de Bell Canada Enterprises) et Southwestern Bell. Le nombre des abonnés aux réseaux téléphoniques de compagnies de câble est passé de 109 000 à 300 000 cette année, et augmentent au rythme d'environ 20 000 par mois.

ACQUISITIONS

SUEDMILCH : les actionnaires approuvent la reprise par Campina. Les actionnaires de la compagnie laitière allemande Suedmilch ont donné récemment leur accord à la reprise de leur société par le néerlandais Campina Melkun. L'annonce de l'accord avait été faite le 30 novembre, après une dernière tentative de BSN pour reprendre Suedmilch. Les actionnaires du groupe allemand ont approuvé également la procédure de règlement judiciaire, demandée le 27 juillet.

ACCOR : prise de contrôle de la chaîne hongroise Pannónia. Accor a annoncé récemment qu'il venait de prendre le contrôle du groupe Pannónia, première chaîne hongroise d'information et de restauration qui vient d'être privatisée. Un consortium d'investisseurs mené par Accor vient d'acquiescer auprès de l'Etat hongrois 51 % de Pannónia, le groupe français détenant par voie d'apport d'actifs trois hôtels Mercurius en Autriche) 36,4 % du capital de la holding. Pannónia exploite 21 hôtels (16 en Hongrie, 4 en Allemagne et 1 en Autriche) représentant 3 874 chambres. Le groupe hongrois gère également la restauration de l'aéroport de Budapest et l'avitaillement, ainsi que des restaurants de la capitale hongroise. Avec 3 000 personnes, il a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 430 millions de francs.

RETRAIT

COMPAQ va cesser de fabriquer des imprimantes en 1994. Le fabricant informatique américain Compaq a annoncé, jeudi 16 décembre, qu'il allait « se retirer du marché des imprimantes au cours du premier semestre 1994 ». « Le segment de marché que nous occupons aujourd'hui est assez étroit et ne génère pas suffisamment de bénéfices pour couvrir notre niveau d'investissement », indique le communiqué, citant le directeur financier de Compaq, Daryl White. « Cette décision ne devrait pas affecter les prévisions de performances de Compaq pour le reste de l'année 1993 », tandis que « les résultats 1994 devraient en bénéficier grâce aux ressources rendues disponibles », ajoute Compaq. Le fabricant texan de micro-ordinateurs avait lancé ses premières imprimantes, à laser, haut de gamme, en septembre 1992. Compaq a indiqué qu'il continuerait à assurer le service après-vente des machines existantes.

MANAGEMENT

GAN : départ à la retraite de Roland Plazen, directeur général. Roland Plazen,

soixante et un ans, directeur général du GAN, a quitté ses fonctions pour partir à la retraite, a annoncé mardi 14 décembre la compagnie d'assurances dans un communiqué. M. Plazen était depuis décembre 1988 responsable de la direction générale Assurance France. Il sera remplacé à ce poste par Bernard Michel, quarante-cinq ans, qui devient directeur général délégué.

MOULINEX : nomination d'un deuxième directeur général. Le groupe Moulinex a annoncé, il y a quelques jours, la nomination à partir du 3 janvier d'un deuxième directeur général, Jules Coulo, aux côtés de Gilbert Torelli. M. Coulo, PDG depuis 1991 du groupe Celsius (appareils de chauffage) a été appelé par le président de Moulinex, Roland Darocau, et sera chargé de « missions opérationnelles ». M. Torelli se consacrant pleinement à la « future structure financière du groupe ». Agé de 58 ans, M. Coulo est ingénieur des Arts et Métiers et titulaire d'un MBA de Harvard. Après un passage chez Fiehet-Bauché, M. Coulo a travaillé pour le groupe Michelin entre 1981 et 1988, notamment comme directeur général du groupe Kleber. Il a également été directeur général du groupe André jusqu'en 1990.

CONTRAT

AIRBUS : Air Canada commande neuf A-340. Air Canada a commandé neuf Airbus A-340-300, dont trois en option, a annoncé la compagnie aérienne canadienne. Le montant de cette transaction n'a pas été précisé, mais il serait de l'ordre de 720 millions de dollars (4,2 milliards de francs) pour la commande ferme. Les livraisons débuteront à la fin de 1995. Il s'agit de la deuxième commande enregistrée pour le long-courrier quadri-moteur A-340 par une compagnie aérienne nord-américaine. Northwest, quatrième compagnie américaine, avait été la première à passer une commande de 24 exemplaires, mais l'avait annulée à la fin de 1992.

CONTENTIEUX

TEXAS INSTRUMENTS poursuit Cyrix en justice. Texas Instruments (TI) a annoncé, lundi 13 décembre, qu'il engageait une action en justice contre le fabricant de microprocesseurs Cyrix Corp., qu'il accuse de ne pas respecter un accord de coopération signé en février 1991. Aux termes de cet accord, TI s'engageait à fabriquer les microprocesseurs élaborés par Cyrix et pouvait en contrepartie profiter de la technologie mise au point par Cyrix. L'accord, qui permettait à TI de se lancer pour la première fois sur ce marché, était apparu aux analystes comme une menace pour la suprématie de Intel, le numéro un mondial du secteur. Texas Instruments affirme que, malgré un an de négociations, Cyrix a refusé de mettre à sa disposition la technologie nécessaire pour produire les modèles M6 (486 SX) et M7 (486 DX). Pour Cyrix, cette plainte est « sans aucun fondement » et c'est TI qui a « failli à ses obligations concernant la production et la propriété intellectuelle aux termes du contrat ».

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 20 décembre ↑
Bonne tenue

La Bourse de Paris maintenait son cap à la hausse lundi 20 décembre, dopée par la très bonne tenue du franc et les traditionnelles opérations d'arbitrage de fin d'année. Après avoir ouvert sur un modeste gain de 0,21 %, l'indice CAC 40 gagnait 0,89 % à 2 211,50 points vers 14 heures. Le marché était très actif, avec 1,333 milliard de capitaux échangés en une heure, et la tendance générale est à l'optimisme.

« Le marché procède à ses traditionnelles opérations d'arbitrage de fin d'année, et la très bonne tenue du franc, passé sous les 3,41 francs pour 1 deutschemark, conforte la Bourse dans sa bonne humeur », explique un opérateur. Le MATIF continuait à voler de record en record et progressait de 14 centimes à 129,80.

Parmi les plus fortes hausses, Michelin (+2,41 %) profitait de l'annonce d'une hausse des tarifs de son concurrent américain Goodyear. En bourse, Plazet Printemps (+3,13 %) après sa forte hausse de la semaine dernière et le Club Méditerranée, qui recule de 0,55 % après l'annonce d'un recul de 1,9 % du chiffre d'affaires et dans l'attente du résultat de l'exercice 1992-1993. Hovis et Générale occidentale (Alcatel-Alsthom) n'ont pas bougé de leur offre publique sur les actions de CEF-Communication, dont la souscription d'actions est à 8 % détenue par Suez et dont les deux actionnaires de concert à 55,9 %, indiquent un avis de la Société des Bourses françaises. Conformément au pacte qui le depuis 1988 ces deux actionnaires de concert à 55,9 %, indiquent un avis de la Société des Bourses françaises. Conformément au pacte qui le depuis 1988 ces deux actionnaires de concert à 55,9 %, indiquent un avis de la Société des Bourses françaises.

BILAN HEBDOMADAIRE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	9 déc. 1993
Total actif	722 114
dont	
Or	159 368
Disponibilités à vue à l'étranger	84 133
Encaissements	10 561
Auxiliaires au Fonds de stabilisation des changes	15 628
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	53 728
Concours au Trésor public	36 030
Taux d'Etat bons et obligations	134 733
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	5 886
Effets en cours de recouvrement	162 778
Effets en cours de recouvrement	17 131
Total passif	722 114
dont	
Billets en circulation	263 782
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	7 035
Comptes courants du Trésor public	106 858
Reprises de liquidités	2 440
Compte spécial de Fonds de stabilisation des changes	8 831
Enca à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	53 802
Reserves de réévaluation des avoirs publics en or	179 318

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres depuis le 7-12-93... 8,20 %
- Taux des passifs de 5 à 10 jours... 7,00 %
- Taux des avances sur titres... 8,75 %

LONDRES

Primes de Noël mirobolantes pour les banquiers de la City

Cambistes et financiers londoniens vont recevoir en fin d'année de formidables primes de résultat en plus de leur salaire de base grâce aux profits réalisés lors de leur départ à la retraite. Une centaine d'autres salariés, moins chanceux, recevront une prime de l'ordre de 1 million de dollars. Les 1 400 employés du siège londonien restants toucheraient au minimum une somme égale au tiers de leur salaire de base, soit un nombre à six chiffres, affirme l'analyste d'un institut financier, qui fonde son calcul sur les profits réalisés par le groupe en 1993.

TOKYO, 20 décembre ↓ Plus forte baisse quotidienne

La Bourse de Tokyo a accusé, lundi 20 décembre, sa plus forte baisse de l'année, en perdant 3,8 % dans un marché qui se plaint de l'absence de perspectives d'un nouveau plan de relance de l'économie, promis pourtant à y a peu par le gouvernement nippon. L'indice Nikkei a chuté de 647,87 points, pour finir la séance à 17 404,24 points. L'indice TOPIX a reculé de 43,22 points à 1 447,25 points. Le volume d'échanges est resté faible (230 millions d'actions) et toujours caractéristique d'un marché de professionnels.

Les banquiers, inquiets de la dégradation de l'activité économique dans l'archipel, se plaignent de voir le gouvernement de Morihiro Hosokawa retarder, une nouvelle fois, l'adoption d'un plan de relance pourtant promis à y a peu et qui devait inclure une baisse des impôts pour faire repartir la consommation. Ils déplorent également le retard pris par les discussions sur la préparation du budget pour l'année fiscale 1994 (avril 1994 à fin mars 1995), qui, normalement, aurait dû être adoptée en conseil des ministres avant Noël.

Les petites entreprises distillent des « week-end » par les responsables de la coalition au pouvoir n'ont pas une dissolution du Parlement en janvier, ont achevé de déprimer les meilleurs d'affaires, qui dénoncent la place prise par les tractations politiques au moment où la conjoncture est à son pire. Des opérations d'arbitrage sur contrats à terme ont également pesé sur la tendance.

VALEURS	Cours du 17 décembre	Cours du 20 décembre
Aluminium	1 280	1 220
Argentine	1 210	1 210
Belgique	1 480	1 470
Canada	1 870	1 880
France	1 850	1 850
Allemagne	1 820	1 820
Italie	1 820	1 820
Grèce	1 820	1 820
Portugal	1 820	1 820
Espagne	1 820	1 820
Irlande	1 820	1 820
Grande-Bretagne	1 820	1 820
Autriche	1 820	1 820
Belgique	1 820	1 820
Canada	1 820	1 820
France	1 820	1 820
Allemagne	1 820	1 820
Italie	1 820	1 820
Grèce	1 820	1 820
Portugal	1 820	1 820
Espagne	1 820	1 820
Irlande	1 820	1 820
Grande-Bretagne	1 820	1 820
Autriche	1 820	1 820

CHANGES

Dollar : 5,84 F ↑

Lundi 20 décembre, le deutschemark reculait à 3,4140 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens. Le dollar s'élevait à 5,84 francs à la mi-séance, contre 5,8370 francs le 17 décembre.

	17 déc.	20 déc.
FRANCOFUT	17 déc.	20 déc.
Dollar (en DM)	1,7835	1,7125
TOKYO	17 déc.	20 déc.
Dollar (en yen)	189,34	189,27

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (20 déc.) : 6 1/2 % - 6 5/8 %
New-York (17 déc.) : 2 1/8 % - 2 1/4 %

BOURSES

	16 déc.	17 déc.
SBF, base 1000 : 3 112,87		
Indice CAC 40 : 2 168,26		2 196,44
SBF, base 1000 : 3 112,87		
Indice SBF 120 : 1 499,77		1 518,05
Indice SBF 250 : 1 457,81		1 465,52
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Industrielles	16 déc.	17 déc.
Industrielles	3 756,14	3 753,57
LONDRES (indice Financial Times)		
Industrielles	16 déc.	17 déc.
Industrielles	3 311,29	3 337,18
100 valeurs	2 496	2 496
30 valeurs	253,68	257,69
Milieu d'Etat	106,97	107,16
FRANCOFUT		
Dollar	17 déc.	20 déc.
Dollar	2 137,45	2 151,82
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	16 déc.	17 déc.
Nikkei Dow Jones	16 851,91	17 404,24
Indice global	1 490,47	1 447,25

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,8430	5,8450	5,8910	5,8945
Yen (100)	189,34	189,27	189,34	189,27
DM	3,4140	3,4140	3,4140	3,4140
Deutschemark	3,4140	3,4140	3,4140	3,4140
France	3,4140	3,4140	3,4140	3,4140
Libre sterling (1000)	166,25	166,25	166,25	166,25
Libre sterling	166,25	166,25	166,25	166,25
Franc suisse (100)	4,1548	4,1593	4,1593	4,1593

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	2 1/4	2 3/4	2 1/8	2 1/2	2 5/8	2 7/8
DM	6 1/2	6 3/4	6 1/8	6 1/2	6 5/8	6 7/8
Deutschemark	6 1/2	6 3/4	6 1/8	6 1/2	6 5/8	6 7/8
France	6 1/16	6 5/16	6 3/16	6 1/2	6 5/8	6 7/8
Libre sterling (1000)	4 1/2	4 5/8	4 3/8	4 5/8	4 7/8	4 15/16
Libre sterling	4 1/2	4 5/8	4 3/8	4 5/8	4 7/8	4 15/16
Franc suisse (100)	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 7/16	5 1/2	5 3/4
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 7/16	5 1/2	5 3/4
Deutschemark	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/2	5 5/8	5 7/8
Libre sterling	5 1/2	5 3/4	5 1/8	5 1/2	5 5/8	5 7/8

Les cotes sont indicatives, pratiquées sur le marché interbancaire des devises, pour des

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BNPI

BNP INTERCONTINENTALE

Conseil d'Administration de la BNPI du 15.12.1993

Le Conseil d'Administration de la BANQUE NATIONALE DE PARIS INTERCONTINENTALE s'est réuni le 15 Décembre 1993 à 15 h 30 sur convocation de son Président, M. René THOMAS. M. THOMAS a souhaité être déchargé de ses fonctions de Président de la BNPI, tout en demeurant Administrateur.

Le Conseil a porté M. Jacques Henri WAHL à la Présidence de la BNPI et a nommé M. René THOMAS, Président d'Honneur.

Il a en outre coopté M. Vivien LEVY-GARBOU, Directeur Général-Adjoint du Groupe BNP, comme nouvel Administrateur.

GROUPE
BNPSIRÈNE
BASE DE
DONNÉES

SIRÈNE, La Source Sûre

Le seul fichier exhaustif des entreprises françaises et leurs établissements mis à jour quotidiennement.

La référence de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE - INSEE - Bureau 208 E - 18 Blvd Adolphe Poincaré 75007 Paris Cedex 14

مكتبة

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 20 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7.13

Cours relevés à 13 h 30
C 40 : +0.71 % (2212.06)

[illegible]**Comptant** (selection)**Sicav** (sélection) **17 décembre**[illegible]

Marché des Changes

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINITEL

Matif (Marché à terme international de France)[illegible]

RADIO-TELEVISION

LUNDI 20 DECEMBRE

TF 1

15.20 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée Noël.
17.50 Série : Héros et les garçons.
18.20 > Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
Invité : Ticky Holgado.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Variétés : Stars 90.
Emission présentée par Michel Drucker. Spécial Noël.
22.40 Magazine : Faut pas pousser.
Présenté par Pierre Bellemare. Dossier : les surprises de la boîte aux lettres ; témoignage d'une jeune chômeuse recrutée par une agence de voyage ; les viticulteurs ou négociants peu scrupuleux qui trompent les consommateurs.
0.10 Sport : Boxe.
Championnat du monde WBA des poids mi-moyens : Virgil Hill (États-Unis) - Guy Winters (Australie), à Wollaton, États-Unis.

FRANCE 2

15.45 Variétés : Les Chansons aux chansons.
Gains au casino.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Magazine : Giga.
Avec les séries : Un toit pour dix ; Sauvés par le gong ; La Princesse de Bel-Air.
18.40 Jeu : Un pour tous.
Invité : Jeanne Longo.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 > Téléfilm : Les Mâtresse du pain.
D'Hervé Baslé (1^{re} partie).

Le magazine de l'économie internationale de l'environnement vient de paraître : Collectivités locales ; un plan Marshall Environnement ; Après l'accident de l'A-10 : l'alternative du transport combiné ; En l'honneur et par abonnement.
REVUES VALEURS LEVELOS 140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS
Tél. : 47-31-1129 - Fax : 47-31-45-73

22.35 > Magazine : Savoir plus.

Présenté par François de Closets. La science à-t-elle renoncé à Dieu ? 1. Y a-t-il un dieu à l'origine de l'univers ? avec les astrophysiciens Hubert Reeves et Jean-Pierre Luminet et le père Guy-Marcel Maréchal ; 2. Y a-t-il un dieu à l'origine de l'homme ? avec les biologistes et paléontologues Yves Coppens, Stephen Gould et Amédée de Ricqlès.
23.55 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.
Aux Antilles.

FRANCE 3

15.15 Série : La croisière s'amuse.
Téléfilm : Le Cours au pouvoir.
Le Grand Classe.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Paris, histoire d'une ville, sous la direction de Jean-Robert Pitte.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Le Grand Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Cinéma : Octopussy.
Film britannique John Glen (1983).
23.00 Journal et Météo.
23.30 Magazine : L'Atelier 258.
Présenté par Jacques Charval. Invité : Philippe Starck, designer. Rapports : John Gellman, créateur de mode, de Nescha Defontaine ; Philippe Starck et les univers virtuels, de Philippe Grandjean ; Créations d'instruments de musique, de Ken Butler et Stéphane Vatelot ; de Thierry Silghini ; Condition : William Wegman photographes de chiens, d'Alain Joris.
0.25 Danse : Réves d'hiver.
Chorégraphie de Kenneth Mac Millan d'après les Trois Sœurs, de Tchekhov ; Musique de Tchaïkovski.

CANAL PLUS

15.15 Magazine : Têches dimanche (rediff.).
16.05 Magazine : L'Œil du cyclone.
16.35 Cinéma : Hot Shots.
Film américain de Jim Abrahams (1981).

16.00 Canaille peluche.
La Famille Addams.
En clair jusqu'à 20.35.
18.30 > Ca cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
Invité : Ludmila Mikail et Didier Sandre.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Time Bomb.
Film américain d'Avi Nesher (1990).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Le Journal du cinéma.
22.15 Cinéma : Que les gros salaires vivent le droit.
Film français de Denis Granier-Deferre (1982).
23.50 Cinéma : Beau fixe.
Film français de Christian Vincent (1992).
1.20 Cinéma : Panics.
Film américain d'Andrew Fleming (1989).
2.40 Surprises.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00.
16.55 Documentaire : Ni travail, ni famille, ni patrie.
De Moscou (rediff.).
18.30 Cinéma d'animation : Snark.
19.00 Série : The New Statesman.
De Geoffrey Sax (v.o.).
19.30 Documentaire : L'œil d'essai.
Les incendies de forêt en Sibirie ont-ils une influence sur notre climat ? D'Angelika et Peter Schödl.
20.30 Cinéma : Playtime.
Film français de Jacques Tati (1967).
22.35 Cinéma : Macadam.
Le Roman du Pierre-Hall, documentaire de Pierre Philippe. 1. De 1995 à 1998.
23.35 Documentaire : Rencontres.
Richard Krauthammer, Journées romaines, de Philippe Colin.
0.20 Court métrage : Deux jours dans le Wisconsin.
De Rick Wilson (13 min).

M 6

17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations.
Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ciné 6.

20.50 Cinéma : Terreur sur le Britannica.
Film britannique-américain de Richard Lester (1974).
22.45 Téléfilm : Complot contre Hitler.
De Lawrence Schiller.
0.25 Six minutes première heure.
0.35 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat.
Paul-on se passe des paysans ? Avec Edgar Pienin, Eric Forcinio, Jacques Julliard, Michel Lablanc.
21.30 Dramatique.
En direct de la radio, de Madeleine Lef. L'écroulé du théâtre.
22.40 La Radio dans les yeux.
Avec Jean-Claude Gallota.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Jean-Claude Gallota.
0.50 Musique : Coda.
Sister Rosetta Tharpe (1).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct d'Haléstad) : Quatorze cordes en ré mineur op. 56, de Stravinsky ; Concerto pour violon, de Beethoven ; Cor et sonnet à cordes, de Mendelssohn ; Quatuor à cordes n° 5 op. 102, de Bartok, par le Nouveau Quatuor d'Haléstad (Lars Söderström, 1^{er} violon ; Petri Aarnio, 2^e violon ; Iari Angervo, alto ; Jari Kuitanen, violoncelle).
23.05 Par François Degrooges. Sérénade mélancolique pour violon et piano op. 28, de Tchaïkovski ; Quatuor à cordes n° 10 op. 61 n° 1, de Brahms.
0.00 L'Heure bleue.
Transatlantique, par Xavier Prévost.

Les interventions à la radio
RTL 18 heures : Hélène Carrère d'Encausse et le Père Di Falco.
Radio-Shaïm, 18 h 30 : Nilsen Zwiil et le grand débat.
Europe 1, 18 heures : Jacques Fournier, PDG de la SNCF (« Club de la presse »).
France-Inter, 19 h 20 : « En direct du CERN, à Genève, voyage au cœur de la matière », avec Hubert Curien, Georges Charpak, Philippe Dordain.
France-Culture, 20 h 30 : « Peut-on se passer des paysans ? », avec Edgar Pienin, Eric Forcinio, Jacques Julliard, Michel Lablanc.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Honte et pull-overs

De l'écran géant d'où tombait comme du ciel l'image des damnés de Sarajevo, que j'allais-je ? De la honte. Dans la grande salle du Conseil de l'Europe, un échafaudage politico-humanitaire français avait accepté sa sol-à, pour ARTE, de recevoir sur la tête quelques saux de honte. Et quelques journalistes et cinéastes de Sarajevo, réunis en duplex dans le studio de la télévision bosniaque, étaient venus les leur déverser. Etait notre honte, n'est-ce pas encore une manière de nous donner bonne conscience ? Je suis impuissant, mais j'ai honte. Honte pour moi, qui fais peu, mais davantage encore pour tous ceux qui ne font rien, et m'empêchant de faire davantage (les humanitaires fustigeant ainsi les politiques, les Français les Allemands, et tout le monde de l'ONU). Avec Sarajevo pour jury, cet étonnant duplex d'humiliation par consentement mutuel s'apparentait à des 7 d'or de la honte. La honte la plus étonnante : la plus silencieuse ; la plus attérée ; la plus belle ; la plus désabusée, etc.

Et un autre, faussement rassurant : « Ne vous en faites pas, les Européens. Vous n'y êtes pour rien. Cette guerre, c'est notre faute. Nous sommes dans la merde parce que nous sommes stupides. » Mais même contre cet humour noir, nul à Strasbourg ne protesta. Dans leur attention, ils avaient bien droit à l'humour noir ! L'émission était aussi retransmise par la télévision bosniaque, les habitants de Sarajevo virent encore contempler un film accablant. Des marques et des slogans occidentaux respirant l'aisance et l'insouciance - Beaujolais nouveau, Club Med, Côte d'Azur, Euro Disney - y défilaient sur l'écran, sur fond de cadavres d'enfants bosniaques. La « message » était transparent : pendant que vous vous gavez, le massacre continue. Le présentateur nous informe que l'auteur de ce film était Olivier Toscani. On espère que ce nom de Toscani n'évoque rien aux Bosniaques. On espère qu'il ne s'agit pas de ce Toscani qui le concepteur des immortelles campagnes publicitaires d'un fabricant de textiles italiens, utilisant notamment des réfugiés albanais et un malade du SIDA en phase terminale. Et que celui qui les transfère en avions militaires à l'honneur avait précédemment employé la même talant à vendre des pull-overs. A notre tour, on avait honte qu'on nous vienne taire que nous étions, avec notre honte et nos pull-overs.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Na pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 21 DECEMBRE

TF 1

5.55 Série : Intrigues.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.20 Club Dorothée avant l'école.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Feuilletton : Hôpital central.
9.45 Feuilletton : Haine et passions.
10.30 Série : Mémoires.
11.00 Série : Tribunal.
11.30 Feuilletton : Santa Barbara.
12.00 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tout compte fait.
13.35 Feuilletton : Les Faux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.20 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée Noël.
17.50 Série : Héros et les garçons.
18.20 > Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
Invité : Gérard Lanormand.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tout compte fait.
20.50 Cinéma : Qui veut la peau de Roger Rabbit ?
Film américain de Robert Zemeckis (1988).
22.35 Divertissement : Ciné gags.
22.45 Téléfilm : Anges ou démons ?
De Pierre Almouy.
0.20 Magazine : Le Club de l'enjeu.
Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weiller. Dernière diffusion de cette émission.
0.55 Journal et Météo.
1.00 Magazine : Reportages.
Les Enfants du courage (rediff.).
1.30 TF 1 nuit (et à 2.05, 2.35, 3.35, 4.35).
1.35 Documentaire : Embarquement porte n° 1.
2.10 Documentaire : L'Aventure des plantes.
Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.45).
4.40 Musique.
5.05 Feuilletton : Les Aventures du jeune Patrick Picaud (3^e épisode).

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilletton : Secrets.
8.30 Téléfilm : Avec le journal à 7.00, 7.30, 9.00.
8.30 Feuilletton : Amourusement vôtre.

8.55 Feuilletton : Amour, gloire et beauté.
8.15 Magazine : Martin bonheur.
Thème : « Les repas de fêtes de fin d'année ».
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Mots.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.40).
12.20 Jeu : Ces années-là.
12.59 Journal et Météo.
13.40 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.55 Série : L'Alphé.
15.55 Tiercé, en direct de Vincennes.
16.05 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Gains au casino.
16.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.20 Magazine : Giga.
Avec les séries : Un toit pour dix ; Sauvés par le gong ; La Princesse de Bel-Air.
18.45 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.50).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 > Téléfilm : Les Mâtresse du pain.
D'Hervé Baslé (2^e partie).
22.45 Magazine : Bas les masques.
Présenté par Mireille Dumas. De la vie la nuit.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.
Aux Antilles.
1.30 Magazine : J'aurais tant mon livre.
Diffusé sur France 3 le 19 décembre.
2.25 Magazine : Savoir plus (rediff.).
3.40 Dessin animé (et à 5.05).
4.25 24 heures d'info.

FRANCE 3

7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups.
8.00 Les Méduses.
10.55 Série : Mondo.

REVEILLON EXCLUSIF
RESERVE AUX EPICURIENS
du 30 décembre 93 au 2 janvier 94
À SAINT PETERSBOURG
Séjour au GRAND HOTEL EUROPE LUXE
+ visite privée du musée de l'Ermitage
+ concert privé au Palais Mouchkine
Prix par personne : 19.750
MOOVING
Téléphone : (1) 40 30 09 66

11.45 La Cuisine des muséographes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Divertissement : Soucoupe volante.
13.30 Série : La Conquête de l'Ouest.
15.15 Documentaire animalier.
15.45 Cinéma : Les Amours célèbres.
Film à sketches français de Michel Boisrond (1981).
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
La Parole resuscitée, de Vital Chatalinski.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Cinéma : La Triomphe de Babar.
Film d'animation franco-canadien d'Alain Bours (1989).
Avec les voix de Christian Alers, Vincent Barozzi, Marie Vincent.
22.00 Journal et Météo.
22.30 > Les Brûlures de l'Histoire.
Magazine présenté par Laure Adler et Patrick Rotman. La gastronomie dans l'histoire. Autour de la table de Bernard Lecomte à Souleau en Côte-d'Or.
23.25 > Concert : Messe solennelle.
De Berlioz. Par le Chœur et l'Orchestre de la Philharmonie nationale de France, dir. Jean-Paul Pénin ; Solistes : Christa Pfriffer, soprano ; Ruben Valsquez, ténor ; Jacques Perrot, baryton-basse. Enregistré le 7 octobre au théâtre de la Ville, à Paris.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Canaille peluche.
Le Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 8.05.
7.30 Ca cartoon.
8.05 Magazine : Têches dimanche (rediff.).
9.00 Téléfilm : L'Obsession de Pat Bennett.
De John McCalla.
10.30 Flash d'informations.

10.35 Cinéma : IP 5.
Film français de Jean-Jacques Beineix (1992).
En clair jusqu'à 13.35.
12.30 Magazine : La Grande Famille.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Le Journal du cinéma.
13.40 Cinéma : Que les gros salaires vivent le droit.
Film français de Denis Granier-Deferre (1982).
15.15 Magazine : 24 heures.
18.15 Cinéma : Beau fixe.
Film français de Christian Vincent (1992).
17.45 Surprises.
18.00 Canaille peluche.
La Famille Addams.
En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Ca cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
Spécial François Degrooges.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : La Zèbre.
Film français de Jean Pollet (1992).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Mammbo Kings.
Film américain d'Arne Glimcher (1991, v.o.).
23.50 Cinéma : La Tentation de Vénus.
Film britannique d'Istvan Szabo (1991).
1.45 Cinéma : Le Rescapé.
Film français d'Okacha Touta (1988).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00.
17.00 Danse : Speaking in Tongues.
De Paul Taylor. Avec The Paul Taylor Dance Company (rediff.).
17.55 Documentaire : Chronique de la Piccola Russia.
De Hugues Le Poige (rediff.).

DÉTAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Devi de trouver moins cher !
Les plus grandes marques et la qualité aux plus bas prix.
Sélectionnés : Paris pas cher, Paris continues, etc.
CANAPÉS - SALONS
CLIC-CLAC
Garantie 5 ans
Livraison gratuite. 2 500 m² d'expo
MOBECO : 42.08.71.00
Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h

19.00 Série : The New Statesman.
19.25 Documentaire : Vittorio Mussolini.
Cinéma et fascisme, de Jean-Christophe Rose.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
Une séquence quotidienne tournée dans une rue du quartier de Bracovska, et montrée le jour même sur place par une équipe de Point du jour, pour que Sarajevo ne sombre pas dans l'indifférence. Jusqu'à 21 mars.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée théâtre.
20.41 > Portrait : Verge Feuille.
De Thierry Thomas et Fabienne Pascaud.
21.40 Théâtre : Le Mariage de Figaro.
Pièce de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec André Marcon, Denis Châtel, Dominique Blanc (195 min).

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 8 Manager.
7.15 Les Martins d'Olivia (et à 8.05). Emission présentée par Olivia Adricco.
9.00 M 6 boutique. Télé-achat.
9.35 Musique : Souffrance des clips (et à 10.05, 0.50).
10.55 Série : Jet Set.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.35 Série : Les Routes du paradis.
13.25 Série : Roseanne.
14.00 Magazine : La Vie à pleins tubes.
Vidéo : Vanessa Paradis.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations.
Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.40 Noël sur M 6.
Les programmes des fêtes présentés par Caroline Avon.
Série : Les Enfants d'Avonles.
Conversion. La Par. Avec Sarah Polley, Zachary Bennett.
Série : Mission impossible. Le Fugit.
23.20 Série : Solo, brigade des stupés.
L'Affaire Gesteur.
0.15 Informations : Six minutes première heure.
Musique : Flashback.
2.30 Rediffusions.
Voir et revoir la France (Versailles) : Salzbourg, Festival et contrepoint : Blues for Two ; Cheval, mon ami ; Fox O ; Les Enquêtes de Capital.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
La temps dans les sciences. Avec Edouard Brzin, Etienne Klein, Pascal Tassy, Olivier Rolin.
22.40 Les Nuits magnétiques.
Passions.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Nicole Loret (1).
0.50 Musique : Coda.
Sister Rosetta Tharpe (2).
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 29 mars 1992 à la Radio de Varsovie) : La Grande Pique russe, de Rimski-Korsakov ; Concerto pour violon et orchestre en ré mineur op. 47, de Sibelius ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 54, de Tchaïkovitch, par l'Orchestre radio-symphonique de Berlin, dir. Yuri Temirkanov.
22.00 Les Voix de la nuit.
Par Henri Gorenfeld, Pallesse, ecte II, de Leoncavallo ; Joseph, extrait, de Mohul ; Faust, extrait, de Gounod ; Les Pêcheurs de perles, extrait, de Bizet.
23.09 Concert (donné le 7 octobre au théâtre de la Ville) : Messe solennelle, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de la Philharmonie nationale de Cracovie, dir. Jean-Paul Pénin. Représenté en simultané sur France 3.

FUTONS LITIERIE NATURELLE
100% CHAÎNE (USA) : matras 3 personnes, bois massif certifié, matelas 2 personnes, matelas 100 % latex 140 x 200, garantie 5 ans
2990€
RUCON Ap 14 cm, 7 matelas de 17 ans
COTTON COMPANY
70, rue de la République - 93000 Levallois-Perret
Tél. : 47 31 11 29 - Fax : 47 31 45 73
100 rue de la République - 93000 Levallois-Perret
Tél. : 47 31 11 29 - Fax : 47 31 45 73
100 rue de la République - 93000 Levallois-Perret
Tél. : 47 31 11 29 - Fax : 47 31 45 73
100 rue de la République - 93000 Levallois-Perret
Tél. : 47 31 11 29 - Fax : 47 31 45 73

AU JOUR LE JOUR

Temps

La conquête du pouvoir est l'activité principale, et naturelle, des hommes et des femmes politiques. L'exercice du pouvoir est une activité annexe n'ayant de sens, pour celui qui en exerce un, que de le mettre en position d'accéder à la marche suivante de l'escalier de lumière où les suffrages l'ont mis. Et le plus vite possible.

Il y a neuf mois qu'Edouard Balladur occupe le poste de premier ministre. Quand on lui demande le bilan de son action — notamment dans la lutte

PROCYON

Les réformateurs «eltsiniens» n'auront pas la majorité à la Chambre basse du Parlement russe

La commission électorale a proclamé officiellement, lundi 20 décembre, l'adoption de la nouvelle Constitution russe, approuvée par 58,4 % des suffrages exprimés au référendum du 12 décembre, avec une participation de 54,8 %.

Dans l'attente des résultats des élections

législatives, les estimations sur la répartition des 450 sièges de la chambre basse (le Douma) donnent 68 sièges au Parti communiste, 49 au Parti agraire, 22 au Parti démocratique de Russie et 74 au parti de M. Jirinovsk, contre 101 à la principale coalition pro-elsinienne Choix de la Russie — le reste

allant aux «démocrates» plus ou moins opposants ou contristes. A quelques jours de la première visite à Moscou du président Clinton, le 12 janvier, les dirigeants occidentaux ont l'occasion de faire le point sur leur politique à l'égard de la Russie en général et de Boris Eltsine en particulier.

COMMENTAIRE

Le soutien de l'Occident au président russe est-il justifié?

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec Claude Got

Chef du service d'anatomie pathologique de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, le professeur Claude Got est une des rares personnalités médicales à militer pour l'instauration en France d'une politique de santé publique (page 2)

INTERNATIONAL

«Culture de la paix» au Salvador

Avec l'aide de l'ONU, ce petit pays d'Amérique centrale a réussi à sortir d'une guerre civile qui a fait soixante-quinze mille morts en douze ans. (page 5)

Algérie : conférence nationale en janvier

Prévue à l'origine pour le 31 décembre, la fin de la mission du Haut Comité d'Etat est repoussée au 31 janvier 1994. (page 6)

POLITIQUE

La «perpétuité réelle» adoptée au Sénat

Les sénateurs ont maintenu en deuxième lecture l'essentiel du dispositif adopté par l'Assemblée nationale sur cette nouvelle sanction pénale. (page 11)

SOCIÉTÉ

Les «aveux» de Francis Heaulme

Mis en examen pour le meurtre du petit Joris, un enfant de dix ans retrouvé mort en avril 1989, ce marginal de 34 ans étale les confessions complaisantes — dans lesquelles il s'accuse de plusieurs assassinats commis à travers la France — et dénégations farouches. (page 14)

SPORTS

Football : le pari américain

Le tirage au sort de la quinzième coupe du monde de football, organisée en Amérique du 17 juin au 17 juillet 1994, a été effectué à Las Vegas. Les organisateurs espèrent que cette compétition permettra de relancer le football professionnel aux Etats-Unis. (page 18)

CULTURE

Françoise Pollet au Metropolitan

Avec le retour des Troyens, d'Hector Berlioz, la cantatrice française a fait son entrée à l'Opéra de New-York dans le rôle de Cassandra. (page 20)

ÉCONOMIE

Les perspectives 1994 de l'OCDE

Selon l'Organisation de coopération et de développement économique, la croissance restera modérée en 1994 et s'accompagnera d'une montée du chômage. Pour la France, l'une des principales incertitudes repose sur l'ampleur de la reprise des exportations. (pages 21 et 22)

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel au Sénat

Les sénateurs ont entrepris la discussion, en première lecture, du projet de réforme du système audiovisuel adopté le 4 décembre par l'Assemblée nationale. (page 17)

Services

Abonnements VII
Marchés financiers 24 et 25
Annonces classées 26
Cartes, Mots croisés 26
Loto, Loto sportif 26
Radio-Télévision 27

La télématique du Monde :
3616 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier Le Monde-
L'Économie à l'échelle 13X

Demain

Sciences-Médecine

«Les charlatans d'Aphrodite» : le conseil de l'ordre des médecins et la direction générale de la santé s'attaquent aux dérives de la chirurgie esthétique.

Le numéro du Monde
daté 19-20 décembre 1993
a été tiré à 518 526 exemplaires

JUSQU'À présent, la réaction occidentale aux scrutins du 12 décembre en Russie est à peu près unanime, et se résume à deux conclusions simples : le résultat des élections législatives marquées par le succès de l'extrême droite nationaliste est constamment, pour ne pas dire inquiétant. Mais l'adoption de la Constitution votée par Boris Eltsine est un grand motif de satisfaction, et il marque un progrès de la démocratie.

Cette attitude est paradoxale. Les démocrates occidentaux sont rassurés parce que la nouvelle Constitution donne à M. Eltsine des pouvoirs assez considérables pour ignorer le verdict des urnes. «Je suis optimiste sur la poursuite des réformes», a ainsi déclaré le vice président américain Gore, venu à Moscou à l'issue d'un scrutin marqué par une cuisante défaite de «réformateurs» qui avaient pourtant bénéficié des avantages considérables du pouvoir, au cours d'une campagne électorale conduite selon des règles dictées par l'Occident.

L'optimisme de M. Gore a pourtant de très fortes chances d'être déçu. M. Eltsine, qui garde le silence depuis huit jours, est certes poussé par les responsables du «Choix de la Russie» à poursuivre dans la même voie, et même à s'abriter dans les rangs des responsables de l'exécutif coupables d'avoir adopté ces dernières années une position plus «centriste» ou plus conservatrice. Tout indique cependant qu'une telle attitude se révélerait intenable. Même si le président russe profite des circonstances pour régler quelques comptes, il finira, comme il l'a d'ailleurs déjà fait, de nombreuses reprises, sa politique. Déjà, la loi sur les privatisations est dans la ligne de mire, et d'importantes subventions à l'agriculture ont été décidées.

L'indépendance est également certain en politique étrangère. Le ministre des affaires étrangères Andreï Kozirev peut bien expliquer à ses homologues occidentaux que rien ne va changer et que seul le président détermine les principes de la diplomatie russe. Il dit aussi, devant un autre auditoire, exactement le contraire : à Mourmansk, où il a été élu député à la chambre haute, M. Kozirev a ainsi déclaré au lendemain du scrutin qu'il était «parfaitement clair qu'un certain correctif devrait être apporté à la politique intérieure et extérieure». A titre d'exemple, il a indiqué qu'il était disposé à poser lui-même la question de l'interdiction du retrait des troupes russes de Lettonie et

d'Estonie, et que si les gouvernements des Etats baltes ne se préoccupaient pas «d'améliorer la situation des populations russophones», «la position de Moscou se durcirait».

M. Kozirev n'avait d'ailleurs pas attendu les élections pour multiplier les déclarations élogieuses, concernant en particulier les zones «d'intérêt spécifique de la Russie», qu'il situe aussi bien dans l'ex-URSS qu'en Europe de l'est. Son ton nouveau a d'ailleurs suscité de vives inquiétudes, en particulier au Kazakhstan, et bien entendu en Ukraine.

Les responsables de l'OTAN doivent-ils faire semblant de ne pas entendre, ou y répondre, à l'instar du ministre allemand des affaires étrangères, M. Kinkel, des raisons supplémentaires de ne pas imiter Moscou? Ne faudrait-il pas plutôt marquer les limites, adresser au Kremlin un signal clair et lui faire savoir qu'il faut choisir entre deux langages, et deux attitudes? Si la seule réponse des démocrates occidentaux était une attitude «d'apaisement», consistant en particulier à maintenir l'Europe de l'est dans son statut de «no man's land», il est quasiment certain que l'ensemble de la classe politique russe, de Vladimir Jirinovsk à Boris Eltsine, y trouverait un encouragement à durcir encore son attitude.

L'interminable dépouillement du scrutin du 12 décembre ne peut dispenser de tirer une autre leçon : une forte majorité de l'électorat a clairement montré soit qu'il n'adhère plus à la politique de Boris Eltsine, soit qu'il la condamne expressément. Le nombre des abstentions s'est considérablement accru depuis le référendum d'été dernier, et en dépit des conditions très particulières dans lesquelles ont eu lieu ces élections, l'ensemble des listes gouvernementales ou approuvées n'aurait que moins d'un tiers des sièges à la Douma.

Contre quoi au juste les Russes ont-ils voulu protester : la situation économique, les énormes inégalités sociales, la corruption généralisée, leur propre humiliation et l'arrogance des «démocrates» au pouvoir, ou encore les méthodes brutales utilisées par Boris Eltsine pour liquider le précédent régime? Contre tout cela à la fois, car tous ces thèmes se mêlent dans les conversations.

Un fait au moins est certain : ce sont les hommes de Boris Eltsine qui ont reçu une gifle, et le président lui-même est atteint. D'autant plus gravement que, face à ce Parlement tout fraîchement élu, le mandat du président a pris un

sérieux coup de vieux. Certes, la Constitution a été adoptée, et avec elle ce paragraphe des dispositions «transitoires» qui permet à l'actuel occupant du Kremlin d'élire au terme de son mandat initial, juin 1996. Mais il n'y avait guère d'autre choix, puisque, selon les propres termes de Boris Eltsine, c'était soit la Constitution, soit «la guerre civile» (l'argument n'a d'ailleurs convaincu qu'à peine 30 % des inscrits).

Pas de «troisième mandat»

Affirmer que M. Eltsine a reçu ainsi son «troisième mandat», est totalement abusif. Comment oublier que lorsqu'il a été désigné au suffrage universel, en juin 1991, la situation du pays était radicalement différente. Le poste auquel M. Eltsine a été élu en juin 1991 était en fait celui d'un chef d'Etat en second : l'URSS existait toujours; et c'est M. Gorbatchev qui était au Kremlin. Tout ce qui s'est passé depuis, de l'écroulement de l'Union soviétique au bain de sang qui a suivi la dissolution du Parlement — décidée en violation de la Constitution sur laquelle M. Eltsine avait prêté serment — devait conduire M. Eltsine à organiser une véritable élection présidentielle anticipée, comme il s'y était d'ailleurs engagé.

N'est-ce pas courir à la catastrophe, ouvrir la porte à l'irresponsable démagogie qui est sorti victorieux du scrutin législatif? Rien n'est moins sûr. Le vote pour Vladimir Jirinovsk, était un vote de protestation, à mi-chemin entre le colère et le pied de nez. Il a été émis à l'occasion de l'élection d'un Parlement dont on savait à l'avance qu'il n'aurait à peu près aucun pouvoir. Mis en demeure de faire un choix qui déterminerait réellement l'avenir du pays, les Russes y regardaient très certainement à deux fois avant de confier leur destin à un aventurier. Une telle élection présidentielle serait en fait l'occasion de vider l'abîme, de lever l'hypothèque que le «facteur Jirinovsk» fait désormais peser sur la politique de la Russie.

Certes, il y a un «risque» sérieux que M. Eltsine soit battu, à supposer qu'il se présente. Mais le risque qu'il soit défait par M. Jirinovsk est par contre minime. Le principal danger qui menace la Russie aujourd'hui, ce n'est pas le fascisme, c'est la politique conduite par le pouvoir actuel, vient même de déclarer, devant un auditoire scandalisé, un démocrate de la première heure, Iouri Afanassiev. La tenue d'une élection présidentielle anticipée

devrait également contribuer à opérer une sélection parmi les personnalités qui, déjà, apparaissent comme des candidats «relégués» à la succession.

Bien entendu, on peut aussi considérer qu'il est plus prudent pour l'Occident de continuer à miser sur son champion, même si le dit champion n'a plus vraiment la cote dans son propre pays. C'est ce qu'on avait fait pour Mikhaïl Gorbatchev. D'une manière générale, les responsables occidentaux ont presque toujours donné la préférence à l'occupant du Kremlin, considéré comme un gage de stabilité. Mais peut-on vraiment — sauf à fermer délibérément les yeux — ne pas voir par quelle moyenne, et à quel prix, cette «stabilité» a été assurée? L'Occident, à aucun moment, n'a bronché. Ni quand Boris Eltsine a dissous le Parlement, ni quand il a imposé le blocus de la Maison Blanche, ni quand il a fait bombarder un bâtiment occupé par des centaines de civils. Pas un Parlement occidental n'a émis la moindre condamnation sur le sort fait à une Assemblée, peut-être antithétique, mais élue. Les responsables qui se sont succédé Moscou, M.M. Balladur, Kohl, Delors, Gore, n'ont pas admis la moindre réserve sur la méthode, exprimé la plus petite compassion pour les victimes.

Pour un certain nombre de Russes, une telle attitude, ajoutée à l'imposition de réformes économiques «radicales», ne peut avoir qu'une explication : l'Occident, délibérément, pousse à la catastrophe, encourage le Kremlin à poursuivre une politique suicidaire, avec pour objectif ultime l'effondrement total de la Russie, dont l'écroulement de l'URSS n'a été que la préface.

L'explication est sans doute totalement paranoïaque, conforme à cette «théorie des complots» dont réveille la classe politique russe. Mais elle révèle un problème fondamental : prêter la démocratie et approuver sans sourcil les méthodes qu'aucun pays occidental n'accepterait pour lui-même contribue à nourrir le soupçon, et à dégoûter du «modèle» qu'on prétend proposer aux Russes. Que ceux qui pensent que la Russie n'est pas mûre pour une vraie démocratie, ou qu'elle ne le sera jamais, le disent. Mais recourir à un «Realpolitik», pas forcément efficace d'ailleurs, d'un langage hypocrite présente un risque majeur : celui de tuer l'espoir, et la foi en la démocratie. Et de favoriser en retour cette «réaction» que l'on craint tant.

JAN KRAUZE



BP France vous souhaite
un Joyeux Noël et une Bonne Année...

2109 suppressions de postes chez Renault en 1994

Renault devrait annoncer le 29 décembre un plan social portant sur la suppression de 2109 suppressions de postes (sur un total de 58 000 salariés) en 1994 après 2 249 en 1993. Ce plan prévoit 1 170 départs en préretraite FNE et 940 départs volontaires aidés. Le reliquat devrait être obtenu par l'intérim, notamment, des préretraites progressives.

Assassinat d'un maire adjoint de la banlieue d'Alger. — Le vice-président de la Délégation exécutive communale (DEC), suppléant les municipalités islamistes dissoutes) de Gué-de-Constantine (banlieue sud d'Alger) a été assassiné, samedi 18 décembre, par deux hommes armés, a rapporté lundi le quotidien indépendant *El Watan*. Lakhdar Baali était également membre de la Kasma (cellule) du Front de libération nationale (FLN, ancien parti unique) de cette localité. — (AFP)

APRÈS LA MORT DE FÉLIX HOUEY
Côte-d'Ivoire

Une nouvelle récolte de
et les conditions de travail des

ANOUAN

«P»

Le 18 décembre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, pour lui remettre le rapport de la mission d'enquête sur les événements de la nuit du 17 au 18 décembre 1993. Le rapport, qui a été lu par le président, fait état d'une «situation de fait» et d'une «situation de droit».

Le 18 décembre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, pour lui remettre le rapport de la mission d'enquête sur les événements de la nuit du 17 au 18 décembre 1993. Le rapport, qui a été lu par le président, fait état d'une «situation de fait» et d'une «situation de droit».

Le 18 décembre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, pour lui remettre le rapport de la mission d'enquête sur les événements de la nuit du 17 au 18 décembre 1993. Le rapport, qui a été lu par le président, fait état d'une «situation de fait» et d'une «situation de droit».

هنا من الأمل

Le Monde

Chronologie/éphéméride



En novembre, on a vu « mûrir » des dossiers qui se sont dénoués tout récemment : la rupture Renault-Volvo, la négociation finale du GATT, la semaine de quatre jours chez Volkswagen. Et dans les décennies passées...

page VI

Lettre de Francfort



Malgré les difficultés qu'il connaît, le « modèle allemand », qui marie efficacité économique et avantages sociaux, se démontre sa vitalité, pronostique notre correspondant à Francfort Eric Le Boucher.

page VII

Opinion : Comment régresser ?



On s'obstine à établir de faux diagnostics sur les bouleversements économiques mondiaux, écrit Albert Merlin. A toujours dire que c'est « la faute des autres », ou de la productivité, on ne se prépare qu'à la régression.

page VIII

MODE D'EMPLOI
Humeur, par Josée Doyère : Noël de orlé. La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon : Task force. Consommation : Radiomessagerie pour tous. Livres : Walras et le service public. Notes de lecture. Agenda.
PERSPECTIVES III à V
Le Gabon désargenté : Disney America joue le nationalisme. **OPINIONS** VII et VIII
Le valeur temps, par Claude Charrel. **CONJONCTURE** IX
Les prix : Modération persistante. L'Amérique du Sud : Perspectives encourageantes. L'Uruguay : Coup d'arrêt. Le cinéma : Une industrie supprotégée.

L'ÉCONOMIE

A-côtés

La mafia des Pères Noël

Défiant le froid, la crise et les procès-verbaux, des paumés en cape rouge ont envahi le boulevard Haussmann. Dans l'illégalité...

A croire cet inspecteur de la sécurité du Printemps, il y aurait deux sortes de Pères Noël : « Les tireurs et les toucheurs ! » Tireurs ? De sacs. Et toucheurs d'enfants... C'est peu dire que les responsables des grands magasins voient d'un très mauvais œil la rituelle invasion des Pères Noël devant leurs vitrines, impuissants qu'ils sont à endiguer un phénomène qui leur échappe complètement. « Comment les enfants peuvent-ils encore y croire, s'interroge une bonne âme, quand ils voient toutes ces capes rouges alignées en rangs d'oignons sur le trottoir ? » « Un fléau, une vraie mafia ! Et puis ça fait mauvais genre ! », renchérit-on aux Galeries Lafayette.

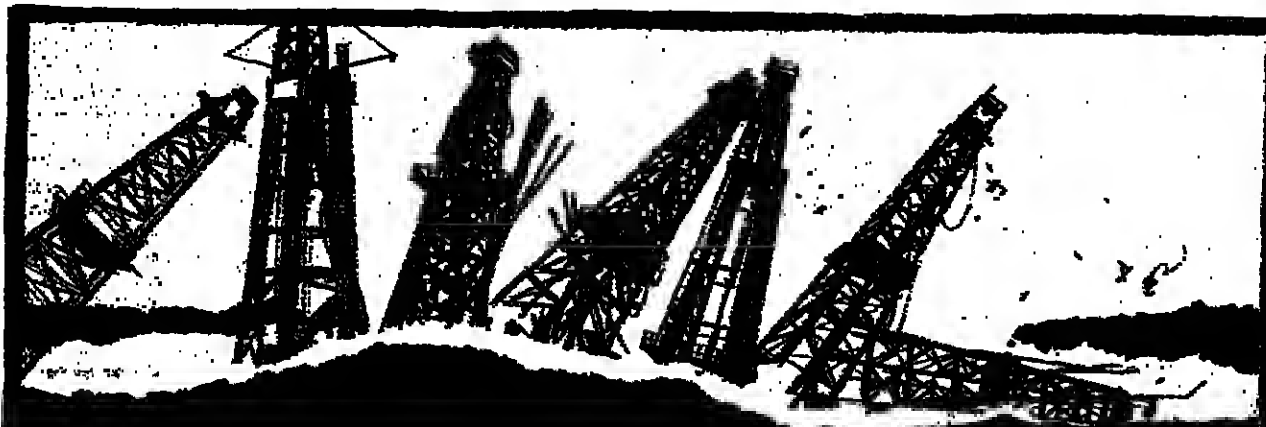
Question d'image de marque et... de concurrence, car tous ces « usurpateurs » font de l'ombre au « Père Noël officiel » que tous les grands magasins engagent en contrat à durée déterminée et installent dans un « studio photo » plus ou moins bien aménagé. Chaque année à Paris, dès la première quinzaine de novembre, une ribambelle d'hommes encapuchonnés, déguisés avec plus ou moins de bonheur (barbe blanche et perruque itou, cape ou tunique rouge cachant mal le jean et les baskets) prennent d'assaut les trottoirs du boulevard Haussmann.

Philippe Baverel

Lire la suite page V

LES PRIX DU BRUT AU PLUS BAS DEPUIS 1973

Pétrole : vingt ans après



1973 : premier choc pétrolier. Les prix du brut triplent en trois mois. Le règne des maîtres de l'or noir commence. 1993 : les cours du pétrole sont retombés pratiquement à leur niveau d'il y a vingt ans. La boucle est bouclée. Les consommateurs triomphent et les producteurs paient très cher leur arrogance passée. Pourtant les pays consommateurs auraient tort de se réjouir trop fort. La baisse des cours n'aura pas le même effet qu'en 1986, et l'arrogance en matière pétrolière ne paye jamais longtemps.

Lire les articles de Dominique Gallois et Sophie Gherardi page III

APRÈS LA MORT DE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

Côte-d'Ivoire : les atouts du bon sens

Une bonne récolte de cacao, un certain raffermissement des cours... et les leçons tirées des erreurs passées autorisent les Ivoiriens à être optimistes

ABIDJAN de notre envoyée spéciale

« POURQUOI se plaindre ? La récolte est bonne et nous avons désormais l'assurance que la prochaine ne restera pas sous les arbres », Bédié Loubet est plantureux de cacao depuis des lustres. Comme son père et son grand-père. Sur cette terre fertile de la région de Diwo, à plus de 200 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan, les cultures - café, cacao mais aussi manioc et cola, cette fois « amères comme le diable » qui intervient abondamment dans la fabrication du Coca-Cola - s'entremêlent dans un fouillis généreux, au milieu d'une brousse luxuriante.

Les difficultés que traverse la Côte-d'Ivoire ne prêtent guère à sourire ; ce pays avait bâti toute son économie sur le cacao et le café, et les cours mondiaux de ces deux matières premières se sont effondrés de façon vertigineuse. Entre 1986 et 1991, le cacao a vu son prix baisser de 59 % et celui du café de 72 %. C'était autant de recettes en moins pour les caisses de l'Etat qui choisit d'emprunter en attendant des jours meilleurs : la dette extérieure du pays s'élève actuellement à 17,5 milliards de dollars, soit une fois et demie son PIB. Mais Bédié n'a pas ces chiffres en tête. Il est soulagé à cause d'une récente déclara-

tion de René Amany, président de la fameuse Caisse de stabilisation (CAISTAB), et... de la mort du président Félix Houphouët-Boigny.

La Caisse de stabilisation est une pièce maîtresse de la filière du cacao ainsi que de celle du café. Equivalente du FEOCA européen, c'est elle qui donne aux paysans l'assurance d'un revenu garanti. Aussi élogé que soit Bédié de la capitale, il est assuré que sa récolte de cacao sera achetée au moins 4 francs le kilo et que « le vieux » ne sera plus là pour empêcher la vente de la prochaine : « Houphouët est mort mais les cacaoyers restent debout. »

Bédié Loubet pense que le décès du « président-plantureux », annoncé pour le 33^e anniversaire de l'indépendance du pays, sera presque - il n'ose le dire - bénéfique. Fini le temps des embargos ruineux. L'année dernière, la décision d'Houphouët-Boigny de retirer du marché mondial la récolte intermédiaire, celle qui se déroule entre mai et juillet, lui a coûté très cher. Comment le président a-t-il pu croire que de laisser pourrir les cabosses sous les arbres redresserait les cours ? Bien sûr, les marchands de cacao ont profité de la situation et ont raffiné toute la récolte à moitié prix. Étranges, inquiets à l'idée de ne pouvoir financer la rentrée scolaire, les planteurs ont vendu, trop contents de trouver acquiescents.

« Le Sage », autre surnom du président, ne

était plus depuis longtemps, de l'avis de Bédié Loubet. Une dizaine d'années à peu près.

Il était facile de fulminer contre la spéculation, les multinationales, tout en vendant du « cacao-président » (1) à un prix inférieur à celui imposé pour son propre pays. Il était facile de s'abîmer dans une vision surdimensionnée de la cabosse. Croire qu'on pouvait faire sauter le marché en se servant des « cultures de rente ». Comme l'arabiste (compromis entre arabica et robusta qui se révèle un fiasco).

Et puis sa basilique - la fameuse, la plus grande du monde - hors du temps, hors de propos. Dieu n'en demandait pas tant. Les Ivoiriens non plus. D'ailleurs, ils ne s'y aventurent presque jamais. Trop éloignée. « Tout ce qui marche ici est à l'échelle humaine », estime un exportateur qui ne veut pas être cité.

Bédié Loubet partage cet avis. La gestion économique de la Côte-d'Ivoire souffrirait de la vision d'un Houphouët-Boigny vieillissant.

Marie de Varney

Lire la suite page IV

(1) Lire à ce sujet la Guerre du cacao - Histoire secrète d'un embargo, Jean-Louis Gombaud, Corinne Moutout et Stephen Smith. Calmann-Lévy, 1990.

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration
for International Management

- Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration
for International Management

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
- Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : ANA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

CONSUMMATION

Radiomessagerie pour tous

Avec la montre-« pager », la radiomessagerie cherche à déborder le marché professionnel pour toucher le grand public

La radiomessagerie permet aux abonnés d'être joints en permanence lors de leurs déplacements, grâce à un récepteur de poche, le « pager », qui reçoit - via les ondes radio - des messages, numéros de téléphone à rappeler d'urgence (fonction numérique) ou textes courts (fonction alphanumérique) du type : « Rendez-vous avec M. Dupont reporté à 16 heures ».

L'ancêtre, Eurosignal, avait été créé par les PTT en 1975, pour répondre aux besoins du personnel d'astreinte. Sur le déclin aujourd'hui, le système associe simplement un voyant lumineux à un numéro de téléphone à rappeler. Pour prendre la relève, Alpha-pager et Opérateur, respectivement lancés par France Telecom et TDF (Télédiffusion de France, devenue depuis filiale de France Telecom), sont apparus en 1987.

Avec un peu plus de 300 000 abonnés (1), soit 0,5 % de la population, la France accuse un retard considérable par rapport aux Etats-Unis, au Japon ou à d'autres pays européens, Grande-Bretagne, Suède et Norvège, par exemple. Une trop faible notoriété, en dépit de récentes campagnes de publicité, des coûts encore relativement élevés (2) et la concurrence du téléphone mobile expliquent cette situation.

Pendant longtemps, les seuls utilisateurs de la radiomessagerie ont donc été les professionnels de l'urgence : médecins, plombiers, réparateurs d'ascenseurs... auxquels se sont ajoutés les avocats depuis que la loi prévoit leur présence lors de la garde à vue. Mais, peu à peu, d'autres milieux s'y intéressent : « On constate, explique Marc de Villepin, directeur du marketing de France Telecom Mobiles Radiomessagerie, que le produit entre dans les entreprises par les cols bleus, puis monte progressivement dans la hiérarchie. La radiomessagerie aujourd'hui perd sa connotation d'astreinte, de fil à la patte, pour devenir un moyen rapide et discret de prendre connaissance d'informations diverses, en cours de réunion, par exemple ».

De façon générale, le « pager » demeure perçu comme un outil de travail : « On ne le rapporte pas chez soi, le soir », remarque Jean-Paul Cochard, directeur du département radiocommunications de TDF. Et encore moins le week-end.

CRÉNEAU • Pourtant, c'est bien ce créneau de l'utilisation par les particuliers qui cherche à développer certains acteurs du marché, à commencer par les fabricants de terminaux. Motorola, l'un des sept constructeurs présents en France, vient de commercialiser, en partenariat avec la FNAC, un récepteur à moins de

1 000 francs, dont la publicité vise en priorité les jeunes de moins de trente-cinq ans, « pour une partie de tennis, un rendez-vous décalé ou une soirée improvisée... », vante un dépliant. Pour l'occasion, les appareils adoptent des couleurs vives fluorescentes « qui attirent l'œil sur les rayons, bien que les acheteurs préfèrent le noir ou le blanc », confie Jérôme Coutant, directeur des ventes chez Motorola. L'opération semble réussie, puisque les ventes de la FNAC sont passées, cet automne, d'une cinquantaine d'unités dans

l'année à plusieurs centaines par mois. Les spécialistes prévoient que les prix continueront à baisser, pour atteindre d'ici un an ceux du marché américain (à partir de 500 francs). Dans le même registre, une Swatch-« pager », associée à Alphapager, vient de faire son apparition, et TDF travaille également à la sortie d'une montre, baptisée « Receptor », qui offrirait, en plus des messages numériques individuels, de brèves informations boursières, sportives et météorologiques.

1994 verra également l'arrivée de la concurrence face au monopole de facto de France Telecom. Le ministère de l'Industrie vient de donner l'autorisation d'exploiter une nouvelle norme de transmission, Erms (European Radio Message System), utilisée dans dix-huit pays et capable de véhiculer des textes nettement plus longs. Une licence a été attribuée à France Telecom et deux autres à des groupes privés : Bouygues et la Générale des eaux. Les deux nouveaux concurrents promettent de se démarquer de l'offre actuelle en innovant sur les services, mais aussi sur les prix.

Pour Bernard Dodeman, directeur général de TDR (société française de transmission de données par radio), filiale de la Générale des eaux, « la seule solution pour s'étendre à l'avenir, c'est de viser le grand public, donc de proposer des tarifs d'abonnement intéressants ». De leur côté, les opérateurs en place font mine de saluer l'arrivée de la concurrence pour stimuler la consommation, avec, toutefois, une pointe d'inquiétude : « En Grande-Bretagne, les prix sont descendus tellement bas que plus personne ne gagne d'argent », met en garde Jean-Paul Cochard, de TDF.

Florentin Collomp



(1) Alphapager : 170 000, Eurosignal : 85 000, Opérateur : 55 000.
(2) De 80 à 270 francs par mois selon les abonnements, et 1 500 à 3 000 francs pour l'achat du terminal, sans compter le prix majoré des communications.

HUMEUR • Par Josée Doyère

Noël de crise

ON ne peut pas dire que cette année, pour les fêtes de Noël, vous soyez vraiment défoncés. C'est pas que vous soyez devenus radins, radins, mais enfin...

Ne perions pas des dépenses (parfois excessives) des plus fauchés : ou ils sont sages et, comptant sur le sou, abordent la révéillon et le matin de Noël avec un sentiment intense de frustration : faute d'avoir pu s'offrir ni offrir l'inutile objet porteur de rêve, ils se sont rabattus sur le tristounet « cadeau utile » ; les autres font des folies incompatibles avec l'état réplaple de leur porte-monnaie sur le thème : « C'est bien joli de se priver du nécessaire, mais s'il faut en plus se priver du superflu ! », ce qui leur réserve des réveils douloureux en 1994.

On envisage l'habitude, en période de crise, que les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches. C'est probablement toujours vrai. Mais il semble que les riches deviennent à leur tour parcimonieux et retrouvent les vertus classiques de la bourgeoisie la plus traditionnelle, sur le thème, cette fois : « Contrairement à ce qu'un vain peuple pense, les économistes de bouts de chandelle, ce sont toujours des économistes, et les petits ruisseaux font les grandes rivières ».

Ainsi, j'ai découvert le star d'une vante de charité à Paris, dans le seizième arrondissement : la « pompe à air ». Je ne savais pas que ça existait. Ça se présente comme un tire-bouchon, et ça sert à pomper l'air des bouteilles de vin entamées : sans air, le vin n'aurait pas et on pourra siffler tout à loisir le fin

du château-yquem, du château margaux ou du chambard de la très bonne année. C'est est fini des petits plats savants ou régionaux, à base de fonds de bouillie, déguisés les ardeurs-mains de fête : plus de callosités au sauternes et aux pruniaux, d'entrées marchant de vin, de bœuf bourguignon, voire de rognons de porc au champagne (il paraît que la pompe à air marche aussi avec le champagne, mais je n'ai pas vérifié). Ça n'était pas génial pour le cholestérol, tout ça, mais c'est rudement bon...

Non ! On peut se permettre désormais, grâce à ce gadget, d'offrir une très bonne bouteille à deux, quand on est voué aux sages presque solitaires, puisqu'on pourra la finir après, sans que le divin nectar ait perdu son bouquet... Mais c'est égal, ça fait un peu mesquin.

Du côté des gosses, on fait encore des efforts, et je me suis laissé dire que le micro-ordinateur pour môme, ça marche encore très fort, parfois d'occasion. Une scène pourtant m'a laissée rêveuse, l'autre semaine, lors d'un cinquantenaire anniversaire familial auquel j'étais conviée. Après le champagne, j'ai vu trois ou quatre gosses de la famille jouer comme des fous au milieu de la pièce avec... les bouchons au pied gonflés, les petits ruisseaux font les grandes rivières. Leur jeu a duré plus d'une heure, et une jeune femme a dit, avec un rien de dépit dans la voix : « Quand je pense qu'on se ruine tous les ans pour leur offrir des machines à bruler... ».

Si tout ça se répand, ça n'annonce pas de reprise, ni dans l'industrie ni dans le commerce.

LA COTE DES MOTS

Task-force

Les milieux politiques aiment bien recourir à des métaphores maritimes, et l'on ne compte plus, les références au « gouvenail », à la « barre », au « navire », qui résiste à toutes les tempêtes, etc.

En économie aussi, on voit de telles comparaisons. Ainsi relève-t-on parfois dans des articles et ouvrages économiques l'expression « task-force » (détachement spécial), habituellement cantonnée au domaine militaire pour désigner, surtout depuis la seconde guerre mondiale, un groupement temporaire de navires de guerre - ou bien une force d'intervention constituée de troupes d'armées différentes (terre, air, mer).

On retrouve donc cette notion de rassemblement temporaire quand ce nom composé est utilisé pour qualifier un groupe de personnes, réunies pour leurs compétences afin d'étudier, sur une période délimitée, un projet censé répondre à un « problème précis » (commission ministérielle de terminologie des finances, *Journal officiel* du 31 janvier 1989). Ce groupe est chargé ensuite de surveiller étroitement l'exécution dudit projet. De là l'équivalent officiellement préconisé pour remplacer task-force : groupe de projet. Il ne nous semble pas bien pendable d'employer de temps à autre, pour faire image, l'anglicisme martial. Mais à condition de n'en point abuser !

On peut vouloir faire ressortir l'aspect « exotique » en imprimant en italique le mot composé, sans trait d'union dans ce cas : task force, ou bien « franciser » par l'adjonction d'une... « division » à cette force d'action rapide (1).

Jean-Pierre Colignon

(1) « Division » est le nom du trait d'union, dans le jargon de l'imprimerie.

LIVRES

Walras et le service public

Le grand économiste français a aussi fourni les fondements de la doctrine française des services publics, dont on n'a compris que tardivement les limites

ŒUVRES ÉCONOMIQUES COMPLÈTES
d'Auguste et Léon Walras,
Economica.

EN quatorze volumes, (dont une moitié sont déjà publiés (1)), les chercheurs du Centre Auguste-et-Léon-Walras de Lyon nous offrent une édition soignée des œuvres du plus grand économiste français du dix-neuvième siècle, Léon Walras, et de son père, Auguste Walras. L'Université française rend donc hommage à celui qu'elle refusa il y a un siècle. Une leçon à méditer, aujourd'hui que nombre d'économistes français exercent encore à l'étranger, alors que les possibilités de retour dans les universités françaises sont plus grandes que jamais.

Il n'est pas question ici de résumer l'œuvre de Walras. Mais, à l'heure de la privatisation et de la libéralisation, il est peut-être utile de relire ce que Léon Walras écrivait sur les monopoles dans le volume X de ses œuvres complètes, *Études d'économie appliquée*.

Walras fustige, comme non scientifique, l'approche des économistes libéraux français (comme Michel Chevalier) ou anglais (l'école de Manchester), qui, quelle que soit la question qu'on leur pose, n'y voient qu'une seule et unique solution - l'initiative individuelle s'exerçant dans la plénitude de sa liberté - tout comme la réaction éternelle des universitaires allemands à cet individualisme excessif.

Analysant le cas des chemins de fer, il observe tout d'abord que la théorie de la concurrence parfaite n'est pas valable pour les biens et services publics. Il n'explique pas, comme le feront plus tard Wicksteed et Bowen, la nature fondamentale des biens publics : ceux-ci ne peuvent être détruits par l'usage et souvent personne ne peut en être privé. Il invoque seulement une mauvaise perception de leurs besoins par les consommateurs. Mais il en déduit ce qu'on appelle le problème du « passager clandestin » : chaque usager sous-estime l'utilité sociale de sa

contribution, ce qui entraîne une offre insuffisante. Pour Walras, les chemins de fer sont en partie un bien public. De plus, estime-t-il, « la voie constitue un monopole naturel et la traction en constitue un autre ».

Pour la voie, son argument est celui qui est encore utilisé aujourd'hui : l'existence de rendements d'échelle et d'économies d'envergure. Pour la traction, selon lui, il ne peut y avoir qu'un nombre limité d'affruteurs, et « la concurrence entre un nombre limité d'entrepreneurs n'est qu'un fait transitoire, à la suite duquel se produit le fait définitif du monopole d'un seul, fondé sur la ruine des autres, ou du monopole de tous ou de quelques-uns établis par coalition ». Il en conclut qu'un monopole d'Etat est nécessaire, sans préjuger l'intérêt d'une réglementation fondée sur la comparaison des performances.

CREDO • Au passage, il critique par avance la solution qu'on envisage aujourd'hui en Angleterre : « On s'est fait figurer, au début, pouvoir laisser sur les chemins de fer comme sur les routes et les canaux la liberté de parcours à divers entrepreneurs de transport, mais on a bien vite reconnu que l'entrepreneur du transport devait y être en même temps l'exploitant de la voie ».

En ce qui concerne la tarification, Walras rejette l'idée d'une différenciation selon les clientèles - il n'en voit pas la nécessité malgré l'importance des coûts fixes - et propose d'aligner les tarifs sur le coût moyen pour atteindre l'équilibre budgétaire. S'appuyant sur Adam Smith, il estime que cela assure l'existence d'une clientèle prête à payer suffisamment, d'où l'intérêt de construire ces équipements.

Anticipant l'objection des économistes qui récusent le monopole d'Etat selon « l'éternelle objection tirée de la prétendue incapacité de l'Etat à faire aucune affaire », Walras refuse de doter l'individu de toutes les vertus et l'Etat de tous les défauts. Il énonce alors ce qui demeure encore le credo de l'administration française : « Là où l'esprit

politique est formé, la presse libre et sérieuse, les fonctions publiques sont convenablement remplies, et des magistrats intègres, de braves officiers, des administrateurs éclairés et d'habiles ingénieurs sont une besogne souvent très considérable pour une rémunération parfois fort modique. La considération et l'honneur sont, il faut le reconnaître, des mobiles d'activité naturels à l'homme aussi bien que le désir de gagner beaucoup d'argent. L'Etat a son rôle à jouer, et le sien, il faut avoir confiance en l'Etat dans la limite de ses attributions comme en l'individu dans la limite des siennes ».

Lorsqu'il reconnaît l'intérêt de l'« esprit mercantile » pour la gestion, Walras propose de confier la gestion des monopoles, avec un système de contrôle assurant la sauvegarde des investissements.

Ces arguments fondent encore la position de l'administration française (voir par exemple le livre récent de Jacques Fournier, président de la SNCF, *Le Train, l'Europe et le Service public*). En effet, il a fallu près d'un siècle après la publication des ouvrages majeurs de Walras pour qu'émerge une nouvelle théorie. Les économistes de l'après-guerre n'ont encore surestimé la valeur de l'intervention de l'Etat, en considérant qu'il possédait tous les éléments nécessaires pour prendre les bonnes décisions, et qu'on pouvait le contrôler ; ils n'ont pas perçu les difficultés de la gestion centralisée.

La théorie moderne de la réglementation prend mieux en compte les contraintes informationnelles de l'intervention publique. En expliquant les difficultés de la délégation, au niveau des gouvernements comme des autorités réglementaires, elle permet de comprendre les déceptions provoquées par les politiques publiques, tout en offrant les fondements d'une nouvelle conception de l'Etat social.

Jean-Jacques Laffont

(1) Les tomes I, VI, VII, VIII, IX, X et XI.

NOTES DE LECTURE

BREVIAIRE ANTI-CRISE
de Roger Alexandre,
Payot, 220 pages, 95 F.

« Il n'y a pas de quoi rire », dit le « prof », en expliquant à des potaches crédules qui ont choisi l'option « économie », les mécanismes de la crise et la physiologie de l'entreprise. Eh bien, si l'on répond Roger Alexandre dans son « bréviaire... à l'usage des managers médusés par la rigueur des temps ». Les lecteurs de l'Expansion ont déjà fait connaissance avec le PDG Charles-Edmond Dugommier ou le cadre gaignard Moulinsard. On les retrouve ici, dans l'exercice de leurs fonctions et sinistres.

L'auteur, pour qu'on s'y retrouve mieux, a classé ses sketches par ordre alphabétique. De A comme Adversité à Z comme Zézanie, défilent avec leurs tics, leurs verbes, leur jargon, leurs humeurs assassines ou rampantes, tous les personnages de la comédie humaine du management. Une franche rigolade, ponctuée de citations victimes de détournement et s'achevant sur un décapité lexique de « mots qui ont changé de sens ».

P. D.

LES ENJEUX DE LA PROTECTION SOCIALE
de Martin Hirsch,
Editions Montchrestien,
160 pages, 60 F.

D'entrée de jeu, Martin Hirsch nous place au cœur de l'absurde. Les dépenses de protection sociale augmentent inexorablement : les inégalités aussi. « La protection sociale permet en réalité, écrit-il, non pas tant de diminuer les inégalités mais d'éviter pour en atténuer les effets, qu'il y ait des pérennités ». Il est sensible à la *Théorie de la justice* de John Rawls, pour qui les inégalités engendrées par les institutions de base peuvent être légitimes dans la mesure où elles peuvent contribuer à rendre aussi favorable que possible la situation du socialement le plus mal loti.

Martin Hirsch, on le voit, se place très haut avant d'analyser dans le détail notre système de protection sociale : son histoire, son financement, les grandes pres-

tations (assurance-maladie, retraites, politique familiale, lutte contre le chômage et l'exclusion) et la diversité des systèmes européens. Il ne se contente pas de décrire mais porte des jugements sans concessions sur les maillots du système et s'interroge sur les scénarios de l'avenir.

Dans la dialectique du jour (protection-réponse), Martin Hirsch a la sagesse de poser la question de fond : avant de laisser chacun face à ses responsabilités, ne serait-il pas nécessaire d'améliorer la responsabilité collective ? Un petit livre d'une grande densité qui aide à mieux cerner les causes et les conséquences de la crise de l'Etat-providence.

P. D.

A SIGNALER

LE GATT
de Michel Rainelli,
La Découverte, coll. « Repères »,
128 pages, 45 F.

LA PROTECTION SOCIALE
de Numa Murard,
La Découverte, coll. « Repères »,
128 pages, 45 F.

LE BUDGET DE L'ETAT
de Maurice Baslé,
La Découverte, coll. « Repères »,
128 pages, 45 F.

AGENDA

MERCREDI 22 DÉCEMBRE.
Strasbourg. Réunion des représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Canada, dans le cadre des relations transatlantiques.
DIMANCHE 26 DÉCEMBRE.
Chine. Célébration du 100^e anniversaire de la naissance du président Mao Zedong.
LUNDI 27 DÉCEMBRE. Caba. Session parlementaire, consacrée aux réformes économiques.

ERRATUM : la croissance démographique mondiale. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans « le Monde-Economie » du 14 décembre que la croissance annuelle de la population mondiale était revenue de 2,1 % à 1,7 %, en « un an », alors qu'il fallait lire : « en vingt ans ».

PERSPECTIVES

LES PRIX DU BRUT AU PLUS BAS DEPUIS 1973

Pétrole : vingt ans après

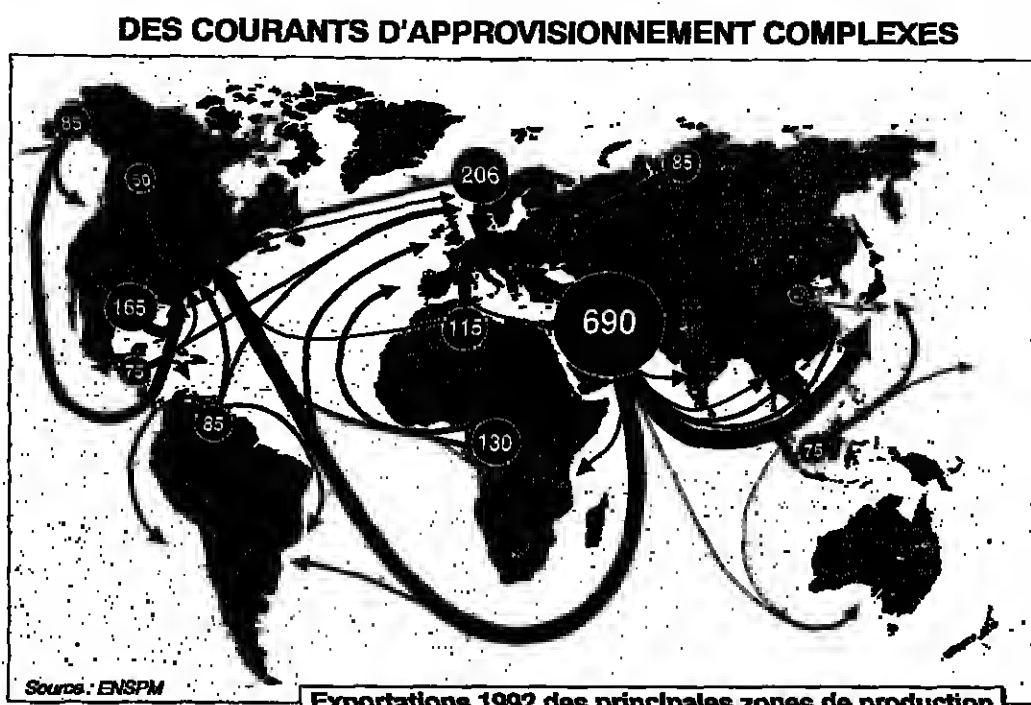
Vingt ans après le premier choc pétrolier, la fortune a tourné : les consommateurs triomphent. Mais en matière pétrolière, l'arrogance ne paye jamais. Les producteurs en font la dure expérience

«A partir de 1974, les producteurs ont été tellement sûrs d'eux qu'ils en sont devenus arrogants... Aujourd'hui, ils ont retrouvé une certaine humilité, et c'est au tour des pays consommateurs d'afficher leur prédominance.» Par ces propos tenus lors d'un colloque à Paris les 9 et 10 décembre (1), James Schlesinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain à la défense et à l'énergie a souligné les risques que porte en germe tout triomphe prématuré en matière pétrolière, comme si «les leçons du passé n'avaient pas été retenues». Un passé qui semble bégayer puisqu'en cette fin d'année 1993 les prix du pétrole sont retombés en termes réels (compte tenu de l'inflation) presque exactement à leur niveau de l'automne 1973, à l'apogée du premier choc pétrolier. De là à prédire une nouvelle flambée des prix, comme à l'époque, il n'y a qu'un pas... fort hasardeux. Pour le moment, la tendance est clairement à la baisse, voire à un nouveau contre-choc accidentel.

L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) (2), confrontée à la chute de la demande, et déjà incapable de réduire suffisamment sa production, doit de surcroît organiser la future reprise des exportations de l'Irak, si l'embargo de l'ONU est levé. Ce retour se fera au détriment des autres membres, qui depuis la guerre du Golfe ont comblé cette absence. Une réinsertion délicate, qui pourrait, en cas d'échec, faire plonger les cours. Consciente de ne plus peser seule sur les prix, l'organisation ne cesse de lancer des appels à la coopération avec autres pays producteurs. Ceux-ci jusqu'ici font la sourde oreille, mais pour combien de temps ? Tout est question de rentabilité des installations. En dessous d'un certain prix (selon l'Etat), leurs productions souffriront. En 1986, la Norvège s'était bien résolue à donner un coup de main à l'OPEP pour relever les prix... Les compagnies pétrolières, de leur côté, regardent avec inquiétude cette dégradation qui les conduit à limiter leurs investissements dans l'exploration et à restreindre leurs coûts d'exploitation pour améliorer leur rentabilité. Dans l'immédiat, seuls les pays consommateurs profitent de cette situation (lire ci-contre).

EXPLORATION • Voilà pour le court-moyen terme. Car sur une plus longue période, les perspectives sont fort différentes. Le déséquilibre actuel du marché en faveur des consommateurs ne pourra pas éternellement se maintenir. Il suffit de lire les hypothèses du Conseil mondial de l'énergie pour les trente années à venir (3). Se basant sur l'explosion démographique, cet organisme a ébauché quatre scénarios. Dans tous les cas, l'accroissement de la demande ne pourra être satisfait que par un développement de toutes les énergies. Les combustibles fossiles continueront à couvrir la majeure partie des besoins pendant les prochaines décennies, avec un mouvement de substitution du charbon et du pétrole vers le gaz naturel, d'ampleur toutefois limitée.

Ce surcroît de demande dans les trente années à venir implique la nécessité de reprendre l'exploration, et donc de stabiliser les prix du pétrole à un niveau ni trop bas ni trop élevé. Un niveau «d'équilibre», qui, selon André Giraud, ancien ministre de la défense et de l'industrie, se situe, historiquement, autour de 15 dollars. La stabilisation est un impératif dont tous les acteurs semblent conscients. Même si «l'affrontement» entre pays consommateurs et producteurs tourne aujourd'hui à l'avantage des premiers, leur attitude actuelle pourrait avoir des conséquences néfastes sur les marchés. Telle est la leçon de vingt ans de turbulences pétrolières. Rappelons-nous : le 16 octobre 1973, dix jours après le début de la guerre du Kippour, les membres de l'OPEP, réunis à Koweït, décident de fixer eux-mêmes le prix officiel du brut arrêté jusque-là par les compagnies pétrolières. Le lendemain, les pays producteurs arabes vont encore plus loin en utilisant l'arme du pétrole et réduisent leur production pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés. Embargo et pénurie organisée aidant, les prix



Exportations 1992 des principales zones de production (en millions de tonnes)

du baril augmentent alors brutalement de 70 %, passant de 3 à 5,12 dollars, puis, en décembre, à 11,6 dollars. Ils n'avaient pratiquement pas augmenté en termes réels, depuis... les années 30 ! (Voir graphique.) Cette stratégie de fermeture du robinet réussira pendant des années et s'accompagnera d'une reprise en main des concessions. Les nationalisations des installations lancées en Algérie se généralisent en Irak, en Libye, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite et aussi au Venezuela tandis que l'Indonésie et la Nigéria transfèrent les concessions en contrats d'exploitation (4).

Pendant près de dix ans, cette politique se traduira par un gonflement spectaculaire des revenus. Selon Nicolas Sarkis, directeur de la revue *Pétrole et le gaz arabes*, «le grand problème était de savoir comment recycler les «pétrodollars» accumulés par les pays de l'OPEP. La Banque mondiale estimait alors à 600 milliards de dollars ces surplus engrangés sur la période 1974-1980». La balance des comptes courants des pays de l'OPEP voit son excédent passer de 67,2 milliards en 1974 au montant record de 104,3 milliards en 1980 !

Les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 - après la révolution iranienne - induisent dans les esprits des fausses certitudes, confortant l'OPEP dans son rôle de seul maître des prix, et les cours du pétrole dans un mouvement de hausse inéfectable. Comme les experts estiment que rien ne peut contrecarrer cette tendance - certains voient le brut grimper jusqu'à 100 dollars le baril - l'objectif des consommateurs est de limiter leur dépendance vis-à-vis du Golfe. Les pays occidentaux lancent des programmes d'économie d'énergie et développent des voies alternatives comme le nucléaire en France. De leur côté, les compagnies pétrolières, qui se sont vu supprimer l'accès direct à bon nombre de gisements, décident d'exploiter des sites réputés difficiles. Les puits d'Alaska ou de mer du Nord sont devenus rentables avec le niveau élevé du baril. «Les budgets de recherche des grandes compagnies connaissent alors une expansion extraordinaire. Entre 1973 et le milieu des années 80, en volume, les dépenses de recherche et développement de Shell s'accroissent de 60 %, celles d'Exxon sont multipliées par 2,5, celles de BP par près de 4», raconte Pierre Jacquard, directeur général de l'Institut français du pétrole.

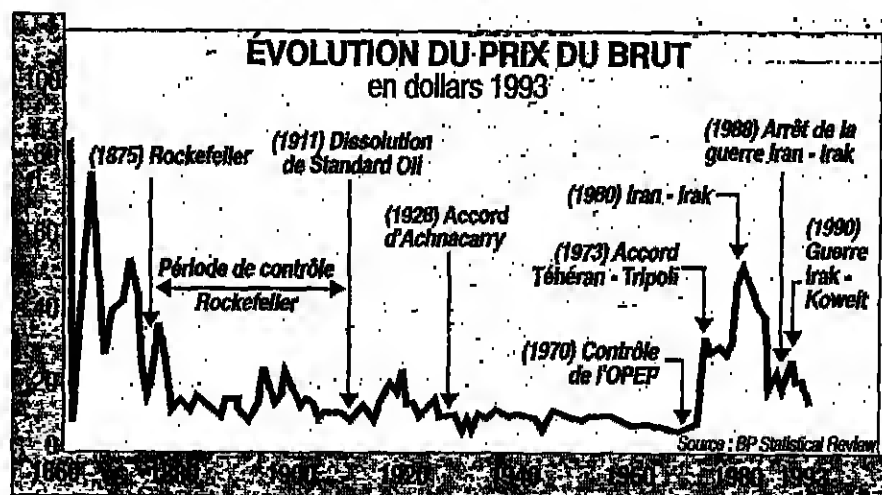
CONTRE-CHOC • La chance se met alors à tourner. Conséquence de toutes ces réactions en chaîne, en 1982, pour la première fois, la tendance s'inverse. La production hors OPEP du monde occidental dépasse celle du cartel, et la demande de pétrole stagne... Le reflux puis l'effondrement des prix du brut, orchestrés par l'Arabie saoudite de 1983 à 1986 (année du contre-choc) visent à reconquérir des parts du marché. Tombée alors à 22 % du marché mondial, la part de l'OPEP revient à 40 % en quelques années.

Ce contre-choc ralentit le rythme de développement des gisements «difficiles». Mais il ne suffit pas à renverser la tendance. En 1988, la fin de la guerre Iran-Irak ramène sur le mar-

ché deux gros exportateurs affaiblis de devises. Aujourd'hui, après l'éphémère flambée de 1990, liée à l'invasion du Koweït par l'Irak, les cours du

Bonne nouvelle pour l'économie

La baisse des cours pétroliers favorise les pays consommateurs. Mais modérément. Les experts ne croient pas à un «contre-choc» de l'ampleur de 1986



dire que l'or noir va tomber beaucoup plus bas que ses cours du moment. Si l'on avait chuté en dessous de 10 dollars le baril, un tel prix aurait-il des chances de se maintenir ? Tout le monde reste prudent, sachant que «ce qui peut repartir dans l'autre sens qu'une baisse de l'attitude de l'Arabie saoudite». De plus, la reprise de l'activité influe automatiquement sur la demande de pétrole : on estime qu'à 1,5 % de croissance moyenne (soit à peu près le niveau de cette année), la demande stagne et - l'offre étant trop abondante - les prix plongent. Mais à 2,5 % (ce qui correspond à la croissance prévue pour 1994 dans la zone OCDE), la demande augmente d'un million de barils/jour et à 3,5 %, de 2 millions de barils/jour. Les prix ne pourraient alors que se raffermir. C'est sans doute d'autant plus vrai que l'OCDE ne représente plus la seule zone de consommation importante : avec 22,2 millions de barils/jour en 1993, le reste du monde (hors l'ex-URSS) représente 57 % de la consommation du groupe des «pays riches» (39 millions de barils/jour).

FACTURE • Que penser, enfin, de l'argument selon lequel le pétrole ne «pèse» plus guère ? Sa part dans le PIB des pays de l'OCDE est aujourd'hui d'environ 2 %, contre plus de 11 % encore en 1986, lors du «contre-choc». Pour la France, l'autrefois fameuse «facture pétrolière» ne représente plus que 5,4 % des importations. Dans ces conditions, une variation de plus ou moins 10 pour cent ne joue qu'un rôle marginal : les experts de l'OCDE avaient fondé leurs prévisions pour le

second semestre 1993 sur un baril à 15 dollars ; à 13,5 dollars, le changement leur paraît «non significatif». Même une variation de 50 % ne représenterait, selon les simulations de l'OCDE, que de 0,1 à 0,2 point d'inflation. Michèle Doboncuil, responsable des études économiques de la Banque Indosuez, tire de cette situation nouvelle plusieurs conséquences : «D'abord, il ne faut plus compter sur le pétrole pour la relance ; ensuite, il n'y aura plus d'inflation dans le monde. Ses deux causes principales - les hausses du pétrole, qui nourrissent la spirale prix-salaires, et les tensions sur le marché de l'emploi - ont disparu».

Attention, danger, rétorquent d'autres analystes : traiter le pétrole avec négligence serait une erreur. En 1973, lors du premier choc, le pétrole ne représentait que 2 % du PIB des pays riches, comme aujourd'hui... on connaît la suite. Si le scénario du «contre-choc» est assez unanimement écarté, les économistes admettent qu'il y aura, du fait de la baisse des prix actuelle, des gagnants et des perdants. Les gagnants sont évidemment du côté des pays consommateurs. La reprise américaine devrait être alimentée par la chute des cours via deux mécanismes : le gain de pouvoir d'achat transféré aux consommateurs et la détente des taux d'intérêt à long terme (dans la mesure où s'éloignent les perspectives inflationnistes). Tout cela ne peut qu'être bon pour l'économie des Etats-Unis, à l'exception cependant des régions productrices de pétrole comme le Texas (très touché en 1986) et l'Alaska.

Le raisonnement n'est pas très différent pour l'Europe, à l'excepti-



saoudien du pétrole (de 1962 à 1986), «le pétrole ne doit pas prendre le pas sur l'économie...». Le Royaume laisse entendre que, si les pays consommateurs poussent trop loin les taxes, il refusera quoi qu'il arrive de porter sa production au-delà de 10 millions de barils/jour (contre 8 millions actuellement), même si le besoin s'en fait un jour sentir. Déjà réapparaît l'idée de reprendre le contrôle des prix en limitant le débit, en cas de forte reprise économique mondiale. Mais comme viennent de le prouver les vingt dernières années, cette stratégie est payante très peu de temps. La roue de la fortune tourne, va-t-elle, mais ne s'arrête jamais.

Dominique Gallois

(1) «1973-1993 Energie : signaux pour le futur», colloque organisé par le ministère de l'Industrie.

(2) Les douze membres de l'OPEP sont l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Irak, l'Iran, le Venezuela, l'Algérie, la Libye, la Nigéria, le Gabon et l'Indonésie. Jusqu'en septembre 1992, l'organisation comptait un treizième membre : l'Équateur.

(3) *L'Energie pour le monde des années 90*, Editions Technip, novembre 1993.

(4) *Histoire du pétrole*, d'Etienne Dalemont et Jean Carrière, coll. «Que sais-je ?», PUF, novembre 1993.

Sophie Gherardi

PERSPECTIVES

LA RÉÉLECTION D'OMAR BONGO

Le Gabon désargenté

Avec la baisse des prix pétroliers, népotisme et mauvaise gestion ont ruiné l'« Émirat de l'Afrique ».
Le président Bongo, réélu d'extrême justesse, manque de crédibilité pour redresser la situation

LIBREVILLE
de notre envoyée spéciale

POUR emblème, Omar Bongo avait choisi la main. Parce que « la main a cinq doigts, le Gabon cinq lettres, Bongo cinq lettres, et la date de l'élection (était) un 5 décembre ». Sa victoire ne fut pas pour autant affaire de superstition : en se proclamant élu avec 51,07 % des suffrages, le président sortant a fait usage de cette « main qui, comme il le disait lors de sa dernière réunion publique, à la veille de l'élection présidentielle, caresse tout, touche tout, a accès à tout ».

« Nos amis, là, qui veulent gérer le pays, vous croyez qu'ils connaissent les petites ficelles qu'il faut tirer pour que le Gabon marche ? », lançait-il encore, cumulant un aven et une erreur : malgré « les petites ficelles », le Gabon, treizième producteur mondial de pétrole et troisième producteur mondial de mangrove, « ne marche plus ». Si les fonctionnaires sont encore payés, l'État ne rembourse plus ni sa dette extérieure ni sa dette intérieure. Et les conditions de cette (très contestée) victoire, au terme de la première élection présidentielle pluraliste organisée en vingt-six années de pouvoir, risquent fort d'hypothéquer le redressement de l'économie nationale.

Avant même le scrutin, les bailleurs de fonds étaient inquiets. « Il ne suffit pas de gagner, encore faut-il rétablir la confiance », affirmait un diplomate, l'administration a préparé des scénarios précis de redressement économique et financier ; seul un pouvoir à la légitimité forte pourra les imposer. Le plan d'austérité nécessaire à une reprise du dialogue avec les institutions financières internationales suppose en effet l'adoption des mesures impopulaires auxquelles le gouvernement se refuse depuis trois ans, pour cause de mouvements sociaux (1990), puis d'élections électorales (1993), puis d'élections électorales (1993), puis d'élections électorales (1993).



d'une reprise en mains, alors que le scrutin a nourri les frustrations d'une population de plus en plus rétive au « système Bongo » ?

INCOMPÉTENCE • Les classes défavorisées ne sont plus les seules à contester les méthodes du régime. « On voit débarquer des hôtes qui sortent de leur village, qui parlent à peine français et qui ne savent pas se tenir », s'insurgeait l'autre jour une hôtesse de l'air, bon chic-bon genre, d'Air Gabon. Une allusion au système de promotion sur des critères politico-ethniques. Il est de notoriété publique que la quarantaine d'entreprises publiques et para-publiques, source d'une maine à par-

tager, ont à leur tête des dirigeants inexpérimentés. Il y a trois ans, dans les dix plus productives de ces entreprises, le coût salarial mensuel était en moyenne de... 13 000 francs - alors que le salaire minimum s'élève à 1 200 francs ! Seules la Compagnie forestière du Gabon et la Société nationale des bois du Gabon sont considérées comme correctement gérées.

Les entreprises publiques ont perdu 800 millions de francs déposés à la Banque du Gabon et du Luxembourg (BGL) et à la Banque privée gabonaise de crédits (BPGP), deux banques créées par des proches d'Omar Bongo. Ces deux établissements ont rapidement fait

faillite, et les entreprises d'État n'ont jamais récupéré leur mise.

Au chapitre des « dérapages » financiers de la présidence et du gouvernement, la lecture du budget d'investissement est édifiante. Tout au long des années 80, entre 4 % et 7 % des dépenses ont été affectées à l'éducation, et entre 1,2 % et 3,5 % à la santé. En 1992, le budget consacré à la défense a représenté l'équivalent de celui de l'éducation et de la santé cumulés. La même année, l'étrange ligne budgétaire intitulée « charges communes et reports de crédits » laissait apparaître des « faux frais » pour un montant de 270 millions de francs (trois fois le budget de la santé, ou cinq fois celui

dévolu à l'habitat social) ! « Quand on regarde le dossier du Gabon, on s'aperçoit sur des idées simplistes : voilà un pays qui produit 14 millions de tonnes de pétrole pour une population de 1,2 million d'habitants (1) ; son revenu per capita est l'un des plus élevés d'Afrique - et plus élevé en tout cas que celui des Polonais ou des Portugais. Donc il doit pouvoir payer ! Non ! Ce raisonnement est trop court ! C'est un sophisme. On refuse de prendre en compte également le fait que le noir endette le blanc, explique récemment le premier ministre Casimir Oyé Mba (2).

En quelques lignes, voilà résumée la rhétorique officielle. Le premier ministre a raison : entraîné dans la spirale de l'endettement depuis le milieu des années 80, en raison de la chute du dollar et du brut - et du train de vie de l'État... -, le Gabon vit à crédit. Pour honorer sa dette extérieure en 1994, il lui faudrait verser 12 milliards de francs, pour un budget estimé (mais pas encore adopté) à environ 8 milliards de francs. Quant à la dette intérieure, qui s'élève à 1,7 milliard de francs, elle menace de mettre en péril les entreprises nationales.

IMPOSTURE • Imputer la crise de trésorerie que connaît actuellement le Gabon aux appétits des créanciers étrangers relève néanmoins de l'imposture. Car la communauté internationale, qui n'a pas ménagé ses efforts pour rééchelonner la dette gabonaise, a mal été payée de retour. Un accord avait été signé en 1991 avec le Club de Paris. L'année suivante, il était dénoncé. Libreville n'ayant pas honoré ses promesses de règlement.

Il est clair que les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux du Gabon - essentiellement la France - seraient prêts à renouer les liens sur de nouvelles bases, si le pouvoir se rangeait enfin à une certaine discipline budgétaire et aux mesures d'ajustement

vainement préconisées depuis des années. Mais les dépenses somptuaires auxquelles a donné lieu la campagne électorale augurent mal de l'indispensable aggiornamento de la gestion du bien public.

Surtout, l'impopularité du régime, exacerbée par les conditions entourant le scrutin du 5 décembre, risque de compromettre la mise en œuvre du plan d'austérité que ne manqueront pas d'exiger le Fonds

Les institutions monétaires internationales et les partenaires du Gabon seraient prêts à renouer les liens si le pouvoir se rangeait à une certaine discipline budgétaire.

monétaire international et la Banque mondiale avant de débloquer toute aide financière. Le Gabon sera-t-il contraint, comme le Congo, à gager sa production pétrolière ? Le simple fait que la question se pose est révélateur de la situation économique de l'« Émirat de l'Afrique », dont on dit - légende ou réalité - qu'il fut à une époque le premier pays consommateur de champagne par tête d'habitant.

Marie-Pierre Subtil

(1) La production de pétrole a été de 14,65 millions de tonnes en 1992 ; de plus, un recensement effectué en juillet dernier a réévalué la population à la baisse : les Gabonais seraient en réalité au nombre de 1 011 710.

(2) Entretien publié par l'hebdomadaire *Marchés tropicaux* du 19 novembre 1993.

APRÈS LA MORT DE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

Côte-d'Ivoire : les atouts du bon sens

Suite de la page 1

Refuser de vendre son cacao revenait à présenter sur un plateau d'argent une part de marché à la Malaisie. Et elle l'a prise. Que reste-t-il de ces embargos-boom-rangs (en 1980 puis en 1988) si ruineux pour la Côte-d'Ivoire ? L'image d'un pays incertain, capricieux, alors que les planteurs, eux, étaient soucieux de vendre.

Bébé Loubet n'aime pas les caprices. Il n'aime pas non plus le désordre, le laxisme. « N'importe qui peut collecter n'importe quoi en Côte-d'Ivoire. Il faudrait fixer une patente. » Il n'aime pas que les lois soient systématiquement déformées, que les planteurs acceptent n'importe quel prix pourvu qu'il s'agisse d'argent liquide, que les « pistons » qui sillonnent la brousse fassent la loi, que les fraudeurs ne soient jamais sanctionnés, en un mot : que la brousse soit une jungle. Bébé Lou-

bet veut croire que son pays est à l'image de la filière du cacao : en eurs de structuration, à l'aube d'un redressement. Des réseaux se tissent : entre planteurs, entre exportateurs, puis entre les uns et les autres.

LEÇONS • C'est ainsi que la SIFCA, importante société d'exportation de cacao et de café, met en place des programmes de cogestion avec les planteurs, par le biais des associations (SOGEPAC) et des coopératives. « Les paysans veulent bénéficier du fruit de leur travail, commercialiser leurs produits avec l'aide d'une structure bien ancrée dans le pays, continue Bébé Loubet. Il est temps de prendre nos responsabilités ; se battre pour ne pas disparaître, éliminer toutes les anomalies de la commercialisation. »

Les paysans - qui avouent être dans une période un peu plus faste - ont tiré plusieurs leçons

des années difficiles : la nécessité de réorganiser les filières existantes (café, cacao, caoutchouc, enton), la méfiance à l'égard de l'argent facile mais aléatoire, et le désir de suffire à leurs propres

« Houphouët disait : la terre est à celui qui la cultive. Alors, nous défrichons, nous vendons le bois et nous plantons du cacao. »

besoins. La Côte-d'Ivoire est entrée dans une ère de survie, une économie de subsistance. Les cultures locales connaissent un nouvel essor. C'est le cas du manioc, à l'origine cultivé pour les besoins domestiques. Il pourrait compter à la fin du siècle parmi les produits d'exportation.

Longtemps les planteurs avaient sacrifié les cultures vivrières aux cultures d'exportation. « Houphouët disait : la terre est à celui qui la cultive. Alors, nous défrichons, nous vendons le bois et nous plantons du cacao. Toute l'histoire de ce pays est liée à cette culture ; c'est excessif », estime Bébé Loubet.

Actuellement, le mouvement s'inverse : les planteurs optent pour la diversification en faisant une large part aux cultures vivrières. Bébé Loubet essaie le riz, encourage les autres à en faire autant « mais ils n'y croient pas. De plus en plus ils préfèrent cultiver ce qui les nourrit : la banane plantain, le manioc, l'igname. Ils me disent : le riz ce n'est pas consistant, c'est bon pour les citadins, c'est bon pour les oiseaux,

nous on préfère notre foutou » (2). Derrière ce propos se dessine la singularité de l'économie ivoirienne : une activité souterraine, intense, à la lisière de la légalité, qui échappe au contrôle de l'État - d'une fiscalité - mais qui donne à la population les moyens de satisfaire ses besoins. Le PIB diminue, les finances publiques sont au plus mal, mais le secteur dit informel invente peut-être la Côte-d'Ivoire de demain, moins tributaire des matières premières et de l'État-providence. Moins dépendante aussi des institutions de Bretton Woods et de leurs fameux programmes d'ajustement structurels, ces thérapies de choc dont on dit à Abidjan qu'elles sont « des chocs sans thérapie ».

Loin de céder à l'« afro-pessimisme », les opérateurs sur place restent confiants : « À partir du moment où le prix mondial des matières premières se situe au-dessus du coût de revient, la Côte-d'Ivoire détient les moyens de sortir de l'impasse », affirme un négociant.

AJUSTEMENT • Et c'est le cas à l'heure actuelle : le cacao vaut à peu près 9 francs le kilo sur le marché mondial alors qu'il ne valait que 6 francs, le café vaut 7,50 francs le kilo alors qu'il revient à 5,50 francs. Ce négociant a même fait ses calculs : « Avec la reprise des cours depuis le mois de juin, le pays peut gagner sur la filière 2 milliards de francs français. Désormais la Caisse de stabilisation va pouvoir négocier avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sur de meilleures bases puisque les matières premières sont à nouveau rémunératrices. La Côte-d'Ivoire a droit aux prêts internationaux. » « Décidément, conclut-il, la situation est bien meilleure qu'il y a deux ans. »

La période semble donc aussi propice à la réussite du programme de privatisations lancé l'an dernier, puis gelé par le Parlement. Une trentaine de firmes sont à vendre, principalement dans le secteur agroalimentaire (plantations d'événas). La vraisemblable dévaluation du franc CFA devrait rendre plus attractives encore les unités de production cédées par le gouvernement ivoirien.

Encore faut-il que la Côte-d'Ivoire, et plus largement l'Afrique francophone, se résolve à cet ajustement monétaire. Un choix douloureux : le franc CFA est considéré ici comme « du pouvoir blanc qui circule dans les mains ». On reste attaché à sa parité, à ce lien supplémentaire avec l'Hexa-

gone. Il appartient désormais à la Côte-d'Ivoire de concilier l'inconciliable : les nécessités de l'ajustement et la relance de l'économie, la stabilité politique et la moindre protection du tissu social. « Il faut négocier et encore négocier, affirme Bébé Loubet : partager le pouvoir, c'est de tradition en Côte-d'Ivoire. Il faut aussi provoquer des élections anticipées même si, en principe, le mandat présidentiel se termine en septembre 1995. C'est la seule façon de calmer les tensions. Le peuple veut qu'on lui demande son avis. Le peuple veut voter. »

Marie de Varney

(2) Le foutou : boule de pâte à base de farine de manioc, d'igname ou de banane.

G.A.P.I.E.
IMPORTATEUR - GROSSISTE
TELEPHONE - FAX - REPONDEUR

Coup de
Point sur le
Téléphone Portatif

Ouvert Dimanche 19 Décembre

SENSATIONNEL !
JUSQU'AU 20.12.1993
tous nos téléphones
portatifs sont fournis
avec une semaine
d'hébergement pour
2 personnes dans la
résidence de luxe en
Profilou ou aux Caraïbes

2990F TTC

Nokia 10.11

Téléphonez au : (1) 40.36.28.97 ou déplacez-vous vite chez
G.A.P.I.E. 189, rue du Pbg. St Denis - PARIS 10e

هكذا من الأهل

Officiels contre clame

Triple infraction

هنا من الأمل

PERSPECTIVES

FIN D'ANNÉE
La mafia
des Pères Noël

Suite de la page 1

Ils sont actuellement une douzaine à se partager 800 mètres de bitume, défendant farouchement leur territoire respectif. Tout le temps de l'Avent, sous les marques du Printemps ou des Galeries Lafayette, chacun fait équipe avec un comparse «photographe», proposant aux enfants l'inoubliable photo-souvenir, un tirage Polaroid instantanément développé à 50 francs la pose, 100 francs les trois.

Un commerce ambulant que chacun exerce à son compte, tout à fait illégalement, sur une voie (le boulevard Haussmann) officiellement interdite à ce genre d'activités (lire l'encadré). «Les magasins ont tout fait pour se débarrasser de nous mais ils n'ont jamais réussi!», clameur un Père Noël. Les procs-verbaux que leur dressent quotidiennement les fonctionnaires de police (le montant des amendes fluctue entre 800 francs et 1 200 francs) ne les dissuade pas le moins du monde. «On est racketté comme des putes! Mais on s'arrange en janvier avec le tribunal de police», affirme un photofilméur (tel est le terme officiel), puisant «les bananes» (NDLR: les amendes) à petites poignées dans sa besace! Preuve manifeste que le jeu en vaut la chandelle, d'autant que les parents n'ont pas toujours le cœur à briser l'âme de leurs enfants, trop heureux d'approcher le Père Noël en chair et en os.

DÉBOIRES • Très prolifiques sur leurs déboires, tous ces Pères Noël à la savante sont moins loquaces sur leurs affaires: sirotant un demi au comptoir de «L'Auber», le bar de la rue Casimir où ils se retrouvent en fin de journée, dépourvus de leur accoutrement, l'un d'eux confie avoir «fait quatre films de dix poses», soit, à raison de 50 francs le tirage, un gain de 2 000 francs, à partager avec le photofilméur. Chiffre réalisé le samedi 11 décembre, jour de grande affluence, certainement très supérieur à la moyenne.

Car les temps sont durs, même pour le Père Noël! «Les gens cherchent à marchander. Il y en a même qui viennent avec leur appareil photo. Autant aller au restaurant avec son bifteck!», ironise l'un. «Dans le temps, se souvient

l'autre, les enfants nous apportent des lettres, des dessins. Il y avait parfois des étrennes dans les enveloppes. En un mois cette année, je n'ai reçu que trois lettres. Comme si les enfants subissaient le contrecoup de la crise que vivent les parents».

Sous les barbes synthétiques, c'est un peu de la misère du monde qui se cache. Une misère trop saisonnière pour intéresser les inspecteurs du travail: «En matière de travail clandestin, nous avons d'autres chats à fouetter!», confie l'un d'eux. Autant d'itinéraires incertains qui profitent de l'image d'Épinal du Père Noël pour gagner leur pitance. Système D et petits boulots: ainsi vivent les Pères Noël tout au long de l'année, jonglant entre vendanges et récoltes de châtiments.

«Nous sommes des trompe-la-rue, prêts à jouer toutes les comédies», résume Pierre (quarante-huit ans, sans travail), «photofilméur» sur le pavé haussmannien, arrivé de Nice comme chaque année à pareille époque «parce que, dans le Sud, y a rien à faire l'hiver». Un tism à manteau acheté «chez Bouchard» et une barbe dénichée «à Saint-Denis» ont fait le bonheur de son compère qui a renouvelé son costume de travail «pour 2 500 francs»: «Après Noël? Nous ferons la même chose au Carnaval de Nice où je me déguise en Bugs Bunny!» Dans la clique des Pères Noël, on trouve aussi des passionnés, comme Maurice, employé dans le «recapage de pneumatiques», qui, tous les ans, «prend quinze jours juste avant Noël» pour aller arpenter le boulevard Haussmann.

Cette année, il y a même des réfugiés, comme cette petite femme, la cinquantaine sèche, l'appareil photo plutôt vétuste, qui commence par refuser de répondre avant d'éclater en sanglots: «Je viens de Dubrovnik... Je suis née à Sarajevo». Très consciencieux, son Père Noël envoie des floppées de baisers du bout des doigts aux enfants. L'argent des photos? «C'est pour ceux qui sont restés là-bas». Dans l'insouciance des achats de Noël, les parents, tout à la joie d'admirer la mine réjouie du petit dernier en côté du Père Noël, ne sauront jamais qu'ils ont fait œuvre charitable.

Philippe Baverel

Officiels contre clandestins

Alors que les Galeries Lafayette ont cessé leur Père Noël dans un modeste appartement au rez-de-chaussée, le Printemps, qui ne lésine pas sur les moyens, a carrément fait construire un petit chalet de montagne sur sa terrasse du neuvième étage. Vue imprenable sur la capitale, cheminée en carton pâte où rougeoient de fausses bûches de bois et sapin véritable: ce Père Noël-là, un commercial de vingt-trois ans fraîchement licencié de chez Leroux (le chicorée...), trône comme un coq en pâte (malgré son salaire de smicard) devant l'objectif de sa photographie, jolies brunes déguisées pour la circonstance en lutin, étudiante en photo dans le civil.

Les deux jeunes gens (qui annoncent une moyenne de

soixante photos par jour, cent trente le samedi) peuvent se vanter de proposer les photos les moins chères de ce drôle de marché: 30 francs le cliché (contre 65 francs le tirage 13 X 18 aux Galeries Lafayette).

Quant à ses frères de la rue, le fringant Père Noël du Printemps a bien conscience de la précarité de leur situation: «Pour eux qui restent debout dans le froid toute la journée, c'est très dur. En plus, ils sont obligés d'agresser les gens. Ce qui démythifie complètement leur rôle». Sans parler des sigarades entre Pères Noël, qui, pour défendre leur place sur le trottoir, en viennent parfois aux mains!

Ph. B.

Triple infraction

Si les gardiens de la paix verbalisent les Pères Noël du boulevard Haussmann, c'est qu'au regard de la loi et des dispositions préfectorales, ils sont en triple infraction!

• L'ordonnance du préfet de police Louis Lépine du 22 janvier 1907 stipule qu'en dehors des dimanches, lundis et mardis gras et jours de la mi-carême, il est interdit de paraître sur la voie publique, masqué, déguisé ou travesti, à moins d'autorisation spéciale. Autorisation à demander à la préfecture de police qui, dans le flot des requêtes pour déguisements, est incapable de comp-

tabiliser celles des Pères Noël.

• L'activité des photofilméurs qui relève du commerce ambulant, est soumise à la loi du 3 janvier 1969 qui requiert inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers. Sur la demi-douzaine de Pères Noël rencontrés, aucun ne justifie de ces autorisations.

• Enfin, l'activité des photofilméurs est interdite sur le boulevard Haussmann et rue Auber, de par un arrêté du préfet de police... dont les Pères Noël se soucient comme d'une guigne.

Ph. B.

UN NOUVEAU PARC DE LOISIRS AUX ÉTATS-UNIS

Disney America joue le nationalisme

Walt Disney s'interroge sur la création d'un nouveau parc à 60 kilomètres de Washington. Un nouveau thème - l'histoire américaine - et déjà beaucoup d'opposants au projet

WASHINGTON
correspondance

SES déboires en France vont-ils décourager Mickey? Reparti à l'assaut, cette fois sur son territoire, la compagnie pourrait renouer à son nouveau parc d'attraction en Virginie. Walt Disney se proposait, en effet, d'investir 750 millions de dollars (!) dans le projet d'un parc de loisirs près de la petite ville de Haymarket (Virginie), à quelque 60 kilomètres de la capitale. Disney a acheté, au cours des deux dernières années, la presque totalité des 1 500 hectares prévus. Aujourd'hui, elle réclame que l'État finance les travaux, notamment les infrastructures routières, que nécessite ce projet.

Disney n'a pas leinté, estimant qu'un parc sur le thème de l'histoire américaine, modestement appelé Disney America, attirera les foules et les touristes. La société est bien décidée à exploiter le sentiment nationaliste, actuellement très fort, espérant que rapidement, après son ouverture projetée en 1988, le parc sera en mesure de recevoir

30 000 personnes. Bref, une entreprise très rentable dont on prévoit qu'elle créera 3 000 emplois et stimulera le développement économique de la région où doivent être construits 1 400 maisons, de nombreux magasins et des terrains de golf. Mais, surtout, Disney America doit déguer, sur trente ans, des rentes fiscales évaluées à 1,5 milliard de dollars. On conçoit que le comté et la ville, depuis longtemps en déficit, aient réagi très favorablement.

Grâce à leur appui, Disney est en passe de gagner ce qu'on appelle «la troisième bataille de Manassas». Le parc, en effet, sera construit dans la région où s'affrontèrent les soldats du Nord et du Sud dans des batailles sanglantes, notamment deux fois à Manassas, où plus de 4 000 hommes trouvèrent la mort.

L'opposition au projet est menée par 2 500 résidents propriétaires (sur les 234 000 habitants du comté), craignant que leur mode de vie ne soit gravement perturbé par l'invasion des visiteurs. Mais les promoteurs soulignent qu'avant même l'initiative de Disney les autorités avaient prévu un dévelop-

pement économique de la région. D'autre part, les arguments des opposants ne trouvent guère d'écho parmi ceux qui souffrent de la récession.

«Disney America entend bien faire vibrer la fibre nationaliste. Nous voulons que les visiteurs sortent du parc avec une vision patriotique et positive de l'Amérique. Nous voulons montrer la diversité culturelle de notre pays, stimuler l'intérêt du public pour l'Histoire», ont déclaré les responsables. À dire vrai, l'évocation des événements historiques est délicate, à commencer par la guerre de Sécession dont le souvenir entretient encore l'amertume, sinon l'hostilité, des habitants du Sud à l'égard des Yankees. La guerre du Vietnam (il était impossible de ne pas l'évoquer) est aussi un facteur de division. Quant à l'esclavage, plusieurs groupes et associations ont déjà mis en garde Disney America contre une évocation qui ne soulignerait pas son caractère inhumain et ses effets négatifs à long terme ressentis encore aujourd'hui.

Apparemment, la compagnie fera appel à un nombre substantiel de consultants afin d'éviter d'offen-

ser les minorités ethniques et maintenir une certaine objectivité. D'ores et déjà, une brochure révèle ce souci. Une place sera faite aux Indiens et à leurs «œuvres d'art créées bien avant la colonisation américaine».

Disney America évoquera l'essor du capitalisme sous la forme d'une ville industrielle de la fin du dix-neuvième siècle, où seront mises en évidence «les inventions et innovations qui ont fait de l'Amérique la plus grande puissance industrielle». Les patriotes seront flattés par la célébration du vol des frères Wright et les progrès de la technique militaire: les amateurs pourront sauter en parachute, manœuvrer un char d'assaut, etc. Bien sûr, quelques esprits chagrins ont exprimé des doutes sur la valeur éducative de Disney America, estimant que les grands moments dramatiques et controversés de l'Histoire seront déformés si on les présente sous la forme d'attractions propres non à éduquer mais à amuser le public.

Henri Pierre

(1) Un dollar vaut 5,85 francs.



BLACK
LABEL DE
JOHNNIE
WALKER.

Attention
à votre
santé.

Quand le
système de
la santé est
compromis, le
corps s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

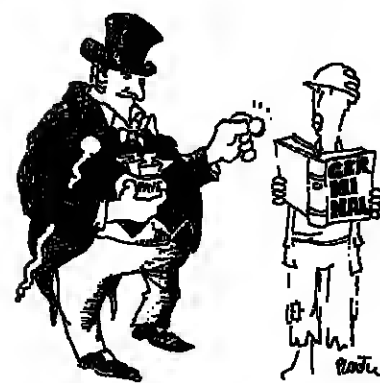
Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

Chaque jour, une
pâtisserie de sœurs d'élite
s'effondre et s'effondre.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

CHRONOLOGIE

Novembre 1993



Blocs

Après avoir suscité tant d'empoignades, le traité de Maastricht est entré en vigueur sans fanfare, at apparemment sans autre conséquence qu'un changement de nom : de la Communauté à l'Union européenne. Pourtant, très vite — et sans qu'on fasse le lien —, les Douze ont semblé manifester plus de cohésion et d'asprité de décision que par le passé. Une mue particulièrement évidente dans les négociations internationales du GATT, où l'Europe est apparue plus clairement qu'un bloc, opposé à l'« impérialisme » américain. Cette transformation soudaine n'est due ni au hasard ni à la psychologie, mais aux règles internes de la nouvelle Union, qui facilitent les prises de décisions en augmentant les domaines où un vote à la majorité (et non à l'unanimité) suffit. Ce n'est pas une coïncidence si, dans le même temps, un autre « bloc » s'est concrétisé : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui réunit les Etats-Unis, le Canada et le Mexique au sein d'une énorme zone de libre-échange, a finalement été ratifié par les Parlements des trois pays, après moult hésitations. Pour contrer la puissance — et la force d'attraction — d'une Europe de plus en plus homogène, économiquement et surtout politiquement, pour lutter aussi à armes égales avec une Asie de plus en plus encombrante, les Etats-Unis avaient besoin de se réconcilier avec l'Amérique du Sud et de consolider leur domaine d'influence directe. Bien qu'il se limite officiellement au domaine des échanges économiques, l'AleNA a en fait une portée politique évidente. Ce n'est pas un hasard enfin si Washington a parallèlement amorcé un rapprochement avec la troisième grande « zone », l'Asie, dont les économies, à défaut d'être un « bloc » constitué, ne tissent pas moins jour après jour des liens commerciaux, financiers — et politiques — de plus en plus serrés. En réunissant, à Seattle, le premier sommet de la CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique), dit APEC en anglais, Bill Clinton a lancé le projet d'une union transpacifique, qui ferait pièce, si elle aboutissait — ce dont la plupart des observateurs doutent, compte tenu de l'hétérogénéité politique, culturelle et religieuse de la CEAP — au projet de Grande Europe, intégrant peu à peu tous les pays de l'Est.

Véronique Maurus

Chronologie réalisée par Brigitte Camus-Lazaro
Ephéméride réalisée par Chantal Dunoyer

1. — **MAASTRICHT** : En application du traité de Maastricht, le CEE se transforme en « Union européenne » (31-XI-XII, 3 au 5).

1. — **FUSION RENAULT-VOLVO** : Des actionnaires de Volvo s'opposent au projet de fusion avec Renault devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Ils l'estiment non conforme aux statuts de Volvo. Le 22, le gouvernement français, afin de débloquent la situation, modifie les modalités de l'action spécifique à l'encontre de Volvo qui peut désormais détenir directement 35 % de Renault-Volvo, et donc le minority de blocage (au lieu de 20 % jusqu'alors) (5, 6, 12, 13, 17, 18, 20, 21-22, 24 au 26, 28-29, 30, 1^{er}-XII).

3. — **CROISSANCE** : Selon la note de conjoncture de l'INSEE, l'économie enregistrée des signes d'amélioration : après avoir baissé au premier trimestre 1993 de 0,8 %, le produit intérieur brut (PIB) de la France a augmenté de 0,3 % au second trimestre. Le 11, Edouard Balladur déclare : « Nous pouvons envisager la reprise pour 1994 » (5, 13, 20).

10. — **NOMINATIONS DANS LES « NATIONALISÉES »** : Jacques Friedmann remplace Jean Peyrelevade à la présidence de l'UAP. M. Peyrelevade succède à Jean-Yves Haberer à la présidence du Crédit lyonnais. Ce dernier remplace Yves Lyon-Caen à la tête du Crédit national (7-8, 10).

10. — **EURO DISNEY** : Annonce des pertes nettes consolidées de 5,3 milliards de francs pour l'exercice du 1^{er} octobre 1992 au 1^{er} septembre 1993, (12, 26, 27).

11. — **COMMUNICATION** : Pacific Bell, société californienne, investit environ 90 milliards de francs (16 milliards de dollars) pour un projet de « super autoroute de l'information » en Californie qui transmettra à la fois le téléphone, la vidéo et les services informatiques au moyen d'une seule ligne en fibre optique, (9, 13).

13. — **INDICATEURS** : En France, les prix de détail ont progressé de 0,2 % en octobre par rapport à septembre (13).

15. — **ALLEMAGNE** : Le conseil des experts, les « cinq sages », prévoit en 1993 un recul de 2 % de la production nationale. En 1994, les instituts allemands de conjoncture tablent sur une croissance de 1 % du PIB (16).

15. — **BULL** : En prélude à sa recapitalisation à hauteur de 8,6 milliards de francs, Bull annonce une apurement de son bilan. Le 29, la direction et la CFDT s'accordent sur un « contrat social » pour le maintien de l'emploi (17, 1^{er}-XII).

16. — **TAUX** : La Gundersbank abaisse le taux des pensions à quatorze jours de 6,38 % à 6,29 %, ce qui entraîne une remontée du franc. Le 23, la Grande-Bretagne baisse d'un demi-point les taux d'intérêt de 6 % à 5,5 % (18, 23, 25).

16. — **PRIVATISATIONS** : Nationalisée en 1982, Rhône-Poulenc est la première privatisation industrielle du gouvernement Balladur. La cession des 43,4 % du capital détenu par l'Etat rapportera 13 milliards de francs. L'OPV (offre publique de vente) est fixée à 135 francs. Avec plus de 2,9 millions d'actionnaires individuels, Rhône-Poulenc dépasse Paribas (17).

17. — **AIR FRANCE** : Rodolphe Frantz remplace Jean-Didier Glancot à la direction générale d'Air France, qui est reorganisée. Le 27, Bernard Bosson évalue les pertes d'Air France en 1993 à 7,5 milliards de francs (18, 19, 25, 30).

18. — **GATT ET ASIE-PACIFIQUE** : A Seattle, lors du premier sommet CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique), ou en anglais APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), née en 1989, Bill Clinton lance un appel à un aboutissement rapide du cycle de l'Uruguay (6, 11, 17 au 20, 21-22, 23, 24).

18. — **SOCIAL** : La journée unitaire d'action dans seize groupes du secteur public, à l'appel des sections syndicales CGT et CFTD, rassemble plus de 12 000 personnes à Paris. Des grèves se succèdent : le 23 à EDF-GDF, le 24 à Air Inter où les syndicats contestent la déreglementation, le 26 à Paris et à Lille dans les transports en commun (9 au 12, 18, 20, 24, 27).

19. — **LE PROJET DE LOI QUINQUENNALE** sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle de Michel Giraud est adopté définitivement par le Sénat. L'amendement permettant l'expérimentation de la réduction du temps de travail, expurgé de la référence à la semaine de trente-deux heures, a été adopté le 15 par la Commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat (21-22, 25).

20. — **ALENA** : L'accord de libre-échange nord-américain signé le 1^{er} octobre 1992 par le Mexique, le

Canada et les Etats-Unis est ratifié par le Congrès américain le 20, et par le Sénat mexicain le 22, après l'avoir été par le Parlement canadien en mai 1993. Le marché unique nord-américain, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994, prévoit l'abolition, en quinze ans, des barrières douanières et vise à la création de la plus vaste zone de libre-échange au monde (360 millions d'habitants) (6, 11, 17 au 20, 23).

22. — **UNION EUROPEENNE** : Alors que le Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi de la Commission européenne estime qu'il faut créer quinze millions d'emplois d'ici à l'an 2000 pour réduire le chômage en Europe, des plans d'austérité qui remettent en cause les acquis sociaux entraînent une grève générale en Belgique, le 26, et en Espagne où gouvernement et syndicats s'opposent sur le « pacte social ». Le 22, Jacques Delors lance l'idée d'un programme communautaire d'investissements publics de plus de 130 milliards de francs par an dans les infrastructures (19, 24, 25, 28-29).

23. — **ENTREPRISES** : Les deux propositions de loi en discussion à l'Assemblée nationale ont pour objectif une réforme de la loi Badinter sur les faillites de 1985, réclamée par les banques (12, 18, 19, 24 au 26).

23. — **PRIVATISATIONS** : Le coup d'envoi de la privatisation de la banque Hervet, le quatrième établissement public cédé par le gouvernement Balladur, après le Crédit local de France, le BNP et Rhône-Poulenc, est donné (25).

24. — **DEUXIEME PROJET DE LOI RECTIFICATIVE POUR 1993** : Le deuxième « collectif » examiné en conseil des ministres laisse inchangé le déficit budgétaire arrêté en juin dernier : 317,6 milliards de francs. Le gonflement des dépenses, 19,1 milliards de francs, est compensé par des économies importantes : 22,3 milliards de francs. L'objectif est de ramener le déficit budgétaire à 2,5 % du PIB en 1997 contre 4,4 % actuellement (23, 25).

24. — **SNCF** : Selon son président, Jacques Fournier, les pertes de la SNCF atteindront 8 milliards de francs en 1993 (26).

Ephéméride

garantir la convertibilité de leur monnaie en or, pour les règlements avec l'étranger. En 1944, le système se trouve bouleversé en raison des conséquences économiques de la seconde guerre mondiale. Les accords de Bretton-Woods, signés le 22 juillet 1944 et entrés en vigueur le 27 décembre 1945, établissent trois principes : — élimination des changes, chaque pays étant tenu d'établir, pour sa monnaie, une parité fixe par rapport à l'or soit directement, soit par l'intermédiaire

d'une autre monnaie, c'est-à-dire en règle générale en dollars ;

— convertibilité des monnaies pour assurer la liberté et le multilatéralisme des règlements des échanges ;

— établissement d'un régime d'étalement de change-or.

1893 : FIN DE LA GRÈVE DES MINEURS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

La grève a éclaté le 19 septembre à la suite d'un refus des compagnies de satisfaire les revendications des mineurs. Ceux-ci réclament notamment la suppression des amendes et des mises à pied, la diminution des loyers payés aux propriétaires des logements (les compagnies elles-mêmes), ainsi que l'établissement d'un minimum de salaire à 5,50 francs par jour et une prime de 30 %, avec une possibilité de vérification du syndicat.

Les mineurs touchent en moyenne 4,33 francs par jour alors qu'un kilo de pain coûte 0,30 franc ; leur salaire est proportionnel au nombre de berlines de charbon remplies (5 hectolitres). C'est le porion qui

répète à son gré les tailles, les équipes, fixe chaque jour le prix de la tâche accomplie : un arbitraire qui crée un climat de délation et d'injustice entre les mineurs (1).

Les Houillères sont prospères. Elles ont produit 14,7 millions de tonnes de charbon en 1892. Les mineurs ont donc bon espoir, malgré le bouillonnement de l'échec de la grève du bassin d'Anzin en février-avril 1894, conflit qui inspira Emile Zola pour *Le roman expérimental*, le conflit va entraîner autant de violence qu'en 1884.

De nombreux mineurs sont arrêtés par les gendarmes, jugés et condamnés par les tribunaux pour fait de grève : sur les 295 ouvriers poursuivis, 210 sont condamnés à un emprisonnement de six jours à six mois (2).

Certains quotidiens vont prendre leur défense, notamment le journal radical-socialiste *Le Réveil du Nord*, poursuivi par les compagnies houillères, qui lui réclament 10 000 francs de dommages-intérêts.

Une bonne partie de la population va apporter son soutien aux grévistes. *Le Réveil du Nord* publie, dans plusieurs de ses numéros, des listes de bienfaiteurs et le montant des secours versés par de nombreux anonymes. Mais ces secours ne suffisent pas à nourrir les familles des mineurs en grève. Les difficultés matérielles des grévistes, les arrestations et les condamnations, les menaces des compagnies houillères, les brutalités de la gendarmerie découragent les grévistes et vont entraîner beaucoup d'entre eux à reprendre le travail.

Le 31 octobre, sur les 42 931 mineurs de la région Nord-Pas-de-Calais, on compte encore 17 000 grévistes. Mais, le 4 novembre, les délégués des sections syndicales des mineurs, réunis à Lens, votent l'arrêt de la grève par 38 voix contre 18. La reprise du travail est effective le 6 novembre. Les compagnies houillères vont prendre aussitôt des sanctions : 426 ouvriers sont congédiés pour faits de grève (3).

(1) *Rebelle, rebelle ! Révoltes et mythes du mineur 1830-1946*, de Bruno Mattei, Champ Vallon, 1987 ; *Les Charbonnages du Nord de la France au XIX^e siècle*, de Marcel Gillet, Montan, 1973.

(2) Documentation obtenue à l'Association du Centre historique minier, fosse Delloye, 59287 Lewarde.

(3) *Le Réveil du Nord*, 9 novembre 1893.



Le Monde

OPINIONS

LETTRE DE FRANCFORT



Le modèle allemand n'est pas mort

par Eric Le Boucher

EN ces temps durs en Europe, osons un pronostic qui se veut « optimiste » : l'Allemagne réussira à sortir de la profonde crise qu'elle traverse en conservant son « modèle » d'économie sociale de marché. Sans doute lui faudra-t-il l'adapter et renoncer au passage à de confortables habitudes. Mais l'essentiel, c'est-à-dire la faculté de produire des biens de haut de gamme avec des salaires bien payés, serait préservé.

Malgré le mondialisation des échanges et des techniques, la République fédérale devrait parvenir à démontrer qu'il est et qu'il sera encore possible de marier l'économie et le social dans le monde moderne. En France, l'opinion, la classe politique et la presse semblent en douter fortement ces temps derniers ; d'où les tentatives protectionnistes. En Allemagne, on continue de croire que la remise en cause du « modèle rhénan » n'est que partielle.

Rien ne semble a priori confirmer cet optimisme. Helmut Schmidt résume, avec la méchante acuité qu'on lui connaît, les comptes de la nation allemande : les prélèvements obligatoires atteignent le record de 54 % du produit intérieur brut, les déficits publics 7 % du même PIB, la balance des paiements est négative et le chômage croît. « L'Allemagne n'a plus ni croissance, ni stabilité des prix, ni emploi, ni excédent », Richard von Weizsäcker, président de la République, qui exhorte ses compatriotes à sortir de leur « immobilité », ajoute que la dégradation est générale. L'industrie subit une crise des coûts, le monde du travail une crise de l'emploi, la politique une crise de crédibilité et la société une crise de direction.

Dans ce contexte, reconnaissons avec les critiques du « modèle » que ses quatre piliers sont attaqués à la base et qu'ils ont du mal à ne pas s'écrouler. La priorité à l'industrie ? L'Allemagne est le seul pays occidental à avoir créé des emplois industriels dans les années 80 : un demi-million. Hélas, ces deux dernières années auront suffi à enlever ce beau résultat. Les groupes allemands, qui s'étaient endormis sur leurs lauriers, ont engagé des programmes de productivité qui vont perdurer. La patrie des sciences et des techniques, de la chimie et de l'automobile, en sorte « tardivement » et en partie banalisée. En l'an 2000, le secteur productif ne représentera plus que 32,5 % de la valeur ajoutée contre encore 38,1 % l'an dernier. L'industrie perdra 850 000 emplois tandis que les services en créeront 820 000.

L'intégration industrielle ? Les fournisseurs de Volkswagen achetant allemand, Volkswagen achetant allemand (à 95 %) et le consommateur achète allemand. Parce que chacun tout le long de la chaîne est fidèle. Parce que ce qui est allemand est considéré en général comme meilleur dans l'industrie (mais pas dans les produits alimentaires). Hélas, Ignacio Lopez a été engagé chez VW pour mettre fin à cette politique d'achats parce qu'elle est responsable de surcoûts considérables. L'internationalisation des groupes allemands fait voler en éclat cette « intégration germano-germanique ».

La Hausbank ? Les banques allemandes sont propriétaires d'une part du capital des entreprises dont elles gèrent les comptes. Cela crée une autre forme de solidarité qui engage à long terme le secteur financier en faveur du secteur productif. Hélas, d'autres placements, notamment financiers, apparaissent plus rentables. L'exigence de rendement milite fortement contre ces rapports bancaires industriels qualifiés d'« incestueux » par les critiques. De plus, la modernisation financière mondiale réussit à briser un à un les particularismes allemands : Daimler, pour se faire coter à Wall Street, doit adopter une partie des règles comptables américaines et la Bundesbank ne peut pas faire grand-chose contre l'introduction des innovations *made in America* sur les marchés de Francfort. La conséquence en est toujours que la rentabilité de court terme a tendance à s'imposer.

Le consensus social ? Ici le recul est connu. Sortir de la « crise des coûts » conduit le gouvernement à une coupe dans les dépenses sociales et le patronat à une baisse des salaires. La Fédération de la métallurgie a rompu les conventions sociales de 1993 pour la première fois depuis la guerre. Toutes les entreprises se sont donné le mot d'ordre : elles valent un « *Mittelstand* » pour 1994 (pas d'augmentation des salaires). Le salaire allemand, chargé par un surplus d'impôts et de taxes (40 milliards l'an prochain), est prévenu par tous les économistes : son revenu devra stagner, voire baisser,

durant plusieurs années. Le modèle allemand ne fonctionne plus comme un jeu à somme positive, où tout le monde, salarié et employeur, pourrait gagner. Les conflits de distribution semblent inévitables.

Pourtant aucun Allemand ne perd confiance. Si la gravité de la crise structurelle est admise par tous, le modèle libéral-social n'est pas condamné, au contraire. Quand, en France, on évoque la nécessité de « tout changer » (la productivité, le travail, le commerce mondial), l'Allemagne affirme le besoin de « s'adapter ». Chaque pilier fait l'objet de travaux de consolidation plus ou moins convaincants. Les banques, par exemple, refusent d'abandonner leur rôle de Hausbank et résistent à l'américanisation. Les entreprises renforcent leurs raisonnements à long terme. Les syndicats font montre sur le terrain de beaucoup de compréhension. Le gouvernement réactive la politique de recherche-développement. Mais l'essentiel est ailleurs.

L'optimisme vis-à-vis du modèle allemand repose sur le constat suivant : les grandes lignes de la nouvelle économie mondiale lui sont plutôt favorables. Le monde se dessine plus technologique ? Voilà qui signifie que les coûts perdent de leur importance et qu'un haut niveau d'éducation est l'étouffement central (mais à condition de former à un métier, comme vient de le rappeler le chancelier Kohl qui demande... un recroisement des études générales). Le libre-échange s'impose ? L'Allemagne est au milieu, entre l'Est et l'Ouest. La créativité et la qualité remplaceront la production de masse ? L'Allemagne est le royaume des PME (le *Mittelstand*) et la qualité est une seconde nature. Les nouvelles organisations capitalistes prennent la forme de réseaux d'entreprises alliées ? L'Allemagne trouve là le moyen de réemployer ses « solidités » interindustrielles. L'Europe sera fédérale et la décentralisation sa règle ? L'Allemagne est un pays sans centre géographique ni économique, où le fédéralisme est aussi vieux que le pays lui-même.

La France a du mal à sortir de son centralisme généralisé et de son goût pour les pouvoirs pyramidaux. Les pays anglosaxons sont handicapés par une main-d'œuvre déqualifiée, l'individualisme crée une certaine déliquescence, l'Allemagne doit devenir plus souple, plus innovatrice, moins chère. Pas facile. Difficile même à bien des égards. Mais elle n'a pas besoin de révisions déshonorantes.

Revoir les fondements de la pensée économique

La valeur temps

Dans nos pays d'abondance, le fléau collectif n'est plus la disette mais le chômage, et les biens et services sont moins rares que le temps. La théorie économique, qui jusqu'ici ne se souciait que des premiers, doit revoir ses fondements sur cette base.

par CLAUDE CHARMEIL (*)

LES préoccupations économiques ont pris dans notre monde moderne une importance telle que nul ne s'avise de mettre en question leurs fondements. Personne ne semble mettre en doute l'objectif fondamental proposé pour toute action économique : assurer à chacun le meilleur bien-être matériel possible, ceci en réduisant au maximum la consommation des facturs et en particulier le travail.

Or cette approche repose sur des postulats sur lesquels il est nécessaire de s'interroger. Le bien-être matériel fondé sur la consommation de biens est-il le seul élément à considérer ? La recherche de la productivité maximale doit-elle toujours être tenue pour prioritaire ? Dans nos pays d'abondance, le fléau collectif n'est plus le chômage, mais le risque individuel n'est pas de mourir à la tâche mais de mourir... d'ennui. Dans les activités professionnelles, chacun trouve bien autre chose qu'une simple rémunération.

Force est de constater que les méthodes économiques traditionnelles échouent actuellement sur des difficultés très sérieuses. C'est le moment de repenser les postulats de la réflexion économique, de mieux apprécier les motivations de l'« homo economicus » et de traduire cette révision dans des règles d'action mieux adaptées au temps présent. De même que la théorie newtonienne de la gravitation appelle, pour traduire certains phénomènes extérieurs au système solaire, un renouvellement — qui lui a été fourni par la relativité —, de même l'économie mérite que l'on réfléchisse à ses fondements.

Cette révision n'est pas hors de portée. L'économie traditionnelle consiste à gérer le rareté, plus précisément la rareté des biens. Une économie repensée doit s'attacher à une autre gestion. Ne faut-il pas plutôt porter l'attention sur la temps ? Les jours n'ont que vingt-quatre heures, et la présence de l'homme sur cette terre est d'une durée limitée. Plutôt que de chercher à optimiser les satisfactions issues de la consommation de biens matériels, l'homme ne devrait-il pas avoir pour objectif de retirer le plus grand bonheur possible de l'utilisation de la durée ? Ainsi, il optimiserait les différents instants de sa vie. Il privilégierait les choix liés à son calendrier plutôt que ceux directement déduits de la contemplation de son budget. Il effectuerait le meilleur partage de son temps.

Vingt-cinq heures

Le temps devient le principal instrument d'analyse, à travers la satisfaction que l'individu étanche aux différents instants de sa vie. Il s'agit d'une approche radicalement différente de l'approche classique fondée sur la seule considération des éléments matériels.

Le problème est alors d'explorer les objectifs que l'individu se fixe en matière d'utilisation de la durée : désir de disposer de larges plages de loisirs mais aussi désir de travailler, ressentir par chacun, pour peu qu'il soit valide et en âge de le faire ; ceci afin de se rendre utile à la collectivité, et de profiter du statut social que donne la pratique de tout métier. Le chômeur souffre d'une réduction sensible de ses revenus mais sans doute plus encore de l'oisiveté dans laquelle il se débat.

Beaucoup de nos contemporains trouveraient plaisir à travailler un nombre limité d'heures chaque semaine, vingt-cinq

heures peut-être. Cela suivant un processus symétrique de celui qui les fait souffrir d'un excès de travail lorsque la durée hebdomadaire dépasse trop sensiblement quarante heures. Le nouvel « homo economicus » a probablement pour objectif non plus de travailler le moins possible au regard d'une pénalité du travail largement diminuée, mais de doser son effort pendant une durée optimale.

Un tel schéma se prête-t-il encore à l'analyse, voire même à la pratique du calcul économique quel qu'il soit ? La réponse est oui. Un modèle en cours de développement le montre et en établit les fondements économétriques. La contrainte matérielle, qui caractérise toute réflexion économique, n'en est pas absente. Elle s'y réintroduit d'elle-même suivant une démarche simple : « passer » agréablement les instants successifs de son existence exige le plus souvent la consommation de biens et de services. Toutefois, l'objectif poursuivi reste différent, la maximisation du volume de ceux-ci cède la place à la quête d'une meilleure utilisation du temps.

Le partage du travail

On peut alors imaginer une nouvelle approche intégrant pleinement les concepts de loisirs et de chômage, dont l'économie classique ne serait qu'un cas particulier. Elle traiterait par exemple en lumière les problèmes posés par les investissements de productivité entraînant la suppression massive d'emplois. Elle justifierait, d'autre part, sur la base de considérations purement économiques — et non plus sociales — le partage du travail.

Les pouvoirs publics devraient organiser les différents marchés de façon que les contrats — notamment la durée du travail — passent entre les entreprises et les individus respectant les aspirations de ces derniers. Actuellement, beaucoup de mécanismes, de nombreux règlements et les habitudes s'y opposent. Parmi les deux objectifs poursuivis dans l'action de travailler, ils privilégient très largement l'obtention d'un salaire nécessaire, par rapport à la recherche d'une satisfaction intrinsèque. Dès lors, ils protègent les salariés, mais ignorent les chômeurs.

L'objectif de croissance ne serait plus qu'un élément, parmi d'autres, des contraintes économiques. Cette recherche de la meilleure utilisation possible du temps — et non plus de la maximisation du PNB — conduirait à analyser tous les autres secteurs d'intervention de l'Etat, qu'il s'agisse de la politique commerciale et douanière, des investissements publics, de la santé menant à remplir un rôle essentiel (elle joue sur le « matras premier » constitué par le temps), ou de l'éducation et des loisirs, sources « directes » de satisfactions, etc. Il serait erroné et totalement contradictoire de n'y voir qu'une reformulation de la politique du plein emploi.

Les économistes semblent vivre dans une disposition d'esprit, autrefois pleinement justifiée, mais qui, pour nos sociétés occidentales en voie de saturation matérielle — et bien sûr, pour elles seules — apparaît dépassée. Biens et services font seuls l'objet de leurs soins : l'analyse des conditions de leur production, de leur répartition et de leur consommation constitue pour eux un but en soi. En fait, ces biens ne sont que des adjoints, souvent nécessaires, mais peu toujours, à une « consommation » plus fondamentale : celle du temps. Sans elle jusqu'à une vision « épurée » des phénomènes économiques, ne faut-il pas prévoir une économie moins « matérialiste » et forger les instruments permettant de s'y adapter ?

(*) Ingénieur, économiste.

COURRIER

La vertu du franc fort

Les avis exprimés récemment dans vos colonnes sur le franc fort ne semblent pas indiscutables. Les uns préconisent la stabilité interne du franc, essentielle, plutôt que la stabilité externe, qui finirait toujours par suivre la première. Le mark, soulignent-ils, s'est bien déprécié de moitié contre le dollar et, deux ans après, il retrouvait ses niveaux antérieurs sous l'effet de la politique de la Bundesbank, visant à contrôler non pas les cours du dollar au jour le jour mais, à plus long terme, les liquidités en Allemagne.

Certes, mais les rapports entre

le commun des pays et les Etats-Unis ne constituent pas un modèle utilisable. Les Etats-Unis, qui ont le privilège d'émettre une sorte de monnaie mondiale, n'ont jamais voulu prendre une part significative à une politique de stabilisation du dollar. Dans ces conditions, l'Allemagne n'a pas eu le choix de poursuivre un objectif externe vis-à-vis de la devise américaine. Le système monétaire européen, quant à lui, a l'ambition de prendre en compte les conséquences traumatiques, pour les économies, de cours de change chaotiques, générateurs de risques excessifs ou de coûts de couverture onéreux. Pour aboutir un jour, il n'est pas inutile de manier les deux leviers : interne et externe.

D'autres avis évoquent la fin des années 20 en France, lorsque Poincaré imposa une diminution importante du taux d'escompte, en redonnant de l'aisance au marché des capitaux par la suppression des bons de la Défense nationale, et réussit ensuite une dévaluation du franc. Sans rechercher s'il existe un lien entre l'affaiblissement des ressources destinées au budget des armées et notre disqualification militaire dix ans plus tard, on peut affirmer qu'en tout cas la gestion, même excellente, de la France de 1930, ne permet pas d'argumenter ce qu'il conviendrait de faire maintenant, alors que notre ouverture économique est très avancée et que nous avons des projets communautaires ambitieux.

Il est vrai que la Bundesbank ne facilite pas notre vertu depuis qu'elle doit gérer l'unification allemande. Est-il évident qu'il reconnait soit pour autant un remède durable à nos problèmes ? C'est un avis souvent entendu à l'étranger que les Français se plaisent à souffrir pour rien. Ils sauraient aussi bien que d'autres, dit-on, subir les rigueurs de cette fameuse vertu lorsqu'on leur en explique les aboutissants, mais il y aurait souvent quelque chose pour les décourager de faire le dernier effort. Aurions-nous une équipe de football à ce point symbolique ?

Bernard Marilla (ancien directeur des changes de la Banque de France)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Bouville-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Le Monde sur CDROM : (1) 42-37-46-11
Métamonde : (1) 40-85-29-33
Commission paritaire des journaux et publications : n° 37 437
ISSN : 0393-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde : 12, r. M. Gumbourg 94832 Ivry Cedex

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Tardieu
15-17, rue de Cabanis-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDOPUB 634 125 F
Tél : 46-62-72-71, Société filiale de la SARL Le Monde et Hubert-Bouville-Méry

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 30-15 - Tape LEMONDE
Le Monde - Documentation
30-17 UNODC ou 30-28-04-66

ABONNEMENTS PAR MINUTE

36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BOUVILLE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Tél : 251.311 F

ABONNEMENTS

PLACE HUBERT-BOUVILLE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-50-32-26 (du 9 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUR-RENT. EXTÉRIEUR (TVA 6-40-60)	AUTRES PAYS (TVA 6-40-60)
3 mois	524 F	572 F	796 F
6 mois	1 028 F	1 122 F	1 560 F
1 an	1 896 F	2 064 F	2 880 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels. Vous résilierez après le service abonnements. ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous donner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

« LE MONDE » (ISSN 0393-2037) est publié daily for 3 000 par an par LE MONDE, 1, place Hubert-Bouville-Méry - 94832 Ivry-sur-Seine - France. Journal des journaux et publications : n° 37 437. Code de la presse : 1514. Dépôt légal : 1993. POSTMASTER : Send address changes in USA to: The World, 1514, rue de Cabanis, N.Y. 10019-1114. Pour les abonnements en France : 1514, rue de Cabanis, N.Y. 10019-1114. Adresse SARL 401 Virginia Beach, VA 23461 - 289 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

301 MON 01 PP Paris RP

Les temps deviennent le principal instrument d'analyse, à travers la satisfaction que l'individu étanche aux différents instants de sa vie. Il s'agit d'une approche radicalement différente de l'approche classique fondée sur la seule considération des éléments matériels.

Le problème est alors d'explorer les objectifs que l'individu se fixe en matière d'utilisation de la durée : désir de disposer de larges plages de loisirs mais aussi désir de travailler, ressentir par chacun, pour peu qu'il soit valide et en âge de le faire ; ceci afin de se rendre utile à la collectivité, et de profiter du statut social que donne la pratique de tout métier. Le chômeur souffre d'une réduction sensible de ses revenus mais sans doute plus encore de l'oisiveté dans laquelle il se débat.

Beaucoup de nos contemporains trouveraient plaisir à travailler un nombre limité d'heures chaque semaine, vingt-cinq

Les économistes semblent vivre dans une disposition d'esprit, autrefois pleinement justifiée, mais qui, pour nos sociétés occidentales en voie de saturation matérielle — et bien sûr, pour elles seules — apparaît dépassée. Biens et services font seuls l'objet de leurs soins : l'analyse des conditions de leur production, de leur répartition et de leur consommation constitue pour eux un but en soi. En fait, ces biens ne sont que des adjoints, souvent nécessaires, mais peu toujours, à une « consommation » plus fondamentale : celle du temps. Sans elle jusqu'à une vision « épurée » des phénomènes économiques, ne faut-il pas prévoir une économie moins « matérialiste » et forger les instruments permettant de s'y adapter ?

(*) Ingénieur, économiste.

OPINIONS

Vrais et faux diagnostics sur la crise

Comment régresser

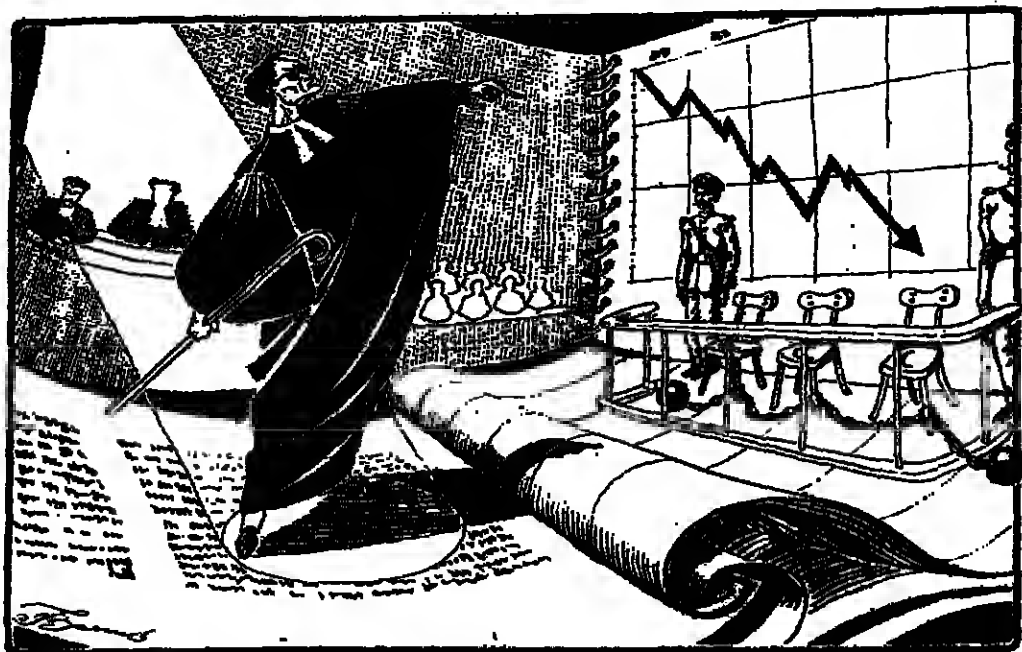
Face à la crise, les Français se trompent de diagnostic : ils accusent pêle-mêle la concurrence internationale, la productivité ou le manque d'appétit des consommateurs. Mauvais réflexes. Car les besoins existent et les moyens de les satisfaire - en créant des emplois - aussi. A condition de faire sauter les verrous qui bloquent jusqu'ici le sursaut économique.

F. par ALBERT MERLIN (*)

FACE aux bouleversements mondiaux, on s'ingénie à établir de faux diagnostics et à recourir à des clés inadéquates. C'est le plus sûr moyen de régresser. Faut-il rappeler notre ingéniosité à nous inventer mille excuses ? A commencer par l'idée que nos souffrances viennent des autres. Si ce n'est pas la faute d'eux, c'est sans doute la faute de l'évolution technologique. Et si ce n'est pas la technologie, il nous reste encore la défaillance de la demande, ce qui permet de ressusciter - on ne s'en lasse pas - les couplets traditionnels sur la « saturation » de la consommation. N'est-ce pas le plus sûr moyen pour nous de faire un immense bond en arrière ?

La faute des autres : on peut comprendre ce réflexe, sinon l'approuver sans examen ; l'arme redoutable que constitue la sous-évaluation du dollar, le protectionnisme de fait pratiqué par le Japon, voilà qui ne peut guère être contesté. Mais c'est évidemment le monté en puissance des conquérants asiatiques qui est maintenant ressenti comme la menace numéro un. Les « dragons » étaient quatre, ils sont maintenant sept, et le huitième, déjà en marche, est un continent à lui seul.

Réaction immédiate chez nous : l'industrie européenne ne survive pas. Qui et non. Si nous cherchons à sauver tous les secteurs souffreteux de notre continent, le pertes est perdue d'avance. Le problème n'est pas de figer une situation, mais de permettre que le modelage de la nouvelle division internationale du travail soit loyal, avec une règle du jeu globale et non discriminatoire. En économie de marché, cela porte un nom : le taux de change. Plutôt que de parler de dumping social (qui donc va imposer à tel ou tel dragon de changer sa législation sociale, et au nom de quoi ?), parlons de dumping monétaire.



Les derniers calculs du FMI permettent d'estimer que les monnaies des dragons sont sous-évaluées de moitié environ : un peu plus ou un peu moins selon les pays. Avec des taux de

change plus réalistes, nos problèmes ne seraient pas tous résolus, certains de nos secteurs souffriraient encore, mais d'autres seraient largement gagnants. Rien à dire à cela : le commerce inter-

national n'a jamais été fait pour qu'un pays donné, à un instant donné, puisse gagner sur tous les tableaux, c'est même la contraire ! Assurons-nous donc d'abord de la pertinence de nos diagnostics. Sinon nous continuerons à réclamer secteur par secteur, et à tenter d'arracher au GATT 2 % par-ci par-là : meigres brouilles face à la dénivelation évoquée ci-dessus.

Deuxième chef d'accusation : l'évolution technologique. Là, il y a deux camps. Le premier : celui des contempteurs de la productivité, dont la hausse permanente nous conduirait à un chômage perpétuellement croissant. A cet argument - celui des canuts -, on ne peut guère opposer que le raisonnement par l'absurde : faisons carrément marche arrière, revenons à la brochette et abandonnons nos ordinateurs au profit des machines électromécaniques. Passons. Moins radicale est la thèse du partage du travail : la croissance étant et devant rester insuffisante pour assurer le plein emploi, il ne nous resterait qu'à organiser le partage. Les difficultés d'application ne sont pas minces, mais cela ne manque pas de logique. Simplement, c'est la thèse de la résignation, de la démission : comme s'il y avait un décret divin attribuant aux Français un gâteau quasi fixe... alors que notre production ne représente guère que 4 % du total mondial !

Faut-il rappeler quelques notions de base ? Intelligemment gérée, la gain de productivité doit nous permettre : 1) d'acheter à l'extérieur les produits sur lesquels nous sommes moins performants : c'est la loi du marché, la vertu de l'échange ; 2) de transférer les ressources en main-d'œuvre ainsi dégagées vers les secteurs à productivité faible... qui se trouvent être ceux où la demande potentielle est la plus forte en nos contrées. Plus facile à dire qu'à faire ? Nous y reviendrons.

Mauvais réflexes

Mais voici que se profile la deuxième cohorte : celle qui trouve que la technologie, loin d'être trop performante, ne l'est pas assez. Les innovations d'aujourd'hui ne seraient pas assez massives pour créer des marchés, comme au temps du boom de l'automobile ou de l'électroménager. Et si l'on était myope ? Le cabinet Arthur D. Little, dressant le catalogue des bêtises des dernières décennies, cite quelques perles. En 1948 : « On peut penser que cinq gros ordinateurs suffiraient pour l'ensemble du monde. » En 1960 : « On peut penser qu'il y a un besoin mondial de trois ou quatre pacemakers par an... ». Que conseiller aux sceptiques de 1993 ? Simplement d'observer les créations de brevets, ou encore les 550 produits nouveaux recensés par l'Usine nouvelle en une seule année !

Tout cela est bel et bon, nous diront les sceptiques : mais où seront les créations d'emplois ? Nous y venons. Mais n'oublions pas le troisième inculpé : le consommateur. La question est simple : à quoi bon produire, échanger ou

même innover si le consommateur n'a plus d'appétit ? Comme par hasard, ce genre de remarque vient surtout des nantis, dont on conçoit très bien qu'il n'envoie pas d'acheter chacun cinq automobiles et dix caméscopes, en oubliant que nombre de familles modestes ont encore « faim » de produits industriels.

Mais admettons : le consommateur de ce type de biens n'est sûrement pas extensible à l'infini. Quelle chance est donc la nôtre de pouvoir enfin songer à consacrer notre énergie et notre imagination à satisfaire les besoins profonds d'une population assoiffée de bien-être : loisirs, amélioration de l'habitat, modernisation des infrastructures, embellissement du cadre de vie ! Toutes fonctions qui impliquent justement une très forte consommation de main-d'œuvre.

On commence à le comprendre. Les discussions sur le développement possible des services de « proximité » vont dans la bonne direction, mais il faut aller beaucoup plus loin, changer de braquet, repenser le problème des services aux ménages dans son ensemble (par exemple, s'est-on demandé pourquoi il n'existe pratiquement pas de crèches privées ?). Prenons le problème de l'amélioration du logement. Aux Etats-Unis, il dépasse désormais le marché du logement neuf, et la même tendance se manifeste, à un décalage près, dans notre pays. Sans doute suffirait-il de desserrer la contrainte financière par une politique intelligente en matière de taux, et les marchés seraient tout trouvés : confort, embellissement, sécurité, fonctions techniques, isolation phonique, voilà de quoi employer des bataillons d'ouvriers et d'artisans. Et le concept d'habitat ne se réduit pas au logement. Il y a tout ce qui va avec : le dessin des villes, les réseaux de transport, les services offerts aux citoyens. Est-il vraiment inévitable de perpétuer le pari de la laideur dans nos cités ?

Innombrables verrous

S'il y a une demande latente et qu'elle ne se concrétise pas, c'est qu'il y a des verrous. Dans l'état actuel de notre société, qui dit infrastructures et services aux citoyens pense financement public. Et l'on tombe fatalement sur l'écueil des déficits budgétaires. Alors sautons le pas : privatisons. Repeuplons-nous les autoroutes : où en serions-nous aujourd'hui si l'on n'avait pas décidé de confier le problème au secteur privé avec la construction d'autoroutes à péage ? Il faut, nous dit-on, que les bas de laine des Français nourrissent le croisement. Les dégonfler par l'impôt ou l'emprunt public n'est pas la meilleure solution. Recourons au marché : au besoin par émission d'emprunts et amortissement ultérieur grâce à l'encaissement de recettes.

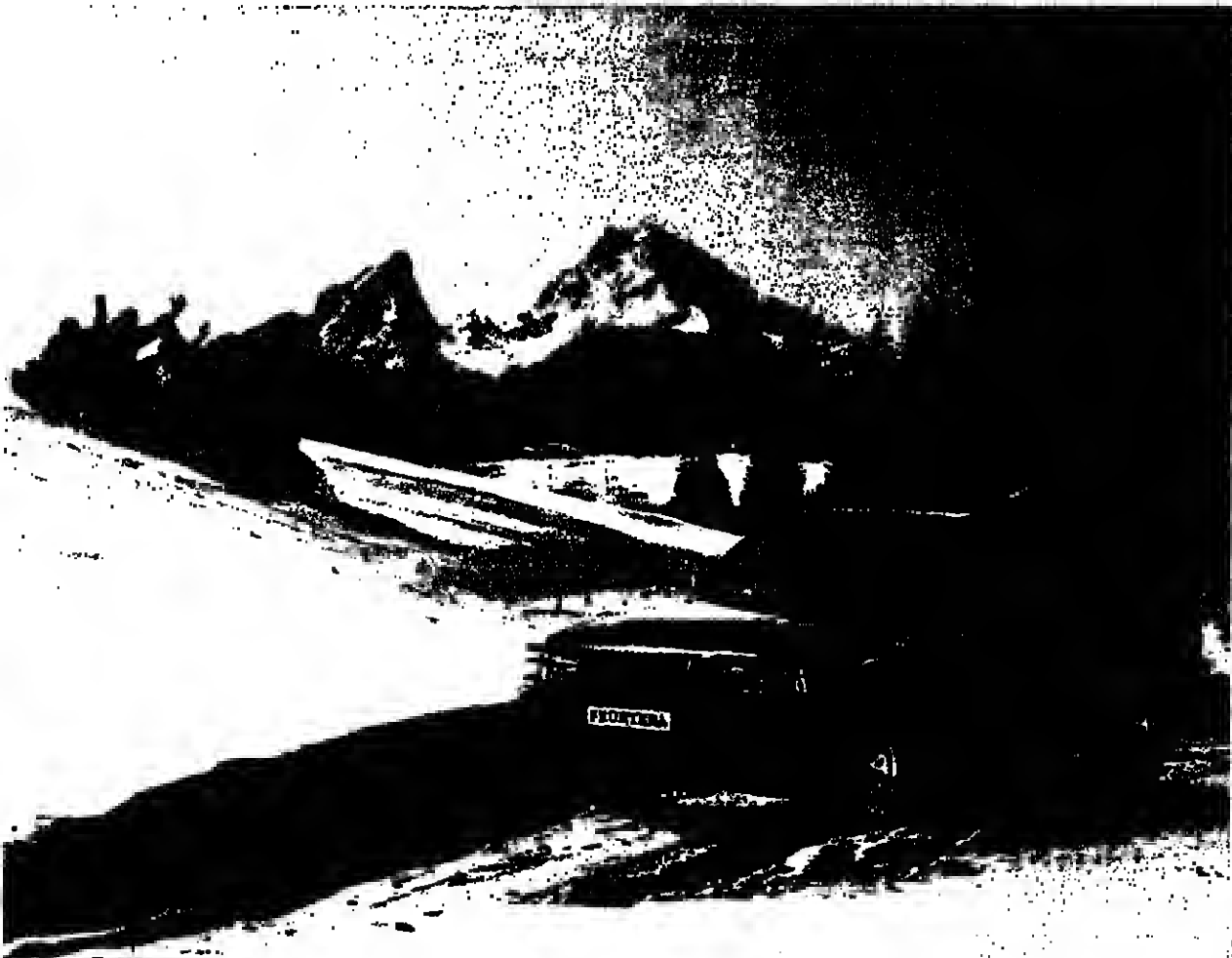
En privatisant, on rétablit le circuit direct, on est attentif à la nécessité d'offrir le produit et le service attendu, au prix où le consommateur est prêt à payer. Cela suppose, naturellement, que le loi du marché fonctionne sur tous les plans, y compris celui du travail, et que soient revus l'ensemble des contraintes, des souffles et des règlements qui tuent l'emploi.

Tout cela suggère deux ordres de réflexion. D'abord le constat d'un étonnant désarroi intellectuel. Les diagnostics erronés, la recherche d'élites ou de clés inadéquates, une incompréhension des courants profonds qui façonnent le monde et modèlent notre vie en société. Ce n'est pas que l'on manque d'experts, mais la plupart restent étonnamment routiniers. Deuxième impératif : l'effort de volonté politique. Il ne suffit pas de réparer les verrous, il faut qu'ils sautent. Sinon rien ne se passera. Dans ce cas, nous poursuivons la recherche de fausses pistes. Nous en trouvons encore, c'est sûr. Mais c'est la régression assurée.

(*) Directeur des études économiques de Saint-Gobain, vice-président de la Société d'économie politique.

OPEL FRONTERA 4x4

CETTE VOITURE A AUTANT DE RAISONS D'ETRE A LA PAGE "SPORT" QU'A LA PAGE "SOCIETE" QU'A LA PAGE "ECONOMIE".



Oui, on pourrait parler de l'Opel Frontera 4x4 sur toutes les pages du monde tant il y a de choses à dire sur ses capacités, son élégance et son prix. En fait, il suffit de savoir que c'est une grande routière qui est aussi un vrai 4x4, qu'il présente un des meilleurs rapports qualité/prix de sa catégorie, et que de toutes façons, il sera toujours beaucoup plus amusant de conduire un Opel Frontera 4x4 que de lire un texte qui en parle. Mais si ça ne vous suffit pas, vous n'avez qu'à continuer.

OPEL FRONTERA 5 Portes • Moteur 2.3i Turbo Diesel • Direction assistée • 4 vitesses électriques à descente rapide • Vernouillage centralisé • Autoradio K7 • Boîte de transfert à deux vitesses • Garde au sol : 184 mm • Moyeux débrayables automatiques ou manuels.

OPEL FRONTERA SPORT 3 Portes • Moteur 2 litres injection • Direction assistée • Régler électrique de l'assiette des phares • Autoradio K7 • Boîte de transfert à deux vitesses • Moyeux débrayables manuels • Vitres latérales, lunette arrière et toit amovibles. Différents packs d'options aux conditions très intéressantes sont disponibles pour personnaliser votre Frontera : Pack Élégance, Pack Confort et Pack Phares.

INFORMATION CONSOMMATEUR : Opel Frontera Sport 129 500 F. Mod. pers. : Frontera TD 5 portes 164 900 F. hors options. Prix publics cités en main motrice conclue au 19/07/93, AM 94. La Frontera TD citée en version avec TVA déductible.



A PARTIR DE 129 500 F.

OPEL

3615 OPEL

CONJONCTURE

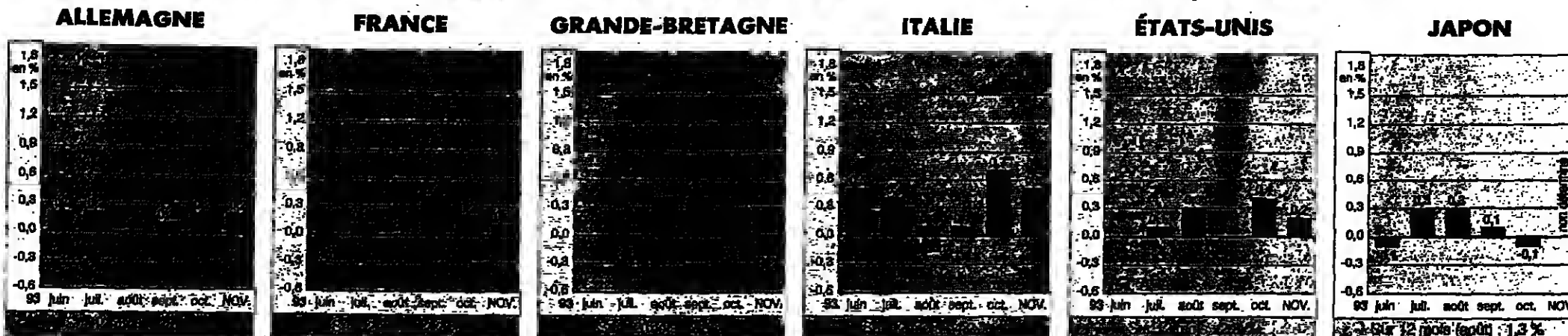
INDICATEUR • Les prix Modération persistante

AVEC un chiffre de 2,8 % au cours des douze derniers mois, la hausse des prix a retrouvé les niveaux les plus faibles connus depuis le début des années 70 aux Etats-Unis. Malgré l'accélération de la reprise, les déterminants de l'inflation sont favorablement orientés : les salaires augmentent peu et les coûts des entreprises restent faibles. Dans un contexte de contraction du prix du pétrole (lire page III), les résultats à venir devraient être durablement satisfaisants.

An Japon, où la récession est très brutale, les ingrédients déflationnistes sont encore à l'œuvre. A moins de 1,5 % l'an depuis le début de l'année, la hausse des prix à la consommation n'inspire aucune crainte pour les mois à venir. En Allemagne, l'inflation mesurée en glissement

sur douze mois a franchi tardivement le seuil de 4 % du fait de la déformation statistique liée à l'augmentation du taux de TVA en janvier 1993. Le rythme mensuel, ou semestriel, de la hausse des prix de détail est en nette décélération et l'inflation devrait mécaniquement se rapprocher des 3 % l'an dans les prochains mois.

La France enregistre quant à elle des résultats exceptionnellement stables en matière de hausse des prix depuis le début de l'année : 2 % à 2,2 % l'an selon les mois. La déflation persiste dans l'industrie, où, pour certains secteurs, la chute des prix de production est sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Elle semble cependant avoir épargné les détaillants et ne pas devoir se propager. La reprise britannique est trop récente pour susciter des craintes de reprise de l'inflation. Pour l'instant, la hausse des prix se ralentit du fait de l'amélioration de la productivité des entreprises. La préservation ou non de ces gains dans un proche avenir conditionnera en grande partie les inquiétudes sur l'évolution des prix outre-Manche.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'Amérique du Sud

Perspectives encourageantes

EN adoptant, le 17 novembre 1993, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la Chambre des représentants de Washington n'a pas seulement permis l'association progressive de l'économie du Mexique à celle de ses voisins du Nord, elle a enclenché un processus d'intégration valable pour l'ensemble des Amériques. Dès le 18 novembre, le président Bill Clinton a écrit à chacun des chefs d'Etat latino-américains pour exprimer le souhait que le partenariat voté la veille s'étende à tout le continent. Le Chili est d'ores et déjà candidat à l'adhésion à l'Aleña, la Colombie et le Venezuela, eux-mêmes liés au Mexique au sein du « groupe des Trois », sont bien placés pour l'imiter à bref délai. Le ministre des finances colombien, Rodolfo Herrera, a affirmé sa certitude de voir réalisée d'ici dix ans l'union économique des deux Amériques.

Au-delà de ces propos optimistes, il n'est pas douteux que l'Amérique du Sud se prépare, depuis plusieurs années, à une mutation économique radicale. La Banque interaméricaine de développement a observé qu'au fur et à mesure que les sociétés multinationales s'installent sur les différents marchés nationaux sud-américains, leurs réseaux de filiales suscitent des accroissements de productions de biens différenciés répondant aux demandes locales. Une étude rétrospective sur les échanges entre filiales (dits « commerce intra-industrie ») montre en particulier que la progression de ce type de relations économiques à l'intérieur de l'Amérique latine a été, sur vingt ans et pour tous les pays de la région, beaucoup plus rapide que celle des échanges de même nature avec le reste du monde.

Schématiquement, on peut dire que chaque pays sud-américain a deux partenaires commerciaux privilégiés : l'Amérique latine, d'une part, et les États-Unis, d'autre part. L'évolution des courants d'échange confirme donc la thèse selon laquelle la similitude de la répartition des facteurs, la proximité géographique et l'existence de zones de libre-échange constituent des éléments moteurs du commerce intra-industrie et, par conséquent, de développement tout court. Avec la mise en place, entre autres, de l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration), du MERCOSUR et de l'Aleña, bientôt reliés entre eux par des passerelles de plus en plus solides, il ne semble donc pas utopique de partager les prévisions du ministre des finances colombien, au moins sur le long terme.

En attendant, les pays qui éprouvent de graves difficultés économiques devront mener à bien les réformes de structure trop longtemps retardées. Il s'agit pour l'essentiel du Brésil, victime

d'une inflation ébréchée (2 400 % en 1993). Le ministre des finances, Fernando Henrique Cardoso, doit présenter prochainement au Congrès un nouvel indice de l'inflation qui remplacerait les onze indices actuels et aurait un caractère « monétaire » (il mesurerait la valeur d'un « panier de devises »). Cet indice permettrait l'introduction d'une nouvelle monnaie, pour peu que les entreprises se réfèrent exclusivement à elle pour fixer leurs prix, et non à leurs propres anticipations inflationnistes.

Avant de lancer cette monnaie, le Brésil doit réussir le redressement des finances publiques (le budget 1994 prévoit des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses). Le nouveau plan de stabilité, favorablement accueilli par la Bourse de São Paulo, devrait favoriser, s'il est adopté, les négociations avec le FMI en vue d'un prêt stand-by de 2,1 milliards de dollars. Cette somme permettrait notamment d'acheter des bons du Trésor américain destinés à garantir une partie de la restructuration de la dette bancaire du Brésil (environ 80 milliards de dollars, sur une dette totale de 137 milliards fin 1993), une des dernières en Amérique latine à n'avoir toujours pas fait l'objet d'un accord.

Pour la plupart des autres pays sud-américains, les perspectives pour 1994 sont bonnes. Les prévisions de croissance sont en moyenne de 4,1 % en 1994 pour ce qui concerne l'Argentine, 4,5 % pour le Chili qui a volontairement atténué la surchauffe observée depuis 1992, et 4,2 % pour la Colombie. Le Venezuela, en proie à la récession en 1993, attend de son nouveau président élu, Rafael Caldera, qui prendra ses fonctions en février, la définition d'une politique économique de relance.

A l'horizon 1999-2003, les instituts internationaux voient presque tous les pays sud-américains installés dans un processus de croissance régulière : 4,1 % au Venezuela, 5,5 % au Brésil et 6,1 % au Chili, par exemple. Le moment paraît vraiment favorable à une redéfinition de l'organisation économique régionale. Les États-Unis, par la voix du vice-président Albert Gore, viennent d'annoncer la tenue en 1994 d'un grand sommet commercial auquel seront invités tous les pays démocratiques du continent, en vue de faire émerger « une communauté plus intégrée par les échanges commerciaux et les valeurs politiques ». La fameuse sphère de prospérité et de stabilité s'étend de l'Alaska à la Terre de Feu pour cesser d'être un slogan ou un vœu pieu au cours des prochaines années.

Jean-Luc Chalumeau
Economiste de la Banque
Sudaméricaine



PAYS • L'Uruguay Coup d'arrêt

AVEC 3,1 millions d'habitants et un PNB de 11,2 milliards de dollars (2,8 % du PNB brésilien), l'Uruguay fait partie des « petits pays » d'Amérique du Sud. Cependant, Montevideo a été choisie comme capitale du MERCOSUR (marché commun entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) et joue un rôle important à l'échelle du continent, notamment comme place financière assurant une partie appréciable du financement du commerce entre les différents pays d'Amérique latine.

L'Uruguay s'est singularisé par rapport à ses voisins en refusant par référendum, le 13 décembre 1992, l'essentiel de la politique de privatisations proposée par le gouvernement du président Lacalle. Ce coup d'arrêt à l'effort de libéralisation de l'économie a coïncidé, en 1993, avec un net ralentissement de la croissance (+ 2 % au lieu de 7,4 % en 1992). Les prévisions ne dépassent pas 1 à 3 % pour 1994.

L'inflation a atteint 55 % en 1993, en grande partie du fait des entrées de capitaux extérieurs. Ces derniers sont certes indispensables à l'équilibre de la balance des paiements et à l'augmentation du niveau des réserves de change, mais ils gonflent la liquidité interne de l'économie alors que le gouvernement se refuse à accompagner la hausse des prix par une dévaluation équivalente de la monnaie. Il en a résulté une diminution des exportations, par

ailleurs victimes de la baisse des prix internationaux des matières premières (1,16 million de dollars pour les neuf premiers mois de 1993 contre 1,24 million au cours de la même période de 1992), tandis que les importations ont augmenté en raison de l'ouverture des frontières. Les revenus du tourisme ont stagné, du fait d'une certaine désaffection des habitants argentins de la station balnéaire de Punta-del-Este.

L'Uruguay n'est pas au bout de ses peines : parmi les dossiers explosifs figure celui des retraites. Doté dès le début du siècle d'un système de protection sociale extrêmement généreux, l'Uruguay n'a plus les moyens d'assumer aujourd'hui la charge de 450 000 retraités, dont les pensions ont été indexées sur l'inflation depuis 1989. Les réformes de structures qui s'imposent paraissent politiquement hors de portée pour l'actuel gouvernement. Il faudra donc attendre les prochaines élections, en novembre 1994, pour espérer voir l'Uruguay s'attaquer aux problèmes dans la solution conditionne son avenir. L'hebdomadaire *Disputada*, en se plaignant du fait que la durée moyenne d'acheminement du courrier soit de huit jours à l'intérieur de Montevideo avec « 14 % de pertes », ne fait qu'illustrer une dégradation générale qu'il importe d'enrayer.

J.-L. C.

SECTEUR • Le cinéma

Une industrie surprotégée

LA volonté intransigeante des Américains de réduire, à l'occasion des négociations du GATT, les réglementations et les subventions qui protègent l'audiovisuel et le cinéma en Europe (et en France particulièrement), placent le septième art en position délicate. Avant même que Hollywood n'entame une guerre sur les derniers barrages placés devant son irrésistible expansion, un état des lieux avait été effectué par l'inspecteur des finances Jean-Paul Chuzel (*le Monde* du 17 décembre 1992), qui avait révélé de manière très crue la crise du cinéma français.

En dix ans, les films français ont perdu les deux tiers de leur public. De 107,8 millions de spectateurs en 1982, les entrées sur les films français ont chuté à 35,2 millions en 1991. Sur la même période, les films américains ont consolidé leur audience : de 60,7 millions d'entrées en 1982, ils sont passés à 68,7 millions de spectateurs en 1991. En 1992, la fréquentation des salles a encore baissé par rapport à 1991 : 115,9 millions de spectateurs contre près de 117 millions l'année précédente, ce qui correspond à un fléchissement de plus de 1 %.

L'année 1992 a cependant été marquée par une remontée du film français qui est passé de 30 % à 35 % de part de marché, gagnant ainsi 4,4 millions de spectateurs sur un petit nombre de films prestigieux : *Indochine*, *L'Amant*, *Christophe Colomb* et *Le Zèbre*. Les chiffres manquent encore pour 1993, mais le phénomène des *Visiteurs*, le film de Jean-Marc Poiré (plus de 12 millions d'entrées), devrait confirmer cette tendance.

L'embellie 1992 marque-t-elle la fin de la crise ? Il est, bien sûr, trop tôt pour préjuger de la chose. Mais la baisse des entrées a surtout mis en lumière la contradiction aiguë qui existait entre la désaffection progressive du public pour les films français d'un côté et le maintien de la production nationale à un niveau élevé de l'autre.

Le nombre des films produits s'est en effet accru au plus fort de

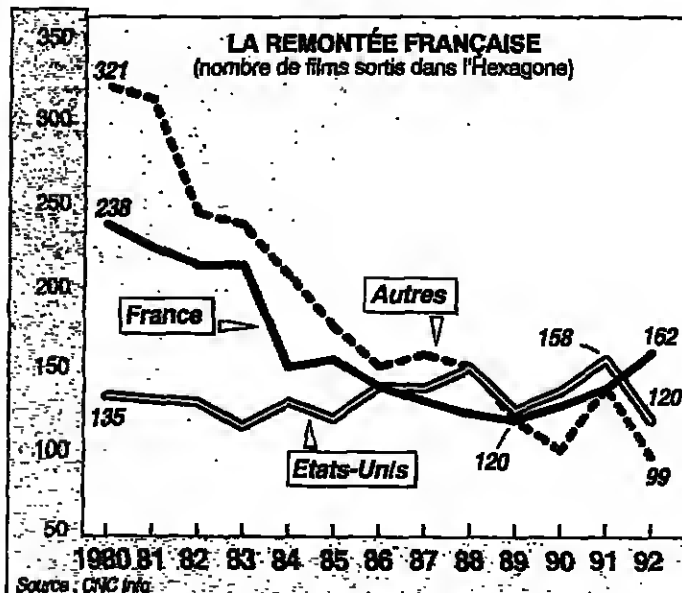
la crise, passant de 134 innombrables produits en 1986 à 155 en 1992. Ces chiffres doivent cependant être nuancés : dans la mesure où la part des films coproduits avec l'étranger a augmenté. Alors que le nombre des longs-métrages français à 100 % a chuté de 97 à 72 entre 1986 et 1992, la part des films coproduits a plus que doublé sur la même période, passant de 15 en 1986 à 41 l'an passé.

Le montant des investissements a, lui aussi, progressé de manière significative. De 1,77 milliard de francs, les sommes engagées sur la production de films en France ont atteint 3,6 milliards de francs en 1992. Sur ce montant, la part des investissements purement français est de 2,8 milliards de francs auxquels s'ajoutent moins de 800 millions de francs de capitaux étrangers (subventions européennes notamment). Cette montée en puissance des financements s'explique surtout par l'envolée des coûts : le devis médian d'un long-métrage a plus que doublé en France entre 1986 et 1992 : de 10,4 millions de francs, le prix de revient moyen d'un long-métrage est passé à 19 millions de francs.

Le principal banquier du cinéma reste Canal Plus, avec 562 millions de francs investis en préachat de droits de diffusion sur 124 films. Les chaînes en clair ont engagé de leur côté 392 millions de francs, les Soficas (sociétés destinées à favoriser des investissements privés dans le cinéma en échange d'un avantage fiscal) 179,2 millions de francs, et l'aide du Centre national du cinéma a atteint 313 millions de francs.

Si les gouvernements n'ont jamais souhaité réduire les mécanismes quasi-automatiques de soutien financier mis en place pour protéger l'industrie du film en France, il reste néanmoins aux producteurs à justifier cette bonne volonté en se souciant un peu plus des attentes du public. Le succès des *Visiteurs* et le coup de semonce du GATT devraient accélérer cette prise de conscience.

Yves Mamou



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.



On ne censurera jamais l'élégance,
on ne censurera jamais la joie,
la fête et les femmes.

Yves Saint Laurent

هكذا من الأمل

L'Ukraine nucléarisée ?

Depuis la fin de la guerre froide, l'Ukraine est devenue une puissance nucléaire majeure. Elle possède le deuxième plus grand stock de bombes atomiques au monde, après les États-Unis. Cette situation pose de nombreuses questions sur la sécurité internationale et le rôle de l'Ukraine dans le monde.

La de

Chaque jour, à l'heure du déjeuner, les Français se retrouvent devant leur écran de télévision pour assister à la diffusion en direct de la séance plénière de l'Assemblée nationale.

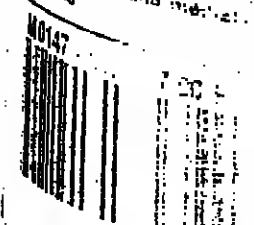


La

Le 10 décembre 1993, le Sénat a adopté la loi relative à la réforme de la justice. Cette loi vise à améliorer l'efficacité du système judiciaire et à réduire les délais de jugement.

Le discours

Le discours prononcé par le président de la République lors de la cérémonie de la remise des prix Nobel de la paix a été salué par le public. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les conflits et promouvoir la paix.



A L'ÉTRANGER